Ernst Karl Winter : éléments d'une pensée alternative de l'Autriche de l'entre-deux-guerres

Gérard Grelle

▶ **To cite this version:**

Gérard Grelle. Ernst Karl Winter : éléments d'une pensée alternative de l'Autriche de l'entre-deux-guerres. Science politique. Université Paris-Est, 2013. tel-00957194

HAL Id: tel-00957194
https://theses.hal.science/tel-00957194

Submitted on 13 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Paris-Est Créteil
Diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches

Ernst Karl Winter :
Eléments d'une pensée politique alternative de l'Autriche de l'entre-deux-guerres

Mémoire scientifique
présenté en vue de l'obtention du Diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches

par

Gérard Grelle

Maître de Conférences
Université de Limoges

Directeur de recherche :
Monsieur Jürgen Doll
Professeur à l'Université de Paris-Est Créteil

Composition du jury :
Président du Jury : Gerald Stieg (Paris 3 Sorbonne nouvelle)
Membres du jury :
- Mme Anne-Marie Corbin (Rouen)
- M. Jacques Lajarrige (Toulouse 2)
- M. Friedrich Taubert (Bourgogne)
- M. Bertrand Westphal (Limoges)

Date de soutenance : 21 juin 2013

Remerciements

Ce travail de recherches n'aurait sans doute pas pu prendre forme sans les nombreuses conversations initiales avec M. Ernst Florian Winter, fils aîné d'Ernst Karl Winter, qui nous a en quelque sorte « introduit » à la pensée et à l'œuvre de son père. Il nous a fait découvrir l'univers intellectuel et politique de son père. Il nous a en outre, grâce à ses souvenirs, aidé à élucider les étapes de l'exil entre mars 1938 et son arrivée aux Etats-Unis, et nous a ainsi permis de mieux comprendre les phases et les implications de son très bref exil parisien.

Notre gratitude va également vers M. Anton Staudinger, professeur émérite à l'Institut d'Histoire Contemporaine de l'Université de Vienne, avec lequel nous avons eu de nombreux échanges non seulement sur l'action et la réflexion politique d'E.K. Winter dans les années 30 et 40, mais aussi sur le contexte politique et social de cette période, et notamment sur la problématique de l'idéologie « patriotique » du régime corporatiste. Grâce à son intervention, nous avons pu en outre avoir libre accès à la bibliothèque de son institut et consulter ainsi les ouvrages nécessaires à nos travaux.

Nous tenons tout particulièrement à remercier M. Jürgen Doll, professeur à l'Université de Paris-Est Créteil, qui a dirigé ces travaux. Durant les longues années consacrées à l'approche de la pensée politique d'E.K. Winter, il nous a apporté ses conseils permanents et nous a fait pleinement profiter de ses connaissances de l'histoire idéologique et politique de l'Autriche contemporaine.

Nous n'oublierons pas enfin Christa, notre épouse, ainsi que Camélia et Daniéla, nos deux filles, qui ont su tout au long de ces longues années faire preuve d'une immense compréhension à notre égard et ont souvent renoncé à des activités communes pour nous permettre de nous consacrer pleinement à nos activités de recherche. Nous exprimons à chacune d'elles toute notre reconnaissance.

Introduction

L'Autriche de l'entre-deux-guerres, créée dans ses nouvelles frontières par les vainqueurs de la Première Guerre Mondiale, ne fut pas un enfant désiré, du moins pas de la majorité de ses responsables politiques. A en prendre à témoin le fait que ceux-ci aient voulu la proclamer « partie intégrante de la République allemande », comme il était dit à l'article 2 de la Constitution adoptée le 12 novembre 1918. Certes, la réaction des vainqueurs ne se fit pas attendre : tout rattachement à l'Allemagne lui fut interdit – et ce de façon réitérée entre 1918 et 1933 -, mais la question de l'identité nationale ne fut pour autant de cette manière nullement résolue, et nombreux étaient les Autrichiens qui se sentaient « allemands » et non « autrichiens ».

Par ailleurs, si le parlement avait opté sans ambigüité, en novembre 1918, pour la forme républicaine de l'Etat, ceci n'empêchait pas certains éléments conservateurs de garder la nostalgie de la monarchie déchue et de rêver d'un retour de l'empereur, surtout lorsque la République, à compter de 1933, sera menacée dans son existence par le pouvoir national-socialiste allemand. La démocratie, simultanément et officiellement instaurée pour accompagner cette République, ne tarda pas non plus à être remise en cause, notamment par les chrétiens-sociaux qui, dans les années 20 mais surtout au début des années 30, entendaient pour leur part mettre en place une « vraie démocratie », préfiguration des futurs régimes fascistes qui s'imposèrent peu à peu dans beaucoup de pays d'Europe. Face à cela, les représentants de la gauche souhaitaient l'instauration d'un régime socialiste, dans le pire des cas en ayant recours à la « dictature du prolétariat ». Pour résultat, la démocratie fut bel et bien supprimée en mars 1933, et les catholiques conservateurs imposèrent un régime corporatiste basé sur l'étroite coopération de l'Eglise et de l'Etat. S'ensuivit l'interdiction des partis communiste et social-démocrate et l'autodissolution des partis conservateurs.

Le régime corporatiste se mit peu à peu en place, mais fut rapidement confronté à un ennemi extérieur : le national-socialisme. Il engagea alors la lutte sur deux fronts :

contre le national-socialisme, mais aussi contre la gauche sociale-démocrate, refusant de comprendre que le véritable ennemi était le national-socialisme, et non la social-démocratie. Il s'enfonça de plus en plus dans l'autoritarisme, s'appuyant sur un patriotisme pseudo-autrichien qui, en réalité, voulait faire des citoyens autrichiens de « meilleurs Allemands ». Pas à pas, cette politique du « fascisme concurrentiel », expression forgée par Anton Staudinger, conduisit à l'échec ; politiquement isolés, les dirigeants de l'Etat corporatiste, par leur politique qui consistait à lutter à la fois contre les nazis et contre les sociaux-démocrates et les communistes, ne pouvant appuyer leur politique sur aucune véritable base populaire, furent progressivement contraints de céder du terrain aux nationaux-socialistes. L'issue d'un tel combat était prévisible : en mars 1938, l'Allemagne nationale-socialiste annexa, sans grand mouvement de protestation internationale, l'Autriche de Dollfuss / Schuschnigg.

Le cours de ces événements qui menèrent l'Autriche, de 1918 à 1938, à la catastrophe par les étapes décrites précédemment, fut certes très majoritairement soutenu et approuvé par les milieux catholiques conservateurs, mais pas par la totalité. Une frange, dès le départ, se rangeant essentiellement sous la bannière du légitimisme, revendiquant un retour à l'ancien ordre politique de la monarchie, constitua très tôt un élément critique vis-à-vis de la politique pratiquée par la majorité chrétienne-sociale. Cette minorité, violemment anti-allemande et pro-autrichienne, même si elle ne joua dans les faits qu'un rôle extrêmement réduit, n'en produisit pas pour autant en la personne d'Ernst Karl Winter un penseur politique dont l'éventail des idées couvre un très large spectre. La postérité a irrémédiablement lié son nom à l'émergence et à la conceptualisation de l'idée d'une nation autrichienne indépendante de la nation allemande, tout comme elle a retenu, à l'autre extrémité de l'échiquier politique autrichien, le nom du communiste autrichien Alfred Klahr, mais la connaissance de leur œuvre respective et de leur impact sur l'Autriche moderne reste très parcellaire.

Nous nous attacherons donc, dans ce travail, à présenter et à élucider la pensée politique d'E. K. Winter sous ses différentes facettes qui ne se limitent pas au concept de l'identité autrichienne, mais traitent également de la forme institutionnelle de l'Etat, du rapport à la démocratie et aux partis politiques, de la place de l'Autriche dans son contexte européen, etc. Au départ légitimiste, E.K. Winter s'est en effet très vite positionné politiquement en « marginal » de cette mouvance ; simultanément très proche du parti chrétien-social et d'un certain nombre de ses dirigeants, il a toujours

gardé une attitude critique à l'égard de la majorité gouvernementale, même lorsque celle-ci va l'investir de la fonction de troisième adjoint au maire de Vienne en 1934. Ses conceptions politiques, élaborées dans une position souvent très précaire, bien que très marginales, recèlent en effet nombre d'idées que l'on va retrouver dans les pratiques politiques de l'Autriche d'après-guerre.

La recherche sur E.K. Winter reste jusqu'à ce jour, tant en Autriche qu'à l'étranger, extrêmement réduite. L'un des tout premiers travaux qui lui ont été consacrés a été réalisé en France dès 1978 par la thèse de 3e cycle de Michel Cullin[1] ; celle-ci portait cependant uniquement sur la question de l'identité autrichienne et n'abordait pas le reste de la pensée politique d'E.K. Winter, à savoir sa réflexion sur la forme institutionnelle de l'Etat, la démocratie, le corporatisme ou les partis politiques.

Cette thèse, dans sa thématique, précède le très important ouvrage en français de Félix Kreissler publié en 1980 intitulé *La prise de conscience de la nation autrichienne*[2] dans lequel l'auteur cite E. K. Winter pas moins d'une quarantaine de fois et évoque pour la première fois dans le domaine public la réflexion et l'action d'E. K. Winter dans la formation et l'évolution de la conscience nationale autrichienne moderne. Jusqu'à cette date, la recherche autrichienne, à quelques rares exceptions près, n'avait jamais évoqué cette figure de l'histoire.

Du côté autrichien, il a fallu attendre la thèse de doctorat de Robert Holzbauer soutenue en 1992[3] ; celle-ci représente sans aucun doute la contribution la plus importante à la recherche actuelle sur E.K. Winter ; elle en situe très bien, selon Ernst Florian Winter, la biographie, évoque divers aspects de sa pensée politique, sans toutefois effectuer de synthèse systématique de sa pensée politique.

Signalons par ailleurs que l'ouvrage de Ernst Bruckmüller intitulé *Nation Österreich*[4] - longtemps « référence » en matière d'éveil de la conscience nationale autrichienne - n'évoque qu'à deux reprises et de façon très brève le nom d'E. K. Winter ; c'est dire tout l'intérêt qu'E. Bruckmüller porte à sa pensée et à son action.

---

[1] Michel Cullin, *Les théories de la nation autrichienne de 1934 à 1938,* thèse de 3e cycle, Université de Paris III, Paris, 1978, pp. 308.

[2] Félix Kreissler, *La prise de conscience de la nation autrichienne 1938-1945-1978*, Paris, P.U.F., 1980, 2 vol., pp. 985.

[3] Robert Holzbauer, *Ernst Karl Winter (1895-1959), Materialien zu seiner Biographie und zum konservativ-katholischen politischen Denken in Österreich 1918-1938,* Wien, Diss., 1992, pp. 440.

[4] Ernst Bruckmüller, *Nation Österreich, Kulturelles Bewusstsein und gesellschaftlich-politische Prozesse,* 2. ergänzte und erweiterte Ausgabe, Wien-Köln-Graz, Böhlau Verlag, 1996, pp. 465.

Les divers articles publiés tant en français dans la revue *Austriaca* qu'en allemand soit dans des revues spécialisées, soit dans des ouvrages collectifs, ne peuvent traiter, de par leur nature même, que de questions très spécifiques et rester parcellaires quant à l'œuvre politique d'E.K. Winter. En français, les articles de Michel Cullin abordent la question du catholicisme politique en général et évoquent accessoirement les positions d'E. K. Winter en la matière, mais ne traitent jamais d'E. K. Winter en particulier. Divers articles en allemand cités dans la bibliographie se sont intéressés soit au parcours biographique d'E. K. Winter (R. Holzbauer, N. Leser), soit à des aspects très spécifiques de sa pensée, comme par exemple ses aspects sociologiques (R. Knoll), ou bien ses rapports à la social-démocratie (H. Pepper), mais aucun ne traite l'important sujet de sa relation à la forme monarchique de l'Etat, à la démocratie, et en particulier au concept de *« vraie démocratie »* prôné par les chrétiens-sociaux conservateurs, voire de sa vision de la politique en général.

Il nous a semblé opportun, dans de telles conditions, d'aborder d'un point de vue que nous qualifierons presque de « politologique » l'intégralité de l'œuvre jusqu'ici publiée - et donc accessible – d'E. K. Winter. Pour ce faire, nous avons eu de longs entretiens avec son fils aîné Ernst Florian Winter qui nous a guidé dans notre réflexion et apporté maintes précisions. Nous avons pu en outre interrogé Otto de Habsbourg tant par échange épistolaire qu'en l'interrogeant personnellement sur ses rapports avec E.K. Winter[5]. Nous regrettons de ne pas avoir eu accès aux archives de ce dernier (celles-ci n'étaient jusqu'à présent ni classées, ni répertoriées) et en particulier à ses carnets journaliers ainsi qu'à sa correspondance susceptibles d'éclairer les points obscurs de notre travail. Ces archives ont été déposées l'été dernier par son fils Ernst Florian Winter à l'Académie Diplomatique de Vienne où elles sont désormais consultables. Elles comportent en outre, selon celui-ci, quelques quatre mille pages prêtes à être publiées …. La recherche aura donc encore beaucoup à faire !

En dépit de ces manques que nous espérons pouvoir combler dans les mois à venir, nous avons structuré notre travail en cinq grandes parties : éléments biographiques, géopolitique de l'Autriche, conceptions institutionnelles, critique des dictatures en

[5] On lira en annexe une lettre d'Otto de Habsbourg dans laquelle il prend position à propos de ses rapports avec E.K. Winter ainsi que le texte de l'interview qu'il nous a accordée le 12 octobre 2006.

place, rapports aux partis politiques pour terminer par les traces d'influence que sa pensée politique a pu laisser dans la culture politique de l'Autriche d'après-guerre.

Nous commencerons, afin de situer Ernst Karl Winter dans son contexte historique, par une courte biographie. Après quoi nous montrerons très brièvement comment E.K. Winter s'est lui-même défini par rapport à son entourage politique. Nous avons ensuite évoqué son parcours intellectuel qui s'appuie successivement sur la philosophie grecque (Platon et Aristote), puis sur la culture religieuse occidentale, en l'occurrence sur les Pères de l'Eglise (Saint-Augustin et Saint-Thomas d'Aquin) avant de faire le détour par les penseurs du romantisme politique allemands du dix-neuvième siècle (F. Schlegel, J. Görres et A. Müller) pour aboutir finalement à Karl von Vogelsang, principal représentant autrichien de la doctrine sociale chrétienne et maître à penser d'E. K. Winter.

Une fois ces fondements philosophico-religieux posés, nous aborderons dans un long chapitre le thème central de la pensée d'E. K. Winter, le concept et la conception de « l'idée autrichienne », et de la « nation autrichienne » et nous montrerons combien ces thèmes, qui constituent le cœur de sa réflexion politique, ont évolué au fil des événements historiques qui se sont déroulés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Nous consacrerons alors un chapitre à la manière dont E.K. Winter a très lucidement situé l'Autriche dans son contexte centre-européen, à savoir au sein d'une confédération danubienne dont il a clairement défini les lignes.

Nous dépasserons alors le cadre de cette réflexion sur l'identité nationale pour l'élargir à un certain nombre de sujets peu ou pas abordés jusqu'à ce jour par la recherche sur E. K. Winter et qui nous ont semblé essentiels pour établir une sorte de véritable cartographie de sa pensée.

En premier lieu, nous nous pencherons sur sa réflexion institutionnelle sur la forme de l'Etat : l'Autriche, dans son contexte de l'entre-deux-guerres, devait-elle rester une République ou bien redevenir une monarchie ?

Nous aborderons ensuite les conceptions d'E.K. Winter en matière de démocratie, et ce tout particulièrement au regard des discussions, dans les milieux conservateurs, du concept de la « vraie démocratie » dans les années 20 et au début des années 30, puis de l'élimination du régime démocratique à compter de 1933.

L'accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne, puis l'élimination du Parlement autrichien en mars 1933 et enfin la proclamation de l'Etat corporatiste en mai 1934 vont plus que sensiblement modifier la vision politique d'E. K. Winter. Nous

analyserons successivement ses positions vis-à-vis du corporatisme autrichien et du national-socialisme allemand. Ceci nous conduira ensuite à examiner ses positions à l'égard des courants politiques autrichiens, à savoir les chrétiens-sociaux, représentants du Catholicisme politique, les sociaux-démocrates et les communistes. Ceci nous amènera, dans un bref chapitre, à discuter de son propre positionnement sur l'échiquier politique autrichien, positionnement synthétisé par la formule *« rechts stehen, links denken »* dont nous tenterons de donner une explication.

Enfin, dernière étape de notre réflexion, nous essaierons de montrer certains parallélismes entre les positions d'E.K. Winter conçues dans l'entre-deux-guerres et le renouveau politique et social qui s'opère dans l'Autriche d'après-guerre et de trouver des « ponts » - pour employer un terme cher à E.K. Winter – entre sa pensée et les pratiques politiques qui se mettent en place après 1945.

1ère partie

Eléments biographiques

Chapitre 1

Courte biographie

1.1. Jeunesse et études universitaires

Ernst Karl Winter est né le 1er septembre 1895 dans le 18ème arrondissement de Vienne. Il est le fils unique d'une famille de la petite bourgeoisie. Ses ancêtres, tant du côté paternel que maternel, étaient issus de la paysannerie autrichienne. Les racines de la famille Winter se situent en Basse et en Haute Autriche, mais l'arbre généalogique montre que celle-ci avait ses origines à la fois en Tchécoslovaquie et en Hongrie. La famille Winter, produit d'un mariage entre un père de tradition catholique et une mère d'origine protestante, se déclarait catholique sans toutefois pouvoir être considérée comme « bigote ». Le jeune E. K. Winter fait ses études secondaires au lycée de son arrondissement dont il qualifie l'ambiance, à l'époque, de « pangermaniste »[1]. E. K. Winter rejoint dès 1912 les rangs de la Jeunesse catholique qui gravite autour de la personne d'Anton Orel[2]. C'est dans ce mouvement de jeunesse catholique qu'il trouve ses premières racines idéologiques, notamment en ce qui concerne l'idée d'une nation autrichienne ou, à plus proprement parler, d'une nation « grand-autrichienne »[3] en opposition à la vision « pangermaniste » qui l'entoure. Reprise sous diverses formes, il conservera cette conviction « autrichienne » tout au long de sa vie et celle-ci lui servira constamment de fil conducteur idéologique, y compris dans son exil américain. Cette continuité idéologique le place cependant dès le départ en position marginale sur la scène politique autrichienne, la plus grande partie de l'échiquier politique autrichien plaidant dans l'entre-deux-guerres, pour des raisons parfois diamétralement opposées, en

[1] Robert Holzbauer, Ernst Karl Winter (1895-1959). Materialien zu seiner Biographie und zum konservativ-katholischen Denken in Österreich 1918-1938, Wien, Dissertation, 1992, p. 13.
[2] Anton Orel (1881-1959), sociologue et publiciste viennois qui propageait alors les idées de Karl von Vogelsang (1818-1890), fondateur du mouvement chrétien-social autrichien
[3] Robert Holzbauer, Ibidem.

faveur d'un rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. C'est également au sein de ces mouvements de jeunesse catholiques qu'E. K. Winter se forge ses conceptions « sociales » et anticapitalistes qu'il ne reniera à aucun moment de son parcours politique.

Au moment du déclenchement de la Première Guerre Mondiale, E. K. Winter partage l'enthousiasme général en faveur des hostilités, justifiant cette position en prônant la vision d'une

> *Grande Autriche forte dans laquelle fleurisse, sous l'éclat de soleil d'un grand et joyeux avenir, l'idée d'un Etat autrichien, la pensée d'une mission autrichienne qui apporterait aux peuples des Balkans culture et liberté,* [4]

une position qui annonce deux antipodes de l'idée autrichienne, à la fois l'idéologie corporatiste du régime de Dollfuss / Schuschnigg et la fidélité à la nation autrichienne de E. K. Winter telle qu'il la concevra dans son exil.

Dès le début du conflit, E. K. Winter s'engage volontairement dans un régiment de chasseurs alpins du Tyrol. Cette étape de sa vie est sans doute décisive pour son évolution idéologique. En effet, la majorité des soldats de son régiment, composé essentiellement d'enseignants, soutient des thèses pangermanistes, et E. K. Winter se retrouve bientôt en minorité sur le plan idéologique. C'est alors qu'il fait la connaissance de Engelbert Dollfuss, futur chancelier de la République d'Autriche, qui soutient lui aussi des positions « autrichiennes » et avec qui il peut alors partager cette ligne d'un patriotisme autrichien bien distinct du patriotisme pangermaniste. Par ailleurs, il affirme alors ses convictions monarchistes qu'il n'abandonnera réellement que dans son exil outre-Atlantique. Durant la période des hostilités, E. K. Winter est tour à tour envoyé en Galicie, en Bucovine et sur le front italien.

Malgré la persistance de la guerre et sa présence active au front, E. K. Winter s'inscrit en mars 1918 à la Faculté de Droit de l'Université de Vienne. Muté à Vienne, il assiste dans la capitale autrichienne à l'effondrement de l'état pour lequel il s'est battu durant quatre ans. Il est alors largement désabusé par l'attitude de l'Eglise

[4] Krieg, In : Groß-Österreich Nr. 25 (19. Juli 1914), p. 1-2, cité par Robert Holzbauer, op. cit., p.23.

Catholique qui se rallie de suite au nouveau régime républicain, position qu'il ressent comme une trahison vis-à-vis de la monarchie habsbourgeoise à laquelle il entend rester fidèle.[5]

Démobilisé en novembre 1918, E. K. Winter commence ses études à l'Université de Vienne. Il y suit des cours de droit, de sciences économiques et de sociologie. Parmi les enseignants dont il suit les cours, il semble intéressant de relever le nom de trois professeurs qui le marquent profondément sur le plan intellectuel : Hans Kelsen[6], Othmar Spann[7] et Max Adler[8]. Ce sont en effet ces trois enseignants qui vont influencer de manière décisive sa pensée politique et sociale. A l'issue de ses études, il obtient le doctorat de droit le 24 mars 1922.

Mais durant ses années d'études, E. K. Winter ne se limite pas à un simple parcours étudiant ; il s'engage en politique, et cet engagement précoce se traduit par des prises de position « légitimistes » en faveur d'un retour au pouvoir de l'empereur Charles alors en exil en Suisse, et ce « dans l'intérêt de l'Europe »[9]. Cet engagement le conduit même auprès de l'empereur déchu au printemps 1920. Par ailleurs, il redevient actif dans le cercle de réflexion politique constitué autour d'Anton Orel, mettant en relief les aspects du Catholicisme social et négligeant davantage ses

[5] Robert Holzbauer, *op. cit.*, p. 34. Cette constatation faite par E. K. Winter l'amènera à formuler sa « Akkommodationstheorie » ou théorie de l'accommodation, selon laquelle l'Eglise Catholique, pour s'accommoder au nouveau Régime, à savoir à la République, aurait trahi la monarchie. C'est à l'aide de cette position qu'il critiquera dans les années 1930 l'attitude politique de l'Eglise Catholique vis-à-vis du régime, mais aussi celle des dirigeants du parti chrétien-social alors au pouvoir, en l'occurrence Seipel, Dollfuß et Schuschnigg.

[6] Hans Kelsen (1881-1973), juriste et philosophe du droit autrichien, père de la constitution de la Première République, principal représentant du « positivisme juridique » et fondateur de la « théorie pure du droit ». E. K. Winter s'appuiera sur les thèses de Kelsen pour justifier ses positions politiques, notamment dans sa réflexion sur le parlementarisme et sur les rapports entre majorité et minorité politique.

[7] Othmar Spann (1878-1950), économiste, sociologue et philosophe autrichien qui propagea dans les années 20 à l'Université de Vienne l'idée d'une réorganisation de l'Etat et de la société selon un modèle corporatiste. Même si E. K. Winter prit par la suite ses distances par rapport à O. Spann, celui-ci l'influença néanmoins dans ses conceptions corporatistes des années 30, notamment dans ses prises de position formulées dans les *Wiener Politische Blätter*.

[8] Max Adler (1873-1937), sociologue et spécialiste de philosophie sociale, député au Landtag de Basse-Autriche de 1919 à 1921. Il fut, avec Otto Bauer, Karl Renner et Rudolf Hilferding, l'un des principaux théoriciens de l'austro-marxisme. C'est par l'intermédiaire de sa critique du marxisme que E. K. Winter entra en contact avec l'univers de la social-démocratie.

[9] R.Holzbauer, *op. cit.* p. 36.

positions corporatistes. Ses activités intellectuelles se traduisent d'ailleurs par de nombreux articles dans diverses revues de langue allemande[10].

Soucieux de mieux articuler sa pensée politique, E. K. Winter publie dès 1921, et ce dans le prolongement de son engagement au sein de l'association estudiantine à caractère politique « Cartellverband Nibelungia », deux petits ouvrages peu cités par la recherche scientifique, mais qui constituent sans aucun doute la synthèse de sa pensée à ce moment de son développement intellectuel et le point de départ de ses futures théories sur l'existence et la définition de la nation autrichienne, et sur son engagement social : *« Nibelungenehre –Nibelungentreue »*[11] et *« Austria Erit in Orbe Ultima »*[12]. Tout en affirmant ses convictions légitimistes, E. K. Winter y définit sa pensée géopolitique de l'Autriche, celle-ci étant vue comme une fédération d'Etats de l'Europe danubienne regroupant les Germanophones de cette région ainsi que les états chrétiens non germanophones de cette ère géographique.

C'est également durant ses études universitaires qu'il fait la connaissance d'August Maria Knoll[13] (1900-1963), juriste et sociologue, avec qui il partage nombre de sujets de réflexion, notamment à propos de la scolastique - à laquelle il consacrera plus tard un ouvrage -, et – thème plus important encore – à propos de la nation autrichienne.

1.2. L'universitaire malchanceux

De l'obtention de son doctorat jusqu'à son véritable début d'engagement politique en 1926/27, E. K. Winter est à la recherche de son identité à la fois intellectuelle et religieuse. Sur le plan politique, il découvre la pensée du romantisme politique allemand, Joseph Görres, Friedrich Schlegel, mais surtout Adam Heinrich Müller qu'il citera en exemple dans ses écrits des années 30. Sur le plan religieux, il

[10] A cette époque, E. K. Winter devint notamment collaborateur régulier de la revue « Neues Reich » dirigée par Joseph Eberle, revue qui défendait des positions antisémites, anticapitalistes et corporatistes.
[11] Ernst Karl Winter, *Nibelungentreue-Nibelungenehre. Ein katholisches, österreichisches, deutsches Kulturprogramm,* Wien, Vogelsang Verlag, 1921, 52 p.
[12] Ernst Karl Winter, *Autria Erit in Orbe Ultima,* Wien, Vogelsang Verlag, 1921, 80 p.
[13] August Maria Knoll (1900-1963), juriste, sociologue et réformateur catholique, secrétaire particulier de Ignaz Seipel, chancelier autrichien (1922-1924 et 1926-1929), puis ministre autrichien des Affaires Etrangères (1930). Il fut avec Alfred Missong, K. H. Zessner-Spitzenberg, Wilhelm Schmidt et E. K. Winter, l'un des fondateurs en 1926 de la « Österreichische Aktion », mouvement d'affirmation de l'identité autrichienne qui s'opposait aux tendances pangermanistes alors majoritaires en Autriche.

effectue de nombreux pèlerinages qui le conduisent au gré des sanctuaires autrichiens. Ces pèlerinages aboutiront à la rédaction et à la publication, en 1924, de la brochure intitulée *« Die Heilige Straße »*[14], véritable itinéraire menant le lecteur d'un lieu de pèlerinage à l'autre.

L'année 1926 semble marquer le début effectif de ce que nous appellerons la « phase de politisation » d'E. K. Winter. Cette année-là en effet, le parti chrétien-social alors au pouvoir et le parti social-démocrate, principal parti d'opposition, publient leurs programmes politiques fondamentaux. Dans ces programmes, chacun des deux partis fait allégeance au pangermanisme régnant et sacrifie l'identité « autrichienne ». Or, comme nous l'avons précédemment souligné, E. K. Winter affirme, depuis la Première Guerre Mondiale, des opinions clairement « autrichiennes ». Il se décide donc, en 1927, à publier avec d'autres intellectuels catholiques autrichiens se situant dans la mouvance légitimiste *L'Action Autrichienne,* la *«Österreichische Aktion »* qui constitue, à long terme, son véritable credo politique. Dans cet ouvrage, E. K. Winter affirme sans ambiguïté ses convictions *« autrichiennes »* dans le contexte pangermaniste précédemment évoqué. Il y défend des positions légitimistes et conservatrices, mais contrairement à d'autres intellectuels légitimistes, il affirme la nécessité de la démocratie ainsi que, à l'inverse de ce qu'il a prôné jusqu'à présent, du *« Parteienstaat »* alors tant décrié dans son propre camp. Il s'engage en outre en faveur de la reconnaissance des Etats successeurs de la monarchie austro-hongroise.

Par ailleurs et simultanément, il noue des contacts avec les représentants de Vienne la Rouge, notamment avec Hugo Breitner[15], et se confronte ainsi aux réalisations du socialisme communal de Vienne. Ces diverses influences l'amènent alors à formuler une position politique originale : *« rechts stehen, links denken »***,** formule que l'on pourrait traduire ainsi : « se situer politiquement à droite et avoir une pensée de gauche ». Cette position, si utopique et irréaliste soit-elle, lui servira de base à son engagement en faveur des condamnés de la guerre civile de 1934, puis à ses tentatives, dans l'exil américain, de formation d'un véritable « front républicain » destiné à lutter contre le national-socialisme.

---

[14] Ernst Karl Winter, *Die Heilige Straße*, Wien, Selbstverlag, 1924, 142 p.

[15] Hugo Breitner (1873-1946), responsable social-démocrate, porteur de la politique financière de Vienne la Rouge dans les années 20 et 30.

Mais, pour l'heure, ce « positionnement » politique ne se traduit pas dans les faits, et E. K. Winter s'engage dans une phase de réflexion scientifique et universitaire au cours de laquelle il se forge les instruments intellectuels de sa future action politique. Il amorce en effet sa réflexion sur l'aristotélisme et ses prolongements chrétiens chez Saint-Thomas d'Aquin qu'il oppose à une vision platonicienne de l'Etat relayée dans le monde chrétien par Saint-Augustin. Cette réflexion le mène à la rédaction de deux ouvrages qu'il veut essentiellement « sociologiques », la *Sozialmetaphysik der Scholastik*[16], critique négative de la pensée scolastique, qu'il présente en mai 1929 comme première tentative d'habilitation en sociologie à l'Université de Vienne, puis, en 1930, de l'ouvrage intitulé *Platon*[17], ouvrage largement influencé par la pensée de Max Adler et qui se veut comme critique « positive », qu'il présente de nouveau, après l'échec de la première tentative d'habilitation, en mai 1930. Là encore, il essuie un refus ; dans l'ambiance de plus en plus pangermaniste des milieux universitaires viennois, on ne lui pardonne pas son engagement pro-autrichien. Ces milieux exigent de lui une prise de position claire en faveur de l'Anschluss, ce à quoi il se refuse catégoriquement[18]. Sa demande d'habilitation est alors repoussée aux calendes grecques.

Dans les mois qui suivent et jusqu'en 1933, E. K. Winter se détourne de ces préoccupations scientifiques et s'oriente à nouveau vers une réflexion des plus « politiques ». Commence son combat intellectuel contre l'idéologie nationale-socialiste. Paraissent en 1932 deux textes, sous le pseudonyme de Thomas Murner, le *« Hakenkreuzler »* et le *« Nazispiegel »*[19], critiques extrêmement virulentes du national-socialisme.

Par ailleurs, en août 1932, meurt Ignaz Seipel, ancien chancelier chrétien-social. E. K. Winter s'empare du sujet et commence un ouvrage sur le prélat défunt ; il y travaille activement en 1932/33, sans toutefois le mener à son terme. L'ouvrage ne sera publié qu'en 1962 à titre posthume. E. K. Winter y développe l'idée selon laquelle Ignaz Seipel se serait constamment, dans tous ses actes politiques,

---

[16] Ernst Karl Winter, *Die Sozialmetaphysik der Scholastik*, Leipzig & Wien, 1929, 176 p.

[17] Ernst Karl Winter, *Platon, Das Soziologische in der Ideenlehre, Mit einem ikonographischen Exkurs*, Gsur-Verlag, Wien, 1930, 139p.

[18] On lira à ce sujet la présentation détaillée des faits dans le chapitre 10 de la thèse autrichienne de R. Holzbauer , *op. cit.*, p. 159-178.

[19] *Der Nazispiegel*, Wien, Gsur Verlag, 1932, 111p. Selon Ernst Florian Winter, fis aîné d'E. K. Winter, les „idées" contenues dans cet ouvrage émanent d'E. K. Winter, la rédaction a été réalisée par Alfred Missong ; E. K.. Winter en a, en dernier ressort, revu et corrigé le texte. L'ouvrage a été publié, pour des raisons évidentes, sous le pseudonyme de Thomas Murner, célèbre polémiste catholique de la Contre-Réforme.

« adapter à l'esprit du moment »[20], reniant ainsi le légitimisme au profit de la République en 1918, puis la démocratie pour le régime autoritaire à compter de 1927.

1.3. L'engagement politique

Le véritable engagement politique d'E. K. Winter commence en mars 1933. Il se montre très tôt conscient du danger que représente l'idéologie national-socialiste ; l'arrivée de Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne le 30 janvier 1933 le met plus qu'en alerte. Le 4 mars suivant, soit à peine quatre semaines plus tard, le chancelier autrichien Engelbert Dollfuss et son gouvernement décident d'éliminer le Parlement autrichien et de gouverner de manière autoritaire. Elève du juriste Hans Kelsen, partisan d'un respect et d'un équilibre entre majorité et opposition, E. K. Winter ne tarde pas à s'insurger contre ces pratiques du gouvernement autrichien.

1.3.1. Les deux *« lettres au Président Fédéral »*

Considérant l'élimination du Parlement autrichien comme un acte illégal de la part du gouvernement, E. K. Winter adresse deux lettres ouvertes au Président Fédéral Wilhelm Miklas[21], lettres officielles et publiques puisqu'elles sont simultanément publiées dans le quotidien « *Arbeiter-Zeitung »*, la première en date du 12 mars, la seconde du 2 avril 1933. Dans chacune de ces lettres, E. K. Winter condamne l'attitude gouvernementale, allant jusqu'à la qualifier de *« coup d'Etat »,* et somme Wilhelm Miklas, au nom de sa légitimité constitutionnelle, de rétablir sur le champ la continuité démocratique et républicaine. Il l'invite instamment à œuvrer à une prompte réconciliation des camps chrétien-social et social-démocrate.

Ces deux lettres n'ont aucun effet sur l'attitude du Président Miklas, mais elles constituent le premier acte que pose E. K. Winter en tant qu'homme politique fraichement émoulu. Révolté par la situation intérieure du pays, il se lance alors dans l'aventure des *Feuilles Politiques Viennoises,* des *Wiener Politische Blätter,* revue politique indépendante et critique vis-à-vis du pouvoir établi. S'inscrivant certes dans un courant « corporatiste » - E. K. Winter ne désavoue à aucun moment les volontés

[20] E. K. Winter crée ici le terme de *« Akkommodationstheorie »* pour qualifier cette attitude politique de Ignaz Seipel et du Parti chrétien-social.

[21] Wilhelm Miklas (1872-1956), député chrétien-social au Conseil National Autrichien, première chambre du Parlement de 1920 à 1928, Président de cette assemblée de 1923 à 1928, puis Président Fédéral Autrichien du 10 décembre 1928 au 13 mars 1938. Il démissionna de ces fonctions pour ne pas devoir signer le texte de l'anschluss.

corporatistes du gouvernement Dollfuss, ni, plus tard, celles non moins affichées du gouvernement Schuschnigg – il porte, au cours des mois qui suivent, un jugement acerbe sur la vie politique autrichienne, passant au crible à la fois les actes du camp chrétien-social et l'attitude de la social-démocratie. Ainsi, dès le premier numéro daté du 16 avril 1933, il analyse sans complaisance, dans un article d'une quinzaine de pages, la situation politique du moment et condamne publiquement ce qu'il nomme le *« coup d'Etat du 7 mars »* et la *« violation de la constitution »*[22]. Dans le numéro suivant, il se penche sur la problématique de la gauche autrichienne, intitulant ses réflexions *« la crise du marxisme »*[23]. S'il se situe certes dans une perspective critique conservatrice, son jugement reste cependant impitoyable à l'égard des uns et des autres. Se positionnant d'un point de vue politique conservateur, il recense ce qu'il considère comme les erreurs de chacun des deux camps politiques tout comme les aspects positifs de chacun d'eux, notamment leurs positions par rapport à l'idée nationale autrichienne. Dans le numéro 3 de la revue, il développe le thème de *« l'idée autrichienne »*[24] et dans le numéro quatre celui de *« L'Autriche et le national-socialisme »*[25].

1.3.2. Mission de réconciliation

Jusqu'à la guerre civile de février 34, E. K. Winter entend donc se situer à égale distance entre le camp gouvernemental chrétien-social et l'opposition sociale-démocrate, rejetant la faute du *« coup d'Etat »* sur l'un comme sur l'autre. Simultanément, il tend la main à la social-démocratie dont la responsabilité lui semble moindre dans les événements de mars 1933. Mais les morts sociaux-démocrates de février 34, puis les condamnations à mort de responsables sociaux-démocrates l'amènent à intervenir directement auprès du chancelier Dollfuss afin d'obtenir la clémence à l'égard de ceux qu'il ne considère pas comme des terroristes, mais comme des porteurs de *« la conscience autrichienne »*. Simultanément, Dollfuss le nomme troisième adjoint au maire de Vienne, le chargeant d'une mission quasi-impossible : réconcilier la classe ouvrière et la social-démocratie avec le régime autoritaire corporatiste. E. K. Winter, convaincu de la nécessité du retour de

---

[22] Ernst Karl Winter, *Die Staatskrise in Österreich*, In *Wiener Politische Blätter*, N° 1, 16. April 1933, p. 21-38.
[23] Ernst Karl Winter, *Die Krise des Marxismus*, In *Wiener Politische Blätter*, N° 2, 18. Juni 1933, p. 55-65.
[24] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee*, dn *Wiener Politische Blätter*, N° 3, 20. August 1933, p. 101-122.
[25] Ernst Karl Winter, *Österreich und der Nationalsozialismus*, dans *Wiener Politische Blätter*, N° 4, 3. Dezember 1933, p. 193-234.

la gauche à la légalité, tente de s'acquitter au mieux de sa tâche. Afin de se situer très clairement sur le plan idéologique tant vis-à-vis du pouvoir fédéral que de l'opposition désormais clandestine, il publie en 1934 une sorte d'ouvrage programmatique intitulé *Classe ouvrière et Etat*[26]. Il y développe ses conceptions du corporatisme, affirmant la nécessité absolue d'un retour à la démocratie, à la légalisation des partis politiques et à l'organisation de structures syndicales représentatives de toutes les tendances politiques.

De 1934 à 1936, il est contraint, de par sa fonction officielle de maire adjoint ainsi que de par ses contacts personnels clandestins avec les représentants de la gauche autrichienne encore présents sur le territoire autrichien, de « louvoyer » entre ces deux pôles : c'est l'époque de la fameuse *« Action Winter »*, action qui doit avoir pour but de gagner les masses ouvrières à la cause du nouveau régime, notamment après la mise en place de l'Etat Corporatif le 1er mai 1934. Cette *« Action »*, vouée dès le départ à l'échec, se solde effectivement par un échec ; E. K. Winter ne peut atteindre l'objectif visé, et ce d'autant plus qu'il sent depuis longtemps où se situe le véritable ennemi tant de l'Etat autrichien que de la classe ouvrière : le national-socialisme.

1.3.3. Opposition au régime

Les accords de juillet 1936 entre Vienne et Berlin qui font de l'Autriche le « second Etat allemand » ainsi que la légalisation des activités nationales-socialistes sur le sol autrichien sont pour E. K. Winter le signal de la fin. Dès septembre 1936, il publie l'ouvrage *« Monarchie et classe ouvrière »*[27] dans lequel il propose, pour éviter l'Anschluss, le retour à la monarchie sociale : le nouveau pouvoir y est sommé de rétablir les droits démocratiques et syndicaux. De telles propositions ne peuvent que lui attirer l'adversité du gouvernement Schuschnigg qui, de son côté, ne cesse de céder du terrain aux pressions en provenance de l'Allemagne nationale-socialiste.

Peu après, E. K. Winter se voit démis de ses fonctions de troisième adjoint au maire de Vienne. En juin 1936 paraît le dernier numéro des *Feuilles Politiques Viennoises*. Complètement « lâché » par le pouvoir établi, E. K. Winter sait ce qu'il lui reste à faire : préparer son exil.

---

[26] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat*, Wien, Reinhold-Verlag, 1934, 147p.
[27] Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft*, Wien, Gsur-Verlag, 1936, 140p.

La fin de l'année 36, l'année 37 et le début de l'année 38 sont donc pour lui une période d'intense activité conférencière à l'étranger, en France, en Italie, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, ses interventions portant alors tant sur les dangers que représente l'Etat national-socialiste pour la paix et la stabilité européenne que sur les stratégies politiques et géopolitiques à mettre en place après la chute du régime national-socialiste qu'il pressent dès cette époque comme inéluctable.

1.4. L'exil

Le 12 mars 1938, jour de l'entrée des troupes allemandes sur le territoire autrichien, E. K. Winter se trouve à Graz. Sans hésiter, il prend la direction de la Suisse, se faisant passer pour un pèlerin accomplissant le parcours de sanctuaire en sanctuaire qu'il avait décrit en 1926 dans son ouvrage *« Die heilige Straße »*[28], et atteint ainsi la frontière suisse le 18 mars. Celle-ci franchie, il cherche de suite le contact avec d'éventuelles autres personnalités autrichiennes afin d'évoquer la possibilité de formation d'un gouvernement d'exil autrichien. Il y retrouve entre autres Josef Dobretsberger[29], ex-ministre des Affaires sociales du gouvernement Schuchnigg, et Otto Bauer « le petit »[30], leader des « socialistes religieux » autrichiens. Mais les autorités helvétiques, soucieuses de ne pas provoquer « d'incident diplomatique » avec Berlin, refoulent les réfugiés politiques autrichiens, et E. K. Winter se retrouve à Paris où il tente à nouveau d'organiser les réfugiés politiques autrichiens, soignant les contacts tant avec ses compatriotes autrichiens qu'avec certaines personnalités françaises[31]. Mais les dissensions entre les représentants des différentes composantes politiques autrichiennes étant alors bien trop importantes, ses efforts sont vains, et il se décide à émigrer vers les Etats-Unis à l'été 38.

Début août 1938, E. K. Winter, en route pour la Grande-Bretagne, rencontre Otto de Habsbourg à Steenokerzeel (Belgique), et il semble que cette rencontre ait été décisive entre les deux hommes. En effet, jusqu'alors attaché au mouvement légitimiste autrichien, il prend de plus en plus de distance à l'égard de ce mouvement, et vice-versa.

---

[28] Ernst Karl Winter, *Die heilige Straße*, Wien, 1926.

[29] Josef Dobretsberger (1903-1970), juriste, partisan du « solidarisme chrétien », ministre des Affaires Sociales sous le chancelier Schuchnigg (1935-1936), émigration à Istanbul et au Caire (1938-1946), en 1949 président de la « *Demokratische Union »* qui fit alliance en 1953 avec le KPÖ.

[30] Otto Bauer « le petit », chef de file des socialistes religieux autrichiens, tenta en vain, en 1933-34, de réconcilier l'Eglise Catholique avec la social-démocratie.

[31] Ernst Florian Winter, fils aîné de E. K. Winter, cite en particulier Josef Paul-Boncour (1873-1972), ministre français des Affaires Etrangères du 13 mars au 10 avril 1938.

E. K. Winter arrive en septembre 1938 aux Etats-Unis et est nommé dès octobre 38 professeur de philosophie sociale et de sociologie à la « Graduate Faculty » de la « New School for Social Research » de New York où il enseigne jusqu'en mai 1942, après quoi son contrat, pour des raisons peu apparentes, ne sera pas renouvelé.

Parallèlement à ses activités universitaires, il s'emploie à organiser l'émigration politique autrichienne outre-Atlantique. Il fonde ainsi en janvier 1939 le « Austrian-American Center » (AAC), toute première organisation des exilés politiques autrichiens aux USA qui entend, dès le début, se situer au-dessus des partis et rassembler toutes les forces politiques en exil selon le principe du *« front populaire de droite à gauche contre le national-socialisme »*[32]. Les milieux légitimistes autrichiens, trouvant E. K. Winter « trop à gauche », ne tardent cependant pas à quitter cette organisation pour former la « Austrian-American League » de tendance clairement légitimiste[33]. Confronté à cet échec, celui-ci laisse donc « s'endormir » le AAC et décale son engagement politique dans une autre direction : le rapprochement avec les exilés politiques représentants de divers pays d'Europe Centrale, et ce en vue de construire après-guerre un nouvel ordre géopolitique dans cette région. Ainsi s'associe-t-il, en juin 1940, à la création du « American Committee on European Reconstruction » aux côtés du Tchèque Thomas Masaryk et du Polonais Potocki dont le but commun est *« d'unifier en un front commun toutes les victimes et opposants à l'Allemagne hitlérienne, Américains et Européens, de toute religion et de toute race, de continuer sans compromis la lutte contre l'hitlérisme …. »*[34]. En fait, chez E. K. Winter, ce comité a pour but de concevoir les structures d'une future confédération danubienne, seule forme d'organisation qui, selon lui, peut rétablir l'équilibre politique en Europe Centrale face à une Allemagne trop puissante, reprenant ainsi les thèses qu'il a formulées quelques années plus tôt dans les *Feuilles Politiques Viennoises*[35].

A côté et en complément de ce travail d'organisation de l'exil politique autrichien, E. K. Winter a à cœur d'informer un public tant américain qu'autrichien de la situation présente de l'Autriche. Pour ce faire, il publie, entre mai 1941 et fin 1942, en langue

---

[32] Gérard Grelle, *Ernst Karl Winter : tentatives et échecs de formation d'un gouvernement d'exil autrichien après l'Anschluss*, dans Jürgen Doll, dir., *Exil anti-nazi, témoignages concentrationnaires*, Paris, Indigo, 2008 (Exils, migrations, création, vol. 3), p. 25-33, ici p. 27-29.
[33] *Ibidem*, p. 28.
[34] *Ibidem*, p. 30.
[35] Ernst Karl Winter, *Probleme der Donaukonföderation*, dans *Wiener Politische Blätter*, 23. Februar 1936, p.45-58.

anglo-américaine, le *« Austrian Bulletin in the United States »*, revue ronéotypée rédigée par lui-même, qui tente de présenter différentes facettes de la situation politique de l'Autriche en exil ainsi que diverses perspectives d'avenir. Six numéros paraissent, dont malheureusement seulement trois sont conservés de nos jours[36]. Ces trois numéros sont d'une grande importance car ils sont les seuls témoignages de la dernière étape de la pensée politique de E. K. Winter.

La fin de l'année 1941 et le début de l'année 1942 marquent, pour E. K. Winter, une étape décisive dans son engagement ; en septembre 1941, il signe un appel à la constitution d'un *« Conseil National Autrichien »* qui se définit comme *« front autrichien uni formé sur une base non-partisane la plus large possible »*, conception qui correspond largement à l'idéologie qu'il proclame depuis les années 33-34. Or, non seulement les exilés autrichiens de gauche boudent ce « Conseil », mais en créent un autre, alternatif, le « Comité Travailliste Autrichien ».[37] Cette démarche entreprise par les exilés de gauche prouve alors à E. K. Winter que son rêve du *« front populaire de droite à gauche contre le national-socialisme »* n'était qu'un rêve. Déçu, il décide alors de s'abstenir définitivement de toute activité politique ; effectivement, à compter de 1942, il disparaît complètement de toutes les tractations politico-politiciennes pour se consacrer entièrement à des travaux de recherche universitaires[38].

Désormais sans emploi, et donc sans assurance matérielle, E. K. Winter développe une intense activité de recherche qui ne se traduit cependant pas sous la forme de publications. La plupart des travaux et essais qu'il conçoit et rédige durant cette période sont restés jusqu'à ce jour sous forme de manuscrits. Ses principaux sujets de recherche touchent à la fois à la philosophie et à la sociologie des religions, sans oublier l'important manuscrit intitulé *« histoire des peuples d'Autriche »*[39] , ouvrage situé dans le prolongement direct de sa réflexion sur l'identité et la nation autrichienne.

1.5. L'impossible retour

---

[36] *Austrian Bulletin in the United States,* n° 1 – mai 1941, n° 3 – juillet 1941, n° 6 – septembre 1941. *Dokumentationsarchiv des Österreichischen Widerstands,* Vienne.
[37] Gérard Grelle, *art. cit.,* p. 30.
[38] *Ibidem.*
[39] Ernst Karl Winter, *Geschichte des österreichischen Volkstums,* manuscrit non édité.

E. K. Winter déploie, dès la libération de l'Autriche en avril 1945, de nombreux efforts afin de pouvoir rentrer le plus rapidement possible dans son pays. Il a alors renoncé à toute ambition politique, quelle qu'elle soit. Son seul et unique but est désormais d'obtenir la chaire de professeur de sociologie de l'Université de Vienne qu'a occupée Othmar Spann dans l'entre-deux-guerres. Il adresse donc dans un premier temps des requêtes écrites au chancelier Leopold Figl ainsi qu'à son Ministre de l'Education Felix Hurdes afin que l'habilitation qui lui a été refusée à deux reprises dans les conditions précédemment évoquées lui soit enfin accordée, en vain pendant plusieurs années. Ce n'est que sur l'intervention de Viktor Matejka, alors conseiller municipal pour les Affaires Culturelles de la ville de Vienne, qu'E. K. Winter peut obtenir l'habilitation, cependant pas en sociologie, mais en histoire économique.

Sur le plan de la recherche, E. K. Winter met à profit ces années « d'attente » pour concevoir et rédiger une *« Histoire du peuple autrichien »*, ouvrage resté à l'état manuscrit jusqu'à ce jour.

E. K. Winter ne revient en Autriche que dix ans après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, et ce en vue de la publication de son ouvrage *« Chrétienté et civilisation »*[40]. Parallèlement à cette publication à caractère politico-historique, il consacre une grande partie de ses recherches à un sujet d'histoire religieuse autrichienne, la vie de Saint-Séverin, recherches qui aboutissent à la publication du livre : « *Saint-Séverin, un Saint entre l'Est et l'Ouest »*[41].

De son côté, l'Université de Vienne se décide, le 17 décembre 1955, de lui accorder l'habilitation en sociologie, ce qui lui permet, au cours des semestres qui suivent, d'y faire des cours magistraux en cette matière. Il n'obtient cependant ni la chaire de sociologie qu'il espérait, ni le titre de « professeur honoraire ».

E. K. Winter décède le 4 février 1959 à Vienne.

[40] Ernst Karl Winter, *Christentum und Zivilisation*, Wien, Amandus-Verlag, 1956, 531p.
[41] Ernst Karl Winter, Clemens Kramert, *Sankt Severin. Der Heilige zwischen Ost und West*, 2 Bde, Klosterneuburg, Bernina-Verlag, 1958-59, 233 et 456p.

Chapitre 2

Essai d'autoportrait

Il ne s'agit pas, dans ce chapitre, de faire le portrait de E. K. Winter, mais de montrer comment celui-ci s'est situé par rapport à son entourage socio-politique, et ce au cours des différentes étapes de sa vie. En effet, le jeune Winter prône l'abstinence en politique, et donc n'éprouve pas le besoin de se positionner sur la scène publique. Mais lorsque les événements en et hors d'Autriche lui jettent ce qu'il va en quelque sorte considérer comme un défi, un outrage à la nation autrichienne, l'engagement se fait pour lui obligation. Il n'est plus alors question pour lui de rester en marge du débat politique, mais au contraire d'employer toutes ses forces à se situer au cœur de ce débat. Ce changement radical de position s'explique essentiellement par un changement personnel, une véritable « mutation » intérieure. Il prend alors conscience de la nécessité de sortir de sa réserve, de passer à l'action, même si celle-ci reste sur un plan essentiellement intellectuelle.

Lorsqu'il décide d'embrasser la carrière universitaire, il se situe en tant que « chercheur » en sociologie. Il maintient ses positions « autrichiennes », mais prône, comme nous l'avons évoqué précédemment, l'abstinence par rapport à tout engagement politique. Dans « *l'Action Autrichienne* » publiée en 1927, il nous livre l'idéal qu'il fixe aux hommes politiques qui l'entourent, et donc à sa propre personne. S'en prenant à la *« politique des partis »*, il invite celui qui a soif d'engagement politique à pratiquer *« l'abstinence de la politique des partis active et passive »*, à se prémunir d'une *« distance par rapport aux choses de la politique des partis, aux associations et aux assemblées, aux élections et aux mandats »*[1]. Cette vision de l'engagement politique, un engagement qui situe le protagoniste en dehors et au-dessus des groupements politiques afin de pouvoir conserver son indépendance et sa liberté de jugement, sera et restera sa ligne de conduite tout au long de sa vie.

[1] Ernst Karl Winter, *Souveränität,* In *„Österreichische Aktion,* Wien, 1927, p. 161.

Il se situe ainsi en tant qu'*« universitaire »*, publie ses ouvrages sur la *Métaphysique de la Scolastique*[2] et sur *Platon*[3]. Il se meut donc dans des sphères intellectuelles et n'éprouve pas encore le besoin de se situer sur l'échiquier politique, ni même par rapport à son entourage politique proche ou moins proche.

Ce qui va déclencher un revirement profond et décisif dans sa vie et dans son œuvre, ce sont deux événements majeurs : d'une part l'accession d'Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne le 30 janvier 1933, puis d'autre part, quelque semaines plus tard, le 4 mars 1933, l'élimination du Parlement autrichien. Dès 1932, il avait clairement pris position contre l'idéologie nationale-socialiste en publiant avec Alfred Missong deux textes anti-nazis : *Der Hakenkreuzler* et *Der Nazi-Spiegel*. L'accession de Hitler au pouvoir précipite ses prises de position intellectuelles, déjà tout empreintes d'opposition au national-socialisme. S'en suit l'élimination du Parlement viennois, événement qu'il condamne sans appel et qui le rapproche, lui, le catholique jusqu'alors adversaire déclaré de la social-démocratie, des masses ouvrières. Ses deux lettres du10 mars et le 1er avril 1933 au Président Fédéral Wilhelm Miklas marquent le point de départ de son engagement véritablement « politique », engagement qui le mettra de plus en plus en opposition au régime austro-fasciste, puis le conduira en exil. Elles représentent en même temps pour lui le moment de se définir par rapport à son entourage politique. D'emblée, il affirme se situer *« entre les fronts politiques »*, évitant ainsi de se placer aux côtés de la social-démocratie, mais prenant par ailleurs ses distances par rapport au camp gouvernemental chrétien-social. S'il prend la parole, c'est d'une *« voix qui n'est pas liée à un parti politique »* ; cette parole, écrit-il, est celle d'un *« être humain, d'un catholique, d'un Autrichien, d'un père qui, avec sa nombreuse progéniture, s'enracine profondément dans la terre de ce pays »*[4]. Ces quelques formules résument ses positions politiques jusque dans son exil américain : il se définit comme catholique, Autrichien, n'appartenant à aucun parti politique, se situant ainsi au-dessus des partis, et se donnant pour mission de *« rapprocher tous les groupes de l'Etat »*[5]. Dans cette même première lettre du 10 mars 33, soit à peine une semaine après l'élimination du Parlement, il se

[2] Ernst Karl Winter, *Die Sozialmetaphysik der Scholastik*, Leipzig & Wien, 1929, 176 p.
[3] Ernst Karl Winter, *Platon, Das Soziologische in der Ideenlehre, Mit einem ikonographischen Exkurs*, Gsur-Verlag, Wien, 1930, 139p.
[4] *Brief an den Bundespräsidenten*, 10. März 1933, In *Wiener Politische Blätter*, 16. April 1933, p. 39.
[5] *Ibidem.*

définit encore comme *« Autrichien catholique »*[6], indiquant ainsi les deux caractéristiques qu'il s'attribue et selon lesquelles il entend se situer et agir politiquement.

Durant les semaines et les mois qui suivent ces deux lettres, E. K. Winter continuera à se situer par rapport à l'échiquier politique autrichien ; disons bien « par rapport à l'échiquier politique autrichien », car il refusera jusqu'à sa mort, au nom de la liberté de l'intellectuel, d'être récupéré par l'un ou l'autre camp politique. Dans son premier ouvrage intitulé *Arbeiterschaft und Staat* qu'il convient de qualifier de véritablement politique, il se défend fermement d'être ni *« homme politique »*, ni *« journaliste »,* affirme *« ne jamais avoir appartenu à un parti politique »,* et se situer *« sciemment en dehors de la formation de groupes politiques »*[7]*.* Son principal souci est donc de se définir comme n'étant pas un homme politique. Vis-à-vis de la gauche autrichienne, il se dit *« non-marxiste », « non-socialiste »*[8]. Par rapport au camp chrétien-social, il se définit comme *« conservateur »,* précisant toutefois son refus du cours politique incarné par les idéologues chrétiens-sociaux que furent Seipel et Heinrich Pesch[9]. Sa position, précisée à maintes reprises, est celle – écrit-il – d'un *« penseur scientifique »*[10]*.* Dans le champ de la recherche, il se positionne comme *« historien et sociologue »*[11]*.* Car, même s'il refuse l'engagement politique au sein d'un parti, quel qu'il soit, il se considère comme *« l'avocat des gouvernés et avertisseur des gouvernants »*[12]*.*

Sa volonté de garder ses distances vis-à-vis du monde politique ne l'empêche cependant pas de se donner un programme politique qu'il résume en trois points : *« Christianisme, Autriche, classe ouvrière »*[13]*.* Car s'il adopte une telle position, c'est parce qu'il ne se situe ni dans, ni en aval, mais en amont du monde politique. Fidèle à ses opinions philosophico-religieuses, il se déclare d'abord, et ce à plusieurs reprises, comme *« Chrétien »* et, dans l'ouvrage *Arbeiterschaft und Staat*, il précise sa position : *« Je suis un Chrétien et toute autre chose seulement après »*[14]*.* Ainsi se dessinent les deux axes de réflexion politique qui seront toujours les siens : le

---

[6] *Ibidem*, p. 41.
[7] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat,* Reinhold-Verlag, Wien, 1934, p. 1.
[8] Ernst Karl Winter, *Die Katastrophe des Austromarxismus,* In *Wiener Politische Blätter*, 20. Mai 1934, p. 5.
[9] Ernst Karl Winter, *Dollfuß,* In *Wiener Politische Blätter,* 23. Dezember 1934, p. 120.
[10] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat,* Reinhold-Verlag, Wien, 1934, p. 1.
[11] Ernst Karl Winter, *Die Katastrophe des Austromarxismus,* In *Wiener Politische Blätter*, 20. Mai 1934, p. 4.
[12] Ernst Karl Winter, *Die Staatskrise in Österreich,* In *Wiener Politische Blätter,* 16. April 1933, p. 38.
[13] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat,* Reinhold-Verlag, Wien, 1934, p. 4.
[14] *Ibidem,* p. 88.

patriotisme autrichien et l'engagement politique au nom de la foi religieuse, ces deux axes, alliés au troisième – la classe ouvrière – constituent ainsi, à compter de mars 33, les orientations de son engagement public.

Afin de se démarquer par rapport au camp chrétien-social qu'il accuse de « déviationnisme », il souligne qu'il a été *« le seul catholique à s'opposer à lui (à Dollfuss, note de l'auteur) »*[15] à propos de l'attitude politique de ce dernier lors des événements de mars 33 à Vienne. Cette identité chrétienne, catholique, il ne cesse de la proclamer. Il se définit lui-même comme *« chrétien convaincu »* et précise les liens qui, selon lui, lient le chrétien en politique : *« un chrétien qui croit que le Christ est mort pour les Etats et qui considère le Christianisme comme pouvoir d'organisation politique »*[16]*.* Partant de ces considérations, il estime avoir *« une tâche dans l'Etat perçue comme profondément et sciemment catholique »*, tâche qu'il précise comme *« totalement différente de celle du catholicisme politique et social officiel »*[17]. Car, fidèle à ses positions philosophico-religieuses que nous exposerons dans un chapitre ultérieur, il établit le postulat du *« dualisme de deux sphères de compétences, l'une étatique, l'autre religieuse »*[18]. Ce « dualisme » sera à la base de sa réflexion philosophique et politique et, en conséquence, de son action et de son engagement politique.

E. K. Winter définit son parcours politique comme celui d'un homme qui se déplace *« de la droite vers la gauche »*[19], en opposition à son camarade de régiment dans la Première Guerre Mondiale, Engelbert Dollfuss. En effet, contrairement à ce dernier, E. K. Winter ne reniera jamais son engagement social au nom d'un Christianisme social qui s'enracine dans la tradition d'un Karl von Vogelsang dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Après les événements de mars 33, il va se situer dans une position bien difficile à tenir : tout en participant au pouvoir politique en tant que maire adjoint de Vienne, et donc dans la tradition corporatiste des chrétiens-sociaux, il se dit du côté de la gauche. Ainsi écrit-il en 1934 dans *Arbeiterschaft und Staat : « Nous, la Gauche »*[20]*,* après s'être lui-même qualifié au début de cet ouvrage de *« fidéicommissaire de cinquante ans de mouvement ouvrier en Autriche »*[21].

---

[15] Ernst Karl Winter, *Dollfuß,* In *Wiener Politische Blätter*, 23. Dezember 1934, p. 122.
[16] Ernst Karl Winter, *Die Katastrophe des Austromarxismus,* In *Wiener Politische Blätter,* 20. Mai 1934, p. 9.
[17] Ernst Karl Winter, *Dollfuß,* In *Wiener Politische Blätter*, 23. Dezember 1934, p. 120.
[18] *Ibidem*, p. 121.
[19] *Ibidem*, p. 119.
[20] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat*, Reinhold-Verlag, Wien, 1934, p. 95.
[21] *Ibidem*, p. 3.

Ces quelques traits de personnalité esquissés par le protagoniste lui-même font ainsi apparaître un personnage en dehors des normes habituelles, catholique tentant de réconcilier la droite et la gauche à une époque où le pouvoir politique était fermement décidé à éliminer toutes traces de cette gauche, chantre de la nation autrichienne dans une ambiance majoritairement pangermaniste ou bien très ambiguë quant au patriotisme autrichien. Bref, l'image qui se dégage alors est bien celle d'un personnage politiquement marginal, considéré avec méfiance aussi bien par les conservateurs catholiques qu'il ne se prive pas de critiquer que par une gauche qui voit en lui un représentant camouflé de l'ordre corporatiste et fasciste. Mais ces positions de marginalité lui permettront de surmonter les oppositions qui semblent irréductibles entre les deux grands camps politiques autrichiens et de concevoir des alternatives qui puissent mener le pays vers une culture politique différente fondée sur le consensus.

Chapitre 3

Les fondements philosophiques et religieux de la pensée politique de Ernst Karl Winter

Pourquoi, jeune intellectuel, E. K. Winter s'est-il engagé en politique ? De prime abord, on serait tenté de penser que, s'il l'a fait, ce fut en phase ou en réaction avec les événements historiques dont il fut témoin et par rapport auxquels il réagit. Comme si l'engagement politique résultait essentiellement d'une réaction immédiate aux événements contemporains. Ceci est sans doute le cas pour un certain nombre, voire pour le plus grand nombre des hommes politiques, mais en aucun cas pour E. K. Winter. Durant ses études universitaires, il a suivi des cours de philosophie ; par ailleurs, il a été fortement influencé, au début de son cursus universitaire, par l'enseignement d'Othmar Spann. Auparavant, en tant que membre de la formation estudiantine Nibelungia, il a été profondément imprégné par le système philosophique et politique d'Anton Orel.

Dans ses écrits politiques, E. K. Winter ne fait lui-même que rarement allusion à son itinéraire intellectuel. Il faut donc avoir recours à deux articles qu'il a publiés en mai 1932 dans l'hebdomadaire catholique munichois *« Allgemeine Rundschau »* et intitulé *« le romantisme autrichien »*[1] pour pouvoir reconstituer, du moins en partie, cet itinéraire intellectuel. Dans ces deux articles, le premier daté du 4 mai, le second du 11 mai 1932, E. K. Winter nous livre en quelque sorte la synthèse qu'il fait du romantisme politique allemand avec, en sus, une note « autrichienne ». Dans le premier article, il évoque la façon dont il est entré en contact avec le romantisme politique allemand :

> *Ce ne fut qu'un hasard qui me fit découvrir, pendant la guerre, au cours d'une permission dans l'arrière-pays, le petit opuscule de Adam Heinrich Müller 'De la nécessité d'un fondement théologique de la science et de l'économie politique', puis plus tard son œuvre majeure 'Les éléments de l'art de l'Etat', et me fit les mettre en lien avec les intérêts politiques de ces présentes années.* [2]

[1] E. K. Winter, *Die österreichische Romantik I,* In *Allgemeine Rundschau,* n° 18, 4. Mai 1932, p. 329-332 et *Die österreichische Romantik II*, In *Allgemeine Rundschau,* n° 19, 11. Mai 1932, p. 354-356.
[2] E. K. Winter, *Die österreichische Romantik I,* In *Allgemeine Rundschau,* n° 18, 4. Mai 1932, p. 329.

Dans les lignes qui suivent, il souligne l'influence directe qu'a eue Adam Müller sur Karl von Vogelsang, puis plus récemment encore, sur Anton Orel et Othmar Spann. Dans la suite du premier article, il cite la plupart des représentants du romantisme politique allemand du 19e siècle, notamment Friedrich Schlegel et Joseph Görres. Quant à la « filiation intellectuelle » qu'il évoque et fait sienne entre la philosophie grecque, les Pères de l'Eglise et le romantisme politique allemand pour en venir au catholicisme social de Karl von Vogelsang, il la résume en une phrase :

> *Le moment unificateur de la pensée baroque et romantique sur laquelle repose la culture moderne de l'Europe, est un moment platonico-augustinien qui se prolonge à travers les systèmes de tous les romantiques.* [3]

Faisant alors allusion à l'ouvrage collectif intitulé *« L'action autrichienne »* publié en 1926 et à ses fondements politico-religieux, il précise que *« en elle prend corps la pensée baroque et mystique, platonicienne et augustinienne, familiale et paternelle qui s'élève aujourd'hui en Autriche… »*[4] Ainsi apparaît clairement la filiation intellectuelle de E. K. Winter : Platon, Saint Augustin, Klemens Maria Hofbauer et le romantisme allemand avec F. Schlegel, J. Görres et Adam Müller, enfin Karl von, Vogelsang, Othmar Spann et Anton Orel pour aboutir à lui-même.

3.1. Platon et le platonisme

Commençons par le premier : Platon. Le chrétien E. K. Winter vient puiser dans les écrits platoniciens les thèmes qui le préoccupent : entre autres l'Etat et son organisation, la répartition de la société en « ordres », ou, pour employer une terminologie plus adaptée à l'histoire contemporaine, en « corporations », la théorie des Idées, une vision dualiste du monde, l'idée de Justice.

Pour Platon, le monde s'organise sur deux niveaux : le monde des Idées et le monde du perceptible. Ainsi s'installe une dualité entre ces deux mondes, dualité qui se traduit concrètement dans l'organisation politique et sociale de chaque Etat.

L'Etat, dans sa structure même, est semblable à l'homme ; il est la réplique de l'Homme « en grand ». L'Etat idéal est l'image de l'âme de l'homme juste. Or, l'âme humaine est mue par trois éléments : la Raison, les émotions et les instincts. Transposés au niveau de l'Etat, ces trois éléments vont correspondre à trois types d'êtres humains, chaque type à un « ordre ». L'ordre de la Raison est celui des Philosophes, l'ordre des émotions celui des gardiens et guerriers, l'ordre des instincts celui des paysans et des artisans. Ces ordres sont organisés entre eux de

[3] E. K. Winter, *Die österreichische Romantik II*, In *Allgemeine Rundschau*, n° 19 11. Mai 1932, p. 355
[4] *Ibidem*, p. 356.

manière hiérarchique. Au sommet se trouvent les philosophes ; ils possèdent l'Intelligence et la Raison, le Savoir ainsi que la connaissance de l'Idée du Bien. Ils sont appelés à gouverner l'Etat. Les guerriers et gardiens sont mus par une forte composante émotionnelle ; ils doivent faire preuve de courage et de bravoure pour assurer leurs missions. Les paysans et artisans sont largement dominés par les instincts ; ils doivent donc pratiquer la modération. Les philosophes disposent de ces trois éléments qui, chez eux, se trouvent en parfait équilibre l'un par rapport à l'autre. En revanche, les guerriers ne disposent ni de la raison ni du savoir ; les paysans, quant à eux, n'ont que les instincts et donc accès ni aux émotions ni à l'intelligence. Compte tenu de ces différences, dans un « Etat juste », les trois « ordres » doivent respecter et se soumettre à une structure hiérarchisée. Dans de telles conditions, la meilleure forme de l'Etat est celle où un ordre domine les deux autres, en l'occurrence l'aristocratie des Philosophes, seuls détenteurs de l'Idée du Bien, idée qui est elle-même le reflet du monde des Idées. Les Philosophes, parce que détenteurs du Savoir, sont ainsi appelés à gouverner l'Etat.

Dans les livres 7 et 8 de *« La République »*, Platon condamne les autres formes de l'Etat que sont la timocratie, l'oligarchie, la démocratie et la tyrannie ; il les considère comme des *« constitutions dégénérées »*. En elles, la hiérarchie des trois *« ordres »* n'est pas respectée ; la Justice, vertu supérieure, ne peut régner.

Quels sont donc les éléments de cette construction platonicienne que retient le catholique E. K. Winter ? D'abord, l'existence de deux mondes, l'un, idéal, en parfait équilibre, qui correspond à sa vision chrétienne du monde dans lequel Dieu est l'incarnation du Bien, l'autre, le monde réel, avec ses faiblesses et ses limites. Second point, la prédominance des Philosophes appelés à régner qui correspond, dans l'univers chrétien, au Chrétien qui, de par sa foi, a part au monde divin. Partant de là, il semble logique que le gouvernement de l'Etat, tout comme il revient aux Philosophes chez Platon, revienne chez E. K. Winter à l'autorité chrétienne. Or, les « aristocrates » du monde chrétien, ce sont pour lui les dynasties régnantes qui, de par le pouvoir divin qui leur a été conféré, possèdent le savoir et la sagesse nécessaires au gouvernement de l'Etat. E. K. Winter en arrive ainsi, dans ses écrits du début des années 20, comme Platon, à la condamnation de certaines formes de l'Etat, par exemple de l'oligarchie, de la tyrannie et de la démocratie.

Comme Platon, le jeune Winter des années 20 envisage la structuration de la société en « ordres », en « corporations ». Certes, il ne reprend pas la même classification des « ordres » que Platon, mais s'appuie directement sur ce modèle pour bâtir le sien. Chez lui, la base de la société, la cellule originelle, est constituée par la famille,

avec un père détenteur de l'autorité suprême, et différents membres dont chacun occupe une place précise et hiérarchisée. Sur ce point encore, la filiation de E. K. Winter par rapport à Platon est frappante.

Troisième point : l'idée du Bien et de sa connaissance du Chrétien de par son appartenance au royaume de Dieu, qui se recoupe pleinement avec celle que nous livre Platon.

Mais la différence essentielle entre la philosophie politique de Platon et celle de E. K. Winter réside précisément dans l'absence chez le premier de référence à un Dieu générateur du Bien et, à l'inverse chez le second, en la présence du Dieu chrétien qui, référence ultime et incarnation même du Bien, transmet aux humains les valeurs éthiques.

3.2. Saint Augustin

Ce manque de référence au Divin, E. K. Winter le trouve alors dans le prolongement de la philosophie platonicienne dans l'univers chrétien, à savoir en la philosophie de Saint Augustin. Comme Platon, Saint Augustin affirme le dualisme de l'Esprit et de la matière, de l'âme et du corps. L'Idée platonicienne du Bien devient chez lui l'Idée de l'Absolu incarné par le Dieu chrétien lui-même. Pour Saint Augustin, les idées éternelles résident dans l'Esprit de Dieu ; l'Esprit de Dieu insuffle à l'esprit humain les idées et les règles du Bien dont le Chrétien a donc directement connaissance. Ce dualisme conduit Saint Augustin, tout comme Platon, à affirmer l'existence de deux Cités : la Cité terrestre dominée par les puissances du Mal *(« civitas diaboli »)* et la Cité céleste *(« civitas coelestis »)*, cité en exil sur la terre, lieu où repose le Bien, la sagesse, la paix, la justice. Selon lui, le Chrétien ne peut que tendre vers le Bien, donc résider dans cette « Cité céleste » dont la manifestation humaine s'exprime en l'Eglise ; le croyant doit donc obéissance à l'Eglise.

Notons par ailleurs au passage que Saint Augustin, dans ses écrits, justifie la propriété privée, point que l'on retrouve souvent en filigrane dans ceux de E. K. Winter.

3.3. Aristote et Saint-Thomas d'Aquin

Saint Augustin intègre donc la philosophie politique de Platon en la christianisant. C'est en ce sens que E. K. Winter entend s'inscrire et, en choisissant ce camp, il dénonce le camp philosophique adverse, à savoir Aristote et Saint-Thomas d'Aquin.

Saint-Thomas effectue la synthèse entre la philosophie grecque et le dogmatisme chrétien. La monarchie représente pour lui la meilleure forme de gouvernement. Le

souverain règne seul et ne fait qu'un avec lui-même ; il ne peut donc « s'égarer » comme ce peut être le cas lorsque le gouvernement est entre les mains de plusieurs personnes. A son sens, la monarchie représente une plus grande unité qu'une élite aristocratique qui partage le pouvoir et les prises de décisions entre plusieurs personnes. Il considère le roi comme le représentant de Dieu dans l'Etat. A l'inverse de Saint Augustin, foi et raison ne se contredisent pas. Dans la lutte qui oppose souvent l'Eglise et l'Etat ou, en d'autres termes, le Pape et le Roi, c'est le Pape en tant que représentant de Dieu sur terre qui a la primauté pour toutes les questions de morale et de religion. En la matière, en cas de conflit, c'est le pouvoir spirituel qui triomphe du pouvoir politique.

Tout comme Platon et Saint Augustin, Saint-Thomas condamne la tyrannie qui est selon lui la pire de toutes les formes de gouvernement.

On le remarque, les thèses de Saint-Thomas ne sont pas très éloignées de celles de Saint Augustin, sauf celle de la primauté du spirituel sur le temporel, et c'est bien là que se situe pour E. K. Winter la césure entre ces deux philosophies politiques. En effet, pour lui – nous analyserons ce phénomène plus en détail dans un chapitre ultérieur – il y a dualisme entre spirituel et temporel et ni l'un, ni l'autre ne doivent prétendre dominer son réciproque. C'est à l'aide de cette position que E. K. Winter fait la critique de la pensée et de l'œuvre du chancelier autrichien Ignaz Seipel à qui il reproche violemment d'avoir voulu, dans son action politique, mettre l'Etat au service des buts, déclarés ou non, de l'Eglise catholique. Nous en arrivons ici au *« dualisme de la méthode »* prôné par E. K. Winter qui refuse l'immixtion directe de l'Eglise catholique dans la gestion de l'Etat. Pour lui, l'Eglise doit s'occuper du salut des âmes et non de politique et, à l'inverse, l'Etat n'a pas à s'immiscer dans les affaires spirituelles de l'Eglise.

3.4. Le romantisme politique allemand

3.4.1 La théorie de l'Etat du romantisme politique

Entre la pensée de Saint Augustin, celle de Saint-Thomas d'Aquin au treizième siècle, et celle d'E. K. Winter, se situe le romantisme politique allemand dont les théoriciens ont largement influencé sa pensée. Les principaux d'entre eux que nous évoquerons sont Friedrich Schlegel, Joseph Görres et Adam Heinrich Müller. Le lien qui les unit est le refus de la Révolution Française et de ses réformes ainsi que celui de l'idéologie napoléonienne. Le ciment qui les lie est le conservatisme politique. Leur réflexion porte essentiellement sur la réorganisation des structures de l'Etat dans la période post-napoléonienne.

Les romantiques allemands, et en premier lieu Adam Heinrich Müller, ont mené une réflexion sur la nature de l'Etat. S'inscrivant ici dans une tradition platonicienne, ce dernier définit en 1809, dans ses *Eléments de l'art politique,* l'Etat comme une idée, et non comme un concept[5]. L'Etat étant une idée, il ne peut y en avoir, de par sa nature même, de définition. Il est non seulement idée, mais encore *« idée de toutes les idées »*[6]*.* Il est encore un *« être complet, total, vivant ».* Adam Müller émet par ailleurs la thèse qu'il est *« illusoire de penser que l'on puisse modifier l'Etat »*, thèse que E. K. Winter fera en partie sienne lorsqu'en 1934, dans *« Classe ouvrière et Etat »*, il écrira que *« l'Etat est une valeur morale, indépendante de la forme constitutionnelle et gouvernementale donnée »*[7]*.*

Quant à la forme institutionnelle que doit prendre l'Etat, les adeptes du romantisme politique viennois se prononcent en faveur de la monarchie comme seule forme organisationnelle possible et souhaitable, rejetant en bloc, comme Platon d'ailleurs, l'oligarchie, la tyrannie, mais aussi la démocratie. A la tête de l'Etat, ils placent, bien évidemment, un monarque tout puissant qui l'incarnera en sa propre personne. Selon Adam Müller, le prototype de l'Etat est la famille[8]. Ainsi, de même que la famille comporte un père, une mère et des enfants, chaque membre ayant une place donnée et fixe dans la structure familiale, l'Etat est composé de plusieurs membres, chacun ayant sa place à occuper et son rôle à tenir. Or, de manière naturelle, la famille est placée sous l'autorité du père ; l'Etat le sera de même sous l'autorité d'un monarque.

Friedrich Schlegel, pour sa part, condamne la séparation des pouvoirs car celle-ci conduit à l'anarchie ou au despotisme. A ce propos, il écrit :

> *Inébranlable est le principe selon lequel la seule Monarchie, où toutes les forces de l'Etat sont soumises à l'unité de commandement, peut […] fonder un état durable de paix universelle, d'ordre et de sécurité publique et, en maintenant l'accord dans les esprits, rapprocher l'humanité de sa vocation suprême.* [9]

Se référant toujours à la structure familiale comme prototype de l'Etat, les romantiques allemands préconisent l'organisation de celui-ci en *« ordres »*, en *« corporations »*, reprenant à leur compte le schéma organisationnel des Etats du Moyen-Age dans lequel chaque individu était classifié dans une « corporation »

---

[5] Jacques Droz, *Le romantisme allemand et l'Etat, Résistance et collaboration dans l'Allemagne napoléonienne*, Payot, Paris, 1966, p. 72.
[6] *Ibidem*, p. 73.
[7] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat*, Reinhold Verlag, Wien, 1934, p. 5.
[8] *Ibidem*, p. 74.
[9] J.Droz, *op. cit.*, p. 59-60.

professionnelle. Dans ses *Conférences sur l'histoire moderne* données à Vienne, Friedrich Schlegel faisait l'apologie des structures corporatives de la société médiévale[10]. A.H. Müller, pour sa part, n'était pas en reste sur ce sujet. L'individu n'existe, dans son système monarchique, qu'en tant que membre d'un *« ordre »* auquel il appartient tout naturellement. Il distingue principalement trois *« ordres »* : la noblesse, la bourgeoisie et la paysannerie[11]. Ces modèles de structuration sociale se retrouvent chez E. K. Winter presque à l'identique.

Ce type de structuration sociale et politique fonctionne, après le quasi-paganisme de la Révolution Française et de l'esprit napoléonien, à la base, sur le principe d'un retour inconditionnel à la foi catholique. Joseph Görres voit dans le catholicisme la seule solution aux problèmes de son temps. Selon lui, seule la religion catholique est en mesure de résoudre la question de l'autorité absolue et de la souveraineté populaire. La paix sociale ne pourra donc être rétablie que dans l'obéissance aux principes divins et aux enseignements de l'Eglise. Le clergé catholique est le seul arbitre entre le monarque et son peuple[12]. Chez A.H. Müller, l'Etat est d'essence religieuse et les valeurs religieuses sont le principe vital de la politique. Il écrit à ce sujet : *« Christ sera le centre et le souverain de toute vie nationale et de toute vie fédérative. »*[13] La religion, ainsi que le commente Jacques Droz, voudra *« imprégner les institutions domestiques ainsi que l'économie politique »*[14].

Quant aux rapports qu'Eglise et Etat entretiennent entre eux, les romantiques allemands, quels qu'ils soient (supprimer "quels qu'ils soient"; les adeptes du romantisme politique!), se situent aux antipodes de la laïcité. Pour eux, l'Etat ne peut être que chrétien. Pour Joseph Görres, l'Eglise catholique est la seule institution capable de restaurer les valeurs battues en brèche par les mouvements révolutionnaires. Il lui attribue donc une place prépondérante dans l'Etat : *« Il ne saurait être question pour l'Eglise d'un statut de subordination (Unterordnung), mais seulement d'un statut de coordination (Beiordnung) avec le pouvoir civil. »*[15] Il y a donc pour lui, ad minima, non pas neutralité, mais égalité entre les deux institutions. Görres exige, tant de la part du monarque que de ses sujets, obéissance inconditionnelle aux injonctions de l'Eglise. Les positions de F. Schlegel ne diffèrent guère à ce sujet. Celui-ci souhaite *« collaboration et indépendance réciproque »* ; il envisage une *« interpénétration du spirituel et du temporel au sein de laquelle l'Etat,*

[10] *Ibidem*, p. 171-172.
[11] *Ibidem*, p. 73-75.
[12] *Ibidem*, p. 276-278.
[13] A. H. Müller, cité par J.Droz, *op. cit.*, p. 76-77.
[14] J.Droz, *op. cit.*, p. 76.
[15] Joseph Görres, *Gesammelte Schriften*, t. 13, p. 108-109, cité par J.Droz, *op. cit.*, p. 276.

qui n'est point une fin en soi, soit sanctifié par l'Eglise »[16]*.* Adam Müller va, lui aussi, dans le même sens ; il n'existe pour lui aucun dualisme du monde profane et du monde religieux, et l'intégralité des actes politiques ne peut se concevoir que dans un esprit chrétien. Ces positions théologiques permettront aux tenants du corporatisme de justifier leur volonté de créer un « Etat chrétien », et de passer à l'acte avec l'instauration du régime corporatif le 1er mai 1934 ; elles influenceront aussi très largement la pensée politique de E. K. Winter jusqu'à l'instauration de ce régime ; il s'en distanciera néanmoins par la suite, voulant instaurer le dialogue avec la social-démocratie alors radicalement opposée à toute vision théologique de l'Etat.

3.4.2 L'économie dans la pensée du romantisme politique

Par ailleurs, les romantiques allemands se sont, outre leur prédilection marquée pour les sujets politiques, également intéressés à l'économie, entendant adopter des positions radicalement opposées à celles de leur contemporain Adam Smith. Sur la question de la propriété, Adam Müller donne le ton. Selon lui, la propriété n'est qu'un usufruit et un honneur qui contraint le propriétaire à une certaine dignité et implique des devoirs, théorie que l'on retrouve souvent dans le « solidarisme » prôné par les idéologues du parti populiste après la Seconde Guerre Mondiale. Friedrich Schlegel ne pense pas autrement lorsqu'il écrit que *« l'utilisation de la propriété devrait être mesurée et limitée selon les exigences morales et en tenant compte des intérêts de la société contemporaine et à venir. »*[17] A cette limitation du droit de propriété correspond une valorisation du travail. En effet, pour les romantiques allemands – et plus tard aussi pour les chrétiens-sociaux autrichiens - le travail doit tout autant être mis en valeur que le capital. Schlegel pense à ce titre que *« dans un Etat bien constitué seul le travail est créateur de richesse et que seul doit jouir du fruit de son travail celui qui apporte la matière première et qui la met en œuvre »*[18]*.* Cette thèse de la valeur du travail et de sa rémunération « juste » va se retrouver tout au long des revendications de l'aile ouvrière du parti chrétien-social autrichien, puis du parti populiste. Elle a également fort occupé E. K. Winter, comme nous le verrons au chapitre 10 consacré au catholicisme politique. Mais elle se rapporte essentiellement au phénomène du travail ouvrier en milieu industriel. Or, les romantiques allemands plaident en faveur d'un retour à une société médiévale, donc pré-industrielle dans laquelle, à côté de la noblesse souvent constituée en aristocratie, prédomine

[16] J.Droz, *op. cit.*, p. 60.
[17] *Ibidem,* p. 61.
[18] *Ibidem.*

numériquement la classe paysanne puisque ce type de société vivait principalement du produit de l'agriculture. Les romantiques allemands réclament donc pour la paysannerie une place de choix dans la société et, au même titre que l'aristocratie, veulent l'ériger en *« ordre »*, en *« corporation »*. Adam Müller la considère comme *« la famille élargie de la noblesse »*[19]*.* Dans ses *Lettres agronomiques* de 1812, il prise le rôle de l'agriculture et, partant de là, de la paysannerie, s'opposant ainsi à la thèse d'Adam Smith qui tend à *« transformer l'économie rurale nationale en économie mercantile »*. Il valorise le métier d'agriculteur *« qui de par ses origines, n'est rien moins que service d'Etat »*[20]*.* Et il glorifie cette classe socioprofessionnelle en soulignant qu'elle serait *« la dernière source de liberté qui faisait couler dans la société des sentiments forts et virils ».* Cette volonté de mettre au premier plan de la société l'élément paysan et agricole sera certes reprise par E. K. Winter dans ses écrits de la première moitié des années 20, mais nous verrons qu'au fil des années, il s'en distancie peu à peu et passe, dans sa théorie politique, à une sorte de « rééquilibrage » social entre monde paysan et monde ouvrier.

Restent enfin, dans le domaine économique, deux sujets qu'ont abordés les romantiques allemands et qui préoccuperont également E. K. Winter : la question du papier-monnaie et celle de l'impôt. En ce qui concerne le premier point, en se plaçant dans un système de valeur mettant au premier plan l'activité agricole considérée essentiellement comme un « service » rendu à la communauté nationale, et non comme une obligation désagréable, les romantiques regardent avec la plus grande méfiance l'apparition du papier-monnaie en tant que moyen d'échange social. Se situant encore la plupart du temps dans la perspective du troc médiéval, ils tendent à dévaloriser le papier-monnaie, lui préférant un système d'échange « en nature ». A travers cette position, ils affirment leur plus grande réserve vis-à-vis des systèmes financiers modernes. Le corollaire de cette position en est leur relation à l'impôt. Celui-ci, souvent perçu comme un « tribut » imposé de l'extérieur par un pouvoir incontrôlable, sera envisagé comme une *« redevance sacrée qu'il convient d'acquitter avec amour »*[21]*.* E. K. Winter, lui aussi, s'appuyant sur les écrits de Karl von Vogelsang, mènera une réflexion à ce sujet.

Enfin, un dernier élément – et non des moindres – mérite d'attirer notre attention dans la pensée des romantiques : leur rapport à l'Empire. En effet, si Schlegel

[19] *Ibidem.,* p. 75.
[20] *Ibidem.,* p. 257.
[21] *Ibidem,* p. 75 .

reconnaît l'existence d'Etats nationaux, il n'en est pas moins persuadé que ceux-ci ne peuvent subsister qu'en s'organisant dans un Empire supranational tel que le Saint-Empire médiéval. Il formule ainsi sa vision :

> *Ce n'est que par l'Empire doté d'une constitution par corps et par la hiérarchie que sera satisfaite la double exigence de la différenciation et de la collaboration des nations. C'est ainsi que les nations, distinctes et indépendantes selon leurs particularités propres, seront unies les unes aux autres par un lien politique et moral commun.* [22]

Retenons bien cette définition de Schlegel, car il semble que son esprit ait largement influencé E. K. Winter tant dans sa « période romantique » des années 20 que jusque dans sa vision d'une confédération danubienne qu'il appela fortement de ses vœux dans son exil américain des années 40.

3.5. La synthèse philosophique effectuée par E. K. Winter

Comment, maintenant, E. K. Winter se situe-t-il lui-même dans ses écrits par rapport à ces penseurs ? A Platon et à Saint Augustin d'abord. Il introduit son premier grand texte *Nibelungentreue –Nibelungenehre*, publié début 1921, en faisant largement référence à ces deux philosophes :

> *Le sens de l'être, le but et l'objectif de la vie est la réalisation de toutes les possibilités naturelles et surnaturelles, culturelles et religieuses du Beau, du Vrai, du Bien ; l'actualisation de toutes les puissances ; la réalisation des Idées. Dieu, l'alpha et l'oméga, le commencement, le milieu et la fin, passé, présent et avenir en tant qu'être omniprésent, supra-temporel et supra-spatial en trois personnes créa l'humanité pour avoir en sa simplicité un symbole de sa force divine, et dans son caractère surnaturel un sacrement de son amour divin. Il la créa selon la loi divine comme une humanité naturellement divinisée, comme son image et comme sa parabole… Il la créa comme manifestation symbolique, comme représentation de ses Idées dans le but d'une incarnation sacramentelle, d'une incarnation de ses idées. L'humanité dans sa simplicité est un miroir de Dieu.* [23]

Comment ne pas reconnaître, dans de tels propos, la théorie platonicienne du mythe de la Caverne et, en se rapprochant de Saint Augustin, des deux Cités précédemment évoquées. A la page suivante, E. K. Winter poursuit :

> *Tout ce qui est visible est symbole, est sacrement d'une chose invisible. Toute civilisation et toute culture est représentation, est incarnation d'une religion.* [24]

[22] *Ibidem,* p. 62.
[23] Ernst Karl Winter, *Nibelungentreue – Nibelungenehre, Ein katholisches, österreichisches, deutsches Kulturprogramm,* Vogelsang Verlag, Wien, 1921, p. 3.
[24] *Ibidem,* p. 4.

A travers de tels propos, transparaît clairement la position philosophique de E. K. Winter. Il existe deux mondes, celui des Idées et celui du Réel, car si tout ce qui est visible est symbole, et ce visible est la traduction dans la réalité, selon les modèles platonicien et augustinien, d'un autre monde, celui des Idées. Une page plus loin, le texte que nous propose E. K. Winter aurait tout aussi bien pu être signé de la plume de Saint Augustin :

> *L'individu en tant qu'image et parabole de Dieu a besoin avec corps et âme de droits et de devoirs pour pouvoir chercher puis trouver le but et l'objectif de l'au-delà : dans la manifestation et l'incarnation d'idées divines.* [25]

Le mode de pensée de E. K. Winter ne change pas lorsque, quelques mois plus tard, il publie à frais d'auteur un second ouvrage dans lequel il reprend et développe cette même thématique. Il aborde cette fois la question de la nature de l'Etat qu'il présente dans une perspective résolument platonicienne :

> *Le sens de l'Etat n'est pas simple protection juridique ni simple bien-être économique, mais toujours, oui toujours en premier lieu réalisation d'une idée, conséquence d'une mission historique. L'objectif de l'Etat ne peut être rien d'autre que la réalisation sociale du premier commandement divin. …. Tout Etat a son centre dans l'au-delà, son moteur céleste, toute société bien ordonnée a son sens céleste et son but céleste.* [26]

Cette citation évoque donc clairement l'existence de l'Etat sur deux plans différents, d'une part dans le domaine des Idées, d'autre part dans la réalité du quotidien, sur le plan social, économique, politique. On peut la compléter par cette phrase située deux pages plus loin dans le même texte : *« Mais la terre n'est que le prélude du Ciel, la préparation (qui mène) vers le Ciel. Rien ne peut être dans l'au-delà qui ne soit déjà dans ce monde, du moins au niveau de l'Idée. »*[27] Là encore apparaît nettement, pour E. K. Winter, l'existence et la présence de deux mondes, celui de l'Idée et celui de sa réalisation, conformément aux systèmes de pensée platonicien et augustinien.
Dans sa phase de politisation qui débute en avril 1933 avec la publication des deux *lettres au Président Fédéral* évoquées au chapitre biographique, la référence à la philosophie platonicienne et augustinienne constitue une sorte de leitmotiv, un fil conducteur à travers l'intégralité des numéros des *Wiener Politische Blätter*, mais également dans l'ouvrage politique *Arbeiterschaft und Staat* publié en 1934. Ainsi, dans la préface de cet ouvrage, il affirme, soulignant clairement qu'il s'agit ici d'une

[25] *Ibidem*, p. 10.
[26] Ernst Karl Winter, *Austria Erit In Orbe Ultima*, Vogelsang-Verlag, Wien, 1921, p. 28.
[27] *Ibidem*, p. 30.

« sagesse platonicienne » et pour justifier ses positions politiques, que *« c'est toujours et partout à partir des idées pures que naissent et se nourrissent les actions politiques et c'est en fin de compte la force des idées qui détermine le succès politique »*[28]. Se définissant lui-même, il écrit qu'il a *« depuis une décennie et plus vécu d'après la théorie pure, bien sûr seulement au sens profond de Platon, … au sens de l'idée pure qui porte en elle-même la multitude des actions »*[29]. Lorsqu'il s'appuie sur Karl von Vogelsang, son maître à penser, il s'empresse de noter que ce dernier *« argumente à partir de l'idée pure »*[30].

Par ailleurs, lorsqu'il reprend en août 1933 le concept de *« l'idée autrichienne »* dans les *Wiener Politische Blätter* déjà évoqué en 1927 dans la *Österreichische Aktion*, il utilise sciemment le vocabulaire platonicien, argumentant qu'il s'agit ici d'une *« réalité métaphysique »*[31]. Dans un article de cette même revue daté de juin 1935 intitulé *« Platonisme, thomisme, marxisme »,* il s'explique à propos des liens qu'il établit entre philosophie et politique. Partant du principe selon lequel *« tous les grands mouvements politiques se basent sur des concepts scientifiques ou, mieux encore, sur des concepts philosophiques précis »,* il affirme que *« la politique (naît) des idées ».* Cette position philosophique lui permet alors de conclure que *« l'Etat platonicien est l'Etat chrétien occidental »,* Etat le mieux incarné sous le règne de Rudolf IV d'Autriche. Pour lui prime *« l'idée »,* et seule l'idée de l'Etat peut *« assumer la tâche d'harmonisation des contradictions d'intérêts »*[32].

L'adéquation entre la théorie de l'Etat formulée par Platon et Saint Augustin et la vision de l'Etat chez E. K. Winter se manifeste pleinement dans la citation suivante :

> *Aucun penseur n'a aussi profondément justifié l'Etat que Platon, le philosophe antique, dans la pensée duquel s'enracine l'évolution intellectuelle de l'Occident. Aucune philosophie ne révèle de manière aussi manifeste l'idée éternelle de l'Etat dans sa transformation sans cesse renouvelée, dans la création éternelle de l'Etat que précisément la philosophie platonicienne. […] Il ne peut être question de l'idée d'un Etat historique et de fondations d'Etat sans cesse renouvelées dans lesquelles les générations et les siècles manifestent cette idée que dans l'esprit de Platon. On ne peut comprendre l'Etat autrichien lui aussi que dans cette idée : il s'agit d'une force mentale qui repose inépuisablement en elle-même et entraîne malgré cela à de multiples renouvellements.* [33]

[28] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat*, Reinhold-Verlag, Wien, 1934, p. V.
[29] *Ibidem*, p. 1.
[30] *Ibidem*, p. 23.
[31] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee*, In *Wiener Politische Blätter*, I/3, 20. August 1933, p. 102.
[32] Ernst Karl Winter, *Platonismus, Thomismus, Marxismus*, In *Wiener Politische Blätter*, III/2, 23. Juni 1935, p. 101-103.
[33] Ernst Karl Winter, Ö*sterreichische Sozialpolitik*, In *Wiener Politische Blätter*, III/3, 21. Juli 1935, p. 110.

Cette apologie de Platon se passe de commentaires ; elle explique l'engagement de E.K .Winter autour de la notion d'Etat autrichien, mais également ses prises de positions en faveur d'une certaine forme de corporatisme et, par voie de conséquence, ses positions par rapport à la forme institutionnelle de l'Etat.

2ème partie

Géopolitique de l’Autriche

Chapitre 4

Le concept de la « nation autrichienne »

Si le nom de Ernst Karl Winter n'a pas complètement disparu, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, de la mémoire de la Seconde République autrichienne, c'est principalement dû au fait qu'il a mené, à une époque où peu d'intellectuels autrichiens se préoccupaient de cette problématique, toute une réflexion sur l'identité nationale autrichienne et qu'il a effectué en la matière un véritable travail de pionnier. Son nom, tout comme celui du communiste Alfred Klahr, est étroitement lié à la conceptualisation, voire à l'émergence d'une conscience nationale autrichienne.

Très jeune, pratiquement dès l'âge lycéen, mais surtout lorsque, engagé volontaire dans la Première Guerre Mondiale, dans un régiment de chasseurs tyroliens où prédomine l'idéologie pangermaniste, Ernst Karl Winter s'est déclaré « autrichien ». Jamais il ne reniera cet engagement ; bien au contraire. En marge ou au-delà de sa carrière universitaire, il fait de la réflexion sur l'identité nationale le fil conducteur de ses préoccupations intellectuelles et politiques, et il n'est pas faux d'affirmer que c'est ce fil conducteur qui nourrit ses recherches sociologiques et historiques, et non l'inverse. Il serait sans doute difficile, voire impossible, de trouver un intellectuel autrichien « plus autrichien » que Ernst Karl Winter.

Si celui-ci acquiert la ferme conviction d'une identité « autrichienne », s'il en vient à en discerner très tôt les caractéristiques, cela tient à son aversion profonde par rapport au pangermanisme régnant. La jeune République d'Autriche, proclamée le 11 novembre 1918, s'est déclarée « allemande » et a de suite réclamé son rattachement immédiat à la grande Allemagne. Proscrit par les signataires du Traité de Saint-Germain, l'anschluss n'en conserve pas moins une étonnante actualité pour la plus grande partie des acteurs de la vie politique autrichienne. Dans son programme de 1920, le parti grand-allemand, troisième parti du pays, réclame

l'annexion au Reich allemand comme *« étoile conductrice de notre politique étrangère »*[1]. Et le parti agraire, second parti pangermaniste d'Autriche, se donne pour objectif, en 1923, *« l'unification de toutes les tribus germaniques d'Europe centrale en un état populaire unifié »*[2]. Les deux principaux partis, les chrétiens-sociaux et les sociaux-démocrates, ne sont pas en reste sur ce sujet. Dans son programme dit de Linz adopté en 1926, la social-démocratie autrichienne considère l'annexion de l'Autriche au Reich allemand comme la « *conclusion nécessaire de la révolution nationale de 1918 »*[3]. Quant aux chrétiens-sociaux, sans aller jusqu'à revendiquer ouvertement l'annexion à l'Allemagne, ils aspirent au *« développement des relations avec le Reich allemand sur la base du droit à l'autodétermination »*[4], suggérant ainsi indirectement la possibilité d'un rattachement à l'Allemagne.

Ce pangermanisme se trouve par ailleurs largement répandu dans les milieux universitaires autrichiens, notamment chez les germanistes et les historiens, et le jeune universitaire Ernst Karl Winter se trouve confronté à eux dans le déroulement de sa propre carrière.

C'est donc dans ce climat idéologique, et très certainement parce qu'il se situe en opposition à cette ambiance intellectuelle, que Ernst Karl Winter est « quasi naturellement » poussé à développer ses conceptions d'une identité, puis d'une nation autrichienne. Cette omniprésence, tant sur les plans politique qu'intellectuel, d'une idéologie pangermaniste hostile à toute idée autrichienne, l'ont en quelque sorte contraint à cette recherche identitaire. Mais il s'agit, comme l'indique le terme, d'une « recherche » et non d'une pensée monolithique établie une fois pour toutes. Entre ses premiers écrits des années 20 et son engagement en exil après 1938, sa conception de *« l'idée autrichienne »* a largement évolué, et certains arguments évoqués comme éléments essentiels de cette identité dans sa jeunesse disparaissent chez le Winter de la période finale.

La postérité a retenu de lui le théoricien de la nation autrichienne, mais n'a pas vraiment rendu compte de son évolution sur ce sujet. Elle s'est, jusqu'à présent, contentée d'une vision superficielle de sa théorie, sans prendre en considération cette évolution permanente au fil des ans et des événements politiques et

---

[1] Berchtold Klaus (Hrsg.), *Österreichische Parteiprogramme 1868-1966*, Wien, 1967, p. 446.
[2] *Ibidem*, p. 483.
[3] Kadan Albert, Pelinka Anton, *Die Grundsatzprogramme der österreichischen Parteien. Dokumentation und Analyse*, Niederösterreichisches Pressehaus, Sankt Pölten, 1979, p. 93.
[4] *Ibidem*, p.116.

historiques. Cette évolution dans la conception même d'une nation et d'une identité autrichienne est particulièrement frappante lorsque l'on compare ses positions formulées dans ses premiers textes (« *Nibelungentreue – Nibelungenehre* » ou « *Austria Erit In Orbe Ultima* » [1921], puis dans la « *Österreichische Aktion* » [1927]) à celles défendues après 1933/34, et bien encore davantage à celles qu'il prônera dans son exil américain. Les arguments mêmes avancés par E. K. Winter se modifient ; certains perdurent durant toute sa vie, d'autres présents chez le jeune Winter disparaissent au fil du temps pour laisser place à d'autres arguments qui s'imposent à lui sous le poids des événements historiques.

Il existe – globalement – une première césure dans la conception de « *l'idée autrichienne* » wintérienne - et celle-ci est de loin la principale dans son évolution : l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933, suivie en mars de la même année en Autriche par ce que Winter lui-même qualifie de « *coup d'état* », à savoir l'élimination du parlement autrichien par le gouvernement Dollfuss et le passage à un état autoritaire. La seconde césure se produit après la signature des accords de juillet 1936 entre Vienne et Berlin, accords qui font de l'Autriche le « *second Etat allemand* ». Entre ces deux césures, E. K. Winter croit encore pouvoir sauver son pays par le passage obligé à des méthodes autoritaires ; après 1936, il sait désormais que l'Etat autrichien court à la catastrophe et s'emploie à élaborer une « théorie de reconstruction » de l'identité autrichienne en s'appuyant sur des positions radicalement différentes de celles qu'il avait jusqu'alors soutenues. Une troisième césure se produit, due à l'exil. Le lien direct au sol autrichien coupé, l'identité nationale bafouée par le national-socialisme, cette « *idée autrichienne* » se fait peu à peu démocratique, parlementaire, républicaine.

Il semble donc essentiel d'analyser l'argumentaire d' E. K. Winter sous un angle à la fois diachronique et synchronique si l'on veut prendre en considération son évolution, voire sa « maturation ».

4.1. La nécessaire différenciation Allemagne / Autriche

Si E. K. Winter a élaboré, tout au long de sa vie, une théorie de l'identité et de la nation autrichienne, c'est avant tout à cause de la nécessité impérieuse qui s'est très tôt imposée à lui de devoir se délimiter par rapport à l'Allemagne et à une identité allemande que la plupart de ses compatriotes autrichiens percevaient comme leur. Pour lui, au contraire, la démarche intellectuelle est d'abord de « montrer la

différence ». Or, il perçoit en premier lieu cette « différence » comme un antagonisme profond entre l'Allemagne et l'Autriche. Excepté la langue commune – qu'il ne considère d'ailleurs pas comme véritable lien entre les deux Etats -, les autres types de relations sont appréhendés comme antagonistes. Pour en arriver là, E. K. Winter s'efforce de définir ce qu'il entend comme définition de l'Allemagne et de l'identité allemande qu'il ne manque pas de définir comme différente, voire opposée de celle de l'Autriche. Une fois ces jalons clairement posés, il s'attache à démonter et à réfuter le pangermanisme dominant dans l'Autriche de l'entre-deux-guerres, et plus précisément celui qui circule amplement entre 1918 et 1933.

4.1.1. L'antagonisme Autriche – Allemagne

Les premières traces d'une réflexion théorique sur la différenciation de l'Autriche et de l'Allemagne apparaissent seulement en 1927 dans *L'Action Autrichienne*, ce qui est néanmoins loin de signifier qu'E. K. Winter ne se soit jamais préoccupé auparavant de ce sujet. En effet, d'après les éléments biographiques qu'il nous livre dans *Chrétienté et Civilisation*, il fut confronté à ce problème identitaire dès son engagement volontaire dans l'armée impériale en 1914. E. K. Winter nous rapporte que, dans ses conversations avec les autres engagés de son contingent, il n'eut de cesse de prendre position contre la majorité pangermaniste et de plaider la cause autrichienne. Défendre de telles positions signifie qu'il entendait déjà tracer une ligne de séparation claire et nette entre l'Allemagne et l'Autriche. Cependant, les premiers écrits qui abordent cette thématique se situent donc en 1927, dans cette *Action Autrichienne* qui – son titre le suggère fortement – se donne pour but de formuler un programme politico-culturel et identitaire « pro-autrichien », et ce dans un climat politique intérieur de l'Autriche plus que favorable à une fusion pure et simple de l'Allemagne et de l'Autriche.

E. K. Winter place le début de cette différenciation austro-allemande dès le Moyen-Age et considère celle-ci comme une nécessité historique :

> *Dès le Moyen-Age, l'Autriche s'est éloignée de l'Allemagne selon une nécessité historique afin d'échanger la condition d'une politique purement allemande contre une orientation européenne.* [5]

[5] E. K. Winter, *Die österreichische Idee in der Geschichte*, In *Österreichische Aktion*, p. 29.

Ce qui lui permet de définir, sans toutefois apporter de justification scientifique, l'empire autrichien en opposition à un empire carolingien qu'il considère comme allemand :

> *L'idée impériale autrichienne s'est éloignée de ses fondements carolingiens germano-romains selon une nécessité historique pour finalement devenir tant sur le plan de l'histoire culturelle que sur le plan géopolitique non seulement l'héritier de la Rome occidentale, mais également de la Rome orientale.* [6]

Il s'agit ici d'un recours à un passé relativement lointain, mais E. K. Winter situe la véritable séparation entre l'Autriche et l'Allemagne au cours du XIXe siècle. La guerre austro-prussienne de 1866 marque pour lui un tournant décisif :

> *Avant 1866, la culture autrichienne influençait les peuples allemands, depuis 1866, la culture germano-prussienne influence l'Autriche, la Bohême et la Hongrie.* [7]

Cet inversement du système d'influence est perçu par E. K. Winter comme totalement négatif. Il considère par ailleurs *« l'imitation de la Prusse par l'Autriche »* - phénomène qu'il fait remonter à l'époque de Marie-Thérèse et de Joseph II - comme un *« déraillement »*[8]. Selon lui, *« l'Autriche a apporté la culture et réalisé des conquêtes pour l'Europe, la Prusse a borussifié. »* Et pour expliquer cette affirmation péremptoire, il ajoute :

> *L'Autriche a rempli à l'égard de ses peuples des devoirs que l'on ne saurait oublier, et elle a développé dans la conduite des hommes et des peuples – tout comme l'Angleterre - des qualités qui la différencient fondamentalement de la Prusse et de ses méthodes.* [9]

Notons au passage qu'E. K. Winter s'en prend à la Prusse, et non à l'Allemagne, car nous apprendrons plus loin que son jugement à l'égard de l'Allemagne dans son ensemble est plus nuancé. Ce qu'il attaque avec véhémence, c'est un certain esprit prussien qui, à son avis, n'est pas présent dans le caractère autrichien. Mais revenons à notre citation ; celle-ci nous montre qu'E. K. Winter situe sa critique sur le plan de la politique culturelle extérieure. En évoquant la *« conduite des hommes et des peuples »*, il insinue dès lors un trait de caractère national autrichien et un aspect

---

[6] E. K. Winter, *Souveränität,* in *Österreichische Aktion*, p. 152.
[7] *Ibidem*, p. 34.
[8] E. K. Winter, *Das konservative und liberale Österreich*, In *Österreichische Aktion*, p. 115.
[9] *Ibidem*, p. 124.

de ce que l'on intitulait alors « la mission culturelle de l'Autriche », notamment dans les pays de la couronne impériale. Il attaque simultanément la Prusse dont il accuse les méthodes dans certaines régions d'Europe centrale comme par exemple en Pologne. Il va par ailleurs jusqu'à critiquer la *« science autrichienne »* qu'il taxe *« d'appendice de la science allemande »*[10], faisant principalement allusion à la conception de l'Histoire, mais également de la recherche universitaire en général.
Continuant à passer en revue l'histoire des rapports austro-allemands, il constate que :

> *Les relations politiques et culturelles de l'Autriche avec la Prusse allemande ont été depuis 1870/71 et 1872 jusqu'en 1879 trop étroites.*[11]

Rejetant la responsabilité de cette évolution sur le catholicisme politique, il précise, sans justifier son affirmation, que *« après 1866, l'Autriche tout comme le catholicisme européen s'est rendue dans le sillage prussien ».*
Cette nécessité impérieuse de séparation et de différenciation de l'Autriche vis-à-vis de l'Allemagne ne fait que croître dans les années qui suivent *l'Action Autrichienne*, et tout particulièrement après l'accession d'Hitler au pouvoir à Berlin. Pour E. K. Winter, adversaire déclaré dès la première heure de l'idéologie nationale-socialiste, il est alors indispensable de tracer clairement une ligne de séparation entre l'Autriche et l'Allemagne afin d'éviter toute confusion. Dès les premiers numéros des *Feuilles Politiques Viennoises*[12], E. K. Winter s'attache à reprendre et à développer largement ce thème de la différenciation des deux pays. Le premier argument utilisé est de nouveau de nature historique :

> *Ne pas avoir compris cette évolution historique en sens opposé de l'Allemagne et de l'Autriche, cette différenciation de l'identité autrichienne, son évolution la conduisant d'une tribu germanique jusqu'à un Etat européen, voici la tragédie historique de l'Autriche allemande.* [13]

---

[10] *Ibidem*, p. 125.
[11] E. K. Winter, *Die katholische und die österreichische Aktion*, In *Österreichische Aktion*, p. 251.
[12] Les *Wiener Politische Blätter* parurent pour la première fois en avril 1933. Leur rythme de parution fut très irrégulier, soumis aux aléas politiques des relations austro-allemandes et de l'attitude relativement critique de E. K. Winter à l'égard du régime corporatif instauré par Dollfuß et prorogé par Schuschnigg. Elles cessèrent de paraître après les accords de juillet 1936 entre Vienne et Berlin qui faisaient de l'Autriche le « second Etat allemand ». L'attitude anti-allemande et particulièrement anti-nazie adoptée par E. K. Winter entraînèrent son évincement définitif de la scène politique autrichienne et par conséquent la fin de la revue – qui, après 1935, ne parut plus que sporadiquement, contenant alors des articles moins « problématiques » et surtout sans aucun lien avec la question du rapprochement entre les deux Etats.
[13] E. K. Winter, *Die österreichische Idee*, In *Wiener Politische Blätter*, 20. August 1933, p. 105.

Et quelques pages plus loin dans le même article, il affirme que *« le développement historique de l'Autriche et de l'Allemagne ont entraîné le fait que, sur le plan politique, nous ne fassions en aucun cas partie du même ensemble »*[14]. E. K. Winter reprend ce thème d'un développement historique différent de l'Autriche et de l'Allemagne trois ans plus tard, soit en 1936, dans l'un des derniers numéros des *Feuilles Politiques Viennoises* en des termes totalement similaires, ce qui prouve la constance de l'argumentation[15].

Afin de marquer ce processus de différenciation des deux pays, E. K. Winter a recours à ce qu'il considère comme des *« erreurs »* de la politique et de l'histoire autrichienne, *« erreurs »* qui ont conduit le pays, au lieu d'affirmer clairement son indépendance et son identité propre, à se positionner *« dans le sillage de l'Allemagne »*[16]. Il évoque d'abord l'erreur commise au dix-neuvième siècle par les dirigeants autrichiens de s'être en quelque sorte « alignés » sur la politique de Bismarck au lieu d'avoir suivi leur propre chemin.

Cette erreur de la politique autrichienne de se situer dans le sillage de l'Allemagne a mené selon lui le pays à la Première Guerre Mondiale aux côtés de l'Allemagne. Car les dirigeants autrichiens n'ont pas su, aux dires d'E. K. Winter, adopter une autre stratégie militaire que celle préconisée par l'état-major allemand, ce qui ne pouvait en rien étonner selon lui, puisque la quasi-totalité de l'armée *« n'était plus 'impériale', mais bien 'nationale', et donc 'nationale-allemande' dans sa classe dirigeante »*[17]. E. K. Winter cherche à montrer qu'à l'inverse de l'Allemagne, l'Autriche aurait dû pratiquer une politique d'apaisement et de réconciliation avec les autres Etats européens, politique mise en place par l'Empereur Charles, dernier souverain autrichien, mais politique incomprise jusque dans son propre entourage. En indiquant une telle voie, E. K. Winter veut montrer que l'Autriche aurait pu adopter un comportement totalement différent de celui de l'Allemagne et ainsi éviter le déclenchement de la guerre.

Cette erreur politique majeure ne s'arrête pas, selon lui, à la fin de la guerre. En effet, non satisfaits de la défaite, les nouveaux dirigeants autrichiens se déclarent en faveur de l'anschluss :

---

[14] *Ibidem*, p. 118.
[15] E. K. Winter, *Der österreichische Mensch,* In *Wiener Politische Blätter*, 24. Mai 1936, p. 196.
[16] E. K. Winter, *Die österreichische Idee*, In *Wiener Politische Blätter*, 20. August 1933, p. 110.
[17] *Ibidem*.

> *La nouvelle Autriche reprit le conflit de la dernière génération de la vieille Autriche. L'Allemagne resta cette grande mère à laquelle se joignait la petite Autriche. Les trois partis réunis décidèrent cet anschluss ; seuls quelques groupes isolés ont osé prendre position contre durant ces quinze (dernières) années.* [18]

L'anschluss est pour E. K. Winter la catastrophe la plus terrible qui puisse arriver à son pays ! Et la situation ne semble guère avoir évolué en juin 33, quelques mois après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, puisqu'il condamne à cette date *« la forte dépendance de l'Autriche par rapport à l'Allemagne qui, quinze années durant, fut favorisée par tous les partis politiques, méconnaissant la tâche européenne de l'Autriche »*[19] Ce thème de la dépendance intellectuelle du monde autrichien par rapport à la sphère allemande revient à plusieurs reprises dans ses écrits politiques. Ainsi écrit-il en mars 1935 que :

> *La dépendance intellectuelle de l'Autriche par rapport à l'Allemagne, et ce dans les vingt dernières années, a fait que le catholicisme, le socialisme, le nationalisme et le conservatisme se sont mis à la remorque intellectuelle de l'Allemagne.* [20]

La dénonciation de cette tendance lui permet alors de reprendre un argument qu'il a déjà formulé dans des textes antérieurs, à savoir que :

> *Les deux Etats germanophones que sont l'Autriche et l'Allemagne sont devenus l'antithèse politique la plus marquée sur le sol européen* [21]

Cette dénonciation sert cependant à E. K. Winter de tremplin pour démontrer que c'est *« dans cette antithèse que se révèle définitivement la 'naissance de la nation autrichienne' »*, naissance qu'il appelle de tous ses vœux. C'est précisément pour lui cette antithèse qui a permis à l'Autriche de passer du stade de *« tribu autrichienne »* à celui de *« nation politique »*. Et afin d'étayer sa thèse, il a recours à des propos tenus par Mussolini qui imputait à l'Autriche une *« mission 'germanique' reposant sur la symbiose de la Chrétienté, de la culture latine et de la culture germanique ».* L'Autriche est alors considérée par E. K. Winter comme *« le reste de ce germanisme »* ; dans de telles conditions, elle ne peut que *»tracer de manière claire*

---

[18] *Ibidem*, p. 111.
[19] E. K. Winter, *Die Stunde des Konservativismus*, In *Wiener Politische Blätter*, 18. Juni 1933, p. 67.
[20] E. K. Winter, *Die soziale und demokratische Monarchie*, In *Wiener Politische Blätter*, 24. März 1935, p. 19.
[21] *Ibidem*, p. 18.

et décidée les frontières étatiques et par conséquent nationales qui la séparent de l'Allemagne. », ce qui mène E. K. Winter à formuler cette sentence lapidaire :

> *Ce petit Etat de langue allemande qui porte aujourd'hui le fardeau de l'Allemagne face à l'Europe, ne peut exister avec succès qu'en tant que Non-Allemagne et donc en tant qu'Autriche intégrale.* [22]

Et pour encore mieux affirmer l'identité autrichienne en concurrence avec l'Allemagne, sans toutefois s'opposer catégoriquement à la vision corporatiste d'une « Autriche allemande » soutenue par Dollfuss, puis par Schuschnigg, E. K. Winter estime que l'Autriche doit à l'avenir se définir comme *« Contre-Allemagne allemande »*[23] . Pour lui, le peuple autrichien et le peuple allemand sont *« de nature complètement différente »* ; le lien formel de la langue écrite ne constitue plus un moyen pour relier ces morceaux qui divergent ; il existe bien un *« homme autrichien »* et un *« homme allemand »,* l'un comme l'autre représentent une *« race en devenir »* ne possédant guère de points communs[24]. Ce postulat autorise donc E. K. Winter à prétendre qu'il *« ne pourra jamais y avoir de fusion de l'Autriche dans l'Allemagne, même si certains groupes aujourd'hui aveuglés (par la propagande pangermaniste, note de l'auteur) du peuple autrichien jouent avec cette idée »*[25]

Ces différentes affirmations posées, une revendication s'impose donc : *« séparation et différenciation claire et nette de l'Autriche par rapport à l'Allemagne »*. Et ce d'autant plus qu'il entend démarquer nettement l'Autriche de l'Allemagne nationale-socialiste : *« Nous sommes différents de l'Allemagne de la révolution nationale sur des questions fondamentales, comme le soleil est différent de la lune ».*[26]

En écrivant que l'Autriche doit *« faire le nécessaire pour préserver l'Etat de droit »*[27], E. K. Winter accuse ainsi les dirigeants allemands de ne pas respecter par leur politique l'Etat de droit et place l'Autriche en position inverse, à savoir dans celle du défenseur de ce type d'Etat, position quelque peu délicate à soutenir en avril 1933 puisque, depuis début mars, la légalité parlementaire est, de fait, bafouée. Mais il accuse simultanément les dirigeants viennois de vouloir suivre les traces de leurs homologues allemands :

---

[22] E. K. Winter, *Europa,* In *Wiener Politische Blätter*, 23. Juni 1935, p. 86.
[23] *Ibidem,* p. 87.
[24] E. K. Winter, *Der österreichische Mensch,* In *Wiener Politische Blätter*, 24. Mai 1936, p. 196-197.
[25] *Ibidem,* p. 200.
[26] E. K. Winter, *Die Staatskrise in Österreich,*In *Wiener Politische Blätter*, 16. April 1933, p. 26.
[27] *Ibidem,* p. 25.

> *Pour qui veut véritablement défendre l'Etat de droit et ne veut pas simplement créer une autre nuance de l'Etat de pouvoir national, il est impossible de commencer …. par suspendre la constitution en vigueur.* [28]

E. K. Winter en appelle donc ainsi au rétablissement de la légalité parlementaire et se place en critique du pouvoir politique en place à Vienne, position affirmée dès avril 1933 par ses deux lettres au Président fédéral Miklas et sur lesquelles il ne reviendra pas ultérieurement.

Partant de ce point de vue, E. K. Winter impose même à son pays la tâche *« d'influencer le sort allemand qui tend à des excès de pouvoir grâce à son contre-exemple : être un avertissement pour les maîtres de l'Allemagne et un espoir pour ses esclaves ! »*[29] Après 1933, aucun compromis avec l'Allemagne hitlérienne n'est désormais pour E. K. Winter possible ; les deux pays deviennent, comme nous l'avons souligné précédemment, deux antithèses. L'Allemagne exprime à présent l'excès et l'oppression politique et sociale, l'Autriche, de par son attitude, devrait au contraire symboliser, pour les autres peuples européens, un espoir de liberté et un avertissement vis-à-vis de l'idéologie totalitaire.

4.1.2. Qu'est-ce que l'Allemagne ?

La volonté délibérée d'E. K. Winter de séparer, voire d'opposer l'Allemagne et l'Autriche suppose de sa part qu'il attribue à l'Allemagne une altérité, et tel est bien son propos. Même s'il considère que les deux Etats, l'Allemagne et l'Autriche, appartiennent à la *« Deutschtum »*, à la germanité, il discerne des différences entre elles. Leur énumération et leur formulation évoluent au cours de l'histoire personnelle de l'auteur. Au départ très « romantiques », elles deviennent de plus en plus « politiques », transformation due à l'évolution des situations historiques au fil des années 20, puis 30.

La première caractérisation d'une Allemagne différente de l'Autriche se trouve dans l'ouvrage *« Nibelungentreue –Nibelungenehre* » paru en 1921. Certes, E. K. Winter y exprime dans la préface son attachement inconditionnel à cette *« Deutschtum »* précédemment citée, certes il professe un *« credo … qui monte de la pudeur allemande la plus profonde »*[30], mais cela ne l'empêche pas de tracer le portrait

[28] *Ibidem*.
[29] E. K. Winter, *Die österreichische Idee, art. cit.*, p. 121.
[30] E. K. Winter, *Nibelungentreue – Nibelungenehre, op. cit.*, p. 2.

d'une Allemagne autre que son propre pays. Selon lui, il existe une ligne de séparation géographique claire entre les deux pays : *« La ligne Dantzig – Trieste sépare l'Autriche de l'Allemagne »*[31]*.* Cette marque de différence géographique se voit complétée par une vision historique particulièrement romantique ; laissons parler le texte lui-même :

> *Il existe une question allemande depuis des siècles, depuis Brunehild et Siegfried, depuis Marobode et Arminius, depuis Marie-Thérèse et Frédéric II, depuis les Habsbourg et les Hohenzollern, l'Autriche et la Prusse. Cette question allemande est plus ancienne que l'opposition entre protestantisme et catholicisme. En elle se révèle bien davantage un contraire est-ouest et nord-sud qui ne doit pas être nécessairement contre nature et culture un contraire entre le bien et le mal, mais indique qu'il y a à l'origine évolution différente de dispositions différentes dont l'une a peut-être dégénéré plus rapidement que l'autre. Le tragique de la destinée de cette union naturelle et culturelle réside évidemment partout et toujours, là où triomphe le péché, dans le fait que Siegfried et Brunehild ne se sont pas trouvés, mais que Siegfried s'est vu forgé à Krimhild et Brunehild à Gunther, que mari et femme ne se sont pas trouvés, mais que la femme s'est sentie liée au mâle et l'homme à la femelle, que la douceur féminine de l''Allemagne du Sud s'est heurtée à la dureté dominatrice de l'Allemagne du Nord et que la sévérité masculine de l'Allemagne du Nord s'est frottée à la faiblesse féminine de l'Allemagne du Sud, que joie et peine ne se sont pas trouvées, mais que souffrance et plaisir, joie et douleur ne pouvaient pas se comprendre de par leur nature.*[32]

Une telle citation, empreinte d'un romantisme révolu et d'un mysticisme germanique déplacé, pourrait se passer de tout commentaire. Notons toutefois les traits de caractère attribués dans ce passage à l'Allemagne et aux Allemands qui permettent d'en cerner l'identité. La Prusse, soit dit au passage, est irrémédiablement liée par E. K. Winter au protestantisme, alors que l'Autriche est, de par nature, catholique. L'Allemand, « l'Allemand du Nord », - ce qui implique différence avec « l'Allemand du Sud » – est dur, dominateur et sévère ! Autant de préjugés et clichés sans fondements scientifiques.

Cette conception « romantique » évolue assez rapidement chez E. K. Winter qui reprend et précise ce qu'il entend par le terme « Allemagne » dans l'*Action Autrichienne* en 1927. Il s'y livre alors à une double définition du terme, géographique d'une part, géopolitique de l'autre. Sa délimitation géographique de l'Allemagne se fait désormais à l'aide d'un concept qu'il se forge lui-même à cette

[31] *Ibidem,* p. 34.
[32] *Ibidem,* p. 37.

époque, celui des *« systèmes fluviaux »*. Chaque entité géographique et géopolitique se voit alors définie selon un système de bassin fluvial entouré d'un ensemble montagneux cohérent qui la délimite par rapport à une autre identité. E. K. Winter nomme ce système *« Berg- und Flußsystem »*, ce qui lui permet alors de définir une entité allemande, balkanique, slave, romane et bien sûr autrichienne. D'après lui, le « *système fluvial allemand »* se définit selon cinq fleuves : le Rhin, la Weser, l'Elbe, l'Oder et la Vistule. Il différencie à l'intérieur de cet ensemble deux types d'Allemagne, les *« deux cercles culturels catholiques, le cercle rhénan-westphalien et le cercle bavaro-souabe »* d'une part, le *« territoire protestant* » de l'autre, qu'il taxe par ailleurs de *« Kolonistenland – pays des colonisateurs »*[33], terme particulièrement peu flatteur pour cette partie des Allemands qui se réfère à la colonisation à l'est de l'Elbe depuis Henri le Lion. Cette définition correspond par ailleurs chez lui à deux Allemagnes qu'il oppose l'une à l'autre : la Rhénanie et l'Allemagne prussienne. C'est à cette dernière qu'il s'en prend en particulier lorsqu'il critique le pays voisin. Il qualifie en effet cette Prusse de *« créateur du militarisme européen moderne et représentant le plus conséquent de l'Etat fort »*[34]. E. K. Winter fait alors allusion à la politique militaire et étrangère de Berlin sur laquelle il porte un jugement très négatif, semblant pressentir l'avènement du national-socialisme, symbole même de l'Etat fort.

Après l'arrivée du national-socialisme au pouvoir, E. K. Winter ne consacre guère de phrases à l'Allemagne en tant que telle. Celle-ci se fusionne en grande partie avec le régime politique en place ; l'Allemagne, c'est désormais et essentiellement le national-socialisme, ce mal politique qu'il convient de combattre par tous les moyens. Cette adéquation entre Allemagne et national-socialisme sera abordée dans un chapitre ultérieur consacré uniquement à la critique que fait E. K. Winter du régime hitlérien et de ses méthodes. Pour l'heure, restons-en à l'image que lui laisse l'Allemagne pré-nationale-socialiste.

Pour lui, l'Allemagne moderne est le produit d'une *« méthodologie du sang et du fer par laquelle est née l'Allemagne nouvelle et qui a nié l'Etat de droit à sa racine »*[35] . En outre, à la fin de l'année 1934, faisant allusion à la vague d'épuration politique de

---

[33] E. K. Winter, *Der europäische und der österreichische Raum,* In *Die Österreichische Aktion, Programmatische Studien,* Wien, Selbst-Verlag, 1927, p. 22.
[34] E. K. Winter, *Das konservative und liberale Österreich,* In *Die Österreichische Aktion, Programmatische Studien*, Wien, Selbst-Verlag, 1927, p. 121.
[35] E. K. Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter*, 20. August 1933, p. 109.

l'été écoulé au cours de laquelle les principaux responsables nationaux-socialistes favorables à la voie « révolutionnaire » ont été éliminés, E. K. Winter estime que *« l'Allemagne s'est visiblement exclue de la communauté culturelle des peuples durant ces jours ensanglantés de juin et de juillet »*[36]. Cette nouvelle Allemagne incarne ce qu'il nomme le *« Gewalt- und Machtstaatsgedanke »*, c'est-à-dire l'idée d'un régime fort basé sur un pouvoir en quelque sorte usurpé par la violence. La raison de cette situation réside dans le fait que l'Allemagne, avant même la Première Guerre Mondiale, ait succombé à la pensée militariste[37]. E. K. Winter s'en prend donc aux traités qui ont mis fin à la Première Guerre Mondiale, traités qui, selon lui, ont fait de l'Allemagne *« la seule grande puissance d'Europe Centrale et ainsi nécessairement un nouveau danger pour la paix en Europe»*[38].

Néanmoins, le jugement de E. K. Winter sur l'Allemagne n'est pas que négatif, car il existe pour lui deux Allemagnes : l'une, nationale-socialiste, qu'il condamne sans appel, l'autre, celle qui est incarnée d'un côté par de grands philosophes et écrivains comme Kant, Hegel et Goethe ou par d'aussi grands compositeurs tels Beethoven, de l'autre par tous les mouvements politiques allemands qui se déclarent adversaires directs du national-socialisme, tels que *« le conservatisme social-réformateur et le socialisme conscient de l'Etat »*[39]. La vision globale d'E. K. Winter à propos de l'Allemagne est donc bien plus nuancée qu'il ne l'y semble a priori ; il condamne certes l'Allemagne nationale-socialiste, rejette une Allemagne impérialiste qui entend réaliser l'anschluss, mais, par ailleurs, vante les mérites d'une Allemagne légitimiste et conservatrice et ceux d'une Allemagne portée par un socialisme modéré. Ce que E. K. Winter semble rechercher, c'est un équilibre politique et diplomatique entre les divers Etats européens, équilibre au sein duquel l'Allemagne puisse trouver pleinement sa place, mais sans manifester de velléités d'annexion vis-à-vis de l'Autriche qui doit inconditionnellement pouvoir conserver son intégrité et son indépendance.

4.1.3. Le problème du pangermanisme en Autriche

[36] E. K. Winter, *Dollfuß* ,In *Wiener Politische Blätter,* 23. Dezember 1934, p. 116.
[37] E. K. Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter,* 20. August 1933, p. 110.
[38] *Ibidem.*
[39] E. K. Winter, *Dollfuß,* In *Wiener Politische Blätter,* 23. Dezember 1934, p. 116.

L'une des raisons pour lesquelles E. K. Winter est devenu l'un des pionniers du concept de l'identité autrichienne au vingtième siècle – et ce n'est sans doute qu'une parmi d'autres, mais toutefois probablement l'une des raisons principales de son engagement pro-autrichien – est la présence d'un puissant courant pangermaniste d'abord au sein de la monarchie habsbourgeoise déclinante, puis de la jeune République d'Autriche créée de toutes pièces par les Alliés au lendemain de la Première Guerre Mondiale par l'interdiction de l'anschluss. Ce courant, minoritaire quant au nombre de ses adhérents et de ses partisans, n'en exerce pas moins une importante influence sur les deux autres camps politiques autrichiens, les chrétiens-sociaux et les sociaux-démocrates, et Félix Kreissler, dans son ouvrage intitulé *« L'Autriche, brûlure de l'histoire »*[40]*,* n'hésite pas à utiliser le verbe « gangrener » pour qualifier cette influence. En effet, et comme cela a déjà été évoqué précédemment, les deux grands camps politiques évoquent, dans leurs programmes respectifs, une éventuelle annexion de l'Autriche à l'Allemagne, une telle décision étant plus ou moins considérée comme le but suprême de la politique étrangère autrichienne. D'ailleurs, l'intégralité des partis politiques autrichiens, à l'exception du petit parti communiste, ne cessa dans l'entre-deux-guerres de plaider en faveur de cette solution.

Si, jusqu'en 1926, E. K. Winter s'est en quelque sorte gardé de prendre officiellement position contre l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne, son attitude change dès la parution des programmes chrétien-social et social-démocrate. Il semble par ailleurs justifié de se demander si la décision d'E. K. Winter et des co-auteurs de *L'Action Autrichienne* de publier ce recueil « pro-autrichien » n'est pas à considérer comme réaction directe et immédiate à l'engagement pangermaniste programmatique des deux grands partis autrichiens. En effet, cet ouvrage paraît en 1927, soit quelques mois après l'adoption des deux programmes précités, et l'intégralité des contributions y figurant témoigne d'un engagement anti-annexion sans aucune faille. Pour ce qui est d'E. K. Winter lui-même, sa position en la matière est clairement affichée :

> *Vienne et l'Autriche … doivent se contenter de leur souveraineté et ne pas encourager la formation d'un bloc pangermaniste au cœur de l'Europe par le biais d'un 'anschluss' ou bien encore d'une fusion avec une Allemagne prussienne ou quasi-fédéraliste.* [41]

---

[40] Félix Kreissler, *L'Autriche, brûlure de l'histoire, brève histoire de l'Autriche 1800-2000,* Rouen, 2000, p. 60.
[41] E. K. Winter, *Das konservative und liberale Österreich,* In *Die Österreichische Aktion, op. cit.,, p. 126.*

Ce refus catégorique d'une quelconque union avec l'Allemagne ne sera pas contredit par la suite. Passant en revue l'histoire autrichienne, E. K. Winter accuse en 1933 les trois grands partis autrichiens d'avoir, au lendemain de la guerre, *« décidé cet anschluss »*[42]*.* Et faisant alors référence à la politique pratiquée au moment où il écrit en août 33, il vilipende *« gouvernement et opposition [qui] ne se sont toujours pas libérés de l'idéologie de l'anschluss »* qu'il soupçonne, même si l'idée d'une annexion à l'Allemagne nationale-socialiste semble momentanément repoussée, de *« cultiver et maintenir ce vieil amour pour une autre Allemagne qui adviendra un jour »*[43]. Il réclame ainsi de ses concitoyens *« avant tout le dépassement intellectuel de la pensée pangermaniste »*[44] et prône *« l'extirpation totale de l'idéologie de l'anschluss, qu'elle soit idéologie de l''anschluss ou idéologie du Reich … La 'mystique du Reich' est l'une des paralysies les plus dangereuses de l'idée autrichienne. »*[45]

Peu avant la signature des accords de juillet 1936 qui font officiellement de l'Autriche le « second Etat allemand », E. K. Winter n'hésite pas à dénoncer la politique autrichienne qui fait *« de tout adversaire de l'anschluss dans son peuple un proscrit »*[46] , formulation qui démontre clairement la position de son auteur. Ces accords une fois signés, la question de la définition géographique de l'Autriche ne se pose plus pour lui. Y avait-il déjà plus ou moins adéquation dès la publication de *Classe ouvrière et Etat* en 1934 entre Etat et Nation, celle-ci devient désormais tant indubitable qu'indiscutable après juillet 36. La seule priorité possible, c'est de sauver l'Autriche face à la menace nationale-socialiste. Dans de telles conditions, le débat relatif à l'étendue géographique du pays devient superflu : l'Autriche, c'est désormais, pour E. K. Winter, simplement et uniquement la petite Autriche constituée par les textes du Traité de Saint-Germain. N'a-t-il pas, dès août 1933, employé dans les *Feuilles Politiques Viennoises,* l'expression de *« petit Etat pauvre »*[47], reconnaissant implicitement les frontières de l'Autriche de l'entre-deux-guerres comme frontières définitives pour son pays et donc renonçant au rêve de la « Grande Autriche » au sein de l'empire habsbourgeois. Cette position se voit quasi officiellement confirmée par un autre article des *Feuilles Politiques Viennoises* intitulé

[42] EK.Winter, *Die österreichische Idee, art. cit.,* p. 111.
[43] *Ibidem,* p. 113.
[44] *Ibidem,* p. 116.
[45] *Ibidem,* p. 118.
[46] E. K. Winter, *Probleme der Donaukonföderation,* In *Wiener Politische Blätter*, 23. Februar 1936, p. 47.
[47] E. K. Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter*, 20. August 1933 p. 112.

« problèmes de la Confédération danubienne »[48], article d'ailleurs publié en traduction française en 1937 dans la revue *Le monde slave* dirigée par le slaviste Louis Eisenmann, ce qui démontre l'importance du contenu de cet article pour son auteur. E. K. Winter y reconnaît directement l'existence de cette Autriche moderne ainsi que la souveraineté et l'indépendance des Etats successeurs.

Cette position a d'ailleurs été le premier point programmatique de la fameuse *« Action Winter »* publiée la première fois en septembre 1934, reprise en décembre de la même année par les *Feuilles Politiques Viennoises*, puis dans la publication *Monarchie et classe ouvrière* en septembre 1936. La formulation est, à un moment où l'annexion à l'Allemagne n'en est encore qu'au stade de menaces, sans équivoque : *« Pour une Autriche libre et indépendante »*[49]

A compter de cette période, et ce jusqu'à la fin de sa réflexion géopolitique, E. K. Winter ne reviendra à aucun moment sur cette position. Son combat en exil sera consacré au rétablissement de l'Autriche d'avant l'anschluss, et non à un retour à une configuration antérieure à 1918. Le premier objectif fixé au *Austro-American Center*, première organisation d'exil autrichien aux Etats Unis, objectif formulé de manière programmatique sous la responsabilité directe de son fondateur E. K. Winter, est de réclamer *« l'autodétermination, la liberté et l'indépendance de l'Autriche »*[50]. Cette Autriche nouvelle est alors conçue comme partenaire égal des autres Etats d'Europe centrale tels que la Hongrie ou la Tchécoslovaquie dans le cadre de la Confédération danubienne précédemment évoquée.

4.2. Eléments de l'identité autrichienne

La nécessité d'une différenciation avec l'Allemagne ainsi clairement exposée, attachons-nous maintenant à décrypter les éléments qui, pour E. K. Winter, constituent l'identité autrichienne ou, pour employer une expression qui lui est chère et que l'on retrouve chez certains de ces contemporains, notamment chez Hugo von Hofmannsthal, *« l'idée autrichienne »*. Très certainement en référence aux théories de Platon et de Saint Augustin, il utilise à maintes reprises ce concept de *« l'idée autrichienne »* qu'il fait d'ailleurs varier dans les années 30 en forgeant le concept de *« l'homme autrichien ».* Trois éléments entrent en ligne de compte pour définir cette

[48] E. K. Winter, *Probleme der Donaukonföderation,* In *Wiener Politische Blätter,* 23. Februar 1936, p 45-58.
[49] E. K. Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft,* Gsur Verlag, Wien, 1936, p. 72.
[50] *Austrian Bulletin in the United States,* may 1941, N° 1, p. 3.

identité : premièrement l'essence de cette*« idée autrichienne »,* de cet *« homme autrichien »* et de ce *« peuple autrichien »*, deuxièmement la *« catholicité »* de l'Autriche, même s'il abandonne ce critère, du moins dans ses écrits, à partir des années 30, et enfin troisièmement la *« mission autrichienne »* en Europe, et notamment en Europe centrale.

4.2.1. La géographie de l'Autriche et le « *système des fleuves et des montagnes »*

La question de la définition géographique de l'Autriche peut sembler, de nos jours et a priori, obsolète car l'Autriche, pour la plupart des gens, est ce petit pays de quelques quatre-vingt-trois mille kilomètres carré s'étalant sur les Alpes orientales entre la frontière suisse et celle de la Hongrie. Il existe, certes chez certains, la réminiscence d'une « grande Autriche », celle de l'empire danubien des Habsbourg, mais celle-ci, en tant que réminiscence, appartient au passé. Or, cette question de l'étendue géographique de l'Autriche, sa définition et sa délimitation géographiques, sont au centre des préoccupations d'E. K. Winter pendant de longues années. Pour lui, existent deux possibilités, une : *« grande »* ou une *« petite Autriche »*. La réponse du jeune monarchiste convaincu des années 20 est évidente : il ne peut exister d'Autriche, envers et contre tout, qu'une « grande Autriche » englobant tout le bassin danubien. Cependant, il comprend peu à peu que les nouveaux Etats que sont la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Yougoslavie, pour ne citer que les principaux, sont devenus des réalités incontournables et irrémédiables, et donc qu'un retour à une Autriche aux dimensions « danubiennes » est devenu impossible. Par ailleurs, le danger « pangermaniste », d'abord intra-autrichien du fait des partis favorables à l'annexion du pays à l'Allemagne, comme nous l'avons décrit précédemment, puis dès le début des années 30, la menace constituée par la montée du national-socialisme en Allemagne le conduisent à reconnaître définitivement et sans ambiguïté les frontières de la « petite Autriche » moderne.

Commençons par la première phase, la vision « grande autrichienne ». Si E. K. Winter considère effectivement que l'Autriche est en premier lieu constituée de ce qu'il nomme *« Autriche héréditaire » (« Erzösterreich »)* ou bien *« Autriche alpestre » (« Alpenösterreich »)*, il ne l'intègre pas moins dans un ensemble géographique plus étendu qui comprend également « *la Bohême des Sudètes, la Hongrie des Carpates,*

la Pologne de la Vistule et la Croatie du Karst »[51]. Cet ensemble, basé sur un système de construction de fleuves et de montagnes qu'il qualifie de *« système de fleuves et de montagnes »* précédemment évoqué, correspond en gros à l'étendue de la monarchie habsbourgeoise à la veille de la Première Guerre Mondiale. Les grands ensembles géographiques existant sur notre planète se définissent en effet selon lui par un système de fleuves et de montagnes qui en délimitent à la fois les contours et le contenu. Sur le plan théorique, il décrit ce « système » de la façon suivante :

> *Le continent européen se voit construit d'après des systèmes géographiques qui expliquent plus clairement que tout autre instrument l'histoire européenne. Montagnes et fleuves caractérisent son architecture. Des couples de fleuves drainent le continent qui se groupe autour de couples de montagnes dans une disposition telle que chacun de ces couples de fleuves forme, malgré des directions nord-ouest et sud-est opposées, une ligne, un domaine européen.* [52]

La référence à une telle définition géographique lui permet ainsi de justifier sa vision d'une *« grande Autriche »* constituée de l'ensemble des pays du bassin danubien. Quant à la *« petite Autriche héréditaire »*, elle en est simultanément le centre et la quintessence. *« Les sept provinces du noyau central signifient pour ainsi dire le creuset de tout ce qui est autrichien, de toute culture autrichienne. »*[53] L'Autriche est donc à la fois pour le jeune E. K. Winter ce noyau central constitué par le territoire actuel du pays et cette extension territoriale à l'Europe centrale que nous évoquerons plus en détails dans le prochain chapitre.

E. K. Winter justifie cette vision géographique de la *« grande Autriche »* en s'appuyant également sur un peuplement homogène de cette région :

> *Avant même que l'Autriche n'ait existé au niveau politique et économique, elle existait déjà en tant que terre natale de plusieurs races établies communément qui firent leur apparition sous la forme de trois nations, les Germains, les Slaves et les Avares dès l'époque de la petite marche carolingienne.* [54]

---

[51] Ernst Karl Winter, *Austria Erit In Orbe Ultima*,Vogelsang-Verlag, Wien, 1921, p. 19.
[52] *Ibidem*, p. 17.
[53] *Ibidem*, p. 26.
[54] Ernst Karl Winter, *Nibelungentreue, Nibelungenehre, Ein katholisches, österreichisches, deutsches Kulturprogramm*, Vogelsang-Verlag, Wien, 1921, p. 22-23.

Cet ensemble géographique constitue ce qu'il appelle la *« pentarchie autrichienne »*[55] (l'Autriche héréditaire, la Bohême des Sudètes, la Hongrie des Carpates, la Pologne de la Vistule et la Croatie du Karst*),* terme qu'il utilise à de multiples reprises et qu'il qualifie par ailleurs de *« cristal de l'Europe »*[56]. Cette conception élaborée au début des années 20 se retrouve sans changements fondamentaux dans ses écrits de *L'Action Autrichienne* publiés en 1927 ; l'idée de la *« pentarchie autrichienne »* y revient dans plusieurs textes[57].

Malgré les menaces évidentes d'annexion en provenance de Berlin qui pèsent sur l'Etat autrichien dès 1933, E. K. Winter – par sentimentalisme nostalgique – s'accroche à cette vision d'un *« système autrichien … qui est un système austro-bohémien-hongrois, sur le plan géopolitique un système alpin, sudète et carpatique »*, même s'il prétend qu'il ne faudrait plus le qualifier *« d'autrichien »*[58]. En tous cas, il est clair qu'il regrette la disparition de cette entité géographique lorsque, déplorant le partage de l'empire austro-hongrois de 1918, il écrit que *«' l'Autriche' en tant que concept se limitait désormais à ce petit Etat des Alpes autrichiennes auquel l'Europe imposa l'autonomie et l'indépendance »*[59].

L'assassinat du chancelier Dollfuss le 25 juillet 1934 semble être le dernier élément qui entraîne E. K. Winter à abandonner cette conception. En effet, dans les *« dix points »* de la célèbre « Action Winter » rendus publics en septembre 1934, il y revendique désormais une *« Autriche libre et indépendante »*, faisant, comme nous allons le voir de suite, se recouper intégralement les notions de « peuple », « nation » et « Etat ». Ainsi définie, l'Autriche ne peut être que la *« petite Autriche »* moderne. E. K. Winter réitère d'ailleurs cette position dans *« Monarchie et classe ouvrière »* publié en 1936[60]. Le premier point de *L'Action monarchique populaire*, mouvement instauré par lui-même pour promouvoir le renouveau monarchique face à la menace nationale-socialiste, revendique *« une Autriche libre et indépendante »*. Dans le commentaire de cette formulation, trois éléments sont mis en adéquation les uns avec les autres : *« l'Etat autrichien, le peuple autrichien, la culture autrichienne »*.

---

[55] *Ibidem,* p. 34.
[56] *Ibidem,* p. 45.
[57] Ernst Karl Winter, *Der europäische und der österreichische Raum,* In *Die Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 14 ; *Die österreichische Idee in der Geschichte,* In *Die Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 32 ; *Das konservative und liberale Österreich,* In *Die Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 114.
[58] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter,* 20. August 1933, I/3, p. 104.
[59] *Ibidem,* p. 111.
[60] Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft,* Gsur-Verlag, Wien, 1936, p. 72.

Exilé aux Etats-Unis, il ne changera pas de position. Il n'aura de cesse de dénoncer les erreurs de la monarchie austro-hongroise et appellera ses compatriotes à se rassembler autour de l'Autriche de l'après-guerre :

> *Les Autrichiens doivent définitivement se décider pour l'Autriche, ce pays et ce peuple de six à huit millions d'habitants (situé) dans les Alpes orientales, mais contre l'idéologie grande-autrichienne, car la Grande Autriche est morte et ne reviendra plus jamais.* [61]

L'Autriche ne sera plus pour lui, géographiquement, que ce pays né en 1918, et rien d'autre.

4.2.2. La conception de l'histoire

L'histoire est peut-être, pour E. K. Winter, le principal élément qui lui permette de définir l'identité autrichienne. A l'époque où il formule ses premiers écrits sur l'histoire autrichienne, l'historiographie dominante dans les universités autrichiennes est marquée par les ouvrages de Heinrich von Srbik, professeur à l'Université de Vienne, qui, en partenariat avec le germaniste Josef Nadler, lui aussi professeur à la même université de Vienne, répand largement l'idéologie pangermaniste. Selon ces deux universitaires, les Autrichiens ne sont qu'une tribu de la race germanique (Nadler classe les Autrichiens dans les *« deutsche Stämme » ; il les identifie plus précisément comme « den bayerisch-österreichischen Stamm »* ; il n'existe donc pas selon eux d'identité autrichienne proprement dite. Dans un discours prononcé le 27 avril 1938, Heinrich von Srbik ira même jusqu'à qualifier l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne nationale-socialiste de *« réalisation du rêve millénaire des Allemands »*. E. K. Winter, qui, en avril 38, a déjà pris le chemin de l'exil, se situe aux antipodes de cette théorie dont il prend le contre-pied. Son propos est simple : il existe une identité autrichienne différente de l'identité allemande, et celle-ci s'ancre dans un passé historique qu'il s'emploie à mettre à jour.

Cette *« conception de l'histoire autrichienne »*, ainsi qu'il la qualifie lui-même, est liée par un fil conducteur permanent dans toute l'œuvre de E. K. Winter, même si elle connaît certaines évolutions, passant peu à peu d'une vue des événements historiques pleinement « romantique » dans ses premiers écrits vers une conception beaucoup plus pragmatique après l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne et

[61] Ernst Karl Winter, *Austrian Bulletin in the United States,* May 1941, No. 1, p. 4.

surtout face aux menaces d'annexion qui pèsent réellement sur l'Autriche à compter des accords de juillet 1936 entre Vienne et Berlin.

Une première conception « romantique » de l'histoire autrichienne se trouve chez E. K. Winter dès 1920 :

> *L'histoire de l'Autriche est un mystère, un secret sacré. Dans sa structure, son architecture règne un génie qui étend ses ailes sur toute l'humanité…. Si l'histoire mondiale est un va-et-vient entre l'esprit masculin de l'Occident et l'âme féminine de l'Orient, un processus équilibrant entre occidentalisme et l'orientalisme, l'Autriche s'enracine alors au centre de cet événement, en son milieu, en tant qu'Etat central d'Europe, en tant qu'Etat constituant le cœur de la Chrétienté, en tant que patrie des tribus occidentales et orientales. L'histoire de l'Autriche est la clé de l'histoire de l'humanité.* [62]

Et si l'Autriche est véritablement cette clé de l'histoire de l'humanité, c'est parce qu'elle s'enracine, selon lui, dans le passé mythologique, et notamment dans la mythologie grecque. Selon E. K. Winter, l'histoire autrichienne débute dès ce passé mythologique. C'est en effet en Autriche qu'il situe le culte d'Apollon apporté en Grèce par Héraclès, culte émanant du peuple hyperboréen, lequel vivait sur les berges de l'Ister et de la Save danubienne. Par ailleurs, c'est aussi sur l'actuel territoire autrichien que se situerait *« le suave jardin des Hespérides, le paradis »* ; et c'est encore ici que E. K. Winter situe la légende de la Toison d'Or, très précisément dans les *« Gauen danubiennes situées entre le Pont (Euxin, note de l'auteur) et l'Adriatique »*[63].

En se rapprochant du présent, E. K. Winter relève le fait que *« Jules César a conquis Rome avec l'aide de troupes formées de soldats provenant des Alpes noriques »* puis, pour rester dans l'histoire romaine, que *« le fondateur de l'empire catholique, Constantin le Grand, vainquit sur le pont Milvius avec l'aide des Chrétiens des catacombes et des peuples danubiens de son pays natal. »*[64] Il passe alors en revue la longue période des grandes invasions pour en arriver à cette conclusion :

> *Pendant neuf siècles, l'Autriche a été préparée en tant que terre natale (des Autrichiens, note de l'auteur) avant de devenir réalité en tant que patrie, avant que Carolingiens et Ottoniens, à la fin de la période des grandes invasions et des siècles moyenâgeux, ne créent en 791 et en 976 la Marche du Danube conçue comme avant-garde de leur Empire.* [65]

---

[62] E. K. Winter, *Nibelungenehre, Nibelungentreue, op. cit.*, p. 21..
[63] E. K. Winter, *Austria Erit In Orbe Ultima, op. cit.*, p.4.
[64] *Ibidem*, p. 5.
[65] *Ibidem.*

Puis arrive la période du Moyen-Age, période particulièrement faste pour l'histoire de l'Autriche selon E. K. Winter puisqu'il affirme que *« l'Autriche est une création géniale du Moyen-Age »*[66]*.* Il définit la naissance historique de l'Autriche vers l'an 800, année du couronnement de Charlemagne, en expliquant que les liens qui s'établirent à ce moment entre celui-ci et Irène l'Athénienne, impératrice de l'empire byzantin, permirent à l'Autriche de devenir *« la marche orientale de l'Ouest et la marche occidentale de l'Est …. Création culturelle, plénitude culturelle et réalisation culturelle du Moyen-Age »*[67]*.* Car E. K. Winter définit alors les contours romantiques d'une *« grande Autriche »*, contours formant selon lui une unité qu'il défendra, sous des formes différentes au fur et à mesure de l'évolution politique et historique de l'entre-deux-guerres. Cette *« grande Autriche »* se situe au centre, entre les empires carolingien et byzantin :

> *Précisément au centre entre le cercle culturel illyro-slavo-byzantin d'Irène ….. et le cercle culturel celto-germano-roman de Charlemagne …., la Providence a créé l'Autriche et ses deux satellites géographiques et historiques à sa droite et à sa gauche. Engendrées de la force occidentale, issues de l'amour oriental, sont nées l'Autriche, la Bohême et la Hongrie, formant une unité trinitaire, un saint Empire trinitaire, un ensemble étatique en trois individualités nationales.* [68]

Cette définition géopolitique de la *« grande Autriche »* est essentielle dans la pensée politique d'E. K. Winter. En effet, à l'époque où il écrit ces lignes, soit en 1921, il se bat pour le rétablissement de la monarchie habsbourgeoise dans ses frontières d'avant la Première Guerre Mondiale. A cette époque précise, qu'il convient, comme nous l'avons déjà souligné, de qualifier de « romantique » au sens où l'entendaient des penseurs politiques du XIXe siècle tels qu'Adam Heinrich Müller déjà évoqué à plusieurs reprises, E. K. Winter n'envisage l'Autriche qu'en tant qu'unité géopolitique des nations danubiennes, unité réalisée autour de l'Autriche héréditaire dont celle-ci constitue le cœur. Lorsque, vers la fin des années 20 et surtout dans les années 30, E. K. Winter percevra pleinement l'irréversible réalité du partage de la monarchie habsbourgeoise, il cessera certes de prôner le retour à un ordre ancien, mais

---

[66] *Ibidem,* p.6.
[67] *Ibidem.*
[68] *Ibidem.*

plaidera en faveur de la constitution d'une Fédération danubienne se recoupant largement avec l'ancienne monarchie. [69]

E. K. Winter considère alors que la base de cette entité a été jetée à l'époque du *« romantisme moyenâgeux »* qui s'étend selon lui de 900 à 1200, époque symbolisée par trois princes régnants : le duc Saint Venceslas de Bohême (928-935), le roi Saint-Etienne de Hongrie (975-1038) et le margrave Saint Léopold III d'Autriche (1095-1136). Ces trois souverains incarnent ainsi trois idées nationales : *« l'idée bohémienne de la réconciliation et du mariage germano-slave, l'idée hongroise de l'Etat national, l'idée autrichienne de l'harmonie papale et impériale »*[70].

4.2.3. *« Etat »* et *« Nation »* : deux concepts différents

Parallèlement à sa réflexion sur la définition géographique et historique de l'Autriche, E. K. Winter s'est efforcé, dès ses premiers écrits politiques, de cerner la relation entre *« Nation »* et *« Etat »*. Si, pour le jeune Winter, l'un et l'autre concept se définissent de manière tout à fait différente, l'évolution historique de l'entre-deux-guerres, et notamment le danger que représente à ses yeux l'instauration du national-socialisme en Allemagne et la montée des fascismes de différentes couleurs dans les Etats d'Europe centrale le conduisent à revoir ses positions et à envisager peu à peu l'entière adéquation entre ces deux concepts. Le point d'aboutissement de cette réflexion se situe alors dans l'exil américain, lorsqu'E. K. Winter fait impérativement coïncider ces deux concepts.

Les premières traces écrites de sa réflexion sur cette dichotomie *« Nation / Etat »* se trouvent dès les deux ouvrages publiés en 1921, *Nibelungentreue, Nibelungenehre* et *Austria Erit In Orbe Ultima*. A cette étape de sa réflexion, E. K. Winter envisage ces deux concepts comme totalement différents et donne de chacun d'eux une définition relativement claire et précise. Deux éléments leur sont communs : l'un et l'autre sont des *« communautés »*, l'un et l'autre *« socialisantes »,* mais le dénominateur commun s'arrête là, car le contenu attribué à chacune d'entre elles est clairement différent. E. K. Winter définit ainsi la Nation comme une *« communauté choisie de plein gré »*, alors que l'Etat serait *« communauté nécessaire ».* L'Etat est ainsi défini comme *« communauté plus sociale »,* la nation comme *« communauté*

[69] Cette « évolution » sera traitée au chapitre suivant.
[70] E. K. Winter, *Austria Erit In Orbe Ultima, op. cit.,* p.6.

plus individuelle »[71]*.* Le premier se compose de *« familles et de corporations, de cellules et de membres »*, la seconde *« d'individus et d'associations, de pierres à bâtir »*. Le premier *« culmine dans la famille et dans la corporation »,* la seconde dans *« l'individu et l'association »*. Enfin – et c'est peut-être l'élément le plus important dans l'idéologie du jeune E. K. Winter –, *« le principe héréditaire conditionne la fonction socialisante de l'Etat, le principe électif [celle] de la nation »*[72]. Cette différenciation des fonctions respectives de l'Etat et de la Nation est fondamentale chez E. K. Winter. C'est sur elle qu'il s'appuiera pendant de nombreuses années pour justifier son engagement monarchiste, et donc « antirépublicain » ; nous développerons ce point dans un chapitre ultérieur. L'Etat est *« universel et international »* au sens où il dépasse les frontières des Nations ; il est *« de même par nature défensif et centripète ainsi qu'intensif »* alors que la Nation est « *nécessairement nationale et donc interétatique, … offensive, centrifuge et extensive »*[73]. Et, pour résumer la pensée wintérienne, citons cette phrase extraite du même ouvrage : *« L'Etat repose sur la culture familiale, la Nation sur la culture individuelle. »*[74]

Le concept de « Nation » apparaît ainsi chez le jeune E. K. Winter comme un concept *« supra-étatique »*[75] au sens où celle-ci peut s'étendre sur plusieurs Etats et chaque Nation doit s'organiser en conséquence. La Nation ne se superpose pas à l'Etat, et vice-versa. Enfin, élément essentiel en vue d'un équilibre entre elles, *« chaque Nation doit être prédominante dans un Etat »*[76]*.* Faisant allusion à la question des nationalités dans la monarchie danubienne et à son mode de règlement par le Traité de Versailles, mode selon lui insatisfaisant, E. K. Winter propose d'appliquer ce principe aux nations tchèque, polonaise et slovène afin de résoudre harmonieusement cette question.

Dans le second ouvrage qu'il publie en 1921, *Austria Erit In Orbe Ultima,* E. K. Winter poursuit cette réflexion et la complète. C'est ici le terme de « nation » qui en constitue le centre ; celui d'«'Etat » n'y apparaît guère, laissant place à l'opposition *« Nation / Volk ».* Néanmoins, cette nouvelle opposition nous permet de revenir sur l'essence de la « nation ». Partant de l'idée selon laquelle *« peuple ('Volk') et nation*

[71] E. K. Winter, *Nibelungentreue, Nibelungenehre,* p. 9.
[72] *Ibidem.*
[73] *Ibidem,* p. 6.
[74] *Ibidem,* p. 9.
[75] *Ibidem,* p. 40.
[76] *Ibidem*.

ne se recouvrent absolument pas », E. K. Winter se livre à une définition purement « romantique » du concept de « nation » :

> *Nation signifie la communauté linguistique qui ne se laisse lier à aucune frontière terrestre, dont les paroles dépassent montagnes et fleuves mais ne font souvent que relier l'élite des personnes cultivées ; mais qui également à sa manière, comme le rapporte la Bible, doit être considérée comme produit du péché, comme une caricature de l'humanité paradisiaque qui ne peut plus que bégayer, que balbutier et ne donner de soi qu'un vocabulaire estropié, raison pour laquelle, à l'opposé de la religion, toutes les nations semblent autorisées, voire obligées de se supporter mutuellement.* [77]

Selon E. K. Winter, la nation se définit donc aussi par la langue ; une nation est alors, en outre, constituée de personnes utilisant la même langue, ce qui implique qu'une « nation » en tant que telle puisse, selon lui, exister tout en se répartissant sur plusieurs Etats. Cet aspect prévaut chez le jeune Winter, mais disparaît dans les années 30, lorsque « Etat » et « nation » en viennent à se recouvrir intégralement.

Revenant sur la distinction *« Nation / Etat »*, E. K. Winter ajoute : « *La nation fixe les Etats, la terre natale ('Heimat') relie les Nations. »*[78] Il oppose alors le *« principe des nationalités »* si souvent évoqué sur la fin de la Monarchie des Habsbourg ainsi qu'immédiatement après sa dislocation et qu'il considère comme *« caricature de l'idée nationale »*[79], donc comme erroné, à l'idée d'une véritable « nation » telle qu'elle vient d'être décrite. Il s'insurge alors contre les *« nationalismes »* qu'il considère comme des *« idées nationales mal représentées »*[80].

Quant à « l'Etat », E. K. Winter le définit alors comme porteur de l'autorité qui constitue son essence même. *« Un Etat sans autorité est un non-sens »,* écrit-il, établissant un parallélisme entre l'Etat et la Famille et reprenant ainsi ses conceptions platoniciennes préalablement exposées. L'Etat idéal se voit alors défini comme *« Etat familial, Etat corporatif »*, les autres formes d'Etat étant considérées comme des *« caricatures de la Cité divine, et donc comme spectres étatiques »*[81]. En bref, son idéal d'Etat est alors l'Etat corporatiste.

Dans les années qui suivent, E. K. Winter n'interrompt pas sa réflexion sur ce sujet et on la retrouve dans les écrits réunis dans *L'Action Autrichienne*. Cette réflexion

---

[77] E. K. Winter, *Austria Erit In Orbe Ultima*, Wien, Vogelsang-Verlag, 1921, p. 23.
[78] *Ibidem*, p. 24.
[79] *Ibidem*, p. 46.
[80] *Ibidem*, p. 52.
[81] *Ibidem*, p. 28.

réapparaît essentiellement dans l'essai intitulé *« Souveraineté »*[82] contenu dans cette publication. E. K. Winter y affirme tout d'abord que « l'Etat » est une nécessité, tout comme la famille[83], ce qu'il a déjà formulé en 1921. Partant de cette affirmation, il postule que *« l'Etat est formé selon l'image de la famille »*[84]*.* Faisant référence à la tradition sociologique dont il se réclame, il insiste sur ce parallélisme entre la famille et l'Etat : *« La tradition sociologique veut former l'Etat à l'image de la famille, et non simplement l'accepter dans sa forme étrangère à la famille. »*[85] Cette conception l'amène à faire la critique de l'Etat autrichien tel qu'il existe au moment où il écrit :

> *L'Etat moderne, un Etat abstrait de militaires, de fonctionnaires et de partis, pèse sur l'individu sans lui transmettre d'humanité concrète, exigeant l'obligation du service militaire et l'obligation de vote, incarnant la dictature policière et fiscale. »*[86]

Il lui reproche d'être à lui-même *« son propre Dieu et donc hostile aux autres Dieux ».* La souveraineté de l'Etat moderne est ainsi considérée comme un *« principe absolument anarchiste »*[87]. Et dans un accès de mysticisme romantique, E. K. Winter affirme que *« l'Etat moderne … porte en son giron l'Antéchrist ».*[88]

Cette critique de l'Etat tel qu'il le perçoit sur le moment l'amène à élaborer une conception alternative de ce dit « Etat ». Tout d'abord, celui-ci doit être le détenteur de *« l'autorité »*, à l'image de la famille dans laquelle l'autorité revient de droit au père. S'appuyant sur ses analyses sociologiques, il décompose la société en *« Stände »,* en *« corporations »* qu'il identifie au nombre de trois : les *« corporations enseignante, militaire et nourricière »* pour en arriver à une définition de l'Etat en tant que *« forme d'organisation politique de ces corporations »*[89].

C'est alors qu'apparaît chez lui une véritable idéologie corporatiste tout à fait semblable à celle qui se répandait dans les milieux conservateurs autrichiens de cette seconde moitié des années vingt. En quelque sorte en réponse ou en réplique à l'idéologie propagée par le leader et idéologue chrétien-social Ignaz Seipel qui

---

[82] E. K. Winter, *Souveränität,* In *Die Österreichische Aktion, Programmatische Studien,* August M. Knoll, Alfred Missong, Wilhelm Schmid, Ernst Karl Winter, H. K. Zeßner-Spitzenberg, Wien, Selbstverlag, 1927, p. 143-162.
[83] *Ibidem,*, p. 144.
[84] *Ibidem,*, p. 146.
[85] *Ibidem,* p. 150.
[86] *Ibidem,* p. 154.
[87] *Ibidem,* p. 155.
[88] *Ibidem,* p. 156.
[89] *Ibidem,* p. 147.

évoquait dans ses discours les expressions telles que la « vraie démocratie », E. K. Winter utilise, afin de désigner l'Etat idéal qu'il appelle de ses vœux, des formulations telles que *« le vrai Etat » (« Der wahre Staat »),* faisant directement allusion à l'ouvrage du même nom publié par Othmar Spann. Une autre définition extraite du même essai précise sa position : *« Le vrai Etat est la forme d'organisation politique des corporations familiales ; elles-mêmes constituent les fondements de la vie sociale et économique, et non l'Etat. »*[90] L'Etat a donc ici chez E. K. Winter un rôle simplement « politique » et n'intervient en aucun cas dans les processus sociaux et économiques.

Le cours des événements dans les années qui suivirent la publication de *L'Action Autrichienne* va apporter une modification plus que substantielle des concepts évoqués. Face à la crise financière de la fin des années 20 et à la montée du chômage, les tendances favorables à l'anschluss, en Autriche et hors d'Autriche, ne pouvaient que prospérer. La menace d'un rattachement à l'Allemagne, voulue par les milieux grands-allemands, était réelle. Elle le fut pour E. K. Winter de manière encore bien plus directe après l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler le 30 janvier 1933. Car l'idéologie nationale-socialiste ne laissait planer aucun doute sur le sort réservé à l'Autriche, du moins pour les personnes avisées comme E. K. Winter. Cette menace devient donc urgence absolue, et la première des priorités pour E. K. Winter ne peut être que de tout faire pour sauver l'Autriche. Et c'est précisément cette menace qui va induire chez Winter une nouvelle phase dans sa réflexion sur les rapports entre « Etat » et « Nation ». Les concepts de « Nation » et de « patrie » (« Vaterland ») en viennent à se recouper, et E. K. Winter, dans *Classe ouvrière et Etat*, ouvrage publié en 1934, en donne la définition qui suit :

> *[La Nation est] … la communauté d'individus en un espace, qui doivent vivre ensemble et se supporter, qui ont ensemble une tâche historique commune et ont pour devoir de se respecter mutuellement, quelle que soit leurs convictions personnelles.* [91]

Apparaissent ici chez E. K. Winter de nouveaux critères qui signalisent la fin d'une vue « romantique » du concept de « nation » et annoncent une seconde phase de sa pensée politique. Désormais, « Nation » et « Etat » vont se recouper, se confondre totalement. *« Car l'Etat, c'est nous-mêmes, et personne d'autre, y compris dans l'Etat*

---

[90] *Ibidem,* p. 155.
[91] E. K. Winter, *Arbeiterschaft und Staat,* Wien, Reinhold-Verlag, 1934, p. 82.

autoritaire. »[92] *C*e *« nous »* évoqué ici, c'est la *« classe ouvrière »*, la *« Arbeiterschaft »* pour laquelle, à compter de la guerre civile de février 34 et des sévères condamnations que le gouvernement de Dollfuss a fait prononcer, E. K. Winter décide de s'engager. « L'Etat », au lieu de la marginaliser dans la clandestinité, doit intégrer la « classe ouvrière » alors que, pour les représentants de l'Etat corporatiste, les éléments de la classe ouvrière qui se reconnaissent de la social-démocratie ne font pas partie intégrante de l'Etat ; nous ne sommes plus alors, chez E. K. Winter, très loin de l'adéquation entre « Etat » et « Nation », étape qu'il ne tardera pas à franchir. Parallèlement, il définit « l'Etat » comme *« une valeur morale, indépendante de la forme institutionnelle et gouvernementale donnée »*[93]*.* Faisant allusion aux positions de la social-démocratie désormais condamnée à la clandestinité qui refusait tout compromis avec l'Etat Corporatif – et pour cause - , il estimait que *« toute amélioration possible d'un Etat donné est préférable à son renversement effectif »*[94]. La voie ici tracée est claire : le compromis vaut mieux que la révolution. Cette position se trouve confirmée à la fin de l'ouvrage par la phrase suivante :

> *Il faut prendre l'Etat tel qu'il est, l'approuver sans réserve et agir dans le cadre que la défaite vous a laissé.* [95]

Pour l'heure, E. K. Winter appelle donc à la conciliation, voire à la « réconciliation ».
A la même époque, il s'exprime également dans les *Feuilles Politiques Viennoises* et il affirme dès août 1933 qu'il existe depuis le début du XXe siècle un *« parallélisme entre Nation et Etat »*[96]*.* En réalité, lorsqu'il s'agit de comparer, voire d'opposer ces deux concepts, E. K. Winter pense en tout premier lieu à l'Autriche qu'il importe pour lui de sauver face à la menace nationale-socialiste et à l'annexion au IIIe Reich. Désormais, il ne peut plus pour lui exister qu'une seule solution à ce dilemme Etat/Nation : l'un et l'autre sont désormais identiques. « L'Etat » cesse d'être une invention de l'esprit ; il prend corps dans le peuple qui se définit maintenant comme « nation » :

---

[92] *Ibidem,* p. 7.
[93] *Ibidem,* p. 5.
[94] *Ibidem,* p. 39.
[95] *Ibidem,* p. 78.
[96] E. K. Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter,* Nr. 3, 20. August 1933, p. 108.

> *Il serait toutefois faux de vouloir penser que le concept d'Etat … puisse être la création de quelques têtes savantes, le produit de constructions intellectuelles. […] Toutes les couches du peuple, non seulement les intellectuels, et avant tout les deux couches centrales du peuple, les ouvriers et les paysans, y sont appelées [à constituer l'Etat, note de l'auteur]* [97]

Mais pour en arriver à une identification, à une adéquation entre les trois éléments que représentent « l'Etat », la « Nation » et le « Peuple », il faut qu'apparaisse dans le peuple une *« conscience étatique »*[98] sans laquelle l'Etat ne peut satisfaire aux tâches qui lui incombent. Et celle-ci ne peut émaner de *« clichés de l'histoire qui puissent nous être transmis tels quels »* ; elle dépend d'un véritable « travail de mémoire » qui nous impose de nous faire de *« nouvelles pensées par rapport à l'histoire, des pensées critiques, mais de nature positive »*[99]*.* N'oublions pas qu'au moment où il écrit ces lignes, en 1935, l'Autriche vit depuis plus d'un an sous un régime autoritaire et fasciste reposant pour l'essentiel sur le principe de l'autorité d'un chef. C'est sans doute en écho à cette exigence du moment, mais aussi en écho à l'idéologie catholique corporatiste qu'il défend encore présentement, qu'E. K. Winter définit « l'Etat » en en comparant la structure à celle de la famille ; l'autorité de « l'Etat » est alors symbolisée dans la figure du « père » :

> *L'idée de l'autorité dans l'Etat [est] en analogie à l'idée du père dans la famille. Le rapport entre l'Etat et le Peuple répète, à un autre niveau … la relation entre le Père et le Fils.* [100]

L'autorité de l'Etat, vu dans cette conception « organique » de la société, est alors calquée sur celle du père de famille. Cette fonction, qui a pour tâche permanente de repenser et de renouveler la notion d'Etat, est alors confiée à *« une personne ou un cercle de personnes destinées à devenir les chefs du peuple »*[101]*.* Mais cette personne ou ce cercle ont obligatoirement pour mission de ramener l'Etat vers un *« ordre démocratique »*.

Dans les derniers articles publiés avant la fin des *Feuilles Politiques Viennoises,* E. K. Winter en arrive à l'adéquation totale entre la *« communauté étatique »* et la *« communauté nationale »*[102]. Cette dernière étape est essentielle car elle est le

---

[97] E. K. Winter, *Österreichische Sozialpolitik*, In *Wiener Politische Blätter*, Nr. 3, 21. Juli 1935, p. 114.
[98] *Ibidem*, p. 113.
[99] *Ibidem*, p. 117.
[100] *Ibidem*, p. 112.
[101] *Ibidem*, p. 110.
[102] E. K. Winter, *Europa*, In *Wiener Politische Blätter*, Nr. 3, 23. Juni 1935, p. 85.

prélude et la base de son engagement politique dans son exil tant français qu'américain après l'Anschluss.

4.2.4. Eléments du *«discours autrichien »* de l'entre-deux-guerres

S'il existe, dans le parcours idéologique et politique d'E. K. Winter, une évolution dans la définition d'une identité autrichienne - même si celle-ci évolue d'une vision « romantique » vers une définition bien plus pragmatique, plus la chronologie s'avance vers la Seconde Guerre Mondiale - des constantes persistent, qui sous-tendent sa pensée du début jusqu'à la fin de son itinéraire intellectuel. Durant l'entre-deux-guerres, l'identité « autrichienne » est, de manière générale, sinon niée, du moins reniée par la majorité de l'opinion publique. Pour la plupart des hommes politiques de l'Autriche de cette époque, les habitants de ce pays ne sont pas des « Autrichiens » au sens où nous l'entendons aujourd'hui, mais des « Allemands d'Autriche », des « Allemands autrichiens », dans le meilleur des cas des « Autrichiens allemands », mais jamais des « Autrichiens véritablement autrichiens ». Le mérite d'E. K. Winter sera ainsi d'affirmer haut et fort l'existence incontestable d'une identité autrichienne différente de toutes les autres identités nationales avoisinantes, et notamment de l'identité allemande. Et si l'on voulait résumer sa position, il faudrait s'en tenir à la définition suivante : Nous sommes des Autrichiens, et rien que des Autrichiens. Mais pour parvenir à cette formule plus que condensée, il faut en analyser les différents éléments constitutifs. Qui est donc, selon lui, cet *« österreichischer Mensch »* ? Quelles en sont les différentes composantes ?

Il ne fait aucun doute qu'il ait eu connaissance, dès les années 20, des textes littéraires publiés pour certains très tôt. Que l'on pense au *« Buridans Österreicher »* de Robert Musil daté du 14 février 1919[103] ou bien aux différents essais de Hugo von Hofmannsthal, et notamment celui intitulé *« Die österreichische Idee »*[104], publié en 1919, titre qu'E. K. Winter reprendra dans ses *Feuilles Politiques Viennoises*, ou bien encore au célèbre discours de l'écrivain autrichien Anton Wildgans, *« Rede über Österreich »* rédigé en octobre 1929 et destiné à être prononcé le 12 novembre suivant devant la société suédo-autrichienne de Stockholm. Sans oublier l'ouvrage

[103] Robert Musil, *Buridans Österreicher,* In *Gesammelte Werke, Band 8, Essays und Reden,* Hamburg, Rowohlt Verlag, 1978, p. 1030-1032.
[104] Hugo von Hofmannsthal, *Gesammelte Werke, Prosa III,* Frankfurt am Main, S.Fischer Verlag, 1964, p. 401-406.

d'Oskar A. H. Schmitz, écrivain et philosophe allemand, membre de la bohême de Munich et beau-frère du peintre et écrivain autrichien Alfred Kubin, qui publia en 1924 un ouvrage intitulé *« L'homme autrichien, enseignement pratique pour Européens, en particulier pour Allemands du Reich »*[105]. Ces textes – et sans doute d'autres encore – constituent le socle qui l'amène probablement à réfléchir à une définition de l'essence autrichienne. Par ailleurs, en mai 1933, le gouvernement chrétien-social de Dollfuss, qui a éliminé deux mois auparavant le Parlement autrichien, instaure le *Front Patriotique*, organisation destinée à remplacer les partis politiques déjà partiellement interdits et créée sur la base d'un patriotisme « autrichien » clairement défini en opposition à l'Allemagne nationale-socialiste. Ce *Front Patriotique* est appelé à *« être le porteur de l'idée étatique autrichienne »*[106]. Or, l'idéologie « autrichienne » de cette organisation sera principalement définie lors du célèbre discours du champ de courses du 11 septembre 1933 prononcé à Vienne par Dollfuss, et cette définition est loin de celle que va développer E. K. Winter dans les mois suivants.

4.2.5. « *L'homme autrichien »* selon E. K. Winter

Mais ce n'est qu'à compter de 1933 que va se faire sa véritable réflexion sur l'essence même de l'Autriche et des Autrichiens, après l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne, puis et surtout après l'élimination du Parlement autrichien par le gouvernement Dollfuss ; ce sont ces deux événements qui l'amènent à approfondir ces notions. Presque chaque article publié dans les *Feuilles Politiques Viennoises* développe, de près ou de loin, cette thématique et l'on assiste chez E. K. Winter à un foisonnement d'idées autour de ce sujet de réflexion. Dès les deux célèbres lettres au Président Miklas souvent citées, il appelle celui-ci à la défense de l'Autriche face à la menace allemande ; les articles qui suivront dans les trois années ne seront qu'un développement et un approfondissement de ses conceptions. Ainsi, dès août 1933, il pose le postulat selon lequel c'est le national-socialisme qui a provoqué le réveil de la conscience autrichienne[107]. Partant de là, il décline cette identité autrichienne sur trois plans différents : il existe un *« homme autrichien »* et donc, en conséquence, un *« peuple autrichien »*, une *« race autrichienne »*, ce qui le conduit, en dernier ressort,

[105] Oskar A.H.Schmitz, *Der österreichische Mensch, zum Anschauungsunterricht für Europäer, insbesondere für Reichsdeutsche,* Wien-Leipzig, Wiener Literarische Anstalt, 1924, 68 p.
[106] § 2 de la Loi fédérale relative à la création du *Vaterländische Front* publiée le 1er mai 1934.
[107] Ernst Karl Winter, *Die Österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter,* 20. August 1933, p. 112.

à parler d'une *« idée autrichienne »* et, en fin de compte, d'une conscience nationale autrichienne, et donc à s'engager pour la lutte en faveur de l'indépendance de l'Autriche face à la menace d'annexion émanant du voisin allemand.

Dès juin 1933, E. K. Winter affirme l'existence d'un *« homme autrichien »* et il fait alors la distinction entre deux types d'Autrichiens : *« l'Autrichien de la Grande Autriche »* qui, selon lui, continue à exister *« dans certaines couches sociales de la vieille Autriche »*, entendant par là de manière générale les ressortissants de l'ancienne monarchie danubienne, l'aristocratie ou la paysannerie fidèle au régime, quelle qu'ait été leur appartenance « nationale », qu'ils aient été Hongrois, Tchèques, Croates ou autres, et *« l'Autrichien alpestre »*, le ressortissant de la petite Autriche née du Traité de Saint-Germain. Poursuivant son analyse, il affirme que ces deux « types d'Autrichiens » sont de race et de structure différente et qu'ils n'ont, si ce n'est le nom, plus rien de commun. En revanche, il procède à une nouvelle différenciation entre ce qu'il nomme en latin le *« homo alpinus »* et le *« homo Vindobonensis »*, en d'autres termes entre les Autrichiens de la province et les Viennois. Partant de cette distinction, il en arrive à situer l'Autrichien moderne, celui qu'il considère comme essentiel au moment où il écrit, c'est-à-dire en 1933, *« dans l'atmosphère viennoise marquée par l'austromarxisme plutôt que dans la province autrichienne, qu'il s'agisse du village chrétien-social ou du bourg national-socialiste »*[108]*.* Et cette réflexion l'amène à la définition suivante de l'Autrichien de son temps :

> *L'homme autrichien qui a bâti la Vienne nouvelle, déterminé à la fois par le travail éducatif de la vieille Autriche qui continue de vivre dans l'inconscient et par l'éthique de la grande ville socialiste, est un homme du travail, qui transpose l'héritage viennois, ce qu'il y a de plus autrichien dans la nouvelle Autriche, en un siècle nouveau qui est par nature encore totalement différent de la province alpestre.* [109]

Ce nouvel *« homme autrichien »* n'est donc plus un représentant de la Vienne impériale, mais un être ancré dans cette Vienne la Rouge, un être façonné par son appartenance active à la social-démocratie et à son combat pour le progrès social et culturel. E. K. Winter, le légitimiste convaincu qui ne rompra pas avec ces idées jusqu'au début de la Seconde Guerre Mondiale, se situe ainsi dans le camp adverse ; pour lui, l'Autrichien type, ce n'est plus désormais le paysan catholique,

---

[108] Ernst Karl Winter, *Die Stunde des Konservativismus,* In *Wiener Politische Blätter*, 18. Juni 1933, p. 68-69.
[109] *Ibidem*, p. 69.

brave sujet de sa majesté l'Empereur, mais l'ouvrier de la ville industrielle, celui qui s'inscrit dans le sillage de l'austromarxisme. On voit alors le chemin parcouru. Ses vues se rapprochent alors singulièrement de celles du communiste autrichien Alfred Klahr qui, peu de temps après, empruntera des chemins similaires, et se situent en opposition totale au monde paysan valorisé par le régime corporatiste.

S'il existe, pour E. K. Winter, un *« homme autrichien »,* cela implique obligatoirement l'existence d'un *« peuple »* ou d'une ***«*** *nation autrichienne »*. Si cette évidence ne se manifeste pas à lui dès 1933, elle s'imposera cependant avec vigueur à partir de 1935. A compter de cette date, aucun doute – s'il y en eut jamais un – ne subsistera quant à l'existence d'une nation autrichienne. Les habitants de la petite Autriche des années 30 ne possèdent certes pas encore de *« conception de l'Etat et de la culture [qui soit] autrichienne »*[110] , le peuple autrichien cesse d'être une *« simple tribu du peuple allemand, mais [devient] un peuple de nature particulière »*[111]. Evitant d'être trop radical dans son assertion, E. K. Winter fait une concession à ses adversaires idéologiques et politiques : ce peuple *« appartient sous de multiples aspects à la communauté culturelle et linguistique allemande, mais il sort très nettement de cette communauté »*[112]*.*

Et plus on s'avance vers 1938, plus E. K. Winter affirme l'originalité et l'existence de cette *« nation »*, de ce *« peuple autrichien »*. Ainsi fait-il, le 27 avril 1936, devant le *« Kulturklub »* viennois une conférence intitulée *« Der österreichische Mensch » (« l'homme autrichien »)*, conférence reproduite dans son intégralité dans les *Feuilles Politiques Viennoises* du 24 mai 1936 dans laquelle il s'empresse d'abord d'affirmer que la nation autrichienne ne se définit pas seulement par le critère de la langue, mais selon des critères de *«Staatlichkeit »* et de *« Landschaftlichkeit »,* associant ainsi l'idée d'Autriche à une entité étatique indépendante et à une type de paysages particuliers*.* Poursuivant sa réflexion sur ce thème, il réaffirme que l'identité autrichienne s'est formée par un processus de séparation vis-à-vis de l'Allemagne et que s'est constituée une véritable *« race autrichienne »*, un véritable *« peuple autrichien »*. Il définit ce processus dans les termes suivants :

> *Les bases raciales des deux communautés de peuple prouvent que le peuple autrichien et le peuple allemand sont, malgré la langue écrite commune, de*

[110] Ernst Karl Winter, *Österreichische Sozialpolitik,* In *Wiener Politische Blätter,* 21. Juli 1935, p. 109.
[111] *Ibidem,* p. 115.
[112] *Ibidem.*

> *nature complètement différente. Aussi bien l'homme autrichien que l'homme allemand représentent une 'race en devenir' reposant sur des bases raciales différentes. Le peuple allemand du nord-est est déterminé par la prédominance numérique et organisatrice de la race nordique. En Autriche au contraire, … il existe des bases raciales prénordiques (alpines, méditerranéennes et dinariques) par rapport auxquelles l'élément nordique ne signifie plus qu'une influence parmi d'autres. Cette substance prénordique a empêché l'inondation nordique de l'Europe danubienne durant les invasions préhistoriques situées autour de 1.800 avant Jésus-Christ. …. Dès le départ, la race nordique ne constitua en Autriche qu'une partie raciale secondaire et la colonisation carolingienne, puis bavaroise de la Marche de l'Est n'y ont rien changé.* [113]

Ce 'délire racial' s'explique probablement par le fait que, depuis les lois de Nuremberg de 1935, l'ère du temps voulait que soient prouvées les origines d'une race, et surtout de la race aryenne. Face à cela, E. K. Winter « s'invente » et « nous invente » une généalogie du peuple autrichien qui n'a rien de scientifique, mais satisfait aux attentes du moment.

Et – phénomène extrêmement étonnant chez ce penseur politique qui fut longtemps profondément marqué par l'antisémitisme ambiant – E. K. Winter en vient même à évoquer une *« affinité particulière entre l'austriacité et la judaïcité qui caractérise l'histoire autrichienne »*. S'appuyant sur des chroniques du Moyen-Age et des généalogistes confirmés, il affirme que, sans en apporter aucune preuve, les différentes dynasties autrichiennes, et notamment les Habsbourg, ont des origines juives. Et comme pour bien se démarquer vis-à-vis de l'antisémitisme qui florissait alors autour de lui, il ajoute :

> *La culture autrichienne du XIXe et du XXe siècle n'est pas pensable sans l'apport positif des Juifs. Un Viktor Adler et un Emil Steinbach, un Hugo Hofmannsthal et un Arthur Schnitzler, un Adolf Sonnenthal et un Joseph Kainz font irrémédiablement partie de la race autrichienne.* [114]

4.2.6. La catholicité de l'Autriche

Pour le jeune E. K. Winter, celui du début des années 20, le concept d'identité autrichienne est intrinsèquement lié à la religion catholique. Ou encore, en d'autres termes, s'il existe une identité autrichienne, celle-ci ne peut être que catholique. Il n'hésite pas à affirmer la symbiose totale entre catholicisme et identité nationale. Il écrit ainsi en 1921 dans *Austria Erit In Orbe Ultima* : *« Nous ne pouvons penser ni*

[113] Ernst Karl Winter, *Der österreichische Mensch*, In *Wiener Politische Blätter*, 24. Mai 1936, p. 196-197.
[114] *Ibidem*, p. 199.

l'Eglise sans l'Autriche, ni l'Autriche sans l'Eglise. »[115] Trois lignes auparavant, il définit l'Autriche comme *« catholicité exemplaire au niveau de l'Etat, pleinement réalisée en ce qui concerne son peuple, vécue sur le plan culturel »*[116]*.* A la page suivante, il qualifie l'histoire autrichienne d' *« histoire catholique, histoire de Jésus Christ sous une forme post-chrétienne. »*[117] Deux pages plus loin, il affirme que c'est *« la Providence (qui) a créé l'Autriche et ses deux satellites géographiques et historiques à sa droite et à sa gauche »*[118]*,* faisant ici allusion aux royaumes de Bohême et de Hongrie*.* L'ayant ainsi dotée de ces attributs « catholiques », il qualifie alors l'Autriche de *« bastion de la Chrétienté »*, faisant allusion au rôle historique joué par l'Autriche dans l'arrêt de la progression ottomane en Europe centrale à la fin du XVIIe siècle ainsi qu'à son rôle dominant dans la Contre-Réforme. Car, selon lui, *« l'histoire de notre patrie autrichienne est une histoire catholique »*[119]. Constatation qui l'amène à une vision romantique de cette relation entre l'Autriche et la religion catholique : *« Le génie de l'Autriche (est) catholicité vivante »*[120]. Et dans sa seconde publication de 1921, dans *« Nibelungentreue, Nibelungenehre »*, il s'attache à prouver une *« idée catholique de l'Autriche »*[121]*,* affirmant que cette *« Autriche catholique » « ne concilie pas l'opposition entre catholicisme et protestantisme, mais le surmonte »*[122]*.*

Passée cette période du début des années 20, la référence au caractère catholique de l'Autriche va s'estomper de plus en plus, et notamment à la suite des événements de juillet 27 et de l'attitude répressive du gouvernement Seipel. Dans son ouvrage *Metaphysik der Scholastik,* il affirme, à l'opposé des thèses qu'il a défendues dans ses écrits de 1921 précédemment cités, la nécessité d'une séparation entre pouvoir temporel et pouvoir religieux. Ainsi s'amorce chez lui un début de distanciation entre Etat et religion. A compter du début des années 30, c'est-à-dire du moment où il commence sa réflexion approfondie sur l'œuvre politique du chancelier Seipel à la fois homme politique et prélat catholique et considère que la politique infléchie par Ignaz Seipel est néfaste pour son pays, son rapport à la gauche social-démocrate,

---

[115] E. K. Winter, *Austria, Erit In Orbe Ultima, op. cit.,* p. 3.
[116] *Ibidem.*
[117] *Ibidem,* p. 2.
[118] *Ibidem,* p. 6.
[119] *Ibidem,* p. 4.
[120] *Ibidem,* p. 16.
[121] E. K. Winter, *Nibelungentreue, Nobelungenehre, ein katholisches, österreichisches, deutsches Kulturprogramm, op. cit.,* p. 38.
[122] *Ibidem,* p. 37.

puis communiste, se modifie. Le respect de l'adversaire politique s'impose ; or, il connaît fort bien la position des partis de gauche face à la question religieuse, position faite de refus vis-à-vis d'une institution qu'il considère lui-même comme sclérosée. Il décide alors, de par sa position hostile à celle de Ignaz Seipel qu'il qualifie d' « *accommodation »* à l'ambiance politique de l'époque, de prendre ses distances vis-à-vis des positions officielles du parti chrétien-social et de ses représentants légaux.

Après les événements de juillet 27, obligation s'impose à lui de prendre en considération les positions de la gauche autrichienne en matière de religion, et donc de ne plus mettre au premier plan cette « identité catholique » de l'Autriche qu'il a prônée dans les années précédentes. Ainsi, à compter de cette période – phénomène extrêmement important dans l'évolution de sa pensée par rapport au reste du camp catholique, celui-ci cesse d'invoquer ce caractère « catholique » dans la définition de l'identité autrichienne. Ni dans les *« Feuilles Politiques Viennoises »* publiées entre 1933 et 1936, ni dans ses ouvrages politiques publiés à l'époque du *Ständestaat*, n'est évoqué, sous quelque forme que ce soit, cet aspect « catholique » de la « nation autrichienne » ; s'il l'avait fait, il se serait situé en porte-à-faux vis-à-vis de la gauche autrichienne qu'il entendait – tout au moins sur un plan officiel – rallier à sa politique de relèvement national ainsi qu'au régime corporatiste. E. K. Winter ne se distancie plus, dans les années qui suivent, y compris durant ses années d'exil, de cette position. Jamais, dans ses activités de publiciste outre-Atlantique, il ne fera référence à un élément de catholicisme afin de définir l'identité autrichienne. Ce critère, pour des raisons de tactique politique, n'est plus significatif. Il s'agit alors de rendre possible un accord tant avec une social-démocratie qu'avec un parti communiste plus que méfiants, voire hostiles à la propagation de la doctrine catholique. Afin d'éviter cet écueil, E. K. Winter renonce à l'ancrage de l'identité nationale de son pays dans cette tradition du conservatisme politique catholique, reléguant en quelque sorte la question religieuse au stricte domaine « privé », ainsi qu'il l'était préconisé dès le programme officiel du parti social-démocrate de 1926 et de ceux du parti communiste autrichien de la même époque. L'Autriche, sans devenir une République laïque telle que pouvait déjà l'être la France, cesse ainsi, selon lui, de s'appuyer et de se définir selon les critères de la religion.

4.2.7. La *« mission »* autrichienne en Europe selon E. K. Winter

L'identité autrichienne une fois définie, et ce essentiellement par rapport et en opposition à l'identité allemande – alors qu'E. K. Winter n'aborde à aucun moment la problématique de cette identité autrichienne par rapport aux différentes identités de la monarchie danubienne, qu'elles soient tchèque, hongroise, polonaise ou croate – se pose le problème du positionnement de « l'Autriche héréditaire », c'est-à-dire, grosso modo, de l'Autriche actuelle, par rapport à son entourage immédiat. En la matière, le jeune E. K. Winter évoque très clairement une *« mission »* autrichienne. Il écrit ainsi, en 1921, que *« l'Autriche, dans son caractère central d'élue entre les oppositions culturelles, sociales et nationales de l'Europe, se doit de remplir une mission équilibrante et médiatrice »*[123]. Le rôle de l'Autriche dans le concert des nations européennes est selon lui de veiller à l'équilibre des forces à l'intérieur de l'Europe et non d'établir une hégémonie autrichienne sur ses voisins. Cette mission n'est donc pas conçue en tant que fonction de domination ou d'oppression telle qu'elle se produit dans une situation de « colonisation », mais en tant que fonction de médiation qui intervient pour aider à la solution de conflits régionaux. Cette *« mission »* est par ailleurs appelée à contribuer, au sein de l'Europe centrale, à l'élaboration d'une *« culture de la mesure et du centre »*[124] ; l'Autriche est appelée à jouer un rôle de médiation et de modération au niveau des conflits qui peuvent surgir entre les composantes de l'Europe centrale. Cette notion de *« mesure et de centre »* revient d'ailleurs régulièrement dans ses écrits du début des années 20[125]. A ceci s'ajoute l'idée selon laquelle l'Autriche aurait à remplir une fonction de *« pont entre les pays des Sudètes et des Carpates »*[126], donc, pour ainsi dire, une fonction de conciliation entre les différents pays voisins.

E. K. Winter est si fermement convaincu de cette aptitude de l'Autriche à *« construire des ponts »* entre les parties antagonistes de l'Europe centrale qu'il insiste encore en 1927 dans *L'Action Autrichienne* sur la nécessité, pour son pays, de jouer ce rôle de pont entre l'Est et l'Ouest, un rôle qui deviendra éminemment autrichien lorsque le pays deviendra neutre en 1955 et servira souvent d'intermédiaire entre les deux blocs :

> *Elle [l'Autriche] se situe au centre de l'Europe et relie, sans avoir besoin du médium allemand, les cultures romanes aux cultures slaves. L'Autriche porte*

[123] Ernst Karl Winter, *Austria Erit In Orbe Ultima*, *op. cit.*, p. 1.
[124] *Ibidem*, p. 17.
[125] *Ibidem*, p. 21.
[126] *Ibidem*, p. 23.

> *ainsi la fonction historique de l'Allemagne pour le cas où celle-ci refuserait d'être le pont européen entre l'Est et l'Ouest.* [127]

Enfin, E. K. Winter fait encore allusion, en 1927, à une autre *« mission »* qui incomberait à l'Autriche vis-à-vis des pays d'Europe centrale, cette fois-ci une *« mission culturelle à l'Est et au Sud »* qui aurait été dévolue, sous la monarchie, à l'armée et aux fonctionnaires de l'Etat autrichien, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la justice [128].

Dans les années 30, E. K. Winter évoque maintenant la *« mission européenne »* de l'Autriche. Il modifie d'ailleurs son vocabulaire et ne parle plus de *« mission »*, mais de *« tâche »* : *« La tâche historique de l'Autriche n'est pas une tâche simplement allemande, mais européenne. »*[129] Et il poursuit quelques lignes plus loin que *« l'Autriche joue [en 1935, note de l'auteur] une fonction de médiateur entre l'Europe démocratique et l'Europe fasciste »*[130].

Une telle prise de position préfigure la situation dans laquelle se trouvera l'Autriche après la Seconde Guerre Mondiale, lorsqu'elle servira de « médiateur » entre le monde occidental et les Etats dits socialistes d'Europe centrale.

---

[127] Ernst Karl Winter, *Der europäische und der österreichische Raum,* In *Die Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 25.

[128] Ernst Karl Winter, *Das konservative und liberale Österreich,* In *Die Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 124.

[129] Ernst Karl Winter, *Österreichische Sozialpolitik,* In *Wiener Politische Blätter,* 21.Juli 1935, III/3, p. 115.

[130] *Ibidem,* p. 116.

Chapitre 5

L'Autriche et la Mitteleuropa

S'il est habituel d'associer le nom de Ernst Karl Winter au concept de la « nation autrichienne », et ce à très juste titre, comme nous l'avons démontré dans le chapitre précédent, il l'est bien moins de l'évoquer dans le cadre d'une construction « mitteleuropéenne ». La recherche scientifique fait de lui un théoricien de la nation autrichienne et s'en tient là, méconnaissant son engagement en faveur d'une vue géopolitique beaucoup plus globale de l'Europe centrale et de ses problèmes. Or, E. K. Winter ne dissocie à aucun moment de son parcours politique la question de l'existence de la nation autrichienne de celle de l'ordre politique de l'Europe centrale. Car pour lui, l'existence et la pérennité de cette identité autrichienne dépend indubitablement et indissociablement de sa place et de son intégration dans cet espace mitteleuropéen. En bref, selon lui, il ne peut exister d'Autriche sans cohésion centre-européenne, et à l'inverse, il ne peut y avoir d'Europe centrale sans présence active d'une Autriche stable. Cette vue des choses constitue ainsi une véritable trame présente dès ses premiers écrits politiques et se prolonge jusqu'à la fin de son engagement politique dans l'exil américain. Cette trame prend, au gré de ses étapes politiques, des contours et des contenus sensiblement différents, mais elle perdure du début jusqu'à la fin de sa réflexion politique. A la fois unité géographique et historique, l'idée d'une fédération danubienne doit, dans la pensée d'E. K. Winter, servir de rempart face aux dangers extérieurs ainsi que d'instrument de développement économique et social pour les pays concernés.

5.1. Les modèles de conception de l'Europe centrale avant 1918

Lorsqu'E. K. Winter amorce sa réflexion sur l'Europe centrale au début des années 1920, divers « modèles » de réorganisation de cette région existent déjà, et notamment celui de l'Allemand Friedrich Naumann ; celui-ci a publié, en octobre 1915, un ouvrage intitulé *« Mitteleuropa »*[1]. Dans cet ouvrage, il défend l'idée d'un

[1] Friedrich Naumann, *Mitteleuropa,* Verlag Reimer, Berlin, 1915, 299p.

Etat supranational, d'un *« Oberstaat »,* regroupant tous les Etats de l'Europe centrale. Il envisage cette nouvelle entité géopolitique comme une confédération d'Etats, une *« communauté d'Etats de l'Europe centrale »*[2]. Ce projet de constitution d'un Etat fédératif doit englober l'ensemble des territoires situés entre la Vistule et les Vosges, la Galicie et le lac de Constance[3], et donc réunir en son sein l'Allemagne et l'Autriche. Friedrich Naumann part du principe que les Etats d'Europe centrale alors existant sont, les uns comme les autres, y compris l'Allemagne et l'Autriche, trop petits et trop faibles pour pouvoir se défendre séparément face aux pressions exercées par les grandes puissances limitrophes, à savoir la France, l'Angleterre et la Russie. Le regroupement de ces Etats en une structure confédérative doit donc permettre un rapprochement des peuples et un apaisement des rivalités entre nations centrales-européennes[4] ; cette structure doit déboucher, à terme, sur une union économique de l'Europe centrale capable d'affronter la concurrence étrangère, notamment britannique, française ou russe. L'ère économique ainsi générée doit pouvoir vivre en autarcie[5], et, de la sorte, éviter les conflits avec les ères géopolitiques avoisinantes. Sur le plan politique, cet ensemble confédératif doit s'organiser sous la direction de l'Allemagne qui, de fait, impose ses vues aux autres membres. C'est sur ce point que réside l'un des principaux éléments de discorde entre les conceptions naumaniennes et wintériennes de l'organisation future de l'espace centre-européen. Car, sur de nombreux sujets, les conceptions que va adopter E. K. Winter ne sont pas si éloignées de celles de Friedrich Naumann que l'on pourrait a priori le penser.

A la même époque que Friedrich Naumann, le social-démocrate autrichien Karl Renner réfléchit également à une refonte de l'Europe centrale, mais sous un angle de vue sensiblement différent. En 1916, soit un an plus tard, Karl Renner publie son ouvrage programmatique *Oesterreichs Erneuerung*[6] *(Le renouvellement de l'Autriche)*, ouvrage en deux volumes dans lequel il aborde à plusieurs reprises le sujet de l'Europe centrale. Se situant dans le prolongement du programme social-démocrate dit « programme de Brünn » de 1899, il repense la situation de l'empire austro-hongrois alors en pleine décomposition. Malgré cet état de fait, il continue à

[2] Jacques Droz, *L'Europe centrale, évolution historique de l'idée de « Mitteleuropa »*, Paris, Payot, 1960, p. 210.
[3] *Ibidem*, p. 209.
[4] *Ibidem*, p. 227.
[5] *Ibidem*, p. 221.
[6] Karl Renner, *Oesterreichs Erneuerung, politisch-programmatische Aufsätze*, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, Wien, 1916, 2 volumes, 160 et 200p.

croire en l'unité de cette région de l'Europe. Dans l'une des toutes dernières phrases du premier tome, il s'engage en faveur d'une *« Mitteleuropa libre et unie »*[7]. Quatre pages auparavant, il en définit sa conception :

> *Mais en vérité, la Mitteleuropa est une réalité historiquement donnée qui existait avant et existera aussi à l'avenir, quelles que soient les formes d'Etat et d'alliance dans lesquelles s'organisent ces faits.* [8]

A cette dimension « historique » de la définition, Karl Renner ajoute l'élément de l'homogénéité culturelle ; pour lui, les divers peuples d'Europe centrale sont *« une communauté culturelle d'une seule pièce qui a grandi historiquement, même si elle est étonnamment multicolore et variée »*[9]. Et quelques lignes plus loin, il précise sa conception de l'idée de « Mitteleuropa » :

> *Cette Mitteleuropa n'était pas seulement une appartenance géographique, ni une appartenance culturelle millénaire, c'était aussi, sous les formes les plus différentes, toujours une communauté politique (organisée) sous la forme du vieil empire allemand …* [10]

Affirmant par ailleurs que cette communauté n'a *« jamais été un régime despotique qui écrase les peuples, mais une royauté élective fédérative »*[11], Karl Renner en souligne en outre l'esprit de liberté et de tolérance qui, selon lui, l'animait. Dans le second tome de l'ouvrage, il nous indique *« qu'il s'agit de la libre association d'Etats souverains à part entière dont la communauté est dictée par la même position à l'égard des grandes puissances »*[12].

Cette vision de la Mitteleuropa est, de même que celle de Friedrich Naumann, bien susceptible d'avoir influencé E. K. Winter dans les années qui suivirent.

5.2. L'idée d'une fédération danubienne jusqu'en 1933

L'idée de l'unité des peuples danubiens n'apparaît pas chez E. K. Winter ex nihilo au lendemain de la Première Guerre Mondiale ; elle n'est en fait, dans un premier temps, que le prolongement de l'idéal habsbourgeois auquel il adhère pleinement, avant de devenir le fruit d'une réflexion approfondie sur la nature des liens qui

---

[7] Karl Renner, *op. cit.*, T. 1, p.160.
[8] *Ibidem*, p. 156.
[9] *Ibidem*, p. 157.
[10] *Ibidem.*
[11] *Ibidem.*
[12] *Ibidem*, T. 2, p. 92.

unissent les différentes régions de l'Europe centrale. L'attachement à cette construction géopolitique est en premier lieu fidélité à la tradition habsbourgeoise avant de s'enraciner dans une réflexion théorique. Prévaut alors une conception essentiellement « romantique », et ce n'est qu'avec l'apparition du danger national-socialiste que cette réflexion changera de visage.

5.2.1. Prémisses géographiques : le « système des fleuves et des montagnes » appliqué à l'Europe centrale

Ainsi que nous l'avons développé au chapitre précédent, les grands ensembles géographiques existant sur notre planète se définissent, selon E. K. Winter, par des systèmes de fleuves et de montagnes qui en délimitent à la fois les contours et le contenu. Il définit selon ces critères un espace « mitteleuropéen » correspondant pratiquement point par point à la définition proposée par Naumann ou Renner. Cette « Mitteleuropa », bien qu'encore purement utopique, préfigure étonnamment celle qui s'installera dans la réalité des faits à l'aube du vingt-et-unième siècle :

> *Tout l'espace centre-européen semble être une formation symétrique, toute l'histoire de l'Europe centrale un exemple géographique. L'Elbe et le Danube comme ligne centrale (Hambourg-Constantinople), la Meuse et le Pô comme frontière occidentale (Amsterdam-Trieste), le Niémen et le Dienstr comme frontière orientale (Königsberg-Odessa) constituent un système fluvial bien planifié dans lequel les chaînes de montagnes s'ordonnent parfaitement selon la nature : les Carpates et les Sudètes au nord-est, les Alpes et le Karst au sud-est du Danube. Les Alpes et les Sudètes prolongent l'Autriche vers le nord-ouest, les Carpates et le Karst vers le sud-est.* [13]

Et pour préciser davantage ce concept, E. K. Winter définit cette Mitteleuropa comme *« un corps qui s'étend, d'un côté, du Nord-Ouest au Sud-Est entre la Mer du Nord et la Mer Adriatique, de l'autre, de la Mer Baltique à la Mer Noire et traverse en biais l'opposition nord-sud comme l'opposition est-ouest »*[14] .Cette entité s'insère dans le cadre plus vaste de l'Europe :

> *Sans compréhension pour la géographie de la Mitteleuropa pas de compréhension pour une politique et une économie mitteleuropéenne ! Si l'Autriche et l'Allemagne d'une part et l'Autriche et les Balkans d'autre part constituent deux entités mitteleuropéennes, si l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie et la France constituent en outre un ensemble ouest-européen, si la Scandinavie*

[13] Ernst Karl Winter, *Nibelungentreue, Nibelungenehre, ein katholisches, österreichisches, deutsch es Kulturprogamm*, Vogelsang-Verlag, Wien, 1921, p. 36.
[14] *Ibidem*, p. 35.

> *et la Russie forment un ensemble est-européen, alors toute construction et toute combinaison politique qui ignore de tels liens géographiques, échouera à la nature de la chose.*[15]

La « Mitteleuropa », selon les termes d'E. K. Winter, se définit ainsi comme l'espace délimité à l'Ouest et au Sud-Ouest par les Etats de langue romane (France et Italie), au Nord, par la Mer du Nord et la Baltique, au Sud par la Mer Adriatique et à l'Est par les Etats de langue slave, principalement la Russie. En termes géopolitiques du début du vingt-et-unième siècle, elle englobe, outre l'Autriche, l'Allemagne et la Suisse, les pays de l'Europe de l'Est : la Pologne, les Républiques Tchèque et Slovaque, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, sans oublier les Etats balkaniques actuels. E. K. Winter voit dans cet espace géographique un *« organisme, un tout géographique, donc économique, une entité historique, donc politique »*[16]*.* Il semble important, à cette étape de la présentation de l'idée mitteleuropéenne de cet intellectuel, de souligner le caractère étroit des liens à la fois géographiques, économiques, historiques et politiques de ces pays concernés, car c'est sur cette unité de liens, et notamment de nature économique, qu'il s'appuiera à partir de 1936, puis dans son exil américain, pour proposer aux gouvernements d'exil tchèques, polonais et hongrois la création d'une fédération mitteleuropéenne au sortir du conflit de la Seconde Guerre Mondiale.

Cette Mitteleuropa telle que la conçoit E. K. Winter dans les années 20, c'est cette *« triade »* constituée par l'Allemagne, l'Autriche au sens de la grande Autriche habsbourgeoise et les Balkans. Cette *« triade »* s'insère elle-même entre deux grands ensembles géographiques : une *« trinité »* formée par la France, l'Espagne et l'Italie, et une entité quadruple incluant la Russie, la Finlande, la Suède et la Norvège, le tout étant déterminé comme le *« produit d'un plissement montagneux européen »*[17].

5.2.2. Prémisses historiques

La définition géographique de la Mitteleuropa ou, en d'autres termes, d'une fédération danubienne se fonde à l'origine, pour E. K. Winter, sur la conviction d'une unité historique des régions concernées. Se référant à la tradition du romantisme politique allemand qui s'appuie en premier lieu sur la notion de *« Volkstum »,*, il situe

---

[15] *Ibidem.*
[16] Ernst Karl Winter, *Austria Erit in Orbe Ultima*, *op. cit.*, p. 19.
[17] *Ibidem.*

les débuts de cette Mitteleuropa dans ce qu'il appelle le *« Ostwestreich »*, constellation politique qui, selon lui, remonte à l'époque de Charlemagne. Il définit cet empire de la façon suivante :

> *Cet 'Ostwestreich' (empire Est-Ouest) situé au bord du Danube est né de cinq organismes historiques et géographiques : de l'Autriche alpine, de la Bohême des Sudètes, de la Hongrie des Carpates, de la Pologne de la Weichsel et de la Croatie du Karst. Chacun de ces cinq systèmes est un tout créé par la nature et la culture, une unité historique et géographique et donc également politique et économique.* [18]

Et pour désigner cet empire qui ressemble étrangement à celui des Habsbourg, E. K. Winter emploie l'expression de *« pentarchie autrichienne »,* expression qui reviendra d'ailleurs régulièrement dans ses écrits antérieurs à 1933. Dans ses écrits de 1921, cette « *pentarchie autrichienne »* est présentée comme le *« cristal de l'Europe »*[19]*.*
Dans sa réflexion sur l'identité nationale autrichienne développée dans *L'Action Autrichienne* de 1927, le thème de la Mitteleuropa a tendance à passer au second plan, le souci principal d'E. K. Winter étant bien entendu d'affirmer l'existence d'une nation autrichienne. Néanmoins, la réflexion sur l'Autriche n'entraîne pas l'oubli de tout concept européen, bien au contraire. Reprenant sa réflexion théorique, E. K. Winter préconise une fédéralisation de l'espace européen :

> *Il est de l'intérêt vital de l'Europe que se trouve, dans le système fluvial germanique, une fédération de peuples libres et souverains dont chaque membre pense en termes européens.* [20]

Dans le climat de pangermanisme exacerbé décrit au chapitre précédent, une telle prise de position consistant dans la mise en place d'un concept fédératif centre-européen pour contrecarrer certaines visées hégémoniques semble devancer l'avenir. En effet, dès cette époque, E. K. Winter est persuadé d'un *« destin commun mitteleuropéen »*[21] tant de l'Allemagne que de l'Autriche, tout comme de la nécessité d'un *« ordre étatique européen »*[22]*,* seule entité susceptible de garantir l'intégrité autrichienne face à la menace extérieure, et plus précisément pangermanique.

---

[18] Ernst Karl Winter, *Nibelungentreue, Nibelungenehre, ein katholisches, österreichisches, deutsches Kulturprogamm,* Vogelsang-Verlag, Wien, 1921, p. 34.
[19] *Ibidem,* p. 45.
[20] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee in der Geschichte,* in *Die Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 34.
[21] Ernst Karl Winter, *Der europäische und der österreichische Raum,* in *Die Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 25.
[22] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee in der Geschichte,* in *Die Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 29.

5.2.3. La mission de l'Autriche dans un contexte mitteleuropéen

Se référant au passé de l'Autriche et à sa place dans l'espace mitteleuropéen, E. K. Winter parle d'une *« mission culturelle à l'Est et dans le Sud »*[23]. S'appuyant sur l'exemple de la Bosnie-Herzégovine et d'autres provinces moins connues que celle-ci, il évoque les progrès culturels réalisés dans ces régions des Balkans grâce au rôle très positif des autorités autrichiennes à l'époque de la monarchie habsbourgeoise ; selon lui, l'Autriche a apporté la culture dans cet espace européen, alors que la Prusse s'est contentée de « borussifier ». La « mission » de l'Autriche n'est donc pas, selon lui, de nature « colonisatrice ». Par contre, l'Autriche étant, de par la définition qu'il en donne et en conformité avec les propos du chapitre précédent, « catholique », elle se voit en quelque sorte investie d'une mission spécifique vis-à-vis des peuples d'Europe centrale, celle de défendre cette *« culture catholique de la Mitteleuropa »*[24] .

Néanmoins, au fil des années, la notion de cette « mission » de l'Autriche se modifie, et ce notamment à compter de 1933, lorsque le pays se retrouve pour ainsi dire encerclé par des régimes fascistes, en l'occurrence par l'Italie fasciste de Mussolini et l'Allemagne nazie d'Adolf Hitler. L'accent jusqu'alors mis sur le rôle essentiel du catholicisme passe au second plan et se voit supplanté par l'idée que l'Autriche a désormais une *« fonction de médiateur entre les Europes démocratique et fasciste ». « Construire des ponts »,* telle est ainsi la nouvelle fonction de l'Autriche, car *« remettre en ordre des groupes sociaux et nationaux dont les intérêts sont contradictoires et les amener à une position commune, voilà ce qui est autrichien. »*[25]
Apparaît ici l'idée du travail de « médiation » chère à E. K. Winter, et donc de réconciliation des camps opposés.

5.2.4. Une fédération d'Etats libres et souverains

E. K. Winter a assisté à contrecœur à l'effondrement et à la dislocation de l'empire austro-hongrois auquel il se sent, depuis sa prime enfance, intimement attaché. Il est, en novembre 1918, confronté à la défaite de son pays, puis à la dureté des conditions du Traité de paix de Saint-Germain signé entre l'Autriche et les

[23] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee in der Geschichte,* in *Die Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 34
[24] Ernst Karl Winter, *Die katholische und die österreichische Aktion,* in *Die Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 249.
[25] Ernst Karl Winter, *Österreichische Sozialpolitik,* in *Wiener Politische Blätter,* Nr. 3, 21. Juli 1935, p. 116.

vainqueurs ; mais malgré cette dislocation arbitraire aux yeux de nombre d'Autrichiens, il continue de penser que l'unité de l'Europe centrale, sous quelque forme que ce soit, est indispensable pour la survie d'une idée européenne. Cette certitude, certes, ne peut plus consister en la pérennisation de l'empire austro-hongrois, mais en un ensemble similaire ; d'où la constante dans ses écrits d'une entité mitteleuropéenne.

Dès ses premiers grands textes politiques du début des années 20, il défend l'idée d'une organisation fédérative de l'Europe centrale ; il s'agit, selon lui, de créer un *« Etat fédéral de régions et de paysages »*[26]. La *« Pentarchie »* historique évoquée au chapitre précédent doit se reconnaître comme *« système historico-géographique »*[27]. Et dans le second grand texte publié la même année, il évoque l'idée de la *« Mitteleuropa (s'étendant) de Hambourg à Constantinople »*[28]. Cette « Mitteleuropa » est vue comme une *« confédération danubienne qui doit se faire tout d'abord seulement sur le plan économique, mais aussi, après, sur le plan nécessairement politique »*[29]. L'idée d'une Europe centrale unie se présentant sous forme d'une confédération est donc déjà présente chez E. K. Winter dès le début des années 20.

Une construction mitteleuropéenne lui semble donc, et ce indépendamment de la fonction de garant de la paix que cette forme d'unité politique pourra offrir après l'arrivée du national-socialisme au pouvoir en Allemagne, comme la seule option possible pour l'avenir européen.

5.3. L'idée d'une Fédération danubienne de 1933 à 1938

Comme il l'a été précédemment souligné dans ces pages, la prise du pouvoir, en janvier 1933, par les nationaux-socialistes en Allemagne va constituer chez E. K. Winter une sorte d'électrochoc ; les nationaux-socialistes au pouvoir, cela signifie pour lui non seulement une menace pour l'intégrité de l'Autriche, mais également pour la paix en Europe. Dès 1933, il identifie très clairement les dangers que présente le national-socialisme. Et tout comme, sur le plan intérieur autrichien, il prône *« le front populaire de droite à gauche contre le national-socialisme »*, il

[26] Ernst Karl Winter, *Nibelungentreue, Nibelungenehre*, *op. cit.*, p. 46.
[27] *Ibidem.*
[28] Ernst Karl Winter, *Austria Erit In Orbe Ultima*, *op. cit.*, p. 76.
[29] *Ibidem.*

préconise, sur le plan européen, la constitution d'une Fédération de tous les Etats d'Europe centrale, sorte de « front commun » de tous ces Etats à l'échelle européenne et, en quelque sorte, réplique de ce « front populaire » intérieur, cette fédération étant, à ses yeux, le seul instrument susceptible de faire barrage au danger totalitaire émanant d'Allemagne.

E. K. Winter préconise cette solution au nom de ce qu'il nomme des *« valeurs européennes »*, valeurs communes à l'ensemble des Etats européens ; ces *« valeurs »* s'expriment en termes d'idées, E. K. Winter se plaçant, comme cela a été évoqué dans un chapitre précédent, dans un contexte « platonicien ». Ces « *valeurs européennes »* se déclinent ainsi en termes *« d'idées de l'Etat de droit, de constitutionnalité, de liberté politique et de justice sociale »*[30], idées qui, selon lui – mais aussi dans la réalité des faits – sont bafouées par le pouvoir de Berlin. Ce que veut atteindre E. K. Winter, c'est le *« rétablissement intellectuel de l'espace danubio-moldavien »* ; pour y parvenir, il propose la signature *« d'accords culturels avec les Etats Successeurs »* ainsi que des *« échanges intellectuels entre Vienne, Prague, Budapest, Belgrade, Bucarest et Varsovie »*[31]. A l'espace géographique défini par ces différentes capitales de l'Europe centrale correspondant largement à sa définition en termes de « bassins fluviaux et montagneux », s'ajoute ainsi son unité intellectuelle. L'Europe centrale est donc pour lui une réalité non seulement géographique, mais également politique et intellectuelle.

5.3.1. La « faute » du Traité de Versailles

Si cette unité réelle de l'Europe centrale n'existe plus en 1933, c'est parce qu'elle a été détruite selon lui par le Traité de Versailles. E. K. Winter qualifie la destruction de la vieille Autriche *« d'action la plus insensée de l'histoire européenne »*[32]*.* Mais contrairement à ses contemporains qui rejettent la responsabilité de l'effondrement de l'empire austro-hongrois sur les vainqueurs de la Première Guerre Mondiale et font de l'Autriche la victime d'une infâme machination, il désigne l'Autriche et les Autrichiens comme principaux responsables de l'absence de résolution du problème de l'identité nationale :

---

[30] Ernst Karl Winter, *Die soziale und demokratische Monarchie,* In *Wiener Politische Blätter,* 24. März 1935, p. 22-23.
[31] Ernst Karl Winter, *Europa,* In *Wiener Politische Blätter,* 23. Juni 1935, p. 87.
[32] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter,* 20. August 1933, p. 116.

> *L'Autrichien allemand …. porte, dans ses couches dirigeantes, la responsabilité principale pour le fait que l'Autriche n'ait pas résolu le problème des nationalités.* [33]

Car pour E. K. Winter, la « question des nationalités » si souvent évoquée ne se pose pas en termes d'indépendance des différentes composantes de la monarchie des Habsbourg, mais dans le fait que le gouvernement impérial ait accordé aux Hongrois, en 1867, le « compromis historique », tout en le refusant simultanément aux Tchèques. E. K. Winter n'a jamais cessé, tout au long de sa réflexion politique, d'affirmer que l'attribution aux Tchèques des mêmes droits politiques que ceux accordés aux Hongrois en 1867 aurait permis de résoudre de manière pacifique ce conflit de nationalités. En 1936, il écrit encore ce qui suit :

> *Le problème décisif sur lequel les Autrichiens allemands ont échoué de 1867 à 1918 était la question intitulée au départ le « compromis bohémien », mais qui, à la fin, s'est transformé de façon de plus en plus claire pour devenir la question de la souveraineté nationale du peuple tchèque.* [34]

Il a toujours considéré ce conflit comme résultante d'une concurrence exacerbée entre Tchèques et Hongrois, et non comme une aspiration des peuples à l'indépendance, convaincu que les peuples de la monarchie danubienne avaient un destin commun.

5.3.2. Un rempart contre le national-socialisme

Pour E. K. Winter, le combat contre l'expansionnisme du national-socialisme passe, sur le plan international, par un renforcement des liens entre les Etats d'Europe centrale. Dès 1933, il évoque, sous couvert de ce qu'il nomme communément *« l'idée autrichienne »* et qui est en fait cette Europe centrale placée sous le contrôle autrichien, la constitution d'un *« rempart européen comme autrefois contre les Suédois et les Turcs »*[35]. Et dans un article publié dans les *Feuilles Politiques Viennoises* en février 1936, alors que le rapprochement austro-allemand va bon train, il lui oppose un rapprochement à ses yeux encore plus pertinent entre les Autrichiens et ceux qu'il nomme les *« Allemands des Sudètes »* ; il s'agit alors de constituer un

---

[33] Ernst Karl Winter, *Probleme der Donaukonföderation,* In *Wiener Politische Blätter,* 23. Februar 1936, p. 45-46.
[34] *Ibidem,* p. 46.
[35] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter,* 20. August 1933, p. 116.

> *front économique, politique et militaire de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie contre l'Allemagne et le national-socialisme … qui ne soit pas seulement un front de défense constitué d'éléments hétérogènes, mais une pièce décisive de la résistance allemande qui ne peut être vraie que si elle se vérifie dans l'appartenance intellectuelle de plusieurs peuples allemands.* [36]

Conscient de la diversité politique et sociale des Etats d'Europe Centrale, il souligne néanmoins le caractère essentiel de leur unité face au péril national-socialiste.

> *L'intérêt général des peuples danubiens vis-à-vis de l'Allemagne nationale-socialiste, (c'est) d'être fort sur les plans économique, politique et militaire, c'est-à-dire uni.* [37]

E. K. Winter va même jusqu'à inviter ces Etats et leurs gouvernements à adopter une attitude de réconciliation, au delà des oppositions idéologiques existantes, à l'égard de l'Union Soviétique, affirmant qu'il n'y aurait pas de *« perspective plus horrible pour l'Occident qu'une alliance entre le bolchevisme et le national-socialisme »*[38]. Position plus que surprenante pour un intellectuel issu du milieu légitimiste, mais qui témoigne de sa grande ouverture d'esprit ainsi que de sa lucidité et de son réalisme pragmatique face au péril national-socialiste. Pour lui, aucun doute, et ce à l'inverse de la plupart de ses contemporains conservateurs autrichiens, le pire ennemi, de l'Allemagne nazie ou de l'Union Soviétique – la *« Russie soviétique »*, comme il se plaît à l'appeler -, c'est la première ; en conséquence, il ne peut y avoir d'hésitation sur l'alliance à conclure avec la seconde dans la lutte contre la première.

Mais, pour en revenir à la question de cette Fédération danubienne, notons que E. K. Winter ne se limite pas, encore une fois, à suggérer une simple union militaire de circonstance, mais évoque dès 1936 l'idée d'une étroite coopération politique et économique des Etats d'Europe centrale, idée qu'il développera amplement durant ses activités politiques outre-Atlantique et qui se trouve confirmée en ce début de vingt-et-unième siècle par l'existence du groupe dit de « Vizegrad »[39].

5.3.3. La « Brückenlage » de l'Autriche

---

[36] Ernst Karl Winter, *Probleme der Donaukonföderation,* In *Wiener Politische Blätter,* 23. Februar 1936, p. 45-51.
[37] *Ibidem,* p. 52.
[38] *Ibidem,* p. 53.
[39] Ce groupe inclut la République Tchèque, la République Slovaque, la Hongrie et la Pologne. L'Autriche actuelle entretient des relations diplomatiques et économiques étroites et privilégiées avec ce noyau des Etats d'Europe Centrale.

Pour E. K. Winter, l'Autriche se situe en plein milieu de l'Europe ; elle est donc prédestinée pour jouer un rôle de *« médiateur »* dans le concert des nations européennes, d'en rapprocher les éléments séparés. Selon lui, l'Autriche constitue un *« pont »* qui relie ainsi des entités séparées mais dont les caractéristiques se ressemblent. Au moment où il écrit de tels propos, soit autour du milieu des années 30, l'Autriche est entourée par deux Etats fascistes, l'Italie et l'Allemagne d'une part, et deux Etats démocratiques, la Tchécoslovaquie et la France – même si cette dernière ne la jouxte pas vraiment, mais l'essentiel, en la matière, est son caractère de démocratie. Dans un tel contexte, l'Autriche doit jouer un certain rôle, assurer la *« fonction de médiateur »*[40] entre ces systèmes politiques antagonistes. Même si cette fonction ne coïncide pas exactement avec l'idée de la Mitteleuropa, elle ne lui est pas complètement étrangère. En effet, si l'Autriche a pour mission de rapprocher les démocraties encore existantes et les fascismes établis, c'est afin de mieux assurer, au sein de l'Europe centrale, la lutte anti-nationale-socialiste.

5.3.4. Une fédération de monarchies et de républiques

L'une des originalités de la conception de l'unité de l'Europe centrale chez E. K. Winter, au moment où il la formule, c'est-à-dire à partir de 1935, réside dans son mode de composition. Cette fédération ne doit pas se composer d'éléments tous semblables les uns aux autres, à savoir, par exemple, uniquement de républiques ou uniquement de monarchies ; elle peut être un panachage de diverses formes de gouvernement. Une telle fédération peut donc comporter à la fois des monarchies et des républiques. A ce sujet, il écrit :

> *Pourquoi ne devrait-il pas y avoir, en fin de compte, comme c'est déjà le cas aujourd'hui dans la Petite Entente, d'une fédération d'Etats des peuples du Danube et de l'Elbe constituée par des Républiques et des monarchies, par des Républiques conservatrices et des monarchies constitutionnelles à la britannique ? …* [41]

Face au péril national-socialiste, l'alliance des Etats n'ayant pas encore sombré dans le fascisme, soient-ils monarchies ou républiques, lui semble de mise. Il convient ici de préciser, en marge de cette question de l'Europe centrale, qu'E. K. Winter, à cette époque, en vient à penser que seul le retour à la monarchie, du moins en ce qui

[40] Ernst Karl Winter, *Österreichische Sozialpolitik*, In *Wiener Politische Blätter*, 21. Juli 1935, p. 116.
[41] Ernst Karl Winter, *Die soziale und demokratische Monarchie*, In *Wiener Politische Blätter*, 24. März 1935, p. 26.

concerne l'Autriche, est susceptible d'opposer un véritable front à l'Allemagne nationale-socialiste. Certes, il n'envisage cette solution, en soi, que pour son propre pays, mais n'exclut pas que d'autres Etats d'Europe centrale optent également pour une telle solution. Dans de telles conditions, une fédération de ces Etats devrait englober à la fois des monarchies et des républiques.

Une telle diversité de systèmes politiques ne semble pas lui poser problème du fait qu'il n'envisage leur regroupement que selon *« le principe fédératif »*[42]. Car si une telle Confédération doit voir le jour, ce ne peut être que dans le respect de *« la liberté étatique plénière et l'indépendance de ses six membres »*[43] ; ce qui lierait ces Etats, ce serait une *« éthique politique commune et une idéologie politique nationale similaire »*[44]*.* Et pour donner davantage de corps à son propos, E. K. Winter précise ce qu'il entend sous ces termes : il s'agit d'un *« Etat d'ouvriers, de paysans et de bourgeois »,* le but essentiel d'une telle Confédération étant la constitution d'un *« front de défense commun des peuples danubiens contre l'Allemagne »*[45].

5.3.5. Aspects économiques et sociaux

Dès 1933, E. K. Winter évoque le concept d'une Confédération danubienne reposant en premier lieu sur des *« liens économiques … avec les Etats successeurs »*[46]*.* Et, dans les années qui suivent, ne cesse de plaider en faveur d'une coopération économique avec ces Etats. En février 1936, il évoque la *« possibilité de coopération économique avec les Etats successeurs »* et précise que

> *les six Etats danubiens eux-mêmes doivent parvenir à une union économique et, sur cette base, le bloc danubien dans son entier pourra négocier avec les autres grandes puissances européennes.* [47]

Fermement attaché à l'aspect « social » du catholicisme évoqué au chapitre 3 et s'inscrivant dans la tradition de Karl von Vogelsang, E. K. Winter explique ainsi que, pour parvenir à cette union économique, il faudra simultanément assurer un volet social couvrant toute cette ère géographique :

---

[42] Ernst Karl Winter, *Probleme der Donaukonföderation, ,* In *Wiener Politische Blätter,* 23. Februar 1936, p. 53.
[43] Ces six membres seraient selon E.K. Winter deux Etats agraires (Bulgarie et Yougoslavie), deux Etats industriels (Autriche et Tchécoslovaquie) et deux Etats à production mixte (Hongrie et Roumanie).
[44] *Ibidem,* p. 55.
[45] *Ibidem,* p. 57.
[46] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter,* 20. August 1933, p. 113.
[47] Ernst Karl Winter, *Probleme der Donaukonföderation,* In *Wiener Politische Blätter,* 23. Februar 1936, p. 49.

> *La tâche la plus importante qui doit donc être accomplie pour pouvoir reconstruire l'espace danubien consiste dans le fait de lui donner un contenu social sur lequel sera possible, sur un puissant arrière-plan de fédéralisme, un développement des minorités culturelles parallèlement aux nations étatiques.* [48]

Ainsi peut-on constater que E. K. Winter envisage alors la création d'une véritable Mitteleuropa en incluant les différentes facettes politiques, mais aussi économiques et sociales nécessaires à toute véritable construction d'un ensemble géopolitique cohérent. La Seconde Guerre Mondiale ne le fera pas, sur ce point, changer d'opinion.

5.4. Une Fédération danubienne pour sortir des ruines de la guerre

Dans son exil américain, E. K. Winter n'a jamais dissocié le rétablissement de l'intégrité territoriale de l'Autriche de son intégration dans un bloc géopolitique européen plus vaste. Pour lui, une évidence s'impose : les pays d'Europe centrale doivent s'unir dans une sorte de fédération. Ainsi plaide-t-il le 1er mai 1941, dans le premier numéro de son *Austrian Bulletin in the United States,* en faveur d'un *« Commonwealth européen de nations auquel est subordonnée la souveraineté nationale, y compris la forme de l'Etat »*[49]. Et à la fin de ce numéro consacré essentiellement à la présentation d'un bilan sur l'état des différents groupes politiques autrichiens constitués sur le sol américain, il propose une plate-forme politique en dix points dans laquelle il inclut sa vision d'une nouvelle Autriche insérée dans un cadre mitteleuropéen :

> *Le futur Commonwealth européen de nations pour lequel l'Autriche veut combattre en tant qu'allié de la Grande Bretagne, doit se baser sur la souveraineté nationale de chaque nation, petite ou grande, sur les blocs régionaux des nations qui possèdent des intérêts identiques (comme les plus petites nations de l'Europe du Sud-Est) et sur l'égalité et l'équilibre dans une union fédérative.* [50]

Apparaît donc chez lui, suite logique de ses conceptions des années 30, la vision d'une Fédération des nations de l'Europe centrale, bien démarquée par rapport à une nouvelle Allemagne. Cette vision se confirme deux mois plus tard lorsque, en

---

[48] *Ibidem,* p. 53.
[49] *Austrian Bulletin in the United States*, NewYork, May 1, 1941, p. 3.
[50] *Ibidem,* p. 4.

réponse à une lettre que lui avait adressée le Dr. Klein, il écrit la phrase qui suit dans le numéro 3, daté de juillet 1941, du *Austrian Bulletin* :

> *Nous devons nous consacrer de tout notre cœur à la tâche de reconstruction de l'union des petites nations qui vivent entre l'Allemagne, la Russie et l'Italie en ne faisant preuve de rien d'autre que de notre égal intérêt, de notre égale responsabilité et de notre égale détermination à faire de notre mieux.* [51]

Il s'agit donc, pour E. K. Winter, de réaliser l'unification de la Mitteleuropa géographiquement conçue par Friedrich Naumann, mais en en excluant, sans possibilité de compromis, l'Allemagne. C'est dans le numéro 4 de ce même *Austrian Bulletin*, dernier numéro de cette revue qui soit encore conservé, que E. K. Winter formule en détail et avec la plus grande précision ses vues sur la place de la nouvelle Autriche qui renaîtra des cendres de la guerre au sein de la future Europe centrale ainsi que sur le mode d'organisation d'une Fédération des peuples danubiens qu'il appelle de ses vœux. Voici ce qu'il écrit à ce propos :

> *Organiquement, l'Autriche appartient, par la force de sa géographie et de son histoire, et conformément à ses intérêts économiques et militaires, à l'unité régionale formée des peuples qui vivent au Centre, au Nord-Est, à l'Est et au Sud-Est de l'Europe centrale qui présentent les caractéristiques suivantes : ce sont des peuples plus petits ou en fin de compte comparativement fragiles pour des raisons géographiques. Ils sont traditionnellement exposés à l'agression, symbolisée par des philosophies et des dispositions présentes, bien qu'à des degrés différents, dans l'histoire et dans les traditions de l'Allemagne, de l'Italie et de la Russie. Ils sont situés entre la Mer Baltique, la Mer Adriatique et la Mer Noire où ils ont créé une civilisation qui leur est propre depuis mille ans et plus à partir de laquelle ils ont élaboré la technique de la symbiose fédérative à toutes les périodes de leur histoire européenne. L'étendue de cette unité régionale est clairement subdivisée en trois parties : le* Bassin danubien *au centre, composé de l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, ou en d'autres termes le triangle Vienne-Prague-Budapest ; le* Bassin de la Vistule *au Nord-Est, composé de la Pologne,des trois pays baltes et enfin du territoire de l'Ukraine occidentale ou de la Ruthénie, et la* Péninsule balkanique *au Sud-Est, constituée par les six pays balkaniques. Bien qu'il soit inexact, en termes strictes, de parler d'un bloc danubien, …. Il semble cependant correct de nommer l'unité régionale située entre la Mer Baltique et la Mer Noire le 'bloc danubien' dans la mesure où son noyau politique est certainement le bassin du Danube.* [52]

Devançant la critique qui n'aurait su lui manquer, il concède le fait que cette entité géographique ne soit pas complètement cohérente dans la mesure où, selon lui, la

---

[51] *Austrian Bulletin in the United States*, NewYork, July, 1941, p. 14.
[52] *Austrian Bulletin in the United States*, NewYork, July, 1941, p. 6.

Tchécoslovaquie se rattache au système fluvial de l'Elbe, où le bassin de la Vistule est totalement séparé du bassin danubien et où seuls trois Etats sur six des pays balkaniques ont des intérêts dans la sphère danubienne, défend cependant ses positions en soutenant le fait que *« le noyau politique en est certainement le Bassin danubien »*[53].

Quant au rapport géographique à établir entre cette Fédération danubienne et la future Allemagne, E. K. Winter le conçoit, selon les critères qui lui sont chers, en termes de fédéralisme :

> *Les frontières du bloc danubien dépendront en premier du schéma qui sera appliqué à l'Allemagne d'après-guerre. S'il est possible de réaliser le Bloc danubien des plus petits peuples, ceux-ci n'auront aucun intérêt en un 'démembrement' de l'Allemagne, si ce n'est peut-être en une 'fédéralisation' qui transformerait le Reich unitaire et centralisé de Bismarck et de Hitler en une sorte d'union fédérative similaire au Bloc danubien. Plus cette Allemagne d'après-guerre sera fédéralisée, moins il y aura besoin de rectifications des frontières de 1938.* [54]

L'organisation interne de cette Fédération danubienne devrait répondre aux exigences suivantes :

> *Toute union des nations de l'Europe centrale n'est possible que sur une base fédérative. L'idée d'hégémonie, incarnée par les grandes nations ou par les classes dirigeantes, doit être totalement abandonnée. Chaque nation prise individuellement doit d'abord être organisée selon le principe fédératif selon le modèle de l'Etat Fédéral autrichien constitué de neuf laender fédéraux, ou en fédérations de tribus comme la Tchécoslovaquie ou la Yougoslavie.* [55]

Abordant la question des souverainetés nationales à l'intérieur de cette fédération, il souligne le fait que deux types de souveraineté pourraient être maintenues dans un tel contexte, une souveraineté *« nationale »* et une souveraineté *« économique »*, chacune d'entre elle fonctionnant en parallèle par rapport à l'autre et se situant en complément de l'autre.

D'emblée de jeu et pour couper court à toutes les tentatives, réalistes ou non, de rétablissement de la monarchie des Habsbourg au niveau mitteleuropéen afin de pouvoir plus facilement sortir de la crise, E. K. Winter exclut totalement cette possibilité :

---

[53] *Ibidem.*
[54] *Ibidem.*
[55] *Ibidem,* p. 7.

> *Toute idée de reconstruire la nouvelle union fédérative des peuples danubiens sous forme d'une monarchie, même constitutionnelle sur le modèle britannique, doit être abandonnée dès le départ.*[56]

Selon lui, la restauration des Habsbourg ne peut être envisagée, car :

> *La monarchie danubienne est le dernier vestige du fait que la 'race nordique' ait autrefois gouverné toute l'Europe. Là où cette monarchie a déjà fini sa trajectoire historique, elle ne sera pas restaurée après que le dernier truc des 'Nordiques', l'hitlérisme, ait été détruit. L'introduction de la question des Habsbourg dans le problème danubien ne pourrait qu'aggraver la chance d'une union fédérative dans la mesure où les peuples slaves ont définitivement rompu avec leur loyauté antérieure vis-à-vis de leurs maîtres germaniques. Il y a là un fossé qui ne peut être franchi.* [57]

Cette question de la restauration des Habsbourg définitivement écartée, se pose celle de la mise en place de la fédération danubienne. E. K. Winter estime que seuls les gouvernements d'exil des nations concernées sont compétents pour créer les structures adéquates, et non les entités ethniques qui les sous-tendent.

Cette idée d'une Fédération danubienne n'a nullement été, pour E. K. Winter, une pure chimère. On s'en aperçoit facilement lorsque l'on se reporte au projet d'organisation interne de cette fédération qu'il a élaboré dans la même foulée que l'idée elle-même. On constate alors avec quelle précision celui-ci en a conçu le fonctionnement institutionnel :

> *Selon les trois subdivisions du bloc Danube-Vistule-Balkans la tâche sera différente. Dans la mesure où l'Autriche est concernée, l'union Autriche-Tchécoslovaquie-Hongrie peut être organisée sur la base d'une égalité complète des trois nations qui sont égales sur les plans numérique, culturel et économique. Elles peuvent décider de créer un appareil fédéral commun sur la base de leur symétrie triangulaire, incluant une cour suprême commune, un parlement commun et un pouvoir exécutif commun qui, selon le modèle suisse, peut très facilement être un 'collège', peut-être les trois Etats fédérés. Aussi longtemps que durera la période de reconstruction, une certaine suprématie de ce pouvoir exécutif dans toutes les questions de l'union fédérative peut être recommandé. Les trois armées, ou plutôt les trois milices nationales …. doivent être organisées à un niveau identique, mais derrière ces milices, il pourra exister une armée professionnelle commune, peut-être du Bloc danubien tout entier, modelé de préférence sur le modèle britannique…. Le système scolaire devrait être largement coordonné et interconnecté à tous*

[56] *Ibidem,* p. 8.
[57] *Ibidem.*

> *les niveaux, particulièrement les universités….. un même système monétaire et bancaire, des organisations parallèles du capital, du travail et de la paysannerie, une politique douanière commune vis-à-vis de l'étranger.* [58]

On le constatera : pour une première et simple ébauche de Fédération, les projets d'E. K. Winter étaient déjà bien précis. Cependant, le cours de l'histoire en décidera autrement. Malheureusement, cette Fédération ne verra jamais le jour.

[58] *Ibidem*, p.9-10.

3ème partie

Conceptions institutionnelles

Chapitre 6

La forme institutionnelle de l'Etat

Monarchie ou République ? C'est en ces termes qu'en novembre 1918 s'est posé aux Autrichiens, mais également au jeune E. K. Winter le problème de la forme institutionnelle de l'Etat. Lui-même a grandi sous la monarchie des Habsbourg, et lorsqu'éclate la Première Guerre Mondiale, il lui semble plus qu'évident de s'engager sous les drapeaux de la monarchie. Mais la défaite militaire de novembre 1918 en entraîne la fin définitive. La République est proclamée, et E. K. Winter ne saurait l'accepter ; elle n'a, à ses yeux, aucune légitimité, elle n'est qu'usurpation de pouvoir, contrairement à l'avis de la plupart des conservateurs chrétiens-sociaux, qui se rallient sans condition à la République. Ancré dans la philosophie platonicienne relayée par l'augustinisme, il n'imagine alors aucune autre forme constitutionnelle de l'Etat que la monarchie. Il reste fidèle à cette pensée durant toutes les années 20, ce dont témoignent les écrits contenus dans l'*Action Autrichienne.* Puis le cours des événements s'accélère : la démocratie disparaît en mars 1933, la République succombe le 1er mai 1934. Entre temps, l'Etat autrichien est objectivement menacé par le national-socialisme allemand. Pour E. K. Winter, seul le retour à la monarchie est alors en mesure de sauver l'entité nationale ; il y croira même après l'anschluss. Ce n'est, semble-t-il, qu'en août 1938, au moment où l'Autriche paraît inéluctablement rayée de la carte européenne, que E. K. Winter, suite à un profond différend politique avec Otto von Habsbourg, héritier légitime de la couronne, au sujet d'un futur gouvernement d'union nationale, se détourne de l'idée d'un retour des Habsbourg au pouvoir. Toutefois, ce refus des Habsbourg n'implique pas pour autant un engagement clair et ferme en faveur de la forme républicaine de l'Etat.

6.1. La République

La forme institutionnelle que constitue la République n'a jamais été au centre des préoccupations politiques d'E. K. Winter. De manière générale, le monarchiste convaincu qu'il est déjà sous l'empire habsbourgeois se montre, tout au long de son cheminement politique de l'entre-deux-guerres, directement ou indirectement suivant les périodes, hostile à la République. Ses attaques les plus virulentes se situent

néanmoins dans les débuts de la Première République, lorsque celle-ci est encore fraîchement proclamée.

Le premier argument qu'il oppose, en ce début de cheminement politique, à l'idée de République consiste à affirmer l'illégitimité de ce régime. Selon lui, la République proclamée en novembre 1918 est *« légale »*, mais *« illégitime »*.

> *La dite République vit dans cette légalité qui est la sienne et quasi-légitimité conditionnelle et limitée dans le temps seulement du fait de cette loi d'exception à l'encontre de la plus ancienne famille autrichienne, donc à l'encontre de l'impossibilité effective du monarque de faire valoir ses droits et ses devoirs irrévocables et non résiliables.* [1]

Sur le plan théorique, un régime politique ne peut, pour lui, exister qu'à condition d'être non seulement légal, mais aussi légitime. Or, comme nous le verrons plus loin dans le présent chapitre, la légitimité du pouvoir, jusqu'à la fin de l'Empire, réside selon lui entre les mains de l'Empereur qui, au moment de la dislocation de l'Empire, n'a que provisoirement *« renoncé aux affaires de l'Etat »*. Dans de telles conditions, le pouvoir légitime continue, selon E. K. Winter, à résider entre les mains du monarque. Toute autre personne ou toute autre institution qui s'en empare le détient alors, même s'il l'a acquis *« légalement »*, dans l'illégitimité. E. K. Winter n'hésite donc pas à qualifier la République et ses partisans *« d'usurpateurs »*[2], voulant ainsi clairement exprimer son désaccord avec les défenseurs de la forme républicaine, y compris les conservateurs chrétiens-sociaux qui ont voté en novembre 1918 pour la République, et donc contre la monarchie.

E. K. Winter soutient en outre l'idée que, comparé à la forme monarchique de gouvernement, *« les autres formes de l'Etat sont des caricatures de la cité divine, et donc des monstres d'Etat »*[3]. Notons au passage qu'il utilise en allemand le terme *« Gottesstadt »*, donc *« cité divine »*, alors que, dans la terminologie augustinienne dont il se réclame, il est question d'un *« Gottesstaat »*, donc d'un *« Etat divin ».*

Ce postulat de l'illégitimité de la République une fois formulé, toutes les attaques contre la République sont possibles. Celle-ci est alors qualifiée de *« République des truands et des escrocs »* ou bien encore définie comme *« Etat-cadavre »*[4]. Entre

---

[1] Ernst Karl Winter, *Austria Erit In Orbe Ultima,* Wien, Vogelsang-Verlag, 1921, p. 36-37.
[2] *Ibidem*, p. 36.
[3] *Ibidem*, p. 28.
[4] *Ibidem*, p. 74.

autres défauts imputés à la forme républicaine de l'Etat, il souligne son *« manque d'autorité »*. Or, selon lui, l'autorité de l'Etat réside entre les mains d'un monarque qui a reçu ce pouvoir de la puissance divine. Partant d'une telle prémisse, la forme républicaine de l'Etat, issue des urnes et non d'une volonté divine, ne possède aucune légitimité. La vie républicaine ne peut donc être que désordre, agitation.
Dans le second texte programmatique qu'il publie la même année, soit en 1921, E. K. Winter associe l'idée républicaine à une *« mauvaise constitution »* alors que, bien entendu, la monarchie symbolise par excellence la *« bonne constitution »*[5]. Deux pages plus loin, il concède néanmoins à la forme républicaine une sorte de validité dans le cadre des *« plus petits Etats »*[6] , en quelque sorte réminiscence de la théorie rousseauiste formulée dans le Contrat social. Mais à la page suivante, la virulence anti-républicaine atteint son sommet *:*

> *… La République est la forme d'Etat de la juiverie talmudique, des Juifs, de la religion de misère et de la race de misère ; elle est, politiquement et économiquement, polygynie et polyandrie en une seule.* [7]

Cette sentence à l'égard de la République constitue sans conteste le point culminant de l'anti-républicanisme d'E. K. Winter. A travers elle, c'est tout l'antisémitisme ambiant de cette première moitié du vingtième siècle de l'histoire autrichienne qui se manifeste et se cristallise, à la fois sous l'influence des nationaux-allemands et des chrétiens-sociaux alors largement porteurs de l'antisémitisme autrichien. Passée cette période, les attaques antisémites disparaissent de l'œuvre politique d'E. K. Winter, tout comme les attaques antirépublicaines. S'il réclame, en avril 1933, dans ses *Lettres au Président fédéral*, le retour à la légalité parlementaire, ceci ne signifie en revanche en aucun cas qu'il souhaite le retour à l'ordre républicain. Bien au contraire, l'émergence simultanée du danger national-socialiste et du risque d'annexion du pays par la dictature nazie l'incite à s'engager plus que jamais en faveur d'un retour de l'Autriche à la monarchie, et s'il déclare dans son exil américain que l'Autriche ne reviendra en aucun cas à une forme monarchique de l'Etat, il ne déclare pour autant à aucun moment que celle-ci doit devenir républicaine, laissant ainsi la porte ouverte à diverses solutions, sans toutefois les évoquer clairement.

---

[5] E. K. Winter, *Nibelungentreue – Nibelungenehre, Ein katholisches, österreichisches, deutsches Kulturprogramm, op. cit.*, p. 8.
[6] *Ibidem*, p. 10.
[7] *Ibidem*, p. 11.

6.2. La monarchie

6.2.1. La vision de la monarchie avant 1933 : le principe *« dynastique »*

Dans la conception politico-religieuse du jeune E. K. Winter, l'Etat se construit, comme nous l'avons décrit au chapitre 3, selon le modèle de la famille. Or, dans la famille, rappelons-le, c'est, selon E. K. Winter, le père qui détient l'autorité et la transmet au fils aîné à la fin de sa vie. De même, à l'échelle de l'Etat, c'est le monarque qui détient l'autorité et la transmet au fils aîné à la fin de sa vie. Ainsi se crée le *« principe dynastique »*. Selon E. K. Winter, l'autorité de l'Etat procède de trois principes différents : par élection (dans le système démocratique), par héritage (dans le système monarchique) ou par usurpation. De ces trois principes, il ne reconnaît que le second, le principe monarchique dans lequel l'autorité est « héritée » par le fils aîné.

> *Le cas organique normal, qui seul correspond parfaitement à la nature de l'être humain, fait naître l'autorité par émergence progressive de l'Etat à partir de la famille et par héritage naturel qui conduit du fondateur de l'Etat en ligne directe en passant par le fils aîné jusqu'à la famille-fondatrice en tant que dynastie régnante, porteuse de l'idée familiale, de l'idée étatique et de la tradition…* [8]

Dans le cas de l'Autriche, ce principe se concrétise dans la *« maison d'Autriche »* dont la généalogie se décline, selon E. K. Winter, de la façon suivante :

> *Les Babenberg de l'Autriche alpine, les Prémislides de la Bohême des Sudètes et les Arpad de la Hongrie carpatique ont conflué en la famille des Habsbourg. Les familles royales polonaises et croates se poursuivent à travers les Habsbourg. La maison d'Autriche porte également en elle le sang de toutes les dynasties nationales de sa sphère, elle est ainsi de par sa race destinée à être le porteur de l'idée impériale catholique dans l'empire danubien.* [9]

E. K. Winter intègre ainsi dans la lignée des Habsbourg non seulement les monarques autrichiens de la famille des Babenberg, mais également les familles royales des différentes composantes nationales de l'empire danubien et justifie par là-même la position des Habsbourg. Cette position est par ailleurs confirmée par son

[8] Ernst Karl Winter, *Autria Erit In Orbe Ultima, op. cit.*, p. 28.
[9] *Ibidem*, p. 33.

caractère quasi-divin : *« En elle, la race gagne bien plus en consécration religieuse »*[10], écrit-il encore.

Cette *« consécration religieuse »* de la dynastie impériale implique une autre facette de la monarchie autrichienne : celle-ci est *« catholique »* et ne pourrait être autre que « catholique ». *« La monarchie est en ce sens la forme étatique du Christianisme et de la Chrétienté, de la religion noble et de la race noble. »*[11].

Le principe de la monarchie « catholique » une fois posé, reste la question des relations entre le monarque, en l'occurrence l'Empereur, gouverneur de l'Empire, et le Pape, gouverneur de l'Eglise catholique. Selon E. K. Winter, avant l'arrivée de la famille des Habsbourg, il n'y avait aucune harmonie entre l'Empereur et le Pape. Or, selon lui,

> *ce n'est que dans la Maison d'Autriche que l'idée impériale catholique a trouvé son point de repos permanent et que la papauté a trouvé son empire obéissant de tous temps et partout dans les choses spirituelles, mais tout aussi indépendant dans les choses matérielles…* [12]

Néanmoins, E. K. Winter, à l'inverse des responsables chrétiens-sociaux de son temps, et notamment de Mgr. Seipel et plus tard du chancelier Dollfuss, plaide en faveur d'une stricte séparation entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel : *« Les choses religieuses reviennent au Pape, les choses profanes à l'Empereur. »*[13] Et il précise quelques lignes plus tard :

> *Le cléricalisme est tout autant un péché que le laïcisme, les interventions de l'Empereur dans (les affaires de) l'Eglise sont tout aussi erronées que les interventions du Pape dans (les affaires de) l'Empire.*[14]

Il y a donc, pour lui, stricte séparation entre pouvoir temporel et pouvoir religieux, même si le premier se déclare *« religieux »*, et vice-versa.

6.2.2. La vision de la monarchie entre 1933 et 1938

Comme dans les domaines précédemment évoqués, l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes en Allemagne et l'élimination du Parlement autrichien en mars 33 entraînent une césure profonde dans la vision qu'a E. K. Winter de la question

---

[10] *Ibidem*, p. 32.
[11] Ernst Karl Winter, *Nibelungentreue, Nibelungenhre, op..cit.* ,p. 11.
[12] *Ibidem*, p. 30.
[13] Ernst Karl Winter, *Autria Erit In Orbe Ultima, op. cit.*, p. 30.
[14] *Ibidem*, p. 30.

institutionnelle. En effet, chacun de ces deux événements mettent en danger l'existence même de la République, puis de l'Etat autrichien lui-même. Face à ce double danger, E. K. Winter ne voit très tôt qu'une seule solution : *« le retour à la monarchie constitutionnelle comme dernier garant de l'Etat de droit »*[15]. Selon lui - et ce dès juin 1933 -, le retour de l'Autriche à la monarchie impliquerait indubitablement le retour à la légalité constitutionnelle abolie le 4 mars précédent, donc le rétablissement du Parlement dans ses prérogatives, mais aussi *« l'énergie européenne dans la résistance de l'Autriche indépendante contre la submersion par le national-socialisme allemand »*[16]. E. K. Winter accorde ainsi la priorité de son action à la lutte contre l'imminence du danger nazi sur l'Autriche au travers du rétablissement de l'ordre monarchique dans le pays. S'il en vient à adopter une telle position, c'est parce qu'à son avis, les Habsbourg ont eu dans l'histoire autrichienne et européenne une *« fonction historique »* et parce qu'ils ont apporté la preuve de la *« supériorité politique de la maison d'Autriche »*[17]. Selon lui, les Habsbourg ont su mener la bonne politique en Europe centrale et, de la sorte, bâtir cet *« empire de la maison d'Autriche »*[18] qui a assuré la paix dans cette région pendant plusieurs siècles.

E. K. Winter n'a par ailleurs de cesse de faire l'éloge de la monarchie constitutionnelle. Dans *Classe ouvrière et Etat* publié en 1934, il la définit comme *« le lien d'un symbole de l'autorité et de l'unité de l'Etat avec les réalités de la démocratie, des droits de l'homme et de l'autodétermination »*[19].

En 1935, E. K. Winter va jusqu'à affirmer que la monarchie constitutionnelle est *« le possible garant des libertés que le régime autoritaire a éliminées »*[20]. Selon lui, le monarque symbolise une série de valeurs que les événements des derniers mois ont battues en brèche : l'Etat de droit, la constitutionnalité, la liberté politique et la justice sociale, autant de valeurs selon lui mises à mal par le régime corporatif[21]. Cette définition du rôle du monarque lui permet alors de préciser les tâches qui incombent à ce dernier:

---

[15] Ernst Karl Winter, *Die Stunde des Konservativismus,* In *Wiener Politische Blätter,* Jg. I,2, 18. Juni 1933, p. 80.
[16] *Ibidem.*
[17] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter,* Jg. I,3, 20. August 1933, p.106.
[18] *Ibidem.*
[19] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat, op.cit.,* p. 42.
[20] Ernst Karl Winter, *Die soziale und demokratische Monarchie* In *Wiener Politische Blätter,* Jg. III,1, 24. März 1935, p. 22.
[21] *Ibidem,* p. 22.

> *Un monarque qui a intégré à lui-même les traditions et les valeurs de l'Europe de l'Ouest peut assurer la nécessaire re-démocratisation, conférer d'une part à l'édifice corporatif d'économie planifiée le symbole et la cohésion, et retrouver d'autre part le chemin qui mène aux formes politiques des Etats d'Europe de l'Ouest.* [22]

La vision du monarque est ainsi clairement précisée : il doit, tout en maintenant en place l'ordre corporatif, essentiellement dans le domaine de l'économie, ramener le pays à la démocratie et au parlementarisme tel qu'il existe alors dans les pays d'Europe occidentale.

Il concède que *« la question des Habsbourg est une affaire internationale »* dans la mesure où leur restauration aurait un impact sur les autres pays d'Europe centrale. Il s'attend en outre à de fortes résistances dans les pays limitrophes de l'Autriche, et notamment parmi les membres de la Petite Entente, particulièrement de la part d'Edouard Benes connu pour ses positions anti-habsbourgeoises publiquement exprimées. Afin, en quelque sorte, de calmer les esprits, il précise que *« la restauration des Habsbourg devrait se localiser sur l'Autriche, mais également canaliser son influence naturelle sur les Etats voisins »*[23]

Son combat pour le retour de l'héritier de la couronne, Otto de Habsbourg, à la monarchie se fait par la suite de plus en plus vindicatif ; il s'engage très directement, en mars 1935, pour l'abrogation de la loi qui interdit aux Habsbourg le séjour en Autriche :

> *Que l'héritier de la dynastie, Otto von Österreich, Duc de Bar, possède le droit de l'homme de pouvoir vivre dans le pays de ses pères en tant qu'Autrichien à part égale, parmi les Autrichiens. Plus vite cette solution sera trouvée, mieux cela vaudra.* [24]

S'il écrit de tels propos, c'est parce qu'il continue à penser que *« la monarchie reste une forme d'Etat moderne, également au vingtième siècle »*[25]*.* A l'adresse des ouvriers qui subissent de plein fouet, en 1935, les conséquences du régime autoritaire de Dollfuss, puis de Schuschnigg, il déclare que ceux-ci *« peuvent espérer précisément de la monarchie une re-démocratisation et une constitutionnalisation*

---

[22] *Ibidem*, p. 23.
[23] *Ibidem*, p. 25.
[24] *Ibidem*, p. 28.
[25] *Ibidem*, p. 29.

plus rapide que de la part du système politique en place »[26] et évoque les nécessaires réformes sociales que le monarque devrait de suite entreprendre.

L'année 1936 constitue le point culminant de son engagement en faveur du retour de l'Autriche au régime monarchique, puisque c'est l'année durant laquelle il publie, en septembre, l'ouvrage *Monarchie et classe ouvrière*[27]*.*

Dès février 1936, pressentant visiblement la gravité du danger que le rapprochement entre Vienne et Berlin présente pour l'Autriche, il fait déjà clairement savoir que, pour lui, la seule solution réside dans un retour du pays à la monarchie, mais cependant pas dans n'importe quelles conditions. Si la monarchie est rétablie, elle ne devra pas se vouloir absolue, mais *« de conception moderne, sociale, démocratique, constitutionnelle »*[28]*.* Cette succession d'adjectifs nous livre un résumé des positions d'E. K. Winter sur cette question : la nouvelle monarchie doit être constitutionnelle, c'est-à-dire respectueuse de certains droits, mais aussi de certains devoirs ; elle doit fonctionner selon un mode démocratique et présenter un aspect social. E. K. Winter formule ainsi un véritable programme politique pour l'éventualité d'un retour à la monarchie.

Dans ce même article, E. K. Winter explique également les limites d'une telle expérience monarchique dans le cadre européen. Face aux craintes des Etats voisins qui redoutent un retour des Habsbourg, il se veut rassurant :

> *Nous les Autrichiens sommes fermement convaincus qu'une restauration de la monarchie doit être possible seulement en Autriche et qu'il n'en découlera aucune conséquence de nature négative pour la Tchécoslovaquie, pour la Hongrie et pour la Yougoslavie….* [29]

Cette certitude de la nécessité d'un retour à la monarchie va encore croître au lendemain de la signature des accords de juillet 1936 entre Vienne et Berlin, accords qui font de l'Autriche le *« second Etat allemand ».* En effet, pour E. K. Winter, ces accords ne signifient rien d'autre qu'une mise au pas de l'Autriche et une prise du pouvoir quasi-directe des nationaux-socialistes allemands en Autriche. Pour échapper à cette « quasi-annexion », E. K. Winter n'entrevoit qu'une seule solution, le rétablissement des Habsbourg à Vienne. Pour lui, ce rétablissement constitue *« le*

---

[26] *Ibidem,* p. 30.
[27] Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft,* Gsur-Verlag, Wien, 1936, 140 p..
[28] Ernst Karl Winter, *Probleme der Donaukonföderation,* In *Wiener Politische Blätter,* Jg; IV/2, 23. Februar 1936, p. 57.
[29] *Ibidem,* p. 56.

dernier remède contre le danger de décomposition de l'Europe déjà parvenu à son apogée et se faisant de plus en plus pressant »[30]. Il estime également qu'il n'existe *« aucune force plus élémentaire de l'unité occidentale que la monarchie »*[31]. Cette monarchie, comme il l'a été dit précédemment, se doit d'être démocratique et, tout en garantissant l'existence des partis politiques, d'être également *« un facteur politique se situant au-dessus des partis »*[32]. E. K. Winter poursuit alors sa réflexion politique et, à l'inverse des idées reçues qui font de la monarchie et du socialisme des systèmes politiques irrémédiablement adverses, il suggère que

> *la monarchie du vingtième siècle doit être une synthèse de la monarchie et du socialisme, tout comme la monarchie constitutionnelle du dix-neuvième siècle a été une synthèse de la monarchie et de la démocratie.* [33]

E. K. Winter assigne à cette monarchie du vingtième siècle, trois objectifs. Le premier consiste dans le *« rétablissement de la liberté politique »*, et l'on mesure ici la distance qui le sépare alors du gouvernement corporatif de Dollfuss / Schuschnigg qui a sciemment éliminé, dès 1933/34, toutes les libertés politiques en interdisant les partis. Le second objectif est la *« réalisation de la justice sociale »* - et E. K. Winter se situe ainsi dans la tradition chrétienne-sociale de Karl von Vogelsang -, lui-même accusant le parti chrétien-social et ses représentants, notamment Mgr. Seipel, Dollfuss et Schuschnigg, de ne pas tenir compte de l'aspect « social » dans leur politique. Enfin, préfigurant en quelque sorte le système politique de la Seconde République, il préconise le *« rassemblement de toutes les forces politiques en vue d'une organisation plus juste de l'économie »*[34]. Il propose donc non seulement le rétablissement et la légalisation des partis politiques, mais aussi un mode de gouvernement de concentration tel qu'il s'est mis en place après la Seconde Guerre Mondiale.

Ce qui frappe surtout dans ces propos d'E. K. Winter, c'est cette volonté expresse de vouloir créer une gouvernance qui réunisse les contraires politiques, sociaux et économiques. Ainsi souhaite-t-il l'alliance quasi contre-nature des salariés et des

---

[30] Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft, op. cit.*, p. 53.
[31] *Ibidem.*
[32] *Ibidem,* p. 54.
[33] *Ibidem,* p. 55.
[34] *Ibidem.*

paysans, plaidant, dans le domaine de la politique économique, en faveur d'une *« coopération des salariés et des paysans, des syndicalistes et des mutualistes »*[35].

6.2.3. La question monarchique après l'anschluss

En mars 1938, au moment de l'anschluss, E. K. Winter quitte l'Autriche. Son exil le conduit le 4 août 1938 auprès d'Otto de Habsbourg qui séjourne alors au château de Steenokozell en Belgique. Les deux hommes ont une longue conversation. Suite à cette entrevue, E. K. Winter abjure la monarchie[36]. Installé dans son exil américain, il n'aura de cesse de répéter que le temps du retour de l'Autriche à la monarchie, du moins à la restauration des Habsbourg, est passé. Dès le premier numéro de son bulletin d'information sur l'Autriche édité en anglais en mai 1941, il écrit que :

> *Le légitimisme a été le principal obstacle à la formation d'un 'Conseil National Autrichien' aussi bien à Paris qu'à Londres. Si, à ce jour, l'Autriche n'est pas représentée parmi les Alliés, ceci est principalement dû à l'incapacité du légitimisme de coopérer avec les autres groupes politiques.* [37]

Il déduit alors de cette accusation portée à l'encontre du mouvement monarchiste autrichien que *« la majorité du peuple autrichien ne consentira jamais à une forme d'Etat qui inclurait l'opportunité de nouvelles aventures … »*, allusion à un refus clair et net des Autrichiens par rapport à un retour éventuel des Habsbourg au pouvoir, à la position d'Otto de Habsbourg qu'il jugeait probablement aventureuse. Et il conclut le paragraphe en ajoutant que

> *toute activité politique actuelle en faveur de l'Autriche ne peut être basée que sur le strict refus de toutes les expériences des Habsbourg dans toute la région danubienne, y compris en Autriche elle-même.*[38]

Il réitère de tels propos dans le numéro de septembre 1941 et va même alors jusqu'à accuser les Habsbourg de *« refuser encore de comprendre les leçons de l'histoire en 1918 et en 1938 »*[39] .

---

[35] *Ibidem,* p. 62.
[36] Jusqu'à ce jour, personne ne sait ce que les deux hommes se sont dits ce jour-là, et tant Otto de Habsbourg lui-même, dans l'entretien qu'il nous a accordé le 12 octobre 2006 (voir annexes),que Ernst Florian Winter, fils aîné de E. K. Winter, ont refusé de révéler la teneur de cette conversation.
[37] *Austrian Bulletin in the United States,* n° 1, may 1941, p.1-2.
[38] *Ibidem,* p. 2.
[39] *Austrian Bulletin in the United States,* n° 4, september 1941, p.9.

Ce refus du retour de l'Autriche libérée à la monarchie signifie-t-il qu'E. K. Winter se tourne désormais vers la forme républicaine de l'Etat ? Ses écrits politiques publiés à ce jour, en l'occurrence ce *Bulletin Autrichien aux Etats-Unis* ne permettent pas une telle affirmation. En effet, dans son programme politique formulé en mai 1941 sous le titre *« plate-forme autrichienne »*, programme décliné en cinq points, il évoque une *« démocratie sociale basée sur la coopération de toutes les classes »*[40] sans toutefois réclamer l'instauration de la République.

N'oublions pas que, dans son projet de fédération danubienne décrit dans le chapitre précédent, il envisageait cette fédération comme un ensemble d'Etats pouvant être aussi bien des Républiques que des monarchies. Sans doute ne fermait-il pas, pour l'Autriche, la porte de la forme monarchique de l'Etat, mais avec, à sa tête, une personne différente de Otto de Habsbourg, ses grands modèles de référence restant les monarchies constitutionnelles du type britannique, norvégien ou suédois dans lesquelles la « légitimité du pouvoir » continue à être assumée par un monarque, sorte de « père » de la nation au sens du romantisme politique.

[40] *Austrian Bulletin in the United States*, n° 1, may 1941, p.3.

Chapitre 7

Démocratie

L'article premier de la « Loi sur la forme de l'Etat et de gouvernement de l'Autriche allemande » votée le 11 novembre 1918 par l'Assemblée nationale provisoire est clair : *« L'Autriche allemande est une République démocratique. »*[1] L'Autriche se déclare donc *« démocratique »*, mais cette adhésion constitutionnelle à la démocratie ne tarde pas, dans les années qui suivent, à être remise en cause par différents acteurs essentiels de la vie politique autrichienne, et ce notamment dans les milieux conservateurs chrétiens-sociaux. A leur tête, Mgr. Ignaz Seipel, chef incontesté du parti chrétien-social, a certes, durant les premières années de la République, œuvré en faveur de la démocratie et coopéré au sein du premier gouvernement avec les sociaux-démocrates, mais dès 1920, son parti a, en quelque sorte, pris le pouvoir. Dans les années qui suivent, Seipel se détourne, sur le plan idéologique, de la conception habituelle de la démocratie, et en forge une nouvelle acception, qu'il nomme désormais la *« vraie démocratie »*[2], en opposition à la définition traditionnelle du terme. Les événements historiques, et principalement l'incendie du Palais de Justice de Vienne le 15 juillet 1927, le font progressivement glisser vers l'abandon de la démocratie au profit d'une forme de gouvernement corporatiste autoritaire que mettra en place Engelbert Dollfuss en mai 1934. Par ailleurs, les milices patriotiques, formation paramilitaire d'extrême droite, se donnent le 18 mai 1930 un programme politique violemment anti-démocratique ; ce programme contient une véritable déclaration de guerre à la démocratie, comme le souligne Félix Kreissler dans son ouvrage sur la Première République[3] :

> *Nous rejetons le parlementarisme démocratique occidental et l'Etat des partis. A sa place, nous voulons instaurer l'autogestion des corporations et une*

[1] Félix Kreissler, *De la Révolution à l'annexion, l'Autriche de 1918 à 1938,* Paris, PUF, 1971, p. 44.
[2] Alfred Diamant, *Die österreichischen Katholiken und die Erste Republik, Demokratie, Kapitalismus und soziale Ordnung 1918-1934*, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1960, p. 97-105.
[3] Félix Kreissler, *op.cit.*, p. 221.

> *direction forte de l'Etat qui ne soit pas constituée de représentants des partis, mais des personnalités dirigeantes des grandes corporations …* [4]

Les décisions politiques prises dans les mois et les années qui suivent entraînent effectivement l'élimination du Parlement autrichien, et donc de la démocratie, en mars 1933, avant d'aboutir à l'interdiction des partis politiques à l'issue de la Guerre Civile de février 1934.

7.1. Le refus de la démocratie

Dans un tel contexte, l'itinéraire idéologique d'E. K. Winter par rapport à la démocratie est des plus intéressants. En effet, dans les premières années de la République au cours desquelles les chrétiens-sociaux se rallient à la démocratie, celui-ci s'y montre hostile. Il est alors, comme cela a été démontré au chapitre précédent, très engagé – dans le sillage du romantisme politique - dans la lutte pour le rétablissement de la monarchie. Son opposition au parlementarisme et à la démocratie va de paire avec cet engagement. Il estime ainsi en 1921 que :

> *Le parlementarisme moderne et capitaliste […] le principe de l'anarchisme démocratique vole à Dieu, [symbole de] l'autorité, la souveraineté et à l'humanité, la liberté et les offre toutes deux à certaines cliques. Le parlementarisme démocratique atomise l'organisme bien ordonné de façon révolutionnaire en le désagrégeant et en le décomposant…* [5]

E. K. Winter se situe ici dans la perspective du caractère divin de l'autorité totalement incompatible avec l'exercice démocratique du pouvoir. Sa position, au cours des années 20, ne change guère. Dans *L'Action autrichienne* publiée en 1927 et dans laquelle il fustige l'Etat moderne, il dénonce la trop grande influence des partis politiques qui, selon lui, ne reflètent pas la volonté du peuple :

> *Comment surmonter […] la fausse souveraineté du peuple dans l'Etat ? Surtout pas en stabilisant une souveraineté de parti. L'Etat le plus infâme est encore représentant de Dieu ; par contre le meilleur parti – c'est du moins ce que l'on dit – est un mal nécessaire.* [6]

---

[4] Klaus Berchthold, *Österreichische Parteiprogramme1868-1966,* Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1967, p. 402.
[5] Ernst Karl Winter, *Nibelungentreue – Nibelungenehre, op. cit.*, p. 10-11.
[6] Ernst Karl Winter, *Souveränität,* in *Österreichische Aktion, op. cit.,* p. 159.

Il voit donc les partis politiques comme un *« mal nécessaire »* et éprouve à leur égard une *« profonde méfiance »*[7]. Cette méfiance concerne bien évidemment le parti social-démocrate, mais aussi, curieusement, le parti chrétien-social dont on aurait pu penser qu'E. K. Winter avait une opinion positive. Or, il porte, dans *l'Action Autrichienne*, un jugement plus que négatif sur ce parti :

> *Les partis soi-disant catholiques de ces dernières décennies ont si mal rempli leur but, la représentation des intérêts religieux et culturels du catholicisme, que non seulement ils mériteraient de disparaître, mais également qu'ils ne manqueraient à personne.* [8]

Il en va donc, selon lui, de la finalité d'un parti catholique qu'il remet fortement en cause. Celui-ci ne servirait pas à grand chose. Pour remédier à une telle situation déplorable, E. K. Winter propose de *« construire progressivement 'l'Action catholique' et de supprimer, en complément, le 'parti catholique' »*[9]. Et même s'il affirme « *qu'il ne s'agit pas de détruire les partis politiques du jour au lendemain »*, l'intention reste néanmoins la même : les partis politiques, du moins tels qu'ils se présentent dans cette seconde moitié des années 20, doivent disparaître. Quelques lignes auparavant, il a écrit que *« les dés de l'avenir se trouvent dans la paroisse et dans la famille, et pas dans des associations, mouvements ou partis politiques. »*[10] La grande erreur du catholicisme contemporain réside selon lui dans *« l'amalgame malheureux entre Eglise et parti »*[11].

C'est ainsi qu'en 1927, date de la rédaction de *l'Action Autrichienne*, E. K. Winter prend conscience de la nécessité impérieuse d'une stricte séparation entre l'Eglise et la politique. Jusqu'à cette date, il a largement imbriqué les deux sphères l'une dans l'autre. Or, à ce moment-là, il souhaite retrouver ce qu'il considère comme les vraies valeurs du Catholicisme. Celles-ci s'incarnent selon lui dans la famille et dans l'autorité du père au sein de la famille; l'engagement politique ne vient qu'après. A propos de celui-ci, il écrit :

---

[7] Ernst Karl Winter, *Die katholische und die österreichische Aktion*, In *Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 255.
[8] *Ibidem*, p. 259.
[9] *Ibidem.*
[10] *Ibidem*, p. 257.
[11] *Ibidem*, p. 261.

> *Celui qui a satisfait à ses devoirs religieux, à sa famille et à sa profession peut tranquillement, si sa conscience l'y pousse, consacrer le temps libre qui lui reste aux partis et aux mouvements politiques.* [12]

L'engagement primaire de l'individu doit donc s'effectuer par l'accomplissement des devoirs religieux et familiaux, la politique est une activité de temps libre, et, par voie de conséquence, la démocratie politique aussi.
Le seul argument qu'il avance en 1927 en faveur de la démocratie est que celle-ci est préférable au fascisme[13]. Néanmoins, son hostilité à la démocratie ne s'estompera que lorsque celle-ci sera plus que menacée suite à l'élimination du Parlement autrichien en mars 1933.

7.2. La démocratie à partir de 1933.

La prise du pouvoir par les nationaux-socialistes en Allemagne le 30 janvier 1933, l'élimination du Parlement autrichien le 4 mars 1933 et le refus du gouvernement Dollfuss de reconvoquer ce dernier constituent autant d'éléments qui ramènent E. K. Winter vers la démocratie selon le modèle occidental. Contrairement à Dollfuss qui réfléchit avant mars 1933 à une opportunité lui permettant d'interdire les partis politiques, E. K. Winter soutient l'idée, dans la première de ses lettres au Président Miklas, que ceux-ci sont un élément indispensable de l'ordre public et prend la défense des deux grands partis :

> *L'observateur impartial qui n'est pas empêtré dans des préjugés de partis a dû se laisser convaincre que non seulement le parti chrétien-social, mais aussi le parti social-démocrate ont pleinement droit à être considérés par le peuple tout comme par le Président Fédéral comme des partis d'Etat.* [14]

Dans la seconde lettre adressée au Président Miklas, E. K. Winter lui rappelle l'un des principes fondamentaux de la Constitution autrichienne élaborée par le juriste Hans Kelsen dont il suivit lui-même les enseignements :

> *La condition sociologique de la constitution fédérale autrichienne est l'équilibre des groupes sociaux qui l'ont conçue, évidemment la prérogative de l'un des partis que le droit de majorité lui assure, mais aussi le droit de codécision de l'autre parti qui est ancré dans le droit de minorité.* [15]

---

[12] *Ibidem,* p. 259.
[13] Ernst Karl Winter, *Souveränität,* In *Österreichische Aktion, op. cit.*, p. 159.
[14] Ernst Karl Winter, *Briefe an den Bundespräsidenten,* In *Wiener Politische Blätter,* Jg. I/1, 16. April 1933, p. 40.
[15] *Ibidem,* p. 44-45.

E. K. Winter ne laisse ici planer aucune ambiguïté : les deux partis évoqués, en l'occurrence le parti chrétien-social et le parti social-démocrate, ont, selon lui, toute leur place dans la vie politique du pays. Or, le lieu par excellence où les partis politiques peuvent s'exprimer ne saurait être autre que le parlement, et donc le fonctionnement de ce dernier ne peut être remis en cause : *« La charnière de la constitution fédérale autrichienne est la souveraineté du peuple, représentée par un organe suprême, le Parlement. »*[16] Partant de ce constat, E. K. Winter accuse très directement le gouvernement Dollfuss d'avoir commis un véritable *« coup d'Etat »* en mettant le Parlement, le 4 mars 1933, hors d'état de fonctionner et en empêchant les parlementaires sociaux-démocrates de se réunir le 15 mars. Il dénonce alors les visées du gouvernement qui, selon lui, tendent à

> *transformer la démocratie parlementaire en une autre forme d'Etat dans laquelle il (le Parlement) ne doit plus avoir que des fonctions consultatives s'il ne devient pas finalement complètement superflu* [17]*.*

A partir du printemps 1933, E. K. Winter va s'attacher, tout en se situant à l'intérieur du régime autoritaire qui se met progressivement en place, à défendre la démocratie dans la mesure du possible. Ainsi, dans *Classe ouvrière et Etat*, ouvrage publié au début de l'année 1934, il écrit vers la fin de l'ouvrage que *« dans la démocratie […] il existe des partis politiques qui ont leur place à droite et à gauche au sein de la représentation populaire »*[18]*.* Il cite en exemple l'Angleterre conservatrice et affirme que la Première République autrichienne se présentait, avant ce *« coup d'Etat »* de mars 1933, sous une forme analogue à celle de l'Etat britannique :

> *C'était un destin particulièrement favorable de cet Etat autrichien de posséder dans sa structure sociale et territoriale les conditions nécessaires pour devenir un Etat bipartite à l'anglaise.* [19]

Ce constat l'autorise alors à critiquer sévèrement l'attitude du gouvernement autrichien en place qu'il n'hésite pas à qualifier de *« fasciste et autoritaire ».* Il prend acte du pas effectué par le gouvernement de *« supprimer cet Etat des partis »*, mais ajoute de suite que le nouveau régime entend

---

[16] *Ibidem*, p. 45.
[17] *Ibidem.*
[18] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat,op .cit.*, p. 92.
[19] *Ibidem.*

> *non seulement reconnaître la constitution d'ailes (politiques) comme le fait la démocratie, mais il prend lui-même en main la constitution de ces ailes, il organise cette constitution et ainsi les dépollue. De cette manière, les deux ailes, la 'droite' et la 'gauche', se transforment dans l'Etat autoritaire en institutions de l'Etat et deviennent institutionnelles.* [20]

Indirectement, E. K. Winter plaide ainsi pour le rétablissement de la légalité des partis politiques. Auparavant, dès avril 1933, il a, dans les *Feuilles Politiques Viennoises*, affirmé la nécessité d'une réforme constitutionnelle et suggéré au Président Fédéral Wilhelm Miklas d'établir un *« nouveau système d'Etat qui corrige les erreurs de la démocratie parlementaire pure en introduisant des formes de gouvernement présidentielles »*[21]*.* En réalité, E. K. Winter souhaite en quelque sorte « effacer » les oppositions qui existent entre chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates et réclame dans la foulée une *« coopération compréhensive entre majorité et minorité »*[22]*.*

Si E. K. Winter plaide si ardemment en faveur d'une telle coopération entre les forces gouvernementales et la social-démocratie, c'est parce qu'il a encore une fois saisi l'urgence du danger que représentait la dictature instaurée dans l'Allemagne nationale-socialiste. *« La démocratie contre la dictature, telle est la devise… »*[23] Il réclame ainsi un retour immédiat à la démocratie pour mieux lutter contre l'imminence du péril national-socialiste. Ce retour à la démocratie doit se traduire immédiatement par la constitution d'un *« front autrichien de droite à gauche qui, seul, correspond à la situation nationale »*[24]*.* Ici apparaît chez E. K. Winter une idée à laquelle il restera fidèle jusque dans son exil américain, à savoir la certitude qu'une lutte efficace et susceptible de vaincre le national-socialisme passe, en Autriche, par l'alliance de toutes les forces du pays, ce qui a bien évidemment pour corollaire la liberté politique et l'exercice du droit démocratique de tous les citoyens.

Quelques semaines plus tard, il soutient l'idée d'une *« alliance constructive du catholicisme politique avec le marxisme au sein du nouvel Etat »* et affirme que le national-socialisme - qu'il considère comme ennemi numéro un de l'Autriche - ne

---

[20] *Ibidem*, p. 93.
[21] Ernst Karl Winter, *Die Staatskrise in Österreich*, In *Wiener Politische Blätter*, Jg. 1/1, 16. April 1933, p. 33.
[22] *Ibidem.*
[23] Ernst Karl Winter, *Die Stunde des Konservativismus,* In *Wiener Politische Blätter*, Jg. 1/2, 18. Juni 1933, p. 79.
[24] *Ibidem*, p. 70.

peut être combattu que par un *« accord parlementaire et démocratique entre le gouvernement et l'opposition »*[25]

L'engagement d'E. K. Winter en faveur d'un retour à la légalité démocratique et à la légalisation des forces de gauche ne diminuera pas dans les années qui suivent. Même s'il s'engage, à partir de 1934, et ce jusqu'à l'annexion de l'Autriche, pour un retour du pays à la monarchie, n'oublions pas que celle-ci, ainsi que nous l'avons présenté au chapitre précédent, doit être « constitutionnelle » et, en tant que telle, garantir le droit à l'existence des partis politiques et à leur libre expression. Dans *Monarchie et classe ouvrière*, publié à l'automne 36, il fait clairement appel à toutes les forces politiques du pays, qu'elles soient de droite ou de gauche, pour s'unir contre le danger nazi. *« Toutes les forces politiques du pays s'arment en vue de l'ultime saut. »*[26] Et ce *« front autrichien de droite à gauche »* ne peut plus être incarné par le gouvernement autoritaire de Schuschnigg, mais par l'alliance des forces de gauche :

> *Tandis que, jusqu'au 11 juillet, le régime et ses organes politiques semblaient seuls appelés à être les organisateurs de ce front unifié, c'est depuis le 11 juillet l'opposition dans cet Etat […..] qui est capable [….] d'organiser la dernière résistance contre le national-socialisme.* [27]

Le désaveu d'E. K. Winter à l'égard des partisans du corporatisme se fait ici flagrant. A la page suivante, il déclare par ailleurs sans aucune hésitation que *« le catholicisme politique a échoué »*[28]*.* Quant à la situation politique de la classe ouvrière divisée selon lui en trois groupes principaux - chrétien-social, social-démocrate et communiste – E. K. Winter estime que la monarchie constitutionnelle devra, dès qu'elle sera de nouveau au pouvoir « *(lui) rendre ses nécessaires libertés politiques »*[29].

7.3. La démocratie en exil

Il convient d'abord de souligner le fait qu'E. K. Winter, dès la proclamation de l'anschluss, prend la voie de l'émigration, pour échapper à la répression nazie. Il ne reprend donc sa réflexion sur l'avenir politique de l'Autriche que dans le cadre de

---

[25] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter*, Jg. 1/3, 20. August 1933, p. 117.
[26] Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft, op. cit.,* p. 4.
[27] *Ibidem,* p. 12.
[28] *Ibidem,* p. 13.
[29] *Ibidem,* p. 14.

l'Austro-American Center qu'il crée en janvier 1939, plate-forme politique des émigrés autrichiens outre-Atlantique. Les points deux et trois du programme politique qu'il propose aux exilés de l'AAC publiés dans le premier numéro de son *Austrian Bulletin in the United States* se rapportent directement à l'avenir politique du pays :

> *2.) pour un système démocratique de gouvernement, revitalisé par les idéaux du monde anglophone,*
> *3.) pour une démocratie sociale basée sur la coopération de toutes les classes* [30]

La prise de position est bien claire : l'Autriche doit redevenir une démocratie, et qui plus est, *« sociale »*. L'idée de la *« coopération de toutes les classes »* se situe ici dans le prolongement direct des conceptions qu'il a élaborées à partir de 1933 et sont la suite logique de sa théorie du *« front politique de droite à gauche contre le national-socialisme »*. Une telle conception préfigure le modèle politique qui va s'installer en Autriche dès avril 45.

Dans le numéro trois de ce même *Austrian Bulletin in the United States* du mois de juillet 1941, E. K. Winter évoque *« la renaissance du parlementarisme autrichien au sens sociologique le plus large du terme »* et exhorte ses compatriotes à *« abandonner la politique métaphysique et le totalitarisme de parti »*[31], condamnation directe de l'attitude politique des responsables chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates qui sera développée dans les chapitres 10 et 11. A la politique d'affrontement des camps politiques qui a conduit en 1933/34 à l'élimination de la démocratie et de la République et à la guerre civile de février 1934, E. K. Winter oppose *« l'idée de la tolérance et de la coopération politique »*[32], se situant là encore dans la ligne politique qui sera adoptée en avril 1945 lors de la création de la Seconde République d'Autriche.

Entre le refus obstiné de la démocratie et des partis politiques qu'il professe dans les années 20 et ces prises de position des années 33/36, puis 40/41, le cheminement politique de E. K. Winter a été long, mais il faut reconnaître le courage et le mérite du *« scientifique »* qu'il se dit de renoncer à ses conceptions autoritaires puisées aux sources du platonisme et de l'augustinisme pour en arriver à des conceptions

---

[30] *Autrian Bulletin in the United States*, N° 1, may 1941, p. 3.
[31] *Autrian Bulletin in the United States*, N° 3, July 1941, p. 3.
[32] *Ibidem.*

démocratiques. Un tel cheminement politique pourrait encore faire réfléchir maint homme politique d’aujourd’hui.

4ème partie

Critique des dictatures

Chapitre 8

Critique du corporatisme

Les divers numéros des *Feuilles Politiques Viennoises,*furent précisément créées en réaction aux pratiques politiques du camp chrétien-social vis-à-vis duquel il entend garder ses distances. Qu'Il s'agisse de l'héritage politique selon lui très douteux de Mgr. Seipel, de l'élimination du parlementarisme républicain en mars 33 ou de la répression exercée à l'égard des sociaux-démocrates suite à la guerre civile de février 34, E. K. Winter, sans aller jusqu'à le condamner fermement, exprime très ouvertement et sans équivoque sa désapprobation face au cours politique suivi par l'appareil gouvernemental chrétien-social après mars 1933.

8.1. Le 4 mars 1933 : dénonciation d'un *« coup d'Etat »*

En amont des événements du 4 mars 33 se situe sans aucun doute pour E. K. Winter l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne et, en corollaire, l'instauration, dans ce pays, d'un régime dictatorial qu'il refuse ainsi qu'une menace directe pour l'Etat autrichien et sa survie. Ces appréhensions vis-à-vis des événements qui se déroulent en Allemagne en février 33 et l'attitude adoptée par le gouvernement autrichien face à la crise parlementaire du 4 mars 33 à Vienne l'entraînent à prendre clairement et ouvertement position, dès avril qui suit, contre les agissements de celui-ci, et donc à adopter un point de vue opposé à celui que l'on serait en droit d'attendre de sa part. En effet, au lieu de se réjouir de ces « victoires anti-républicaines », E. K. Winter prend la défense du régime parlementaire ainsi que de la gauche sociale-démocrate. Dans sa première lettre adressée au Président fédéral Wilhelm Miklas datée du 10 mars 33, soit une semaine après le début de la crise parlementaire, E. K. Winter évoque *« une voix dangereuse que le gouvernement*

empreinte en éliminant le Parlement »[1]. Puis, dans sa seconde lettre au Président Miklas datée du 1er avril 33, il dénonce ce qu'il qualifie publiquement de *« coup d'Etat effectif »* et, deux lignes plus loin, de *« rupture de la Constitution »*[2] . A son avis, cette *« rupture constitutionnelle »* n'est pas la première, mais la seconde, la première rupture remontant à la politique pratiquée par Mgr. Seipel ; elle se serait produite *« à l'heure historique où il souhaita, à l'aide des protocoles de Genève, éliminer la participation du Parlement jusqu'à la mobilisation d'énergies extra-parlementaires grâce auxquelles le Parlement devait être contraint de se soumettre »*[3]. La seconde *« rupture constitutionnelle »*, celle qu'il situe le 7 mars 33 avec la décision du gouvernement de ne pas re-convoquer le Parlement, est selon lui la conséquence logique de la politique de Seipel citée ci-dessus et servant de modèle en ces moments critiques. Afin de donner plus de poids à son argumentation, il ajoute :

> *La proclamation du gouvernement fédéral du 7 mars en lien avec les actes qui suivent […] constituent donc un coup d'Etat, car elles portent en elles-mêmes la tendance immanente, même si ceci n'était pas prémédité, de transformer la démocratie parlementaire dans laquelle le Parlement est l'organe suprême de l'Etat, en une autre forme étatique dans laquelle celui-ci ne doit plus avoir que des fonctions consultatives, s'il ne devient pas, en fin de compte, totalement superflu.* [4]

La condamnation, par E. K. Winter, dans ces deux lettres au Président Miklas, des décisions prises par le gouvernement est ainsi dès le départ sans appel. Dans un article publié dans le même numéro des *Feuilles Politiques Viennoises* et consacré à l'étude de la situation politique momentanée de l'Autriche, il étaye abondamment ses prises de position ; sa critique des faits est cinglante :

> *Le fait décisif du coup d'Etat que l'Autriche a vécu en mars est la proclamation du gouvernement fédéral à l'adresse du peuple autrichien en date du 7 mars […] Toute personne qui connaît l'esprit et la lettre de la constitution fédérale […] ne peut nier que ce procédé était en fait un véritable coup d'Etat qui n'a été exclusivement atténué que par le fait que l'opposition elle-même n'a pas voulu le considérer comme vrai.* [5]

Puis E. K. Winter s'en prend directement au chancelier Dollfuss lui-même :

---

[1] Ernst Karl Winter, *Briefe an den Bundespräsidenten,* In *Wiener Politische Blätter*, 16. April 1933, p. 41.
[2] *Ibidem*, p. 44.
[3] *Ibidem*, p. 45.
[4] *Ibidem*.
[5] Ernst KarlWinter, *Die Staatskrise in Österreich*, In *Wiener Politische Blätter*, 16. April 1933, p. 28.

> *Sans aucune honte, le chancelier lui-même a déclaré qu'il considérait comme sa tâche de 'profiter' de la situation particulièrement favorable dans le sens de l'intérêt politique d'un groupe, du fait de l'auto-élimination du Parlement, pour 'imposer' les modifications constitutionnelles et procédurières, c.à.d. pour obtenir de force de la part de l'opposition qu'elle rende possible la transformation de la protection de la minorité en domination absolue de la majorité et ainsi une gouvernance plus agréable dans l'intérêt d'une politique de groupe.* [6]

E. K. Winter accuse Dollfuss d'utiliser ici une erreur procédurière à ses propres fins politiques. S'appuyant sur les théories de juridiction constitutionnelle de Hans Kelsen qui préconise le respect de la minorité parlementaire par la majorité et la possibilité que majorité et minorité se modifient au gré des projets de loi à examiner, il dénonce le procédé gouvernemental qui consiste à faire pression, voire à intimider la minorité parlementaire afin de lui faire adopter des projets qu'en soi elle refuse, position bien marginale dans le camp chrétien-social lorsque l'on sait qu'aucun parlementaire issu de ce camp n'a jamais osé s'élever contre cette pratique. Quelques lignes plus loin, E. K. Winter qualifie cette décision du gouvernement de *« symptôme particulièrement aigu de la motivation brusque de ce cours politique vraiment irréfléchi en tout point »*[7]. Mais son accusation ne s'arrête pas uniquement au comportement du chancelier ; il l'étend au Parlement et au Président Fédéral auxquels il reproche leur co-responsabilité dans la marche des événements :

> *Il est clair que le fait de s'arroger des compétences qui ne sont pas attribuées sur le plan constitutionnel par le gouvernement fédéral qui réside déjà dans l'élimination du Parlement, ne se dressent pas seulement contre celui-ci, mais aussi de la même façon contre le Président fédéral, et donc contre les deux dans la mesure où eux-mêmes participent de manière passive. La majorité parlementaire de même que le chef de l'Etat sont par nature co-responsables du coup d'Etat, ce dernier même de manière particulièrement grave. Car le Président fédéral est dans les faits le dernier point d'ancrage de la constitution en vigueur avant le 7 mars, et lui seul a encore entre ses mains le pouvoir soit de la rétablir en démettant immédiatement le gouvernement fédéral de ses fonctions, soit en devenant, par son intervention planifiée dans la crise de l'Etat, la charnière d'une nouvelle constitution postérieure à mars qui, cela va de soi, si elle devait correspondre à une quelconque forme de continuité juridique, devrait dès aujourd'hui être déposée sur la table des négociations parlementaires.* [8]

---

[6] *Ibidem.*
[7] *Ibidem*, p. 29.
[8] *Ibidem.*

Cette longue citation nous prouve le caractère décidé et mûrement réfléchi des positions politiques et juridiques d'E. K. Winter. Il n'exclut donc pas l'éventualité d'une réforme constitutionnelle, se place cependant sur le plan de la légalité juridique, ce qui le mène à rejeter catégoriquement les décisions gouvernementales. Il élargit par cet argumentaire le champ de la responsabilité à la fois à la majorité parlementaire et au Président fédéral, ce qui, de sa part, revient à mettre en accusation l'intégralité du camp chrétien-social, position des plus étonnantes de la part d'un conservateur monarchiste dont on aurait pu s'attendre non seulement à ce qu'il salue la quasi-élimination de tout dialogue politique, mais aussi la fin d'un régime parlementaire ardemment souhaitée. E. K. Winter reproche au contraire au chancelier et au président la *« naïveté avec laquelle, au nom d'intérêts plus élevés, le serment constitutionnel n'est pas rompu de manière résolue, mais est quand même rompu, tout en déclarant qu'il ne l'est pas »*[9] .

On pourrait considérer que cette violente critique des agissements du gouvernement de la part d'E. K. Winter n'est qu'un phénomène passager, lié sur le moment au feu de l'action ; cette position n'est cependant pas soutenable puisque le reproche du *« coup d'Etat »* réapparaît dès le numéro de juin des *Feuilles Politiques Viennoises*. S'exprimant à propos des événements de mars 1933, il commence par ironiser sur le discours politique officiel :

> *Au départ, on s'attestait le plus fort possible la constitutionnalité [des décisions prises]. La constitution ne serait violée nulle part, affirmait-on. Dernièrement, on met en avant le droit d'exception. Le droit d'exception brise le droit constitutionnel, la situation d'exception dans laquelle se trouve l'Etat suspend le serment constitutionnel des fonctionnaires de l'Etat, telle est l'argumentation que l'on peut entendre.* [10]

Mais rapidement, E. K. Winter, utilisant les décisions gouvernementales comme point de départ de sa réflexion, imagine la suite des événements :

> *A l'auto-élimination du Parlement a suivi l'auto-élimination de la Cour Constitutionnelle. On peut dès aujourd'hui prédire que ce jeu satirique ne peut que se terminer par l'auto-élimination du Président Fédéral. …. Où cette voie peut-elle mener d'autre qu'à ce que, après le garant de la Constitution, son dernier symbole, le Président Fédéral en personne, s'élimine lui-même, si tant est qu'il ne l'ait déjà fait.* [11]

---

[9] *Ibidem*.
[10] Ernst Karl Winter, *Die Stunde des Konservativismus*, In *Wiener Politische Blätter*, 18. Juni 1933, p. 74.
[11] *Ibidem*.

Face à une telle perspective, E. K. Winter ne conseille au Président fédéral qu'une seule solution : *« le renvoi du gouvernement Dollfuss »*[12]*.* Et pour clore le sujet, il écrit de façon laconique : *« L'Etat [instauré] le 7 mars est un autre Etat que celui de la Constitution Fédérale. Impossible désormais de le cacher. »*[13]

Presqu'un an plus tard, alors qu'il exerce la fonction de maire-adjoint de la ville de Vienne et qu'il fait donc partie de l'establishment du régime, il continue malgré tout de caractériser les événements de mars 33 de *« violation juridique commise par le gouvernement »* et de *« rupture constitutionnelle venue d'en haut »,* et il invite les adversaires du régime – et notamment les sociaux-démocrates alors dans l'illégalité – au *« refus d'obéissance [émanant] d'en bas »*[14]*.* Même s'il « collabore » au régime, E. K. Winter n'en exprime pas moins sa réprobation politique vis-à-vis de décisions qu'il jugeait illégales, voire illégitimes, pour reprendre la terminologie utilisée au chapitre précédent.

8.2. La critique de la politique du gouvernement corporatif

E. K. Winter est conservateur, monarchiste même, et on aurait donc pu s'attendre à ce qu'il applaudisse aux actions d'un gouvernement qui vont dans le sens d'un renforcement de l'autoritarisme. Or, tout le contraire se produit. Dès le *« coup d'Etat »* du 4 mars, E. K. Winter attaque le gouvernement et en dénonce le cours politique engagé. Sa critique débute à cette date, reste vive et active jusqu'à sa nomination comme adjoint au maire de Vienne en février 1934, se ralentit alors pour mieux rebondir à la suite de la signature des accords entre Vienne et Berlin en juin 1936. Après cette date et avec l'interdiction des *Feuilles Politiques Viennoises,* démis de ses fonctions de maire adjoint, sa critique cesse ; commence alors pour E. K. Winter un premier exil politique, intérieur celui-ci, avant l'exil territorial vers les U.S.A. en 1938.

Dès avril 1933, soit environ cinq semaines après l'élimination du Parlement, et donc bien avant la proclamation de l'Etat Corporatiste en mai 1934, à un moment où la création de cet Etat est encore loin d'être annoncée, E. K. Winter condamne le cours politique suivi par le gouvernement : *« L'expérience autrichienne doit échouer et en fin de compte entraîner une orientation à gauche des milieux catholiques*

[12] *Ibidem*.
[13] *Ibidem.*
[14] Ernst Karl Winter, *Die Katastrophe des Austromarxismus,* In *Wiener Politische Blätter,* 20. Mai 19343, p. 8.

concernés. »[15] Pour en arriver à cette affirmation péremptoire, il réfute les thèses soutenues et répandues par le gouvernement de Dollfuss. Ce dernier justifie l'élimination du Parlement le 4 mars en prétendant que *« le parlementarisme a échoué »* et que le Parlement s'est de lui-même éliminé. E. K. Winter prend alors le contre-pied de cette thèse :

> *Personne qui ne regarde pas à travers la lunette les conditions que Seipel a octroyées en Autriche au catholicisme autrichien ne peut sérieusement affirmer que le parlementarisme autrichien a échoué.* [16]

Selon le gouvernement chrétien-social, la responsabilité du blocage du processus parlementaire incombe aux représentants de la social-démocratie qui ont refusé de voter les mesures d'économie budgétaire nécessaires à l'assainissement des finances publiques. E. K. Winter retourne l'argument en affirmant que c'est le gouvernement qui n'a pas voulu reconnaître le refus des sociaux-démocrates de voter les mesures proposées. D'après lui, il s'agit alors d'une question constitutionnelle qu'il explique en ces termes :

> *[…] dans l'idée fondamentale de la constitution autrichienne, la proportionnalité, la conduite naturelle de l'Etat par la majorité, est équilibrée par le droit de cogestion de la minorité.* [17]

Son explication des faits est simple : ce ne sont pas les sociaux-démocrates – qui n'ont fait qu'user de leur droit de minorité en refusant de voter les mesures proposées par les chrétiens-sociaux -, mais les chrétiens-sociaux eux-mêmes qui, en ne reconnaissant pas le droit des sociaux-démocrates à voter contre les mesures qu'ils ont proposées, ont bloqué le travail parlementaire, et donc les institutions. Et il ajoute :

> *Cette divergence entre la volonté de la constitution et la volonté du gouvernement, c'est cette seule divergence, non la persistance évidente de la minorité par rapport à l'idée fondamentale de la constitution qui a entraîné le parlementarisme autrichien dans le discrédit. Ce n'est pas la démocratie, mais l'aptitude intérieure de la majorité, l'obligation contractée vis-à-vis de la minorité pour ne pas dire l'obligation contractée en tant que minorité potentielle […] qui a échoué.* [18]

---

[15] Ernst Karl Winter, *Die Staatskrise in Österreich*, In *Wiener Politische Blätter*, Jg. I/1, 16. April 1933, p. 32.
[16] *Ibidem*, p. 26.
[17] *Ibidem*.
[18] *Ibidem*, p. 27.

Ce n'est donc pas, à son avis, le parlementarisme en tant que tel qui a échoué, mais la majorité gouvernementale chrétienne-sociale qui n'a pas su respecter correctement le jeu parlementaire. E. K. Winter n'hésite pas à qualifier cette « expérience autrichienne » *« d'aventure dont l'issue est imprévisible »*[19] et il s'en prend violemment à la direction du parti chrétien-social elle-même qu'il accuse de ne plus être maître du jeu, mais manipulée par des forces extérieures au parti :

> *Ce n'est plus le parti chrétien-social qui détermine le cours gouvernemental même s'il le tolère, mais une forme entièrement nouvelle du catholicisme politique que Seipel a déjà annoncée, et Dollfuss-Schuschnigg réalisent cette forme, y compris contre les intérêts et les réserves grandissantes de la représentation des intérêts ecclésiaux qu'incarne le parti chrétien-social.* [20]

Quelques pages plus loin, il n'hésite pas à condamner de nouveau les dirigeants chrétiens-sociaux :

> *Il est étonnant (de voir) comment les dirigeants du catholicisme politique étaient vite prêts à sacrifier les bases juridiques jusqu'alors en vigueur pour défendre leur (propre) intérêt.* [21]

E. K. Winter conclut ses accusations tant à l'égard du gouvernement que du Président Fédéral par une sentence sans équivoque :

> *Le Président fédéral et le chancelier ne sont pas des révolutionnaires conscients, mais ils agissent malgré tout de telle sorte que celui qui s'y connaît en droit institutionnel peut qualifier leur manière d'agir de violation du droit.* [22]

L'opposition au nouveau régime ne pourrait alors être plus évidente. Dans les semaines et dans les mois qui suivent, E. K. Winter garde cette position. Il affirme en juin 1933 que « *le Président fédéral s'élimine lui-même dans la mesure où il ne l'a pas déjà fait. Si ce n'est qu'il rattrape un jour ce qu'il aurait dû faire le premier jour du coup d'Etat : renvoyer le gouvernement Dollfuss. »*[23] Il maintient ses positions et ajoute même cette petite phrase perdue au milieu d'un paragraphe, mais qui nous renseigne largement sur son état d'esprit trois mois après l'élimination du Parlement :

---

[19] *Ibidem.*
[20] *Ibidem*, p. 24.
[21] *Ibidem*, p. 31.
[22] *Ibidem.*
[23] Ernst Karl Winter, *Die Stunde des Konservativismus, art. cit.*, p. 74.

> *L'Etat du 7 mars est autre que l'Etat de la Constitution Fédérale. On ne peut plus masquer ce fait.* [24]

Il réitère alors ses accusations portées à l'encontre du parti chrétien-social et de ses dirigeants qu'il accuse de vouloir utiliser la situation aux fins du parti. Selon lui, la lutte engagée à la fois contre les éléments qui se situent tant à la droite qu'à la gauche du parti chrétien-social ne sert pas à protéger l'Etat, mais à conforter les privilèges du parti qui se sent – et est de fait – très menacé dans son existence tant à sa droite qu'à sa gauche.

Durant plusieurs mois, E. K. Winter garde alors le silence vis-à-vis de la pratique gouvernementale, mais la guerre civile de février 1934, puis la répression que le gouvernement opère en faisant prononcer les condamnations à mort des principaux responsables sociaux-démocrates suscitent à nouveau sa critique :

> *Je suis conscient que les représentants du Christianisme, du catholicisme religieux et politique ont infligé à la classe ouvrière de ce pays une grande et profonde injustice.* [25]

Contrairement au gouvernement qui s'acharne à vouloir totalement éliminer la social-démocratie, il estime que celui-ci, au lendemain de la guerre civile, a manqué une chance, celle de se réconcilier avec les sociaux-démocrates et d'en faire son allié dans la lutte contre le péril national-socialiste. Aux responsables gouvernementaux qui l'ont chargé, à l'issue de la guerre civile, de réconcilier la gauche avec le gouvernement, il répond que :

> *Le préalable fondamental d'une véritable politique de réconciliation est que personne ne soit poursuivi ni congédié à cause de sa philosophie socialiste voire de son appartenance au parti social-démocrate.* [26]

Mais E. K. Winter va encore plus loin dans la critique de l'attitude du gouvernement : ce dernier attribue en effet l'entière responsabilité de la guerre civile de février 1934 qui s'est soldée par plus de mille morts à la seule social-démocratie. E. K. Winter prend le contre-pied de cette position et soutient la thèse des torts partagés : *« A l'entière responsabilité d'une partie correspond aussi une entière responsabilité de*

---

[24] *Ibidem.*
[25] Ernst Karl Winter, *Die Katastrophe des Austromarxismus,* In *Wiener Politische Blätter*, Jg. II,120. Mai 1934, p. 10.
[26] *Ibidem,* p. 15.

l'autre. »[27] Non seulement l'adversaire politique jusqu'alors proscrit retrouve sa place dans l'Etat, mais aussi la position du gouvernement s'en trouve sérieusement affaiblie puisque celui-ci est accusé de coresponsabilité dans le déclenchement et dans le déroulement des événements.

Au fur et à mesure des mois qui suivent, le fossé se creuse entre les responsables gouvernementaux et E. K. Winter, tant à propos de la guerre civile que vis-à-vis de l'attitude à adopter à l'égard des nationaux-socialistes. En mars 1935, il accuse le camp conservateur, et en premier lieu les chrétiens-sociaux, d'être *« antidémocratiques et antisociaux »*[28] et se place ainsi en défenseur de la démocratie et des droits sociaux. En juin 1935, il dénonce *« l'attitude incompréhensible du régime dans la question ouvrière, (attitude) qui semble bien davantage quasi- ou pseudo-national-socialiste qu'anti-national-socialiste »*[29].

Les attaques contre le régime corporatiste tel qu'il se présente dans sa réalité quotidienne ne cesseront de tarir jusqu'à la signature des accords de juillet 36 entre Vienne et Berlin, et E. K. Winter continuera de dénoncer ce qu'il qualifie *« d'imitation d'une puissance étrangère ».* Ses positions clairement hostiles à tout rapprochement avec l'Allemagne nationale-socialiste vont peu à peu faire de lui un ennemi du cours politique choisi par Schuschnigg et son gouvernement. C'est bien dans cet esprit qu'il convient de lire l'ouvrage *Monarchie et classe ouvrière* terminé en septembre 1936. Vu son opposition obstinée à tout rapprochement avec l'Allemagne nationale-socialiste et ses prises de position clairement anti-nationales-socialistes, E. K. Winter sait, dès la signature des accords du 11 juillet 1936 entre Vienne et Berlin qui font de l'Autriche le « second Etat allemand » et qui légalise le parti national-socialiste sur le territoire autrichien, que ses jours politiques sont comptés ; sa critique du régime de Schuschnigg ne s'en fait que plus virulente et sans complaisance. A son avis, la signature de ces accords entraîne l'Autriche vers une *« expérience dangereuse »*[30] dans la mesure où ceux-ci engagent le pays dans deux obligations qui sont pour lui plus que problématiques, à savoir d'une part *« l'obligation de seconder la politique étrangère allemande »,* d'autre part *« l'obligation d'échanges culturels mutuels »*[31] . En ce qui concerne la première obligation, il souligne le fait que la politique étrangère

[27] *Ibidem,* p. 17.
[28] Ernst Karl Winter, *Die soziale und demokratische Monarchie,* In *Wiener Politische Blätter,* Jg. III,1, 24. März 1935, p. 21.
[29] Ernst Karl Winter, *Europa,* in *Wiener Politische Blätter,* Jg. III,2,23. Juni 1935, p. 84.
[30] Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft, op. cit.*, p. 8.
[31] *Ibidem.*

allemande *« a créé une situation européenne si néfaste dans laquelle tous les pays sans exception s'attendent au pire »*[32]*.* En effet, la politique de réarmement du Reich lui laisse clairement penser qu'elle nous mène droit vers une nouvelle guerre. Quant à la seconde obligation, celle « *d'échanges culturels mutuels* », il semble évident, vu l'analyse qu'il fait de l'idéologie nationale-socialiste dès le texte de 1932 intitulé *Le miroir nazi* qui sera présenté au chapitre suivant, qu'il condamne la politique culturelle du IIIe Reich, notamment son antisémitisme, son antichristianisme et ses théories raciales.

En ce qui concerne l'attitude du gouvernement corporatiste autrichien et de son chef Schuschnigg, E. K. Winter la qualifie *« d'abandon volontaire d'une forteresse jusqu'alors défendue »*[33]*,* car il considère que ces accords signifient l'abandon de l'indépendance et de la souveraineté autrichiennes. Il s'insurge violemment contre le fait que Schuschnigg ait pu signer un accord qui signifie un revirement de cent quatre-vingt degrés de la politique étrangère autrichienne, et ce avec *« le principal ennemi de sa propre liberté »*[34]*.* Pire encore, il dénonce avec vigueur cette politique étrangère *« déterminée par le bon vouloir d'un seul homme »,* faisant allusion au remaniement ministériel qui suivit immédiatement la signature de ces accords et marquait à la fois l'entrée de ministres nettement favorables au national-socialisme (Guido Schmidt et Edmund Glaise-Horstenau) ainsi que la concentration des pouvoirs entre les mains du chancelier.

De tels propos ne pouvaient que conduire le gouvernement à éliminer E. K. Winter devenu « élément gênant » pour la politique de rapprochement avec Berlin. La réponse ne se fit pas attendre. E. K. Winter fut démis de ses fonctions de troisième adjoint au maire de Vienne le 24 octobre 1936.

---

[32] *Ibidem.*
[33] *Ibidem.*
[34] *Ibidem.*

Chapitre 9

Critique du national-socialisme

Le parti national-socialiste allemand naît en 1920 sur un fonds d'idéologie revancharde face à la défaite de l'Allemagne à la fin de la Première Guerre Mondiale. Adolf Hitler en prend le contrôle dès 1920 et lui donne un contenu programmatique clairement orienté en publiant en 1924 *« Mein Kampf »*. Cependant, pendant les années 20, le parti reste très minoritaire, ne réussissant pas encore à galvaniser les foules. Toutefois, suite à la crise économique et sociale qui touche des couches de population de plus en plus larges, son audience s'élargit. Ce n'est qu'au début des années 30, suite au krach boursier de Wall Street qui entraîne non seulement la ruine de milliers de petits épargnants, mais aussi la montée fulgurante des chiffres du chômage, que commence la véritable ascension du parti national-socialiste allemand. Notons dès maintenant que, dans un premier temps, le parti se développe essentiellement en Allemagne et ne parvient pas, jusqu'en 1932, à s'établir dans le paysage politique autrichien alors confronté aux mêmes problèmes socio-économiques, faillites bancaires et industrielles, chômage croissant, etc.

La montée effective du parti national-socialiste allemand ne se produit qu'à compter des élections au Reichstag de l'été 1932 ; il recueille alors cinq millions de voix. Lors des élections suivantes, en octobre 32, il dépasse les six millions de voix. Jusque là, le phénomène électoral, ainsi que nous l'avons signalé, se cantonne à l'intérieur des frontières de l'Allemagne, mais en avril 1932, le NSDAP présente des candidats aux élections régionales autrichiennes, à savoir à Vienne, à Salzbourg et en Basse-Autriche ; il recueille déjà 16,3% des suffrages exprimés. Aux élections régionales du Vorarlberg, il obtient 10,5% des voix. Et lors des dernières élections municipales libres du 23 avril 1933 à Innsbruck, le NSDAP atteint 41,1% des voix[1]. Le phénomène est d'autant plus inquiétant pour l'Autriche dans la mesure où le parti national-socialiste prend principalement ses voix dans l'électorat chrétien-social

[1] Paul Pasteur, *Histoire de l'Autriche, De l'empire multinational à la nation autrichienne (XVIIIe-XXe siècles),* Paris, Armand Colin, 2011, p. 202.

conservateur, notamment au Tyrol où le parti chrétien-social détient une majorité incontestée depuis les débuts de la République.

Ces résultats électoraux, même s'ils ne sont que partiels, ont tout pour inquiéter le gouvernement autrichien en fonction depuis six mois. Celui-ci ne dispose en effet que d'une seule voix de majorité au Parlement viennois, et en cas d'élections générales, il est à craindre que la percée du parti national-socialiste à Vienne et au Tyrol se confirme largement au niveau national, privant le gouvernement de Dollfuss de toute légitimité. De plus, l'idéologie nationale-socialiste revendique très clairement le rattachement de l'Autriche à une Allemagne nationale-socialiste. Lorsqu'Adolf Hitler, le 30 janvier 1933, devient chancelier de l'Allemagne, le gouvernement autrichien ne peut donc que se trouver en état d'alerte extrême ; il sait que de nouvelles élections entraîneraient indubitablement, vu la situation économique et sociale catastrophique du pays, un véritable raz-de-marée politique comparable à celui qui vient de se produire en Allemagne. Pour parer à ce danger, il n'envisage qu'une seule solution : l'élimination du régime démocratique et l'instauration d'un régime fort capable de tenir tête à la menace que constitue l'Allemagne nationale-socialiste pour l'Etat autrichien. Il espère en outre, dans cette démarche, obtenir le soutien et l'appui de l'Italie mussolinienne. Lorsque, suite à une « défaillance de procédure », le Parlement viennois se trouve, le 4 mars 1933, hors d'état de poursuivre ses travaux, le chancelier chrétien-social Engelbert Dollfuss décide, avec l'aval de son parti, de ne plus le convoquer et de gouverner désormais par décrets-lois selon des dispositions juridiques prises durant la Première Guerre Mondiale. Le glissement progressif vers un Etat antidémocratique et autoritaire s'enclenche. Désormais, le gouvernement chrétien-social, qui impute le blocage du système parlementaire à la social-démocratie autrichienne, se retrouve face à deux ennemis : à l'intérieur la social-démocratie accusée de saborder la démocratie, à l'extérieur l'Allemagne nationale-socialiste et ses visées annexionnistes par rapport à l'Autriche. Face à ce double péril, Dollfuss adopte une stratégie de repli. Sur chacun des deux fronts, il pratique l'expectative tout en préparant l'instauration d'un régime corporatif chrétien tel que le souhaite le Vatican depuis la publication de l'encyclique « Quadragesimo anno ». Il attend le bon moment pour interdire la social-démocratie, mais aussi le NSDAP.

9.1. La critique du national-socialisme avant 1933

En novembre 1932, paraît aux éditions Gsur, éditions dirigées et financées par E. K. Winter lui-même, un ouvrage d'une bonne centaine de pages intitulé *« Le miroir nazi »* et signé par un certain Thomas Murner, pseudonyme derrière lequel se cachent en réalité trois auteurs, Alfred Missong, co-auteur en 1927 de *« L'Action Autrichienne »,* Aurel Kolnai, et bien sûr E. K. Winter. Selon les déclarations de Ernst Florian Winter, fils aîné de E. K. Winter, une partie de la rédaction fut certes assurée par Alfred Missong, mais le contenu idéologique et l'ordre des sujets furent principalement l'affaire de E. K. Winter, de sorte qu'il semble justifié de considérer cet ouvrage comme produit de sa propre pensée. Le ton en est donné dès la préface ; le but des auteurs est de montrer la *« dangerosité »* du national-socialisme. Pour ce faire, ceux-ci se proposent en quelque sorte de démasquer la philosophie qui se cache derrière le parti. Ainsi, dès la première page, ils affirment que

> *les caractéristiques de cette philosophie sont d'un côté la négation de toutes les valeurs d'ordre qui se manifestent dans la religion et dans l'Etat, dans le Christianisme et dans l'Occident, la lutte contre le [système] sur toute la ligne, de l'autre côté une négation similaire de toutes les valeurs culturelles de l'évolution intellectuelle occidentale chrétienne telles qu'elles sont contenues dans l'idée de liberté politique et sociale.* [2]

Et le discours se poursuit à la page suivante lorsque les auteurs parlent de la *« dangerosité culturelle »* du national-socialisme. Mais avant d'entrer dans le détail de cet écrit, mentionnons cette citation qui se situe vers la fin du livre, et résume parfaitement, sur un plan intellectuel, l'essence même du national-socialisme d'après E. K. Winter :

> *Sur toute la ligne, l'Etat grand-allemand contre l'ordre étatique européen, la révolution nationale contre la constitution en vigueur, l'Etat corporatif contre le Parlement, l'Eglise allemande contre les confessions, les associations d'hommes contre l'idée de l'Etat, l'eros homo-masculin contre la famille, somme toute : l'Allemagne contre l'Europe …. Voici du véritable anarchisme national.* [3]

L'ouvrage est construit de manière simple et abordable pour tous publics. Il comporte environ cent dix pages ; à chaque page correspond un sujet différent. Il émerge de cette bonne centaine de pages plusieurs thèmes récurrents : la personnalité d'Hitler lui-même, les théories raciales du national-socialisme, l'apologie de la race nordique,

---

[2] *Der Nazispiegel*, op. cit., p. 3.
[3] *Ibidem*, p. 96.

l'antichristianisme de cette idéologie, ses aspects dictatoriaux pour finir par une dénonciation de la vision de la politique étrangère de l'Allemagne.

L'image transmise d'Adolf Hitler est totalement négative, et les qualificatifs le fustigeant ne manquent pas. Ainsi est-il traité tour à tour de *« nouveau tambour »*[4], de *« petit bourgeois allemand »*[5], *« d'apatride »*[6], de *« démagogue sauvage »*[7], de *« parvenu »*[8], *« d'idéal du moi de l'Allemand moyen »*[9] ou *« d'agitateur génial »*[10]. Laissons maintenant parler d'elle-même la citation suivante qui tente de définir – et y parvient à merveilles – la personnalité de Hitler telle que les auteurs la perçoivent :

> *Toutes les qualités qui font mal voir l'Allemand de par le monde, même si seule une couche supérieure infime les possède, se rencontrent ici ; les gestes fanfaronneurs, la grande gueule, l'absence de tact de ses entrées en scène. C'est le petit bourgeois allemand de la marque la plus authentique, la nature de sous-officier à l'intellect purement subalterne …* [11]

Une telle citation se passe aisément de commentaires ! De plus, Hitler se voit accuser de vouloir jouer au *« messie du Troisième Reich »* en en étant toutefois qu'un *« chef sans envergure »*[12]. Il sait, affirme-t-on, manipuler *« la magie de la parole »*[13].

Les auteurs décrivent également sur plusieurs pages l'itinéraire politique et idéologique du « Führer », ses origines « autrichiennes », les influences qu'ont eues sur lui tant l'antisémitisme du parti chrétien-social autrichien que les méthodes organisationnelles du parti social-démocrate sans oublier celle du nationalisme du parti grand-allemand. Ils montrent comment Hitler utilise les sentiments revanchards par rapport aux *« criminels de novembre »* - les signataires du Traité de Versailles – et quelle fut l'influence de théoriciens raciaux comme O. Spengler ou H. Blüher.

Après cette présentation très édifiante pour le lecteur, les auteurs évoquent les théories raciales propagées par le national-socialisme et indiquent clairement comment celui-ci partage l'humanité en deux camps, ceux qui appartiennent à la

---

[4] *Ibidem*, p. 7.
[5] *Ibidem*, p. 89.
[6] *Ibidem*, p. 5.
[7] *Ibidem*, p. 77.
[8] *Ibidem*, p. 5.
[9] *Ibidem*.
[10] *Ibidem*, p. 79.
[11] *Ibidem*, p. 89.
[12] *Ibidem*, p. 77.
[13] *Ibidem*, p. 79.

race nordique et les autres, ceux qui sont qualifiés dans le programme national-socialiste de *« race inférieure »* ou bien encore de *« vermines qui ne méritent pas de vivre »*[14]*.* Ils abordent également sans hésitation la question de l'antisémitisme situé au cœur même du national-socialisme. *« Crève Juda ! »*, tel est le titre provocateur de la page 21 ; on peut y lire dès la seconde ligne : *« La race 'divine' des 'nordiques' a besoin de son pôle opposé : la race tout simplement 'satanique'. »*[15] Quelques lignes plus loin, les Juifs sont qualifiés, selon l'idéologie national-socialiste, *« d'incarnation biologique du mal et du satanique »* ; il est question par ailleurs de la *« haine maniaque des Juifs »*[16]*.* Il serait trop long dans le cadre du présent travail de développer dans le détail les arguments avancés, mais il convient de signaler que ceux-ci préfigurent largement la publication de l'opuscule de Irene Harand intitulée *« So oder so : die Wahrheit über den Antisemitismus »* parue au printemps 1933, soit quelques mois seulement après l'arrivée des nationaux-socialistes au pouvoir.

Parallèlement à cette dénonciation de l'antisémitisme, apparaît également celle de l'apologie de la race nordique. Celle-ci débute par la mise en cause de l'apologie du sang pour justifier les différences raciales :

> *Celui qui a eu la chance de naître 'nordique', c.à.d. Germain pur-sang, est un homme noble, sans égard à ce qu'il fait de lui sur les plans intellectuel ou moral. A l'inverse, celui qui a eu la malchance de venir au monde en tant que 'membre de la race inférieure', en tant que membre de la race dite méditerranéenne … ou de la race alpine, celui-ci est irrémédiablement perdu.* [17]

C'est que, d'après les auteurs, *« non pas l'esprit, mais le sang est le moteur de l'histoire mondiale selon la conception nationale-socialiste. »* Ou bien encore : *« La noblesse du sang justifie tout. »*[18] Justifiés par leur sang, les Allemands seraient alors appelés à une *« domination illimitée sur tous les êtres de race inférieure, d'abord en Allemagne, puis dans le monde entier »*[19]*.*

Tout au long de l'ouvrage, les auteurs dénoncent le concept de *« peuple de seigneurs »,* de *« Herrenvolk »* propagé par les nationaux-socialistes pour désigner les Allemands, de même que l'exaltation des vertus masculines allemandes. Ils

---

[14] En allemand, ils utilisent les termes *« Niederrasse »* et *« lebensunwerte »*, *Ibidem,* p. 35-36.
[15] *Ibidem,* p. 21.
[16] *Ibidem,* p. 32.
[17] *Ibidem,* p. 18.
[18] *Ibidem,* p. 19.
[19] *Ibidem,* p. 20.

définissent la conception de l'homme selon le national-socialisme comme *« vagabond, étranger à la famille, discipliné sur le plan militaire et conquérant sur le plan guerrier »*[20]. Ils accusent les nationaux-socialistes de vouloir faire de la femme allemande une *« jument »*, une *« machine à engendrer dont la signification sociale dépend uniquement du nombre d'enfants de race qu'elle met au monde »*[21] . Ils vont même jusqu'à critiquer la politique linguistique prônée par le national-socialisme qui *« transforme la purification de la langue en écorchement de la langue »*[22].

Cette apologie de la race nordique s'accompagne selon eux d'une diabolisation du Christianisme. Ils s'en prennent à la croix gammée dont ils affirment qu'elle est *« l'anti-croix »* de la croix chrétienne dont eux-mêmes se réclament et estiment que *« la croix du Christ et la croix gammée se comportent l'une vis-à-vis de l'autre comme l'eau et le feu »* et précisent que *« jamais le socialisme européen (leur ennemi héréditaire, note de l'auteur) n'a produit un symbole qui fût aussi antichrétien que la croix gammée »*[23] . Les auteurs dénoncent par ailleurs avec vigueur la passivité des milieux chrétiens à l'égard de l'idéologie nationale-socialiste qu'ils accusent de trop grande souplesse, allant jusqu'à affirmer que, dans de telles conditions, *« le christianisme lui-même n'est plus pris au sérieux »*[24]. Ils dénoncent sans complaisance la mystification des dieux germains, notamment de Wotan.

la menace de dictature que le national-socialisme fait peser sur l'Allemagne, mais également sur l'Europe constitue un autre sujet de préoccupation des auteurs. Ceux-ci considèrent le N.S.D.A.P. comme un *« parti subversif de la plus belle eau »*[25] ou bien encore comme un *« parti dont le principal but est la suppression de la démocratie »*[26]. Selon eux, nous sommes en présence d'un parti profondément anarchiste qui n'hésite pas à utiliser la violence pour parvenir à ses fins. Dans cette perspective, ils le soupçonnent d'aller jusqu'à la mise en œuvre de *« méthodes bestiales du meurtre (qui) sont approuvées par la direction suprême »*[27]. Ils l'accusent par ailleurs *« d'infaillibilité du parti »*[28] ainsi que d'entretenir des liens étroits avec le capitalisme. Il existe à leurs dires une *« communauté d'esprit entre la*

[20] *Ibidem*, p. 61.
[21] *Ibidem*, p. 38.
[22] *Ibidem*, p. 34.
[23] *Ibidem*, p. 51.
[24] *Ibidem*, p. 44.
[25] *Ibidem*, p. 85.
[26] *Ibidem*, p. 86.
[27] *Ibidem*, p. 37.
[28] *Ibidem*, p. 65.

classe des capitalistes et la caste dominante nationale-socialiste »[29]*.* Quant à son rapport au socialisme, ils évoquent un *« aveu du bout des lèvres en faveur du socialisme alors que, simultanément, il (le N.S.D.A.P.) agit au service du capitalisme »*[30]*.* Et les auteurs de dénoncer publiquement *« la duplicité du N.S.D.A.P. […] qui veut passer pour un parti ouvrier, mais qui perçoit ses revenus des entrepreneurs de l'industrie lourde et des grands propriétaires terriens »*[31]*.* En outre, les auteurs, catholiques convaincus et donc fermement anti-communistes, s'empressent de dénoncer *« la parenté d'esprit qui existe entre le national-socialisme et le communisme »*[32]*,* position qu'ils justifient en prétendant que :

> *Le national-socialisme et le communisme se situent très près l'un de l'autre. Les deux ont une particularité commune : une seule et même structure fondamentale anarchique. Leur marxisme et leur antimarxisme est quelque chose de purement fortuit.* [33]

Ils relèvent également l'influence négative de cette fraction idéologique sur la jeunesse en mettant l'accent sur le fait que l'idéologie nazie accentue les tendances à la grossièreté et à la vulgarité[34].

Abordant les intentions du N.S.D.A.P. en matière de politique étrangère, les auteurs accusent les responsables nationaux-socialistes de vouloir complètement détruire le système juridique international bâti au lendemain de la Première Guerre Mondiale[35]. Ils les soupçonnent de vouloir démanteler la Société des Nations expressément conçue pour garantir la paix en Europe[36]. Dans le prolongement d'une telle stratégie, ils mettent les lecteurs en garde contre ce qu'ils nomment *« la phobie de la France »* ; selon eux, ce pays est vu comme un *« Etat enjuivé et infesté de nègres »* et constituerait ainsi aux yeux des nazis le *« type idéal de l'Etat anti-allemand »* et *« l'incarnation de l'infériorité de la race »*, ce qui entraînerait un Etat allemand national-socialiste à *« la nécessité d'une croisade d'extermination contre la*

---

[29] *Ibidem,* p. 67.
[30] *Ibidem,* p. 69.
[31] *Ibidem,* p. 73.
[32] *Ibidem,* p. 74.
[33] *Ibidem,* p. 75.
[34] *Ibidem,* p. 95.
[35] *Ibidem,* p. 43.
[36] *Ibidem,* p. 53.

France »[37]*.* En ce qui concerne leur attitude à l'égard de l'Union Soviétique, les auteurs les accusent à nouveau de *« duplicité »* ; en effet,

> *si l'orientation anti-française était peut-être encore compatible avec une politique étrangère allemande dirigée contre la Russie Soviétique, l'idée de la colonisation orientale doit logiquement conduire à une alliance avec la Russie.* [38]

Allusion directe à la situation concrète qui se présentera avec le pacte germano-soviétique signé le 23 août 1939 !

Force est finalement de constater que bien des points soulevés par ce texte prémonitoire deviendront réalité et que la vision de ses auteurs, et en premier lieu celle d'E. K. Winter, n'en a été que des plus lucides.

9.2. La critique du national-socialisme après l'arrivée d'Hitler au pouvoir

9.2.1. La mise en évidence du péril national-socialiste

Ainsi que cela a été souligné dans les chapitres précédents, l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne le 30 janvier 1933, puis l'élimination du Parlement autrichien le 4 mars de la même année, font prendre conscience à E. K. Winter des dangers qui menacent à la fois l'Autriche, l'Allemagne et l'Europe toute entière. Dans la première lettre du 10 mars au Président fédéral autrichien Wilhelm Miklas, il évoque déjà un *« danger commun »*[39] qui pèse sur le pays et invite le Président à combler les fossés qui séparent chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates afin de mieux faire face au péril national-socialiste. Dans un article du même numéro des *Feuilles Politiques Viennoises,* il parle du national-socialisme allemand comme d'un *« danger pour la culture et l'Etat »*[40]*.* A compter de cette date, il ne cessera de mettre en garde contre les dangers que signifie l'Allemagne nationale-socialiste pour l'intégrité territoriale et politique de l'Autriche. Ainsi cette phrase sibylline perdue dans un article des *Feuilles Politiques Viennoises* de mars 1935 : *« Aussi longtemps que le régime national-socialiste existe en Allemagne, l'Autriche est chaque nuit menacée par l'autre côté. »*[41] Trois mois plus tard, il répète ses craintes, cette fois à l'échelle

---

[37] *Ibidem,* p. 56.
[38] *Ibidem,* p. 76.
[39] Ernst Karl Winter, *Briefe an den Bundespräsidenten,* In *Wiener Politische Blätter,* Jg. I,12, 16. April 1933, p. 42.
[40] Ernst Karl Winter, *Die Staatskrise in Österreich, art. cit,* p. 25 .
[41] Ernst Karl Winter, *Die soziale und demokratische Monarchie,* In *Wiener Politische Blätter,* Jg. III,1, 24. März 1935, p. 24.

européenne : *« Les peuples d'Europe se sentent militairement menacés par l'Allemagne nationale-socialiste. »*[42] Il faut dire que, entre temps, le gouvernement de Berlin a rétabli le service militaire obligatoire supprimé par le Traité de Versailles et débuté le réarmement du Reich.

Enfin, dans *« Monarchie et classe ouvrière »,* dernier ouvrage paru avant sa « disgrâce politique » à l'automne 1936 qui fait suite aux accords entre Vienne et Berlin, E. K. Winter parle de l'Allemagne nationale-socialiste comme d'un *« ennemi de la liberté et de l'indépendance de l'Autriche »*[43] et, au cœur de l'ouvrage, n'hésite pas à la qualifier de *« peste qui menace toute l'Europe »*[44]

9.2.2. La critique d'Hitler et de ses partisans

Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, E.K. Winter se garde, dans un premier temps, d'attaquer directement la personne d'Adolf Hitler et ses partisans Ce n'est qu'à compter de 1935 qu'il le fait. Mais ses propos sont alors sans appel. Ainsi n'hésite-t-il pas, en juin 1935, à le qualifier de *« fou qui joue avec le feu »*[45]. Il essaie dans le même article de trouver une filiation intellectuelle au führer du IIIème Reich : *« Il existe en fait un fil conducteur intellectuel qui mène de Frédéric II à Hitler en passant par Bismarck. »*[46] Pour lui, la personnalité d'Adolf Hitler n'est donc pas, dans l'histoire allemande, un phénomène unique et isolé ; cette personnalité s'inscrit au contraire dans une lignée historique, Frédéric II, roi de Prusse auquel il attribue dans ses écrits historiques des qualités autoritaires et quasi despotiques, et Otto von Bismarck dont il dresse à plusieurs reprises un portrait autoritaire et principalement anti-autrichien. Il classe ainsi le führer allemand dans une lignée de dirigeants qui n'ont rien de commun avec les dirigeants autrichiens qui ont sa prédilection. S'attachant à la personne d'Adolf Hitler lui-même, il profère, toujours dans cet article de juin 1935, un jugement encore plus acerbe :

> *Hitler le sauveur n'a plus de limites qui le retiennent ; il est ce dieu présent dont a parlé la philosophie allemande en chemin vers cette fin …. Il est donc l'anti-Européen par excellence.* [47]

---

[42] Ernst Karl Winter, *Europa,* In *Wiener Politische Blätter,* Jg. III, 2, 23. Juni 1935, p. 81.
[43] Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft, op. cit.*, p. 2.
[4444] *Ibidem,* p. 48.
[45] Ernst Karl Winter, *Europa,* In *Wiener Politische Blätter,* III, 2, 23. Juni 1935, p. 83.
[46] *Ibidem,* p. 81.
[47] *Ibidem*.

Il est ici facile de constater la condamnation impitoyable d'Hitler. Pour ce faire, E. K. Winter a recours à des termes issus du domaine religieux habituellement réservés au Christ. A. Hitler se voit ainsi qualifié de *« sauveur »* et de *« dieu »*, autant de qualificatifs qui, sous sa plume très catholique, ne peuvent qu'exprimer mépris et réprobation.

Le jugement d'E. K. Winter par rapport aux partisans d'Adolf Hitler ne diffère pas. Employant, là encore, un vocabulaire très mordant, il écrit à leur égard :

> *Ce ne sont pas des têtes rationnelles qui déterminent actuellement les destins de l'Allemagne, mais des feux follets irrationnels et des illuminés, des sauveurs possédés qui sont, semble-t-il, de lourds cas pathologiques …. des démons déchaînés.* [48]

En les traitant de *« feux follets irrationnels »*, «*d'illuminés »* et de *« sauveurs possédés »,* et en ajoutant qu'il s'agit de *« de lourds cas pathologiques »* et de *« démons déchaînés. »*, il procède, pour le lecteur, à une « démonisation » de l'adversaire, procédé souvent utilisé sous la Première République d'Autriche, notamment dans les affiches politiques, qui sert à créer, dans son propre camp, un vent de répulsion instinctive[49]. A ses yeux, les nationaux-socialistes ne sont que *« des centaines de milliers de terroristes nazis qui constituent des dangers publics »*[50]*.* Le terme de *« terroristes nazis »* apparaît par ailleurs une seconde fois pour désigner les nationaux-socialistes, cette fois les membres du NSDAP qui ont exécuté froidement le chancelier Dollfuss le 25 juillet 1934.

Si E. K. Winter considère les membres du NSDAP comme des *« terroristes »*, c'est parce que ceux-ci sont partisans, selon lui, d'un *« Etat basé sur la violence »*[51]. Il n'hésite pas par ailleurs à classer le régime du IIIe Reich parmi les fascismes, estimant que le régime politique alors en place à Berlin reflète un *« Etat basé sur la puissance et la violence »*[52]*.* Ce que E. K. Winter, certes encore fortement « légitimiste » à cette époque, mais néanmoins partisan du respect des règles qu'impose un Etat normalement constitué, reproche sciemment et sans compromis au national-socialisme, c'est qu'il se fonde sur un *« un mode de pensée qui méprise*

---

[48] *Ibidem,* p. 82.
[49] Voir à ce sujet la thèse de Ernestine Bennersdorfer, *Kampf der Symbole, Plakate zu den Nationalratswahlen, Erste Republik Österreich,* Wien, Diss., 2002. 340p.
[50] Ernst Karl Winter, *Dollfuß,* In *Wiener Politische Blätter,* II, 2, 23. Dezember 1934, p. 115.
[51] Ernst Karl Winter, *Die Krise des Marxismus,*In *Wiener Politische Blätter,* I, 2, 18. Juni 1933, p. 53.
[52] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter,* I, 3, 20. August 1933, p. 118.

l'Etat de droit et en appelle à la violence dans l'Etat … »[53]. Il fut certes, durant ses études, l'élève d'Othmar Spann, qui ne se prive pas dans ses écrits de fustiger l'Etat de droit, mais il a été presque simultanément l'élève de Hans Kelsen, fervent défenseur de l'Etat républicain et de l'ordre démocratique. Or, on sent dans la citation qui précède, l'influence prépondérante de Hans Kelsen dont il va, sur le plan idéologique, ostensiblement se rapprocher, d'abord après ce qu'il nomme le *« coup d'Etat »* du 4 mars 1933, puis et principalement suite à la guerre civile de février 1934 qui se solde par plus de mille morts et par l'interdiction du parti social-démocrate, dernier vestige d'un ordre démocratique dans un régime déjà autoritaire.

Le recours à la violence pour gouverner dans l'Allemagne nationale-socialiste n'est pas le seul élément contre lequel E. K. Winter entend lutter ; il dénonce au même titre son « *idéologie raciste »*[54] qu'il qualifie dans le même article de *« présomptueuse »*[55]. Ce racisme qu'il dénonce dans le national-socialisme, c'est essentiellement l'antisémitisme ouvertement pratiqué par Berlin, celui qu'affichait en mai 1936 le régime corporatif autrichien étant beaucoup plus « discret », même s'il n'en était parfois pas en reste.

9.2.3. L'approche « scientifique » du national-socialisme

Dans un article de quarante pages paru dans le numéro 4 des *Feuilles Politiques Viennoises* daté du 3 décembre 1933 intitulé *« L'Autriche et le national-socialisme »*[56], outre divers thèmes récurrents dans son discours idéologique tels que la nation ou la critique du gouvernement Dollfuss, E. K. Winter analyse la montée et l'idéologie du national-socialisme. De ce texte à la fois complexe et parfois confus émergent trois sujets essentiels : l'ascension du N.S.D.A.P. vers le pouvoir, la philosophie politique du mouvement et ses conceptions en matière de politique étrangère, au moment où le texte est écrit, c'est-à-dire en novembre/décembre 1933. Ce texte complète le *Miroir nazi* de novembre 1932 et donne une bonne vision sur l'appréciation que fait E. K. Winter du national-socialisme.

9.2.3.1. L'ascension vers le pouvoir

---

[53] *Ibidem*, p. 117.
[54] Ernst Karl Winter, *Die Judenfrage*, In *Wiener Politische Blätter*, IV, 5/6, 24. Mai 1936, p. 199.
[55] *Ibidem*, p. 195.
[56] Ernst Karl Winter, *Österreich und der Nationalsozialismus*, In *Wiener Politische Blätter*, I, 4, 3. Dezember 1933, p. 193-234.

E. K. Winter met en cause la théorie largement répandue par le N.S.D.A.P. et qui consiste à affirmer que le parti national-socialiste a conquis le pouvoir sans aucune aide politique, mais simplement grâce à ses résultats électoraux ; en bref, il dispute la thèse de la *« prise du pouvoir » (« Machtergreifung »)* qu'il explique par des raisons bien différentes de celles qui sont officiellement invoquées. Selon lui, si Hitler est devenu chancelier du Reich le 30 janvier 1933, ce n'est pas à cause de la victoire électorale de son parti, mais de par la volonté de Franz von Papen[57]. S'appuyant sur les ouvrages de Erich Czech-Jochberg, E. K. Winter affirme que Franz von Papen oeuvra, durant les années qui précédèrent l'arrivée au pouvoir d'Hitler, en faveur d'une participation plus prématurée des nationaux-socialistes au pouvoir gouvernemental, et que, si cela ne se fit pas, ce fut à cause de la résistance des nationaux-socialistes eux-mêmes qui entendaient refuser le partage du pouvoir avec le Zentrum catholique, voulant exercer seuls les pleins pouvoirs gouvernementaux[58].

> *Comme on le sait, le national-socialisme affirme s'être hissé jusqu'à la 'prise du pouvoir' définitive et avoir finalement conquis l'Etat dans la bataille. La vérité historique est par contre qu'il a très longtemps refusé de remplir les conditions de la participation au pouvoir que le conservatisme lui mettait, mais qu'il dut en fin de compte s'y décider sous la pression d'événements extérieurs, davantage contraint à entrer dans la concentration nationale qu'en la créant elle-même…* [59]

Parmi les explications que E. K. Winter cherche à donner de l'ascension du national-socialisme, ne manque pas bien sûr la faute du Traité de Versailles qui avait imposé à l'Allemagne non seulement la démilitarisation massive, mais également des réparations de guerre trop élevées. Selon lui :

> *Le national-socialisme a réalisé son ascension en inscrivant au grand jour sur sa bannière le réarmement et le non-remboursement (de la dette de guerre de l'Allemagne, note de l'auteur). Ceci correspondait aux souhaits des subalternes auxquels il promettait l'ascension (sociale)* [60]

E. K. Winter accuse aussi la République de Weimar et ses responsables de ne pas avoir coupé net avec les *« traditions et usances de l'Allemagne wilhelminienne »* et

---

[57] Franz von Papen (1879-1969), membre du Zentrum catholique, chancelier allemand du 1er juin 1932 au 17 novembre 1932, vice-chancelier du IIIe Reich du 30 janvier 1933 au 1er juillet 1934, puis ambassadeur du IIIe Reich à Vienne de juillet 1934 jusqu'à l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne hitlérienne.

[58] Ernst Karl Winter, *Österreich und der Nationalsozialismus*, In *Wiener Politische Blätter*, Jg. I/4, 3. Dezember 1933, p. 207-208.

[59] *Ibidem*, p. 208.

[60] *Ibidem*, p. 213.

de ne pas avoir su construire *« un nouvel espace germano-européen »*[61] qui eût permis un nouveau départ pour l'Allemagne, cette fois tournée vers l'avenir, tournant que le national-socialisme saura réaliser par sa propagande.

Abordant le passé tout récent, E. K. Winter met également en cause la théorie historique répandue par les nationaux-socialistes selon laquelle l'incendie du Reichstag le 28 février 1933 aurait été le fait des communistes et démasque l'œuvre de propagande qui se cache derrière, y compris dans l'attitude d'Hitler lui-même. Il ironise en effet sur les déclarations du führer qui attribue *« honnêtement »* la responsabilité de cet incendie au *« bolchevisme »* :

> *Cette honnêteté est plus incroyable d'un iota que l'autre que des millions de gens partagent avec lui qui sont tous persuadés que ce n'est pas la social-démocratie, mais le national-socialisme qui est le rempart le plus sûr contre le bolchevisme…* [62]

E. K. Winter cite encore d'autres événements historiques comme par exemple le retrait de l'Allemagne nationale-socialiste de la Société des Nations qui, selon lui, ne sont que la suite logique de sentiments larvés existant depuis fort longtemps dans la République de Weimar.

9.2.3.2. Critique du concept de « légalité »

Durant les premiers mois après leur accession au pouvoir, les nationaux-socialistes auront à cœur d'affirmer tant vis-à-vis de l'intérieur que de l'extérieur du pays l'aspect « légal » de cette accession. Or, pour E. K. Winter, la « légalité », notion dont nous avons vu l'importance au chapitre consacré à la forme monarchique de l'Etat, est essentielle et, dans le cas de l'arrivée du national-socialisme au pouvoir en Allemagne, pour lui extrêmement problématique.

Pour analyser la « légalité » du pouvoir national-socialiste, E. K. Winter procède d'abord à une présentation du mode de pensée de cette idéologie. Selon lui, celle-ci se fonde sur *« 'l'annulation' dialectique des contraires »,* en d'autres termes sur une stratégie qui consiste à accepter une chose et son contraire, ce qu'il qualifie par ailleurs *« d'accommodatif »*[63]. Il éclaire alors, à l'aide de ce concept philosophique, la *« conception de la légalité »* chez Hitler. Il résume ainsi l'antinomie intrinsèque du

---

[61] *Ibidem,* p. 212.

[63] *Ibidem,* p. 194.

système en montrant qu'il s'agit à la fois de *« l'affirmation de la légalité dans le concret et la négation de tous les moyens qui peuvent la soutenir »* ou bien encore d'une *« croyance extatique qui n'est plus vérifiable sur le plan rationnel en la compatibilité de l'incompatible ; la croyance en la 'vraie légalité' qui, d'une manière ou d'une autre, 'se transforme' en 'vraie révolution' et vice-versa »*[64]*.* Ainsi se justifierait selon lui *« l'unité existentielle de la légalité et de la révolution ».* Pour faire plus simple, il évoque le modèle de l'antinomie « ami-ennemi ». Les partisans du national-socialisme seraient selon lui liés entre eux en une sorte de ligue cimentée par une fidélité réciproque des membres et à l'égard de leur chef. Il attribue à cette structure, susceptible d'expliquer les actes politiques et historiques du IIIe Reich, l'explication qui suit :

> *Vers l'intérieur, c'est l'eros, la fidélité des membres entre eux et à l'égard de leur chef qui déterminent l'alliance. Vers l'extérieur, ces vertus doivent nécessairement 'se transformer' en leur contraire. Celui qui se trouve à l'extérieur de l'alliance en est son ennemi. Donc, il faut haïr l'ennemi, il faut retourner contre lui tout ce qui, sinon, donne la cohérence à l'alliance.* [65]

Cette explication permet ainsi de comprendre l'élimination systématique des adversaires tant politiques que sociaux, intellectuels ou religieux, mais aussi, dans la phase ultime du IIIe Reich, la politique tout autant systématique d'extermination raciale.

.

9.2.3.3. Critique de la politique étrangère

Dans l'article en question, E. K. Winter s'en prend également à la politique étrangère d'Hitler qu'il dénonce avec vigueur. Il démasque le double langage tenu par les responsables nationaux-socialistes. En effet, selon lui, jusqu'à la prise du pouvoir, ceux-ci n'ont cessé de revendiquer pour l'Allemagne le droit au réarmement ainsi qu'à la non-exécution des conditions financières imposées au pays par le Traité de Versailles, revendications qui, affirme-t-il, ont permis les bons résultats électoraux du parti jusqu'en janvier 1933[66]. E. K. Winter oppose alors à cette stratégie le discours de politique étrangère d'Hitler le 17 mai 1933 devant le Reichstag au cours duquel il affirme vouloir respecter toutes les conditions imposées par le Traité de Versailles :

---

[64] *Ibidem*.
[65] *Ibidem,* p. 196.
[66] *Ibidem,* p. 213.

> *La tactique qu'Hitler adopta le 17 mai après la 'prise du pouvoir' n'en était que plus étonnante. Le fait d'accepter le désarmement et l'exécution (des conditions du Traité) sortant d'une bouche qui jusqu'alors lançait des invectives contre le système qui reposait sur cette base, semblait au monde tout autre que vrai. Celui-ci ne connaissait pas le mode de pensée du national-socialisme. L'irrationalisme de la politique étrangère allemande entrait dans une nouvelle phase.* [67]

Cette « nouvelle phase » dont parle E. K. Winter se concrétise en premier par le fait que l'Allemagne, le 14 octobre de la même année, quitte la Société des Nations. E. K. Winter condamne ce départ sans appel : *« Le départ de l'Allemagne de la Société des Nations va entraîner ses conséquences inévitables. Aucun Etat, pas même l'Allemagne, ne se sépare impunément de cette institution qui rapproche les peuples … »*[68] Le commentaire personnel d'E. K. Winter, quelques lignes plus loin, est laconique et témoigne de la condamnation qu'il porte vis-à-vis de cet acte. *« Aucune assurance (de vouloir garantir) la paix ne peut revenir sur cette date. »*

Poursuivant cette ligne du double discours pratiqué par Berlin, il dénonce également les déclarations d'Hitler à l'égard de la France et de la Pologne lorsque celui-ci promet de vouloir respecter les frontières de ses voisins territoriaux :

> *La proposition de paix à la Pologne et à la France. Du Hitler tout pur ! Il croit en son honnêteté – il lui est alors d'autant plus facile, à lui, le seul responsable, de faire le contraire, que l'on accepte sa proposition et qu'il gagne ainsi la main ou bien que l'on refuse et qu'on lui donne face au peuple allemand le prétexte (pour mettre à exécution) ses revendications.* [69]

Peut-il y avoir de plus lucide mise en garde contre les intentions impérialistes du führer que celles-ci ? A terme, E. K. Winter aura raison.

---

[67] *Ibidem*.
[68] *Ibidem,* p. 214.
[69] *Ibidem,* p. 213.

5ème partie

Rapport aux partis politiques

Chapitre 10

Le catholicisme politique

Lorsque l'on évoque le concept de « catholicisme politique » dans le cadre autrichien de la Première République, on pense généralement à l'idéologie et à la politique pratiquée de 1918 à 1938 par le parti conservateur chrétien-social et ses représentants. Celles-ci se définissent par un refus progressif du régime démocratique au nom de la « vraie démocratie », selon les propos d'Ignaz Seipel, ainsi que par un glissement tout aussi progressif vers un régime corporatiste autoritaire. Bien que se situant très nettement dès le départ de sa réflexion politique dans ce camp conservateur, E. K. Winter n'adhère pas pleinement à ces valeurs. S'il se réclame du « catholicisme politique », c'est d'un autre, et, s'appuyant sur la pensée de Karl von Vogelsang, il élabore peu à peu, au fil de sa pensée, une autre conception de ce courant idéologique fondé sur des valeurs conservatrices certes, mais respectueuses des principes démocratiques, et notamment de la classe ouvrière et de ses valeurs.

10.1. Un catholicisme social selon le modèle de Karl von Vogelsang

Ainsi que nous l'avons souligné au chapitre 3, le maître à penser d'E. K. Winter est Karl von Vogelsang. Certes, il ne le cite pas très souvent dans ses écrits politiques ; toutefois, les citations qui lui font référence n'en ont que plus de poids. E. K. Winter évoque expressément son nom dans l'article intitulé *Le romantisme autrichien* publié en 1929 dans la revue munichoise *Allgemeine Rundschau.* Il y rappelle que c'est Karl von Vogelsang qui lui a fait découvrir le romantisme politique allemand :

> *Ce fut Karl von Vogelsang … qui, indépendamment du hasard de la première trouvaille, m'a fait connaître et m'a familiarisé avec Adam Heinrich Müller.* [1]

E. K. Winter a donc d'abord découvert les théories de Vogelsang, puis, grâce à celui-ci, celles des romantiques allemands, et notamment de Adam Müller. C'est ainsi par

[1] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Romantik,* In *Allgemeine Rundschau*, Nr. 18, 4. Mai 1929, p. 330.

le biais des écrits de Vogelsang qu'E. K. Winter entre en contact avec la pensée d'Adam Müller.

Pour E. K. Winter, Karl von Vogelsang représente le père de la doctrine sociale de l'Eglise dans le monde autrichien ; plus même, il est selon lui l'auteur incontesté des théories de la « *réforme sociale chrétienne* », théories ultérieurement relayées par les encycliques papales *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno.* Sa pensée s'oriente donc principalement selon les critères « sociaux » abordés par Vogelsang. Ainsi, lorsqu'il s'en prend, dans le *Miroir nazi* publié en 1932, à la politique économique et sociale proposée par le N.S.D.A.P., il se réfère très directement à l'enseignement de Karl von Vogelsang :

> *La réforme sociale chrétienne, principalement son vieux maître Karl von Vogelsang, exigeait une économie sans intérêts.* [2]

Cette brève citation nous renseigne sur trois points essentiels qui se trouvent au centre de la pensée sociale d'E. K. Winter : l'attachement à la doctrine du catholicisme social autrichien du dix-neuvième siècle, la filiation avec Vogelsang et l'attention portée au problème de « l'intérêt » dans la société moderne. Cette référence explicite à Vogelsang se retrouve encore plus nettement dans *Classe ouvrière et Etat* publié en 1934, ouvrage à caractère essentiellement positif et constructif dans lequel E. K. Winter livre l'essentiel de sa pensée politique et sociale. Vogelsang y est cité à trois reprises, dont l'une d'entre elles s'étale sur plus d'une page. E. K. Winter le resitue d'abord dans le contexte socio-politique autrichien de la seconde moitié du dix-neuvième siècle et souligne son influence sur la politique sociale adoptée à Vienne entre 1883 et 1885, notamment en ce qui concerne la limitation du temps de travail pour les femmes et les enfants ainsi que l'instauration des assurances accident, de travail et maladie[3]. Il signale également son influence sur la politique de communalisation pratiquée à Vienne au début du vingtième siècle par son maire chrétien-social Karl Lueger ainsi que sur la formation d'organisations coopératives dans l'agriculture autrichienne après la Première Guerre Mondiale. Enfin, il évoque, sans toutefois en préciser l'origine, certains jugements formulés au sein de la social-démocratie autrichienne par rapport à Vogelsang : *« Dans les*

[2] Ernst Karl Winter, *Der Nazispiegel, op. cit.,* p. 68.
[3] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat, op. cit.,* p. 17.

milieux sociaux-démocrates, on citait avec considération le nom de Vogelsang comme celui d'un (homme de) caractère et d'un idéaliste. »[4]

E. K. Winter attribue par ailleurs à Karl von Vogelsang la qualité *« d'idéalisme conservateur »* qu'il conviendrait *« nécessairement de compléter par le réalisme conservateur qui se manifestait en (la personne de) Steinbach »*[5] Ainsi sont posés les deux « modèles sociaux » qu'il prend en exemple, un idéologique et un politique, E. K. Winter entendant lui-même effectuer la synthèse des deux éléments, de l'idéalisme de Vogelsang et du réalisme de Steinbach pour donner un nouvel élan à la politique sociale du régime.

10.2. Eléments du catholicisme social autrichien selon E. K. Winter

10.2.1. Une profession de foi « autrichienne »

Nous ne reviendrons pas ici sur les thèses d'E. K. Winter par rapport à l'existence d'une identité et d'une nation autrichienne largement développées au chapitre 4. Nous rappellerons simplement que cet élément « autrichien » fait pour lui partie intégrante de ce qu'il considère comme l'idéologie du catholicisme politique – et non celle du parti chrétien-social dont il a constamment le soin de se démarquer. Il n'a en effet de cesse de dénoncer ce qu'il qualifie de *« pathologie de l'anschluss »* qui, selon lui, règne dans les milieux chrétiens-sociaux. Il affirme sans hésiter que *« la tradition pangermaniste continue d'exister dans le catholicisme politique comme dans le marxisme »*[6]*.* A ceux des chrétiens-sociaux qui prétendent que la phase de pangermanisme est terminée depuis longtemps dans le camp conservateur autrichien, il répond que *« dans le coin le plus secret de son cœur, on cultive et on conserve ce vieil amour pour une autre Allemagne qui adviendra un jour »*[7]*.* Toujours dans le même article, quelques pages plus loin, il parle de nouveau de la *« pathologie de l'anschluss du catholicisme politique »* et du *« mépris moderne de 'l'Autriche' »*[8] des chrétiens-sociaux, évoque toutefois juste après la *« relation intuitive à la vieille patrie »* et discerne dans cette relation *« la renaissance de 'l'homme autrichien' »*[9]*.* Malgré la constatation de ces tendances pangermanistes, ou du moins germanophiles, au sein de ce camp politique, sa position est cependant

[4] *Ibidem*, p. 18.
[5] *Ibidem*, p. 24.
[6] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee*, In *Wiener Politische Blätter*, Jg. I/3, 20. August 1933, p. 113.
[7] *Ibidem.*
[8] *Ibidem*, p. 119.
[9] *Ibidem.*

d'affirmer l'attachement du catholicisme politique à l'identité autrichienne, ne serait-ce que par fidélité à la tradition impériale.

10.2.2. La lutte contre le capitalisme et la prolétarisation

Pour E. K. Winter, l'une des raisons d'être essentielles du catholicisme politique est la lutte contre les excès du capitalisme et la paupérisation des masses ouvrières. Dès ses premiers écrits réellement « politiques », il s'en prend au capitalisme : *« L'évolution occidentale capitaliste … arrache l'individu à ses liens, et donc met la société en morceaux pour concentrer les atomes »*[10]*.* Selon lui, cette *« atomisation »* menace la société autrichienne, et ce notamment dans une perspective corporatiste :

> *Ce n'est pas le phénomène de la richesse et de la pauvreté qui signifie la question sociale, mais davantage le contraste de la bourgeoisie et du prolétariat, donc cette destruction de l'ordre social suite à laquelle le peuple a dégénéré en masse, a été prolétarisé…* [11]

Face à une telle situation, « *rien n'est plus urgent, au siècle de l'individualisme et du capitalisme, que la pensée et le vouloir social ».* Pour échapper à ces deux travers, il n'y a, selon lui, qu'une seule solution : la *« déprolétarisation »*[12] du prolétariat. En 1921, il n'envisage encore de « solution » à cette question que le retour à l'ordre corporatiste du Moyen-Age.

Cette question du prolétariat revient en 1927 dans *L'Action Autrichienne,* mais cette fois dans une perspective totalement « romantique ». Il décrit alors celui-ci comme un *« phénomène qui coïncide avec l'esclavage antique »* et le définit de la manière qui suit : *« Le peuple dans toutes ses couches et corporations est transformé en prolétariat par le déchainement des machines et de l'argent avec une nécessité presque mathématique. »*[13] A son avis, le phénomène du prolétariat est né de la dépersonnalisation du travail ; pour le résoudre, il envisage une solution plus que romantique :

> *Cette fascination qui rive le prolétariat aux machines et à l'argent du capitaliste ou de l'Etat ne peut être brisée que si de plus en plus de jeunes gens choisissent, sans se soucier de l'évolution technico-économique moderne, des*

[10] Ernst Karl Winter, *Austria Erit In Orbe Ultima, op. cit.,* p. 62.
[11] *Ibidem.*
[12] *Ibidem,* p. 63 .
[13] Ernst Karl Winter, *Souveränität,* In *Die Österreichische Aktion, op. cit.,* P. 154.

> *professions qui ne sont pas seulement de simples gagne-pains, mais contribuent dans la réalité à la réalisation de la personnalité.* [14]

La proposition est, sur un plan intellectuel, fort attirante, mais chacun conviendra aisément de son pure irréalisme ; comment, en effet, dans un monde de plus en plus industrialisé et mécanisé tel qu'il commençait à l'être vers la fin des années 20, échapper à l'engrenage moderne ? Cette proposition ne s'explique chez E. K. Winter que par le désir d'un retour à l'ordre corporatif d'un Moyen-Age mythique, voire mystifié.

Cette « question sociale » va continuer à préoccuper E. K. Winter, notamment lorsqu'il mène *« L'action Winter »*, action sociale qu'il entreprend sous la houlette du régime corporatiste, et qui vise à encadrer le mouvement ouvrier et à « intégrer » les ouvriers sociaux-démocrates dans un processus de légalisation. Ainsi estime-t-il en mars 1935 que l'un des buts primordiaux du conservatisme autrichien, et donc du catholicisme politique, ne peut être que la quête de la *« justice sociale »*[15]. A la même époque, il reprend également l'idée de la *« déprolétarisation du prolétariat »* précédemment évoquée et place ce concept au centre de la *« réforme sociale catholique »*[16]. Les prémisses historiques de cette *« réforme »* se trouvent selon lui dans la *« structure sociale de l'époque prérévolutionnaire, la société des classes moyennes de la première moitié du dix-neuvième siècle menacée par l'industrialisation naissante »*[17]. Il cite alors comme maîtres à penser en la matière les romantiques politiques allemands, entre autres Karl Ludwig von Haller, Adam Müller, Friedrich Schlegel et Görres et rappelle qu'il convient d'opposer au concept de *« déprolétarisation du prolétariat »* forgé par Karl Marx celui de *« dismembration »* de la société élaboré auparavant par Adam Müller, c'est-à-dire de sa destruction par l'évolution contemporaine[18]. A la structure capitaliste contemporaine qui sépare le capital du travail, E. K. Winter cite l'idée formulée par Adam Müller qui évoque

> *un ordre social organique dans lequel chaque individu relie en sa personne le capital et le travail et dans lequel donc tous ceux qui ont part au phénomène économique sont eux aussi propriétaires de leurs moyens de production* [19]

---

[14] *Ibidem*, p. 158.
[15] Ernst Karl Winter, *Die soziale und demokratische Monarchie, art. cit.*, p. 20.
[16] Ernst Karl Winter, *Österreichische Sozialpolitik*, In *Wiener Politische Blätter*, Jg. III/3, 21. Juli 1935, p. 140.
[17] *Ibidem.*
[18] *Ibidem*, p. 141.
[19] *Ibidem.*

En transposant cette vue romantique dans son action politique immédiate qui se situe alors en plein milieu du régime corporatif, il en arrive à proposer *« l'idée d'une propriété indépendante des moyens de production pour tous les ouvriers »*[20]. Sur le plan idéologique, on n'est pas loin, semble-t-il ici, des propositions d'actionnariat populaire dans les entreprises que le Parti Populiste autrichien fera après 1945 pour sortir de la problématique du capitalisme.

10.2.3. La planification économique

Dès 1934, dans *Classe ouvrière et Etat*, E. K. Winter estime que l'édification du régime corporatiste prévue par les instances gouvernementales nécessite l'introduction de la planification économique[21]. Quelques lignes plus loin, il déclare que l'Etat, s'il veut instaurer une corporation de l'industrie, devra lui imposer un « *plan économique »*[22]. Néanmoins, il évite, dans les *Feuilles Politiques Viennoises,* d''aborder le sujet.

Cette idée d'une planification économique réapparaît plus tard dans son œuvre politique, à savoir dans *Monarchie et classe ouvrière*, ouvrage daté, rappelons-le, de septembre 1936. Le neuvième des *« dix points de l'action monarchiste populaire »* publié dans l'ouvrage est consacré intégralement à ce sujet. Son titre : *« Pour une organisation économique planifiée de l'intégralité de l'économie nationale »* reste, comme le texte qui l'accompagne, très vague et ne permet guère de déceler quelles étaient les véritables intentions de l'auteur en la matière. Le texte – qui nous signale que la *« concentration du pouvoir politique entre les mains du monarque légitime »* sert en fait à *« produire la liberté politique »* - nous indique, par analogie, que *« la concentration du pouvoir économique (ne sert pas) à éliminer 'l'initiative privée', mais à produire la liberté économique »*[23]. En fait, le but qu'E. K. Winter assigne à cette planification économique n'est autre que de rendre possible la *« déprolétarisation du prolétariat »*, ou bien, pour employer ses propres termes, *« L'autonomisation des salariés »*[24]. Ce but exige à son avis *« une direction centrale de la production qui est seule en mesure de rendre possible une abondance de biens ».* Mais les commentaires d'E. K. Winter sur cette question ne vont pas plus loin, et la cessation

[20] *Ibidem*, p. 144.
[21] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat, op. cit.*, p. 68.
[22] *Ibidem*, p. 69.
[23] Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft, op. cit.*, p. 73.
[24] *Ibidem.*

de parution des *Feuilles Politiques Viennoises* peu de temps après nous prive de commentaires ultérieurs.

10.2.4. Le principe de « coopération » des acteurs sociaux, économiques … et aussi politiques

Le thème de la « coopération » des acteurs de la vie publique autrichienne n'intervient véritablement qu'à compter du moment où E. K. Winter est nommé troisième adjoint au maire de Vienne chargé de la « réconciliation » avec la classe ouvrière. Certes, à partir d'avril 1933 où il dénonce non seulement l'élimination du Parlement par le *« coup d'Etat »* traité au chapitre 8 et manifeste son indignation face au fait que la social-démocratie soit dès lors totalement écartée de toute décision publique dans quelque domaine que ce soit, il commence déjà à plaider en faveur d'un rapprochement entre la droite et la gauche autrichienne et à se situer en franc-tireur par rapport à la ligne officielle affichée par le gouvernement de Dollfuss. En effet, dès l'élimination du Parlement le 4 mars 1933, le chancelier ne laisse aucun doute sur ses intentions de réduire l'opposition à néant et n'attend, en réalité, que le premier prétexte venu pour liquider la social-démocratie. N'interdit-il pas d'ailleurs immédiatement le minuscule Parti communiste autrichien, alors que celui-ci ne joue pratiquement aucun rôle dans la vie publique. Bref, dès mars 33, le gouvernement choisit la carte de l'affrontement avec la gauche afin, à terme, de pouvoir l'interdire.

Bien qu'appartenant idéologiquement au même camp politique que Dollfuss, E. K. Winter adopte une position radicalement opposée et plaide d'emblée en faveur d'une entente avec la gauche social-démocrate. Il écrit ainsi dès juin 1933 qu'il est *« insensé de vouloir édifier un système corporatif, mais simultanément de rendre impossible la coopération parlementaire et de trouer la coopération des contrats collectifs »*[25]*.* Il ne remet certes à aucun moment en cause l'édification du régime corporatif tel qu'il est voulu par le gouvernement, mais il se situe en opposition totale à celui-ci en affirmant que cette identification n'est possible que si existe

> *la coopération politique des grandes représentations d'intérêts à la ville et à la campagne, le compromis démocratique entre majorité et minorité, la coalition des classes sur le terrain des institutions parlementaires* [26]*.*

[25] Ernst Karl Winter, *Die Stunde des Konservativismus,* In *Wiener Politische Blätter,* Jg. I/2, 18. Juni 1933, p. 72.
[26] *Ibidem.*

Il prend alors la défense de la gauche en affirmant que *« jamais l'opposition ne pourra céder sur la question fondamentale du système parlementaire »*[27].

Nous le voyons donc, en 1933, la coopération a pour E. K. Winter un caractère principalement et essentiellement « politique ». A ce moment-là, le parti social-démocrate a été éliminé du jeu parlementaire et démocratique, mais il existe encore de fait puisqu'il ne sera interdit qu'en février 1934 à la suite de la Guerre civile. Il semble donc logique, dans de telles conditions, qu'E. K. Winter – qui entend en quelque sorte jouer un rôle de « conciliateur » - s'engage pour la coopération politique, et uniquement politique. Sur le plan syndical en effet, les syndicats dits « libres », c'est-à-dire de gauche, peuvent encore exercer leurs activités. Leur interdiction intervient, comme celle de la social-démocratie, suite à la Guerre civile en février 1934. La situation change de manière radicale lorsque les partis et les syndicats de gauche se retrouvent interdits. A travers ces interdictions, E. K. Winter considère que c'est l'ensemble de la représentation du monde ouvrier qui est en question ; il change donc d'optique. La « coopération » reste de mise, mais son champ d'application se modifie.

Ses nouvelles vues sur la question se retrouvent dans *Classe ouvrière et Etat* publié courant 1934. E. K. Winter se place d'abord dans le camp gouvernemental qui, lui aussi, parle alors de « coopération », et relate les propositions corporatistes du gouvernement Dollfuss :

> *Le nouvel Etat proclame l'idée de la coopération. Si, auparavant, la lutte des intérêts se trouvait au premier plan, cela doit être maintenant la coopération des intérêts. Personne ne croit que, pour cette raison, les divergences et les luttes d'intérêts vont cesser ; elles restent et exigent aujourd'hui comme avant toute notre attention.* [28]

Mais après cette simple présentation des intentions des instances officielles, il ajoute son propre commentaire :

> *Mais au-dessus d'elles se situe l'idée de la coopération des intérêts. L'idée corporatiste est, bien comprise, non seulement l'idée de la corporation, de l'organisation corporatiste de l'Etat, mais davantage encore l'idée de la coopération, de la compensation et de l'équilibrage des divergences d'intérêts.* [29]

---

[27] *Ibidem*, p. 72.
[28] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat, op. cit.*, p. 8.
[29] *Ibidem.*

E. K. Winter ne se situe ainsi en opposition à aucun des groupes sociaux, qu'ils soient de droite ou de gauche, mais cherche encore une fois à « concilier » les intérêts divergents autour d'un consensus social. Cette *« idée de la coopération »* est, selon lui, *« l'idée fondamentale de l'ordre corporatiste »*[30]. On perçoit maintenant clairement l'opposition qui existe entre E. K. Winter et les chrétiens-sociaux alors au pouvoir. Tandis que les uns interdisent et répriment l'opposition de gauche au lendemain de la Guerre civile, E. K. Winter propose, lui, la coopération avec l'ennemi ; on mesure alors le fossé qui le sépare des chrétiens-sociaux. Il précise d'ailleurs de suite ce qu'il entend sous cette *« idée »* :

> *Fondamentalement, il s'agit de la reconnaissance mutuelle de sphères d'intérêts étrangères qui n'est bien sûr jamais possible que là où l'on connaît son propre rayon d'intérêts et où l'on est décidé à le préserver.* [31]

Il y a donc, chez lui, reconnaissance des intérêts de l'adversaire, élément totalement étranger à la conception chrétienne-sociale traditionnelle. Il cite d'ailleurs, pour se justifier, l'exemple de la commission paritaire de l'industrie mise en place en 1919 pour élaborer la législation sociale et dans laquelle siégeaient, à part égale et dans un souci de coopération, trois membres syndicalistes et trois représentants de l'industrie[32]. Il décline alors ce qu'il considère comme les conditions indispensables pour qu'un tel système puisse fonctionner correctement :

> *Il est nécessaire que soit reconnue, d'un côté, par les patrons, la dignité humaine de la personne du travailleur, de l'autre, par les salariés, la solidarité commune des intérêts des deux parties du marché du travail, et que les institutions légiférantes de l'Etat soient ressenties comme l'expression de cet état d'esprit coopératif.* [33]

Et comme pour bien préciser ses positions à l'adresse des tenants chrétiens-sociaux du corporatisme, il ajoute de manière lapidaire vers la fin de l'ouvrage :

> *Sans état d'esprit de coopération, sans la disposition morale des deux groupes d'intérêts que le système économique moderne produit, les patrons et les salariés, au consensus et à la compensation, sans la reconnaissance de l'adversaire comme facteur historique et de l'Etat comme grandeur morale au-dessus des deux intéressés, sans ces conditions, la construction corporatiste est irréalisable.* [34]

---

[30] *Ibidem*, p. 27.
[31] *Ibidem*, p. 28.
[32] *Ibidem*, p. 29.
[33] *Ibidem*, p. 30.
[34] *Ibidem*, p. 57.

Il ne pouvait plus nettement afficher son désaccord avec les courants dominants du parti chrétien-social, ni mieux formuler ses positions sociales.

Dans les mois qui suivirent, E. K. Winter ne désavouera pas ses positions ; il essaiera bien au contraire de faire la synthèse du volet social et du volet politique de cette « coopération ». Ainsi, en décembre 1934, il évoquera dans les *Feuilles Politiques Viennoises « la coopération de ces deux groupes en une action politique commune »* contre l'Allemagne nationale-socialiste. Les deux groupes auxquels il fait ici allusion ne sont autres que … *« le conservatisme (et en particulier le catholicisme social réformateur) »* et *« le socialisme nationalement conscient »*[35]*.* Le cours politique était ainsi très clairement déterminé.

10.2.5 L'intégration de la classe ouvrière dans la nouvelle « confédération syndicale »

Déjà à l'époque de la monarchie, puis sous la Première République d'Autriche, existent deux grands types d'organisation syndicale, les « syndicats chrétiens » qui s'orientent suivant la doctrine sociale de l'Eglise catholique, et les « syndicats libres », organisations étroitement liées au mouvement social-démocrate. Or, ces derniers, largement majoritaires, représentent pour le cours idéologique corporatiste que Dollfuss entend donner à l'Autriche à compter de l'automne 1933, un réel obstacle, et celui-ci attend le moment propice pour les interdire. L'occasion lui en est fournie par la Guerre civile de février 1934. A l'issue de celle-ci, toutes les organisations de gauche, c'est-à-dire le parti social-démocrate, mais également les syndicats libres, sont interdites ; seuls continuent d'exister les syndicats chrétiens, mais ceux-ci sont soumis au contrôle strict de l'appareil gouvernemental. Pour les remplacer, le gouvernement autoritaire de Dollfuss crée, le 2 mars 1934, le *« syndicat unitaire » (« Einheitsgewerkschaft »)* qui doit désormais « encadrer » le monde ouvrier. Dans un premier temps, les syndicats libres qui se reconstituent dans la clandestinité appellent au boycott de ce « syndicat unitaire ».

Au lendemain de la Guerre civile, E. K. Winter est nommé troisième adjoint de la ville de Vienne, avec pour mission délicate, voire impossible, de réconcilier la classe ouvrière avec le nouveau régime autoritaire qui se met ainsi peu à peu en place. Si, jusqu'à cette date, il ne s'est guère penché sur la question syndicale, il va le faire

[35] Ernst Karl Winter, *Dollfuss,* dans *Wiener Politische Blätter,* Jg. II/2, p. 116.

dans un article intitulé *La catastrophe de l'austromarxisme*[36], daté du 20 mai 1934, publié dans les *Feuilles Politiques Viennoises,* soit trois semaines après la proclamation officielle de l'Etat corporatif et dans l'ouvrage programmatique intitulé *« Classe ouvrière et Etat »*[37]. Ces deux textes, rédigés vraisemblablement presque simultanément, nous éclairent sur ses intentions en matière d'organisation syndicale. Contrairement à l'aile droite du parti chrétien-social et notamment à tous ceux qui sympathisent avec les Milices Patriotiques d'extrême-droite, E. K. Winter adopte à l'égard de la question syndicale une attitude extrêmement positive. Il juge ainsi l'existence de ce *« syndicat unitaire »* nouvellement créé comme nécessaire, voire indispensable ; celui-ci constitue selon lui *« un contrepoids aux intérêts des organisations patronales »*[38]. Dans la lutte pour un ordre social qui doit nécessairement se modifier afin de surmonter les crises successives du capitalisme, E. K. Winter attribue à ce *« syndicat unitaire »* la fonction de *« déprolétarisation du prolétariat »*[39]*.* La définition qu'il en donne quelques pages plus loin ne diffère guère de la version officielle du gouvernement corporatif :

> *Le syndicat unitaire est plus qu'un syndicat au sens ancien du terme, il est plus qu'une simple représentation d'intérêts, il est au contraire bien plus l'organisation unitaire étatique de la classe ouvrière à laquelle devront se rattacher les organisations de formation et les organisations sportives, le mouvement coopératif ouvrier et la presse ouvrière.* [40]

Il ajoute cependant à cette définition conforme à l'idéologie dominante certains éléments discordants. L'un de ses buts déclaré et formulé dès *L'Action Autrichienne* de 1927 est en effet le dépassement de la condition prolétarienne, et donc du capitalisme. Si donc E. K. Winter inscrit ce *« syndicat unitaire »* comme *« organe préparatoire à l'édification de l'ordre corporatif »*[41] - position en adéquation avec la doctrine officielle – il y ajoute cependant un *« élément d'édification organisateur qui dépasse le capitalisme »*[42] et précise que celui-ci inclut désormais *« un élément d'économie planifiée »*. En fait, le but non déclaré d'E. K. Winter est d'intégrer la

---

[36] Ernst Karl Winter, *Die Katastrophe des Austromarxismus,* In *Wiener Politische Blätter,* Jg. II,1, 20. Mai 1934, p. 3-19
[37] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat,* Wien, Reinhold Verlag, 1934, 254 p.
[38] *Ibidem* . p. 34.
[39] *Ibidem,* p. 46.
[40] *Ibidem,* p. 51.
[41] *Ibidem,* p. 53.
[42] *Ibidem,* p. 51.

classe ouvrière dans le régime en place par le biais de ce syndicat unique afin qu'elle puisse infléchir le cours politique et social dans un sens qui lui soit favorable ; cette position ressort clairement de la citation qui suit :

> *La classe ouvrière doit donc participer au syndicat unitaire de ses deux mains. Elle doit le faire bien qu'il puisse y avoir des forces qui pensent que ce syndicat unitaire n'est rien d'autre qu'un moyen pour violer la classe ouvrière et bien qu'il y ait également des manipulations, du moins dans des cas isolés destinées à faire échouer cette participation. Elle doit considérer l'idée de ce syndicat unitaire comme sa propre idée et prendre cette réalité provisoire telle qu'elle est.* [43]

On retrouve dans cette dernière phrase la position fondamentale d'E. K. Winter : affirmer que *« tout Etat donné est préférable à celui qui n'est encore qu'à venir, et donc utopique »*[44].

En créant ce *« syndicat unitaire »*, le gouvernement corporatif entend éliminer de la représentation syndicale tout élément politique au profit d'une pure représentation professionnelle, et donc catégorielle. C'est sur ce point que les positions idéologiques soutenues par E. K. Winter divergent sensiblement des positions officielles. Tout comme il affirme qu'il y aura, à plus ou moins long terme, reconstitution *« d'ailes politiques »* dans la vie politique, sortes de camouflés de partis politiques, de même n'hésite-t-il pas à évoquer la formation d'ailes politiques au sein de ce « syndicat unitaire » :

> *En ce qui me concerne, je ne crois pas en l'exterminabilité de l'instinct humain à constituer des ailes politiques dans une collectivité et je pense donc que, dans toutes les constitutions des Etats se formeront toujours des communautés d'idées et de pensées qui traversent les intérêts économiques et il me semblerait le plus adéquat que se forme une 'Confédération ouvrière autrichienne' qui jouisse d'une certaine liberté et d'une certaine autonomie organisationnelle et puisse coopérer avec le gouvernement sous une forme loyale.* [45]

Le message est évident : E. K. Winter suggère que soit légalisée la constitution de courants politiques à l'intérieur même de l'organisation syndicale unitaire et se situe ainsi en opposition à la doctrine officielle du gouvernement. Ce message ne sera pas écouté par les responsables gouvernementaux du régime corporatif, mais

---

[43] *Ibidem,* p. 55.
[44] *Ibidem,* p. 5.
[45] Ernst Karl Winter, *Die Katastrophe des Austromarxismus, art. cit.*, p. 18.

réapparaîtra, sous une forme certes légèrement différente, au moment de la fondation de la Seconde République d’Autriche.

Chapitre 11

Rapport à la gauche

Il ne fait aucun doute qu'E. K. Winter soit à classer dans le camp conservateur autrichien. Le premier volet de son slogan politique *« se situer à droite, penser à gauche »*, en témoigne indubitablement. E.K. Winter n'a donc jamais hésité à se situer « à droite » sur l'échiquier politique autrichien de l'entre-deux-guerres. Ancré au départ dans les milieux monarchistes et légitimistes, il ne reniera jamais ses positions initiales, même si son parcours politique va l'entraîner vers d'autres horizons. Mais à la différence de la plupart de ses contemporains chrétiens-sociaux, et en particulier de leur chef, Mgr Ignaz Seipel, qui, dans un premier temps, selon E. K. Winter, se sont « accommodés » de la social-démocratie, puis se sont enfermés, voire enlisés dans une attitude « anti-gauche » très primaire, il va faire peu à peu œuvre d'ouverture vis-à-vis de la gauche autrichienne, de ses valeurs, et notamment de celles de la social-démocratie. Son slogan politique mentionné ci-dessus, qui apparaît dès 1927 dans *L'Action Autrichienne*, amorce déjà ce processus ; en effet, s'il affirme fermement son ancrage à droite, E. K. Winter n'en entrouvre pas moins une porte vers la gauche.

11.1. Rapport à la social-démocratie autrichienne

Ce sont encore une fois les événements politiques de mars 1933 déjà évoqués à plusieurs reprises qui vont modifier profondément son attitude à l'égard de la gauche. Dans ses *« lettres au Président fédéral »* publiées en avril 33, E. K. Winter réclame le retour à l'ordre légal démocratique, et c'est dans ce contexte qu'il invite le Président fédéral à légaliser la gauche, et en particulier la social-démocratie car, outre l'appel au respect de l'adversaire politique, il souligne sans hésitation la contribution de celle-ci à la construction de la nation autrichienne. Après la Guerre civile de février 1934, il intervient, en sa qualité de maire-adjoint de la ville de Vienne, en faveur de l'amnistie à l'égard des sociaux-démocrates. A compter de cette date, E. K. Winter ne cesse d'affirmer la nécessité absolue, pour tout régime politique, d'intégrer la

social-démocratie dans le processus de retour à la démocratie, y compris et surtout dans son programme d'exil américain.

11.1.1. Rappel de la situation historique

La social-démocratie autrichienne, constituée en parti politique depuis le congrès de Hainfeld en 1889, est majoritaire en 1919 au niveau fédéral ; elle le sera, durant la Première République, une seconde fois, en 1930. Entre ces deux dates, elle restera toujours minoritaire face au parti chrétien-social.

De novembre 1918 jusqu'à 1920, elle dirige le gouvernement, avec les chrétiens-sociaux, dans le cadre d'une grande coalition ; le chancelier est alors social-démocrate : Karl Renner. Cette grande coalition va mettre en place une législation sociale exemplaire et unique en Europe. Néanmoins, passée cette date, elle sera systématiquement écartée du pouvoir fédéral par les responsables chrétiens-sociaux, même en 1930, alors qu'elle dispose de la majorité relative. Durant ces dix années, les chrétiens-sociaux, majoritaires dans l'ensemble des laender autrichiens à l'exception de la capitale, concluront diverses coalitions, y compris avec les pangermanistes, afin d'éviter un retour de la social-démocratie au pouvoir au niveau fédéral et ainsi pouvoir mettre progressivement en place un ordre corporatiste. Dès le début des années 30, les mêmes chrétiens-sociaux vont chercher prétexte afin d'interdire la social-démocratie. Chose sera faite en février 1934 : la Guerre civile sera l'occasion de passer à l'acte.

Face au pouvoir fédéral, la social-démocratie détient, sans discontinuer de 1918 à 1934, la mairie de Vienne et fait de la capitale autrichienne la célèbre « Vienne la Rouge ». Durant ces quelques quinze années, la social-démocratie y réalise une politique fiscale, sociale, artistique et médicale sans équivalent en Europe. L'habitat social y est considérablement développé ; grâce à un système d'impôt municipal sur la richesse qui vient s'ajouter au financement fédéral, la municipalité sociale-démocrate fait construire en une dizaine d'années quelques soixante mille logements sociaux. Les nombreuses associations sportives et culturelles sociales-démocrates encadrent les masses ouvrières et forment une nouvelle conscience collective ouvrière. Ainsi naît à Vienne une contre-culture à la culture clérico-conservatrice répandue par le parti chrétien-social et ses partisans.

11.1.2. Jugements sur la social-démocratie

11.1.2.1. Avant mars 1933.

Le lecteur avisé de l'œuvre politique d'E. K. Winter ne trouvera que très peu de traces d'une position idéologique relative à la social-démocratie avant 1933. Le jeune E. K. Winter ne différencie d'ailleurs pas entre social-démocratie et communisme. Concrètement, au début des années 20, il suit dans la presse l'installation du régime politique communiste en Union Soviétique, et son jugement fait plus que largement l'amalgame entre ce nouveau régime et les différentes tendances de la gauche autrichienne. Dans son esprit, la gauche, quelle que soit son orientation, est responsable de l'instauration d'une *« république des conseils communiste »* qu'il qualifie, dans sa conception platonicienne, *« d'autocratique »*[1]. Son refus des valeurs de la gauche socialiste et communiste s'accompagne également de celui du parlementarisme démocratique. N'oublions pas qu'à cette époque, E. K .Winter envisage la société selon un principe *« organique » ;* vu sous cet angle, la condamnation de tout ce qui ne correspond pas à cette vision de la société est sans appel :

> *Le parlementarisme démocratique atomise l'organisme structuré de manière révolutionnaire, en le dissolvant, en le décomposant. La dictature des conseils autocratique mécanise la bouillie ainsi produite, le prolétariat, de manière révolutionnaire, en l'encroûtant, en le pétrifiant.* [2]

Le caractère *« autocratique »* précédemment mentionné de l'idéologie de gauche repose en fait chez E. K. Winter sur la condamnation de *« l'oligarchie »* que celle-ci incarne à ses yeux ainsi que sur son caractère de *« bureaucratie communiste »*[3].

Le problème de la social-démocratie n'est pas mentionné dans les textes de *L'Action Autrichienne* ; 1927, année de publication de ce recueil de textes, représente un moment charnière dans les rapports entre le camp catholique conservateur et le camp social-démocrate. L'incendie du Palais de Justice de Vienne, le 15 juillet 1927, puis la répression sanglante menée par le gouvernement chrétien-social creusent irrémédiablement le fossé entre les deux camps politiques, et l'on peut supposer qu'E.K. Winter reste circonspect vis-à-vis de ces événements. Entre cette date et la suppression de la démocratie en mars 33, E. K. Winter semble s'éloigner du monde politique en se consacrant à ses deux tentatives d'habilitation en 1929 et 1930. Il est

[1] E. K. Winter, *Nibelungentreue, Nibelungenehre, op. cit.,* p. 10-11.
[2] *Ibidem*, p. 11.
[3] *Ibidem*, p. 9.

probable qu'il poursuit cependant en silence sa réflexion sur les rapports entre catholicisme politique et social-démocratie, mais n'en laisse durant cette période aucune trace écrite.

11.1.2.2. Jugements sur la social-démocratie après mars 1933.

L'élimination, en mars 33, du parlement, l'interdiction immédiate du parti communiste, puis la Guerre civile de février 34 et l'interdiction de la social-démocratie qui s'ensuit vont amener E. K. Winter non seulement à revoir sa position à l'égard de la gauche autrichienne, mais également à se porter défenseur des partis de gauche autrichiens et de certaines de leurs valeurs. N'oublions pas qu'il a été l'élève du juriste autrichien Hans Kelsen, et que celui-ci, dans sa *« théorie du droit naturel »*, défend le respect de l'opposition ainsi que le parlementarisme ; E. K. Winter se situe alors dans la droite ligne de cette théorie. Son jugement par rapport à la social-démocratie est cependant, durant les premières années du régime corporatiste, mitigé, simultanément négatif et positif.

11.1.2.2.1. Jugements négatifs

11.1.2.2.1.1. Méconnaissance et négation du rôle de l'Etat

Le principal reproche qu'E. K. Winter adresse à la social-démocratie autrichienne – clairement formulé après son interdiction suite à la guerre civile – est de *« ne pas avoir saisi la fonction historique de l'Etat […] d'avoir méconnu l'importance de l'appareil de l'Etat »*[4]. A aucun moment, E. K. Winter n'a « cautionné » l'élimination du Parlement par le gouvernement de Dollfuss, et sa condamnation de la politique pratiquée par Dollfuss, puis et surtout par Schuschnigg, principalement après les accords austro-allemands de juillet 1936, ne l'empêche pas d'accuser la social-démocratie d'une certaine forme de « co-responsabilité » dans le cours des événements à compter de mars 1933. En effet, dès avril 33, quelques jours seulement après ses célèbres lettres au Président Fédéral, il accuse les partisans du marxisme de *« Staatsfremdheit »*[5], donc de se situer ou de se comporter en « étranger » par rapport à l'Etat, de l'ignorer, alors que l'Etat est pour lui-même l'élément essentiel de toute vie politique.

[4] Ernst Karl Winter, *Die Krise des Marxismus*, In *Wiener Politische Blätter*, 18. Juni 1933, p. 59.
[5] Ernst Karl Winter, *Die Staatskrise in Österreich*, In *Wiener Politische Blätter*, 16. April 1933, p. 32.

Deux mois plus tard, soit en juin 1933, il reprend ce même thème ; il évoque de nouveau cette *« Staatsfremdheit »* de la social-démocratie. Selon lui, celle-ci *« refuse [de porter] la coresponsabilité de l'Etat »*[6], n'ayant pour souci que la défense des intérêts de la classe ouvrière, ceux-ci primant par rapport aux intérêts de l'Etat. Ainsi la social-démocratie n'a-t-elle pas *« saisi la fonction de l'Etat historique […] ni reconnu l'importance de l'appareil étatique »*[7]. A ce moment de sa réflexion, il refuse *« l'idéologie de classe […] et le culte des masses »*[8] qu'il lui impute ainsi que *« l'imbrication du prolétariat et de l'intellectualisme juif »*[9]. Sans nul doute soumis aux pressions de son propre camp politique dans lequel l'antisémitisme était de bon ton, il se plie à l'exercice, peut-être afin de pouvoir avoir les coudées plus franches par la suite.

C'est très certainement dans l'ouvrage intitulé *Classe ouvrière et Etat* publié en 1934 que la condamnation de certains aspects de la social-démocratie est la plus virulente même si, globalement, le jugement porté sur ce parti s'avère positif. Dès les premières pages de l'ouvrage, E. K. Winter affirme en effet sans aucune nuance que *« c'est la faute historique de la social-démocratie autrichienne d'hier d'avoir méconnu l'essence de l'Etat »*[10] Et il développe cette idée deux pages plus loin :

> *Ce fut la faute la plus lourde de conséquences de la direction sociale-démocrate au cours des quinze dernières années de ne pas avoir su garder à deux mains l'Etat qu'elle avait pourtant conjointement créé parce que cela n'allait pas sans faire de sacrifice en matière de doctrine.*[11]

Cette méconnaissance du caractère essentiel des structures de l'Etat va chez E. K. Winter de pair avec une incapacité immanente de la social-démocratie à différencier les sphères politique et sociale. A ce sujet, il écrit :

> *Avoir méconnu la différenciation de la sphère politique et de la sphère sociale fut une erreur fondamentale de la politique social-démocrate. Cette erreur incluait en soi la confusion entre révolution politique et révolution sociale ….* [12]

---

[6] Ernst Karl Winter, *Die Krise des Marxismus,* In *Wiener Politische Blätter*, 18. Juni 1933, p. 59.
[7] *Ibidem.*
[8] *Ibidem*, p. 64..
[9] *Ibidem.*
[10] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat,* Reinhold-Verlag, Wien, 1934, p. 5.
[11] *Ibidem,* p, 6.
[12] *Ibidem,* p. 41.

Certes, E. K. Winter reconnaît à la social-démocratie l'énorme mérite d'avoir formulé, au cours des années écoulées, *« des projets (de réforme, note de l'auteur) de politique sociale et économique concrets »,* mais il lui reproche simultanément *« d'avoir essayé d'imposer son point de vue par une violence doctrinaire qui a toujours récolté la violence »*[13].

E. K. Winter reproche en outre à la social-démocratie d'adopter une attitude de refus, voire d'hostilité à l'égard de la restructuration de la société selon des critères corporatistes, mais cette attitude tient selon lui au fait que le gouvernement n'ait pas su utiliser le bon langage pour faire passer ses conceptions[14].

Bien que restant très discret sur ce point, E. K. Winter relève aussi le manque d'engagement patriotique autrichien de la social-démocratie et l'absence d'une *« conception historique autrichienne »* parce que *« celle-ci n'existe pas encore, et qu'elle est jusqu'à ce jour restée enfouie par l'interprétation pangermaniste de l'histoire autrichienne »*[15] *;* il reste cependant très prudent sur cet argument, son but essentiel étant alors de gagner les masses laborieuses au patriotisme national autrichien, et donc contraint de ne pas « froisser » celles-ci par des propos trop intempestifs.

Quant à la question de la responsabilité du déclenchement de la Guerre civile en février 34 couramment rejetée sur la social-démocratie par les chrétiens-sociaux autrichiens, E. K. Winter s'efforce d'établir une liste d'éléments qui permettent d'éclairer le jugement de l'historien. A son avis, ce dernier se doit de prendre en considération les points de vue suivants :

> *le point de vue des luttes constitutionnelles des onze derniers mois, … le point de vue des luttes politiques des quinze dernières années, … le point de vue d'un demi-siècle de mouvement ouvrier, … Enfin le point de vue d'une évolution culturelle millénaire au cours de laquelle la conscience de classe du socialisme de masse prolétarien est certes devenue un instrument précieux pour élever la condition de classe du prolétariat, mais au cours de laquelle la stratégie de lutte de classe est restée en retrait …* [16]

Puis vient, suite à la Guerre civile de février 34, l'interdiction formelle de la social-démocratie en Autriche, et E. K. Winter, bien qu'il se soit personnellement engagé

---

[13] *Ibidem,* p. 70.
[14] *Ibidem,* p. 57.
[15] *Ibidem,* p. 11.
[16] *Ibidem,* p. 76-77.

auprès du chancelier Dollfuss pour l'amnistie générale à l'égard des militants sociaux-démocrates arrêtés à la suite de ces événements, n'en reste pas moins sur un jugement négatif à l'égard de ce parti. Encore une fois, il répète que *« la social-démocratie n'a pas compris l'idée de la patrie et de la tradition autrichienne »* et qu'elle manifeste un *« refus de la religion et de la patrie »*[17]. Ce type d'argumentation, même si E. K. Winter va prendre résolument le parti de la légalisation de la gauche social-démocrate, se retrouve néanmoins en termes analogues dans un texte de 1935[18] ; c'est dire si certaines convictions politiques restaient tenaces.

11.1.2.2.1.2. Idéologie pangermaniste

Le reproche du pangermanisme est également un thème récurrent dans les analyses que fait E. K. Winter à propos de l'idéologie sociale-démocrate. Certes, ce reproche n'est pas très fréquent, mais il constitue un thème constant que l'on retrouve même dans les écrits de l'exil. E. K. Winter évoque en juin 1933 une *« pathologie de l'anschluss »* ; selon lui, ce syndrome *« est né de la haine [ressentie] à l'égard de la vieille Autriche »*[19] . A ce moment-là, E. K. Winter continue à voir dans l'idéologie de la social-démocratie l'erreur commise à la fin de la Première Guerre Mondiale, à savoir la certitude de celle-ci que le salut du pays passait inévitablement et indubitablement par une annexion à l'Allemagne pour réaliser la révolution socialiste. Il fait comme si celle-ci n'avait pas évolué, alors que, en 1933, celle-ci abandonne, dans son programme officiel du moins, l'idée d'une annexion à l'Allemagne nationale-socialiste. Comme pour enfoncer le clou, E. K. Winter écrit en août 1933 que :

> *Ce fut l'erreur fatale de Renner et de Bauer, de s'être dirigés, à l'heure décisive où la Révolution semblait victorieuse en Allemagne, toutes voiles déployées, dans l'idéologie de l'anschluss.* [20]

Ce reproche perdure dans les analyses que propose E. K. Winter durant son exil politique américain puisqu'il émet encore, en mai 1941, des réserves à l'égard d'un parti social-démocrate autrichien en exil qu'il considère comme encore prisonnier de l'idéologie pangermaniste. Très méfiant vis-à-vis des sociaux-démocrates autrichiens

[17] Ernst Karl Winter, *Die Katastrophe des Austromarxismus*, In *Wiener Politische Blätter*, 20. Mai 1934, p. 13.
[18] Ernst Karl Winter, *Österreichische Sozialpolitik*, In *Wiener Politische Blätter*, 21. Juli 1935, p. 110.
[19] Ernst Karl Winter, *Die Krise des Marxismus*, In *Wiener Politische Blätter*, 18. Juni 1933, p. 59.
[20] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee*, In *Wiener Politische Blätter*, 20. August 1933, p. 12.0..

en exil - à juste titre de son point de vue -, il note que *« les réminiscences de l'idéologie grande-allemande parmi certains sociaux-démocrates sont aussi incompatibles avec le point de vue de la reconstruction européenne que le rêve d'une grande Autriche des Habsbourg. »*[21] En effet, l'un des points, voire le seule point de désaccord total entre les sociaux-démocrates et lui sur le sol américain restera jusqu'au bout leur attachement à l'anschluss.

11.1.2.2.2. Jugements positifs

11.1.2.2.2.1. Une personnalité essentielle : Otto Bauer

De même qu'il a fait d'Ignaz Seipel la figure emblématique du camp catholique, de même E. K. Winter en a-t-il fait autant pour Otto Bauer, chef politique et idéologique de la social-démocratie autrichienne. Il qualifie l'un et l'autre de *« dialecticien de la politique »*[22]*,* justifiant ce jugement en ces termes : *« Seipel argumente en partant de l'Eglise de même que Bauer en partant de la classe. »*[23] Sans aller jusqu'à en faire l'apologie, il définit Otto Bauer comme

> *homme d'une grande responsabilité, bien évidemment pas homme de responsabilité pour l'Etat ni pour le peuple dans son ensemble, mais homme de responsabilité pour la classe [ouvrière] et pour la part qu'elle occupe dans l'Etat* [24]

Et il honore l'action politique d'Otto Bauer en termes particulièrement élogieux :

> *Il faut délivrer à la politique d'Otto Bauer le certificat d'avoir été conscient de cette responsabilité dans les situations historiques les plus difficiles de même que d'en avoir tiré le meilleur résultat à la fois pour l'Etat et pour le peuple dans son ensemble.* [25] *

Dans un article publié presque un an plus tard, alors que la social-démocratie autrichienne est maintenant interdite, E. K. Winter revient sur son leader incontesté et déclare éprouver à son égard un *« penchant intérieur »*[26]*.* Selon lui, Otto Bauer, bien mieux que tous les autres responsables du parti, qu'ils se nomment Seitz ou Renner, Breitner ou Danneberg, Tandler ou Glöckel, incarne l'essence même de l'austro-marxisme. Il définit cet austro-marxisme dont la conception intrinsèque

---

[21] *Austrian Bulletin in the United States,* May 1941, p. 2.
[22] Ernst Karl Winter, *Die Krise des Marxismus,* In *Wiener Politische Blätter,* 18. Juni 1933, p. 59.
[23] *Ibidem.*
[24] *Ibidem.*
[25] *Ibidem.*
[26] Ernst Karl Winter, *Die Katastrophe des Austromarxismus,* In *Wiener Politische Blätter,* 20. Mai 1934, p. 5.

revient selon lui à Otto Bauer comme une *« somme précieuse de travail intellectuel et un souci porté à l'Etat dans son ensemble dans des programmes et des ébauches sans cesse renouvelées »*[27]. Quant à Otto Bauer lui-même, il le présente comme une *« force intellectuelle »* à laquelle chacun devrait se soumettre si l'on ne tenait compte que de l'aspect intellectuel des choses. Ailleurs, il le qualifie d'*« organisateur intellectuel de l'austro-marxisme, organisateur responsable dans le bon comme dans le mauvais »*[28]. Même après la Guerre civile de février 34, E. K. Winter affirme que Otto Bauer aurait reconnu son *« erreur historique »*[29] qui aurait consisté dans le fait de penser jusqu'au dernier moment pouvoir éviter la Guerre civile par la négociation avec l'adversaire. Somme toute, une image plus que positive pour cet homme de gauche de la part d'un conservateur tel qu'E. K. Winter.

11.1.2.2.2.2. Le programme de Brünn

Parmi les autres acquis « positifs » qu'il attribue à la social-démocratie autrichienne, figure également le « programme de Brünn », programme adopté en 1899 et essentiellement consacré à la « question des nationalités » et à sa résolution. Dans ce programme, le parti social-démocrate autrichien propose une restructuration de la monarchie danubienne dans un sens fédéraliste : l'Autriche-Hongrie, alors confrontée à l'émergence des sentiments nationaux de ses différents peuples constitutifs, devrait être, selon ce programme, restructurée en territoires fédéraux relativement autonomes les uns par rapport aux autres et se constituer en une sorte de fédération danubienne. Or, comme nous l'avons vu au chapitre 6, cette conception de la géopolitique de l'espace austro-hongrois correspond largement aux vues d'E. K. Winter quant à une future organisation de l'Europe centrale dans les années 1930 et 1940. Rien d'étonnant donc que celui-ci mette l'accent sur ce « programme de Brünn ».

Dans l'un des premiers textes politiques fondamentaux des *Feuilles Politiques Viennoises* publié en août 1933, soit dans les tout débuts de sa revue politique, E. K. Winter en relève les mérites ; abordant le thème de *« l'idée autrichienne »*, il souligne à ce sujet que le congrès social-démocrate de Brünn a *« effectué les travaux les*

[27] *Ibidem,* p. 4 .
[28] *Ibidem,* p. 9.
[29] *Ibidem,* p. 8.

plus précieux qu'il y ait eu dans la vieille Autriche »[30]. Il souligne en outre le fait que ce programme de Brünn a considérablement influencé Ignaz Seipel pour la rédaction de son ouvrage intitulé « *Nation und Staat* ». Et il ajoute cette phrase lapidaire tout à l'honneur de la social-démocratie : *« Personne ne pensait à l'existence de l'Autriche avec des prémisses plus réelles que l'austro-marxisme. »*[31]

L'année suivante, en 1934, il reprend – certes très brièvement - ce thème dans « *Classe ouvrière et Etat* » ; on peut y lire à ce titre : *« Le parti social-démocrate proposait dans son programme de Brünn la seule formule pour la transformation organique de la monarchie. »*[32] De telles prises de position peuvent même laisser penser qu'E. K. Winter a puisé une partie de ses conceptions centre-européennes dans l'arsenal social-démocrate à une époque où il commence à prendre clairement ses distances par rapport au pouvoir chrétien-social en place à Vienne et à s'engager pour la défense de la social-démocratie interdite par le régime.

Globalement, le jugement d'E. K. Winter se veut, malgré les critiques émises, largement positif à l'égard de la social-démocratie, et dans son programme politique d'exil, il appelle clairement les sociaux-démocrates en exil à se joindre à lui afin de mettre sur pied un embryon de gouvernement d'exil autrichien.

11.2. Rapport au parti communiste autrichien

11.2.1. Rappel de la situation historique

Le parti communiste autrichien fut fondé le 3 novembre 1918, au milieu des ruines de la monarchie, dans le berceau de la République, et au creux des tourmentes « soviétiques » de la fin de la Première Guerre Mondiale. Il compte, en mars 1919, quelques dix mille membres, mais quarante mille en juin 1919[33]. Dans les années 20, le nombre de ses membres se stabilise autour des 4.500 membres, et ce jusqu'au début des années 30. Le 4 mars 1933, le gouvernement, essentiellement composé de chrétiens-sociaux, avec à sa tête le chancelier Engelbert Dollfuss, élimine le parlement autrichien et interdit le parti communiste le 26 mai de la même année[34]. Cette interdiction ne signifie néanmoins pas que celui-ci cesse d'exister. Il agit à compter de cette date dans la clandestinité. La Guerre civile de février 1934 marque

---

[30] Ernst Karl Winter, *Die österreichische Idee,* In *Wiener Politische Blätter,* 20. August 1933, p. 120.
[31] *Ibidem.*
[32] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat, op. cit.,* p. 21.
[33] Steiner Herbert, *Die kommunistische Partei*, in *Weinzierl Erika, Skalnik Kurt, Österreich 1918-1938, Geschichte der Ersten Republik, Band 1*, Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1983, p. 317-329;
[34] *Ibidem,* p. 323.

néanmoins un tournant décisif dans l'histoire du parti. Déçus par l'attitude passive de la social-démocratie qui n'a pas su mobiliser les masses ouvrières face au danger fasciste, des centaines de permanents du parti social-démocrate s'en désolidarisent et adhèrent au parti communiste clandestin. Celui-ci fait alors alliance avec les Socialistes Révolutionnaires, aile gauche dissidente du parti social-démocrate qui a fait sécession (les Socialistes Révolutionnaires n'ont à vrai dire pas fait sécession, ils sont le parti à l'intérieur de l'Autriche), pour lutter plus efficacement contre le fascisme aux couleurs autrichiennes[35]. Lors du congrès du parti communiste clandestin tenu en septembre 34 à Prague, le nombre de ses membres est passé de quatre à seize mille. Afin de « sauver » les acquis républicains, de nombreux militants communistes s'engagent dans le syndicat unique créé par le nouveau régime corporatif. Le parti abandonne peu à peu ses positions favorables à l'anschluss. Suite aux accords de juillet 1936 entre Vienne et Berlin qui préparent l'annexion plénière du pays au Reich allemand, le parti communiste autrichien, incité par les directives émanant de Moscou, développe, au travers des écrits d'Alfred Klahr, la thèse de l'existence d'une nation autrichienne différente de la nation allemande, thèse que le parti ne remettra plus jamais en cause.

11.2.2. Jugements sur le parti communiste autrichien

Ainsi, de même que le parti communiste autrichien est resté un phénomène minoritaire et périphérique durant toute la période de la Première République, sauf à l'époque de l'Etat corporatiste où il rassemble une grande partie des opposants au régime, celui-ci sera-t-il, en quelque sorte, également « minoritaire » et « périphérique » parmi les préoccupations politiques d'E. K. Winter, la gauche autrichienne étant principalement, à ses yeux, incarnée par la social-démocratie. Cependant, même si le parti communiste autrichien n'a jamais été au centre de ses préoccupations, E. K. Winter a néanmoins pris position tant vis-à-vis de l'idéologie communiste que du parti qui s'en est réclamé.

On distingue alors deux phases dans sa réflexion politique sur le phénomène du communisme : d'abord une phase de rejet fondamental pour raisons idéologiques qui se situe au début des années 20, donc dans sa période que nous avons caractérisée de « romantique », et perdure jusqu'à la signature des accords de juillet 1936 qui

[35] *Ibidem.*

fixent le rapprochement entre l'Allemagne nationale-socialiste et le régime corporatif autrichien, puis une seconde phase à compter de cette date au cours de laquelle E. K. Winter « tend la main » au parti communiste autrichien dans la certitude d'une même lutte commune pour l'existence d'une nation autrichienne.

Ce que le jeune E. K. Winter des années 20 reproche au communisme, et notamment au régime soviétique instauré à Moscou, c'est la *« bureaucratie communiste dans les autocraties du socialisme »*[36]. L'utilisation du terme *« autocratie »* nous montre son hostilité profonde à l'égard du régime soviétique. A la page suivante, il n'hésite pas à qualifier le régime de Moscou de *« dictature communiste des conseils hyper-moderne »*[37]. Une page plus loin encore, il condamne *« 'l'égalité' communiste »*[38]. Enfin, afin de bien montrer qu'il s'agit bien chez E. K. Winter d'une réaction « romantique », voyons comment il définit l'opposition entre le romantisme politique allemand du XIXe siècle d'une part et, en les plaçant à la même enseigne, d'autre part le capitalisme et le communisme de ce début des années 20 :

> *Le romantisme est la saine restauration du Beau, du Vrai, du Bien face aux révolutions et réactions de ce qui est laid, faux et méchant.* [39]

E. K. Winter associe ainsi l'idéologie communiste à des critères issus de la philosophie classique allemande et identifie celle-ci à un mal quasi métaphysique de notre société.

A cette période de dénégation marquée du communisme au début des années 20 fait suite une longue période de désintérêt systématique tant à l'égard de l'idéologie que du parti communistes. Cette période va de 1921 à 1936. A compter de 1936, le parti communiste autrichien retient l'attention de E. K. Winter dans la mesure où il est, à gauche, le seul parti à défendre l'idée d'une nation autrichienne et donc de la nécessité de l'indépendance de l'Autriche face aux velléités annexionnistes du IIIe Reich.

E. K. Winter prend donc position, dans son ouvrage intitulé *« Monarchie et classe ouvrière »* dont l'introduction est datée de septembre 1936, en faveur d'une coopération de toutes les forces démocratiques et patriotiques du pays avec le parti communiste autrichien. Pour en arriver à une telle prise de position, il part d'une

---

[36] Ernst Karl Winter, *Nibelungentreue – Nibelungenehre, op. cit.,* p. 8-9.
[37] *Ibidem,* p. 10.
[38] *Ibidem,* p. 11.
[39] *Ibidem,* p. 19-20.

constatation générale à propos de l'attitude des différents partis communistes européens :

> *Les partis communistes d'Europe sont aujourd'hui partout des groupes politiques qui soutiennent l'idée d'une défense et d'une discipline nationale, celle d'un front populaire constructif incluant les parties du peuple non-communistes, en particulier chrétiennes et se situent au milieu entre le socialisme pacifiste … et le socialisme anarchique …. .* [40]

Et s'appuyant sur cette constatation générale par rapport aux partis communistes européens, il en vient alors à formuler sa propre position vis-à-vis du parti communiste autrichien :

> *La situation s'est largement inversée de sorte que le parti communiste (autrichien, note de l'auteur) pratique aujourd'hui la politique de paix, de démocratie, de collaboration, d'affirmation et de défense de l'Etat constructive que les sociaux-démocrates ont pratiqué autrefois.* [41]

D'ennemi presque héréditaire qu'il était donc pour lui au début des années 20, le parti communiste autrichien devient alors un allié potentiel dans la lutte contre ce qu'il considère comme l'ennemi numéro un de l'Autriche, le national-socialisme.

En adoptant une telle position, E. K. Winter ne fait que se mettre en adéquation avec la théorie qu'il défend désormais dans la lutte contre le danger nazi, celle du *« front populaire commun de droite à gauche, excepté le national-socialisme* ». Dans cette théorie, le parti communiste autrichien a désormais toute sa place. Dès lors, et même dans son exil américain, E. K. Winter, même s'il reste très discret sur cette question, sera parfaitement ouvert à une participation des communistes autrichiens à un futur gouvernement d'union nationale.

---

[40] Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft, op. cit.*, p. 65.
[41] *Ibidem.*

Chapitre 12

Uneposition originale :

« rechts stehen, links denken»

Le slogan *« Rechtsstehen, links denken »*, que l'on pourrait traduire en français par l'expression *« se situer à droite, penser à gauche »* apparaît pour la première fois dans l'introduction de *L'Action autrichienne,* soit en 1927. Il sera, à compter de cette date, le slogan de l'action intellectuelle et politique d'E. K. Winter durant toute sa vie. Il explique simultanément sa pensée et son engagement politique.

Jusqu'à cette période, E. K. Winter se situe très clairement dans le camp conservateur et ne cesse de vilipender tout ce qui rappelle non seulement la gauche, mais aussi la République et la démocratie. Monarchiste, il défend des positions ultra-corporatistes et réactionnaires. Mais en 1927, il découvre la politique du logement de Vienne la Rouge pratiquée par la majorité municipale sociale-démocrate[1].Il publie ses premiers articles positifs sur cette politique dans une revue américaine. Commence alors pour lui non pas un rapprochement, mais une sorte de familiarisation avec une certaine forme de pensée de gauche et avec certains de ses représentants politiques. Il entre en contact avec divers responsables sociaux-démocrates, notamment avec Otto Bauer, leader et idéologue du parti, ainsi qu'avec Otto Bauer « le petit », leader des socialistes religieux. Il « s'ouvre »progressivement à la gauche. Au terme de son périple politique qui s'étale en gros de 1927 à 1942, il n'ira certes jamais jusqu'à rejoindre les rangs de la social-démocratie, mais à compter de 1927, il la considère avec respect. Lorsque celle-ci est interdite en 1934, il s'engage auprès du pouvoir politique en place pour que celui-ci use de clémence à l'égard des sociaux-démocrates condamnés pour leur participation à la guerre civile de février et effectue ainsi le parcours inverse des responsables gouvernementaux.

[1] Robert Holzbauer, *op. cit.,* p. 75-76.

Le slogan politique d'E. K. Winter, *« se situer à droite, penser à gauche »,* se compose de deux éléments apparemment contradictoires ; l'on ne saurait à la fois être de droite et de gauche, du moins est-ce là la logique habituelle. Cependant, nous affirmerons que les deux termes constitutifs du slogan sont contradictoires seulement en apparence dans la pensée politique d'E. K. Winter, car une analyse plus approfondie des deux termes nous montrera qu'il s'agit de deux éléments qui, chez lui, s'équilibrent mutuellement et qu'il convient de ne pas dissocier si l'on veut en saisir la véritable portée. Dans un premier temps, demandons-nous ce que signifie séparément chacun des termes du slogan avant d'appréhender le sens de cette symbiose inhabituelle.

« Se situer à droite » constitue pour E. K. Winter tout un programme. Il résume l'héritage idéologique que celui-ci a reçu de ses jeunes années, mais également celui de son appartenance aux organisations politiques estudiantines dont il est membre depuis ses années d'études. Ce slogan implique l'attachement à des valeurs éthiques et politiques traditionnelles et conservatrices telles que la fidélité à la monarchie ou à la foi catholique, le refus de la révolution - surtout bolchevique -, le respect des institutions en place, et révèle, en bref, un état d'esprit tourné vers le passé et soucieux du maintien du statu quo.

*« Penser à gauche »*signifie chez lui en tout premier lieu un engagement social et une réflexion sur la condition prolétarienne, mais aussi, dans un second temps, un engagement en faveur de la démocratie politique et syndicale. Il entraîne ainsi une ouverture vers la gauche institutionnelle, qu'elle soit sociale-démocrate ou communiste.

Ce slogan dans sa globalité ne prend son sens que dans une perspective évolutive. La première affirmation, *« se situer à droite »,* s'inscrit dans la phase antérieure à 1927 ; la seconde, *« penser à gauche »* ne se décline qu'à compter de cette date, et principalement à compter de l'élimination du Parlement autrichien en mars 1933, puis de la guerre civile de février 1934.

Sur un plan idéologique, *« se situer à droite »* signifie, pour E. K. Winter, par rapport au problème de l'Etat, accepter celui-ci dans sa forme existante. Il n'est pour lui à aucun moment question de renverser l'Etat, de passer à l'acte révolutionnaire, position qu'il souligne très clairement à plusieurs reprises, notamment dans *Classe ouvrière et Etat*. S'adressant aux ouvriers sociaux-démocrates à la suite de la guerre

civile de février 1934, il écrit vers la fin de l'ouvrage *« qu'il faut prendre l'Etat tel qu'il est, l'approuver sans réserve et agir dans le cadre que la défaite vous a laissé »*[2]. Auparavant, vers le milieu de l'ouvrage, il écrit, afin d'encourager les mêmes ouvriers à s'intégrer dans le nouvel ordre politique créé par la proclamation de l'Etat corporatiste, que *« l'amélioration possible d'un Etat tel qu'il est, est toujours meilleure que son renversement effectif »*[3]*. « Se situer à droite »* implique ainsi le respect et le maintien de l'Etat dans sa forme présente et sa transformation progressive dans un cadre évolutif, mais en aucun cas par le recours à des procédés révolutionnaires. Cette position de principe formulée par rapport à l'Etat et à son existence peut alors s'appliquer aux autres domaines de la vie publique, qu'ils soient politiques, sociaux ou économiques.

« Se situer à droite » signifie également chez E. K. Winter le maintien et la fidélité à un ordre institutionnel monarchiste. En effet, durant les années 20, il milite en faveur d'un retour de l'Autriche à un régime monarchique. Lorsque, dans les deux lettres qu'il adresse en mars 1933 au Président Fédéral, il réclame le rétablissement de l'ordre constitutionnel, il ne sollicite pas explicitement le retour à l'ordre républicain, mais seulement à la démocratie et au parlementarisme. Les divers articles relatifs au conservatisme monarchiste qu'il publie dans les *Feuilles Politiques Viennoises* des années 34-35 témoignent abondamment de son attachement à la monarchie. L'ouvrage *« Monarchie et classe ouvrière »* paru en 1936 prouve sans équivoque ses liens avec la monarchie. Dans son exil américain enfin, il s'oppose certes, ainsi qu'il a été développé au chapitre 6, au retour de l'Autriche à cette forme institutionnelle, mais évoque simultanément comme modèle, pour la reconstruction d'une nouvelle Autriche au lendemain de la guerre, le monde anglo-saxon, là précisément où se trouve une monarchie bien établie et respectée.

Cependant, à l'inverse du conservatisme traditionnel qui n'entend que « conserver l'existant » sans en envisager de possibles, voire souhaitables modifications, E. K. Winter se déclare ouvert au changement, et donc aux modifications structurelles, mais refuse que ce changement se déroule selon un mode « révolutionnaire ».

C'est alors – et alors seulement - qu'apparaît clairement le second volet de son slogan politique, *« penser à gauche »*. En effet, dès mars 1933, à la suite de l'élimination du Parlement par le gouvernement Dollfuss, E. K. Winter a sommé le

[2] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat, op. cIt.*, p. 79.
[3] *Ibidem,* p. 39.

Président fédéral W. Miklas de veiller au retour à la *« continuité juridique »*de l'Etat. Dans sa critique des événements de mars 1933, il n'a de cesse de réclamer le retour à la légalité antérieure ; et même s'il ne se range pas totalement du côté de la gauche, il appelle toutefois sans équivoque au respect des droits de la minorité politique et cesse ainsi de se situer dans le camp des conservateurs qui, pour leur part, ne souhaitent qu'un glissement progressif vers un régime corporatiste et autoritaire dans lequel n'ont de place ni le parlementarisme, ni les partis politiques.

Si, à compter de 1934 et surtout à partir de 1936, il plaide en faveur du rétablissement de la monarchie et se situe ainsi effectivement à droite, ce retour à une forme institutionnelle alors révolue s'apparente simultanément chez E. K. Winter à une volonté délibérée de réformes politiques et sociales telles qu'il devient difficile de faire de lui un véritable « réactionnaire » au sens habituel du terme puisqu'il réclame, entre autre, un retour aux institutions démocratiques. C'est précisément dans ce type de revendications politiques que se situe le second volet de son slogan politique, *« penser à gauche ».*

S'il apparaît dès 1927 dans *L'Action Autrichienne,* le sens concret du second terme du slogan *« rechtsstehen, links denken »* ne trouve son véritable sens qu'après 1934, lorsqu'E. K. Winter entre effectivement sur le devant de la scène politique en proposant en mars 1935, comme ultime moyen pour lutter contre le danger national-socialiste, l'instauration d'une *« monarchie sociale et démocratique »* dans les *Feuilles Politiques Viennoises.* C'est précisément dans l'adjonction à la revendication de la monarchie des deux adjectifs *« sociale et démocratique »* que se démarque E. K. Winter par rapport non seulement aux porteurs politiques du corporatisme, mais aussi et surtout par rapport à la mouvance légitimiste autrichienne rassemblée autour d'Otto de Habsbourg. Dans l'article des *Feuilles Politiques Viennoises* portant le titre*« La monarchie sociale et démocratique »*, puis dans l'ouvrage *Monarchie et classe ouvrière,* il expose et développe sa conception du*« links denken »*. qui se décline en divers points : retour à la légalité institutionnelle d'avant 1933 et à la liberté politique, re-démocratisation de la vie politique, légalisation des partis politiques, et notamment de la social-démocratie et du parti communiste, reconstitution de tous les syndicats, de droite comme de gauche, coopération du pouvoir politique avec les forces démocratiques du pays sur une base paritaire, réconciliation du socialisme et du Christianisme, mais aussi des ouvriers et des paysans, justice économique et sociale, économie planifiée. Autant de points qui se

situent aux antipodes mêmes des positions idéologiques et des décisions politiques simultanément prises par les responsables du régime corporatiste en place depuis mai 1934.

Dans la réalité, ce double positionnement politique qui se veut simultanément à droite et à gauche se révélera difficilement soutenable sur le plan de la réflexion politique, et intenable dans la pratique politique quotidienne. Ce double positionnement sera fatal à E. K. Winter : il sera considéré avec une extrême méfiance tant, d'une part, par les conservateurs catholiques autrichiens majoritairement corporatistes qui ne verront en lui qu'une sorte de dangereux dissident compromettant des valeurs politiques traditionnelles, que, d'autre part, par les responsables sociaux-démocrates et communistes qui ne verront en lui qu'un personnage suspect, sorte de marionnette du pouvoir, auquel il n'est possible d'accorder qu'une confiance très limitée. Ce slogan politique, *« se situer à droite, penser à gauche »*, si intéressant puisse-t-il être sur le plan de la réflexion idéologique, n'a toutefois pu, dans la réalité des faits, rester qu'à l'état d'utopie politique. En effet, même si E. K. Winter cite en exemple la monarchie britannique, le passé politique et historique des deux pays comparés est fondamentalement différent. Une « mise en pratique » de ce slogan, à savoir l'instauration d'une monarchie constitutionnelle à caractère social et démocratique semble, de fait, dans le cadre de l'Autriche de la seconde moitié des années 30, une pure illusion, et ce notamment suite à l'expérience républicaine telle que l'a connue le pays entre 1918 et 1934.

Chapitre 13

Ernst Karl Winter
Précurseur de la Seconde République

Il n'est pas question, dans ce chapitre, de faire, selon l'expression consacrée, d'E.K. Winter l'un, voire « le » père fondateur, de la Seconde République d'Autriche. Tel ne fut pas le cas. Celui-ci fut au contraire, au lendemain de la guerre, écarté et ignoré de la vie politique autrichienne. Il lui fallut plus de dix ans – et bien des efforts - pour revenir au pays. Son influence directe sur la vie politique fut donc plus que réduite. Dans leurs discours et dans leurs écrits, les hommes politiques de l'immédiat après-guerre ne lui font jamais référence. Après-guerre, le silence s'établit autour de son testament politique. Or, de tous les nouveaux responsables de 1945, qu'il s'agisse de Karl Renner, Adolf Schärf, Leopold Figl, Félix Hurdes ou Lois Weinberger, tous connaissaient, à coup sûr, *L'Action Autrichienne* ; la plupart d'entre eux, avaient également lu – ou du moins parcouru - les *Feuilles Politiques Viennoises*. Moins nombreux étaient certainement ceux qui avaient eu connaissance de la plateforme consensuelle proposée par E.K. Winter en 1941 dans son exil américain. Mais sa pensée politique était malgré tout probablement bien présente dans les esprits.

Notre but, dans ce chapitre, sera donc de montrer les coïncidences évidentes qui existent entre cette pensée politique et la pratique politique qui s'instaure en Autriche dès avril 1945 et perdure largement jusqu'à nos jours.

En effet, entre la Première République d'Autriche née des ruines de l'empire austro-hongrois en 1918 et la Seconde République d'Autriche qui naît des cendres du IIIe Reich, le changement de culture politique est énorme ; il conviendrait plutôt de dire les changements de culture politique sont énormes, car les domaines dans lesquels les comportements politiques vont considérablement différer d'une période à l'autre sont multiples : question nationale, rapports entre droite et gauche, vie syndicale, influence de l'Eglise catholique dans l'Etat, autant de thèmes dont le visage va totalement se modifier entre 1918 et 1945.

En 1918, on se dit « Allemand d'Autriche », en 1945 « Autrichien » ; en 1918, les deux grands partis, le parti chrétien-social conservateur et le parti social-démocrate se considèrent comme deux frères ennemis qui attendent le moindre prétexte pour s'entredéchirer ; en 1945 parti populiste et parti socialiste, s'alliant au petit parti communiste, se rassemblent en un gouvernement d'union nationale pour sortir le pays des ruines de la guerre. Sous la Première République, règne la discorde syndicale entre un syndicat chrétien qui défend des intérêts « catholiques » et un syndicat libre qui soutient un ordre socialiste ; après la Seconde Guerre Mondiale, on enterre la hache de guerre et s'allie en une puissante confédération syndicale, toutes tendances politiques confondues, en vue d'une meilleure efficacité face au patronat. Dans l'entre-deux-guerres, le parti chrétien-social conservateur œuvre sans relâche pour offrir une place de choix à l'Eglise catholique dans la vie publique ; après 1945, celle-ci décide de se retirer totalement de toute activité à caractère politique, et le parti populiste autrichien, porteur du conservatisme catholique, se voit contraint de ne plus « instrumentaliser » l'Eglise à ses fins. Cette nouvelle situation permet un rapprochement entre l'Eglise catholique et le parti socialiste.

On assiste ainsi, de la Première à la Seconde République d'Autriche, à un changement radical de comportement politique des différents acteurs, et il est légitime de se demander pourquoi. Quels événements – intérieurs ou extérieurs – ont entraîné ce revirement ? Il est coutume d'affirmer que l'une des principales causes en est la déportation massive des responsables politiques autrichiens de droite comme de gauche ; le côtoiement des adversaires d'hier dans les camps de concentration, les humiliations et autres expériences négatives subies auraient ainsi provoqué ce changement radical de comportement[1]. Ces situations auraient permis le passage de l'attitude systématique d'opposition à celle de coopération, d'un mode conflictuel à un mode consensuel. Cette théorie n'est sans doute pas erronée.

Néanmoins, on est aujourd'hui en droit de se poser la question de savoir si les idées avancées par E.K. Winter dans les années 30 n'ont pas, elles aussi, servi d'impulsions à ce revirement. On ne trouvera, certes, aucune trace, aucune preuve tangible de cette possible influence, car, en 1945 et dans les mois et les années qui suivent, l'œuvre politique d'E.K. Winter passe à l'oubli ; plus personne ne l'évoque. Dans le camp conservateur, on évite même le retour d'exil de cet intellectuel quelque

[1] Que l'on se rapporte, à ce sujet, aux mémoires d'hommes politiques de l'époque, comme par exemple celles de Richard Schmitz, Felix Hurdes et autres.

peu dérangeant ; à gauche, on l'associe trop au corporatisme de Dollfuss. Néanmoins, les positions d'E.K. Winter entre les deux guerres sont connues.

Dans les paragraphes qui suivent, nous allons donc essayer de montrer les parallèles qui existent entre les changements de comportement politique entre la Première et la Seconde République et les conceptions élaborées par E.K. Winter.

13.1. La « conscience nationale autrichienne »

13.1.1. « L'Autriche allemande » de la Première République

L'histoire de l'Autriche entre 1918 et 1938 est, en premier lieu, profondément marquée par la question nationale irrésolue. Les fondateurs de la Première République la baptisèrent, en novembre 1918, « Republik Deutschösterreich », c'est-à-dire en français « République d'Autriche allemande ». Le ton était ainsi donné ; l'Autriche se voulait « allemande », et l'article 2 de la constitution était on ne peut plus clair : « L'Autriche allemande est partie intégrante de la République allemande. » L'annexion à l'Allemagne de Weimar était donc exigée, mais les vainqueurs de la Première Guerre Mondiale interdirent cette annexion au terme de l'article 88 du Traité de Saint-Germain. Cette interdiction fut réitérée à plusieurs reprises par les Alliés, notamment dans le texte des protocoles de Genève en 1922, puis lors de la conférence de Lausanne en 1932. Cette interdiction réitérée prouve que la volonté des Autrichiens de se voir annexés à l'Allemagne voisine était plus que réelle. Et effectivement, la quasi-totalité du spectre politique autrichien fut, de 1918 à 1933/34, largement favorable à une annexion pure et simple du pays à l'Allemagne de Weimar, cette annexion étant considérée de toutes parts comme la seule manière possible pour surmonter les difficultés économiques et sociales du moment. Dans les partis politiques autrichiens, de droite à gauche, on se disait « allemand », et nombreux sont les exemples, tant dans les programmes que dans les discours politiques, qui témoignent de cette attitude.

Le programme du parti chrétien-social de 1926 n'utilisait pas directement le terme « d'Anschluss » à l'Allemagne, mais il faut, derrière les formulations employées, y voir une signification similaire :

> *Le parti chrétien-social revendique la culture de l'identité allemande … Il réclame en particulier l'égalité des droits du peuple allemand dans la famille*

> *des peuples européens et l'organisation de la relation au Reich allemand sur la base du droit à l'autodétermination.*[2]

En effet, derrière cette revendication du droit à l'autodétermination, on peut facilement deviner qu'il s'agissait de remettre tout simplement en cause l'interdiction d'annexion au Reich formulée par les vainqueurs de 1918.

Le programme de Linz de la social-démocratie formulait lui aussi très clairement ce que le parti pensait largement depuis la proclamation de la République :

> *La social-démocratie considère l'annexion de l'Autriche allemande au Reich allemand comme nécessaire achèvement de la révolution nationale de 1918. Elle aspire à l'annexion à la République allemande par des moyens pacifiques.*[3]

Quant au parti grand-allemand, il était, cela va de soi, plus que partisan d'une fusion de l'Autriche dans le Reich allemand.

La situation se modifia sensiblement à partir de 1933, après l'arrivée d'Hitler au pouvoir à Berlin. Le danger d'une annexion pure et simple de l'Autriche à l'Allemagne nazie entraîna une modification dans l'attitude de certains groupes politiques, notamment des sociaux-démocrates qui, dès 1933, éliminèrent de leur programme la revendication du rattachement à l'Allemagne. Les chrétiens-sociaux, majoritaires, se situèrent désormais en concurrents par rapport à l'Allemagne. Les Autrichiens, selon eux, étaient les *« meilleurs Allemands »,* et le patriotisme « autrichien » répandu par l'austro-fascisme est parsemé d'ambiguïtés[4]. Les discours du chancelier Dollfuss en témoignent abondamment ; ils servent d'ailleurs principalement à démarquer les Autrichiens des Allemands. Lors du premier anniversaire de sa prise de fonction en tant que chancelier, Dollfuss se définit, lui-même et ses compatriotes, en ces termes : « *Nous les Autrichiens, nous les Allemands dans les provinces alpines et sur les bords du Danube* », et quelques phrases plus loin, il caractérise l'Autriche comme *« le seul Etat qui soit peuplé d'une population purement allemande »*[5]*.* Quelques mois plus tard, dans son célèbre discours programmatique du champ de courses à Vienne le 11 septembre 1933, il affirme que *« nous sommes tellement allemands, tellement évidemment allemands qu'il nous semble superflu de l'affirmer … Nous voulons soigner les bons traits de caractère du peuple allemand….* » Et cette identité allemande des Autrichiens s'accompagne selon lui d'une mission

[2] Albert Kadan, Anton Pelinka, *op. cit.*, p. 116.
[3] *Ibidem*, p. 67.
[4] Cf. Anton Staudinger,
[5] Engelbert Dollfuss, discours du 19 mai 1933, cité in Edmund Weber, *Dollfuss an Österreich, Eines Mannes Wort und Ziel*, Wien, Reinhold-Verlag, 1935, p. 82.

spécifique : *« Nous croyons que nous avons à maintenir et à conserver la vraie culture allemande dans cette partie de l'Europe centrale et de créer sous une forme autrichienne la culture chrétienne allemande. »*[6] Ici se révèle les deux aspects de cette nouvelle « identité autrichienne » soutenue par le régime austro-fasciste : l'alliance de l'élément « allemand » à l'élément « chrétien ». En juin 1934, donc un mois avant sa mort, Dollfuss définit les liens qui unissent ces deux termes :

> *Etre allemand signifie simultanément chez nous être également chrétien. Nous avons l'ambition d'essayer, tout comme le peuple allemand a déjà une fois été mené de l'état originel en sortant du paganisme vers une apogée culturelle par l'intermédiaire du Christianisme, de faire naître à nouveau un Christianisme sincère, modeste et intérieurement pleinement vécu dans notre terre natale allemande.*[7]

Ces positions officielles de l'Etat corporatiste se situent aux antipodes de celles d'E. K. Winter pour qui s'affirmer « autrichien » peut certes s'accorder avec un versant « chrétien », mais surtout pas avec un aspect « allemand ».

Les positions de Schuschnigg, successeur de Dollfuss, ne diffèrent guère : lui aussi, tout en se définissant comme « autrichien », reste néanmoins intrinsèquement attaché à cette identité « allemande » de l'Autriche. Ne signe-t-il pas, en juillet 1936, le Gentleman's agreement dans lequel l'Autriche devient très officiellement le « second Etat allemand ». Deux ans plus tard, au moment où la catastrophe pour l'Autriche se fait imminente, Schuschnigg lance bien sûr son idée de referendum sur l'indépendance du pays, mais la question posée ne laisse aucun doute sur l'identité nationale revendiquée : *« Etes-vous pour une Autriche chrétienne, allemande ? »* ; le ton était ainsi donné, les positions des responsables politiques du moment étaient ainsi en totale contradiction avec la thèse d'une *« Autriche autrichienne »* défendue par E. K. Winter. Advint alors l'annexion au IIIe Reich, et le nom de l'Autriche disparut pendant sept ans.

13.1.2. « L'Autriche autrichienne » de la Seconde République

Le 27 avril 1945 fut publiée la déclaration d'indépendance de la République démocratique d'Autriche ; dans l'article II de cette déclaration, l'annexion au IIIe

[6] *Ibidem*, p. 36-37.
[7] *Ibidem*, p. 92.

Reich était considérée comme *« nulle et non avenue »*. Deux jours plus tard, un gouvernement aux couleurs autrichiennes se mettait en place.

Cette fois, les partis politiques fraîchement reconstitués adoptèrent des positions bien différentes ; désormais, on se disait « Autrichien », et notamment au parti populiste autrichien, héritier du parti chrétien-social et donc - même si ses nouveaux responsables prenaient leurs distances vis-à-vis de l'austro-fascisme - du cours « allemand » du régime. Mais les populistes se déclaraient désormais résolument autrichien. Dès les « principes directeurs » de juin 1945, sorte de programme du parti, l'accent « autrichien » était clairement mis. Le terme « allemand » ainsi que tous ses dérivés possibles, n'apparaissent pas une seule fois dans ce texte. Le nom même du parti – parti populiste « autrichien » - donnait la tendance générale de la nouvelle ligne idéologique ; et le vocable « autrichien » est utilisé dans chacun des points du programme. Toutefois, comme le souligne Félix Kreissler, il ne s'agissait essentiellement que de « déclarations d'intentions »[8].

Les socialistes autrichiens, même s'ils avaient tourné la page d'un rattachement à l'Allemagne, ne firent cependant pas, dans leur programme de l'immédiat après-guerre, référence à la nation autrichienne[9].

Les communistes, s'appuyant sur les théories élaborées par Alfred Klahr en 1936/37, se situèrent d'emblée dans une ligne résolument autrichienne. Ils n'avaient nullement besoin de s'appuyer sur les réflexions d'E. K. Winter. Pour eux, le débat sur la question nationale était clos.

13.1.3. L'influence d'E. K. Winter

Nous ne reviendrons pas maintenant sur les thèses d'E. K. Winter par rapport à l'existence de la nation et de l'identité autrichienne amplement développées au chapitre 4. Nous ferons simplement remarquer que, dans le camp conservateur populiste, la réflexion sur l'identité autrichienne, du moins au niveau théorique, a été particulièrement abondante dans les premiers mois, voire premières années après la guerre, à en prendre à témoin les nombreux articles sur ce sujet publiés dans les *Cahiers Mensuels Autrichiens (« Österreichische Monatshefte »)*. Le principal auteur de ces contributions était d'ailleurs personne d'autre qu'Alfred Missong, qui avait été

[8] Félix Kreissler, *La prise de conscience de la nation autrichienne, 1938 – 1945 – 1978,* Paris, PUF, 1980, p. 521-522.
[9] *Ibidem*, p. 522-524.

co-auteur, avec E. K. Winter, de *L'Action Autrichienne*. Rien d'étonnant, alors, de trouver sous la plume d'A. Missong un certain nombre de réflexions sur l'identité autrichienne[10], mais il est aussi à supposer que ce dernier avait, en 45/46, connaissance approfondie de tous les articles qu'E. K. Winter avait pu publier sur le sujet. Y eut-il par ailleurs, entre les deux auteurs de *L'Action Autrichienne,* échange d'idées sur la question après 1945 ; aucun document publié n'en atteste jusqu'à ce jour. On peut espérer que la consultation des archives d'E. K. Winter permette d'élucider cette question.

Ce qui semble sûr, c'est que les écrits des années 20 et 30 d'E. K. Winter étaient connus des protagonistes politiques d'après-guerre, qu'ils aient été de droite ou de gauche. Mais personne n'a osé y faire référence, même si ses écrits se situent à l'origine des textes et prises de position formulées après 45.

13.2. Le dialogue politique droite – gauche

13.2.1. Dans l'entre-deux-guerres

A l'exception d'une brève période de consensus qui s'étale de 1918 à 1920, les rapports entre les partis politiques sont, sous la Première République, de nature fondamentalement conflictuelle.

La social-démocratie autrichienne, constituée en parti politique depuis le congrès de Hainfeld en 1889, est majoritaire en 1919 au niveau fédéral ; elle le sera, durant la Première République, une seconde fois, en 1930. Entre deux, elle restera toujours minoritaire face au parti chrétien-social. A Vienne, par contre, elle sera majoritaire jusqu'à la fin de la République.

De novembre 1918 jusqu'à 1920, elle dirige le gouvernement, avec les chrétiens-sociaux, dans le cadre d'une grande coalition ; le chancelier est alors social-démocrate : Karl Renner. Cette grande coalition va mettre en place une législation sociale exemplaire et unique en Europe. Néanmoins, passée cette date, elle sera systématiquement écartée du pouvoir fédéral par les responsables chrétiens-sociaux, même en 1930, alors qu'elle dispose de la majorité relative. Durant ces dix années, les chrétiens-sociaux, plus que majoritaires dans l'ensemble des laender autrichiens, concluront diverses coalitions, y compris avec les pangermanistes, afin

[10] MISSONG Alfred, *25 Thesen über die österreichische Nation*, in *Österreichische Monatshefte* No 11/48, p. 484-488. et *Österreichertum - einmal zu Ende gedacht*, in *Österreichische Monatshefte* No 3/45, p. 103-1O6.

d'éviter un retour de la social-démocratie au pouvoir au niveau fédéral et ainsi pouvoir mettre progressivement en place un ordre corporatiste. Dès le début des années 30, les mêmes chrétiens-sociaux vont chercher prétexte afin d'interdire la social-démocratie. Chose sera faite en février 1934 : la Guerre civile sera l'occasion de passer à l'acte.

Face au pouvoir fédéral, la social-démocratie détient, sans discontinuer de 1918 à 1934, la mairie de Vienne et fait de la capitale autrichienne la célèbre « Vienne la Rouge ». Durant ces quelques quinze années, la social-démocratie y réalise une politique fiscale, sociale, artistique et médicale sans équivalent en Europe. L'habitat social y est considérablement développé ; grâce à un système d'impôt municipal sur la richesse qui vient s'ajouter au financement fédéral, la municipalité sociale-démocrate fait construire en une dizaine d'années quelques soixante mille logements sociaux. Les nombreuses associations sportives et culturelles sociales-démocrates encadrent les masses ouvrières et forment une nouvelle conscience collective ouvrière. Ainsi naît à Vienne une contre-culture à la culture clérico-conservatrice répandue par le parti chrétien-social et ses partisans.

13.2.2. Après la Seconde Guerre Mondiale

La situation s'inverse en 1945 ; les ennemis d'hier s'allient autour de valeurs communes : l'identité nationale autrichienne, la recherche de l'indépendance nationale. Le premier gouvernement qui se forme en avril 1945 est un gouvernement d'union nationale ; tous les partis présents sur la scène politique du moment y participent : le parti populiste, successeur du parti chrétien-social, le parti socialiste, représentant de la social-démocratie, et le parti communiste. Le principe de ce gouvernement est simple : toutes les décisions sont prises à l'unanimité. Ce mode de fonctionnement va durer jusqu'en 1947. A cette date, le parti communiste décide de se retirer du gouvernement, mais la coalition entre populistes et socialistes va perdurer jusqu'en 1966 et les décisions vont être prises d'un commun accord. On instaure alors un système d'équilibrage entre les deux forces politiques en présence, le *Proporz*. Les rapports entre les deux partis sont désormais « consensuels ».

Même si cette « grande coalition », comme il est coutume de l'appeler, se termine en 1966, le dit *Proporz* continue à exister jusque dans les années 80, voire 90. Cette « grande coalition » voit d'ailleurs à nouveau le jour entre 1987 et 2000, elle est de

nouveau en place depuis 2007. Elle témoigne du caractère « consensuel » de la Seconde République d'Autriche.

13..2. 3. E. K. Winter et la « concentration nationale »

Mars 1933 : le gouvernement autrichien essentiellement composé de chrétiens-sociaux élimine le Parlement et, pour ainsi dire, les partis politiques. Nous l'avons souligné, E. K. Winter ne tarde pas à sommer le Président fédéral Miklas de rétablir la légalité constitutionnelle. Pour lui, dès lors, une seule solution est envisageable : le retour à la démocratie et au parlementarisme. Plus même, l'alliance de tous les partis pour lutter efficacement contre le danger national-socialiste. Nous ne répéterons pas ici les positions d'E. K. Winter en juin 1933 évoquées au chapitre 7. En prônant, dès juin 1933, la constitution d'un *« front autrichien de droite à gauche qui, seul, correspond à la situation nationale »*[11], il trace la voie qu'il estime la bonne pour l'avenir du pays. Son engagement qui suit, de 1933 à 1938, en faveur d'un retour au parlementarisme, d'une légalisation tant des partis politiques de gauche que des syndicats, confirme cette prise de position initiale.

Sa nouvelle phase d'engagement en exil à compter de 1938 et jusqu'à la fin de la guerre va de nouveau dans le même sens. Lorsqu'il réclame, le 1er mai 1941 dans son *Austrian Bulletin in the United States* un « *système démocratique de gouvernement, revitalisé par les idéaux du monde anglophone »* ainsi qu'une *« démocratie sociale basée sur la coopération de toutes les classes »* [12], il est facile de comprendre qu'il plaide en faveur d'un système de gouvernement dans lequel toutes les forces politiques s'unissent pour gérer d'un commun accord les affaires de l'Etat. En d'autres termes, E. K. Winter se prononce très clairement en faveur d'une forme de gouvernement regroupant toutes les forces démocratiques du pays, notamment lorsqu'il suggère instamment l'étroite coopération entre les ouvriers et les paysans, métaphore en quelque sorte sociologique du parti conservateur, qu'il se nomme chrétien-social ou populiste, et du parti social-démocrate qui se dit « socialiste » en 1945.

Sa conception de la collaboration des forces politiques a-t-elle réellement influencé la mise en place, dès avril 1945, du gouvernement autrichien d'union nationale précédemment évoqué ? Seule une analyse approfondie de la correspondance des

[11] Ernst Karl Winter, *Die Stunde des Konservativismus,* in *Wiener Politische Blätter*, Jg. 1/2, 18. Juni 1933, p.70.
[12] *Autrian Bulletin in the United States,* N° 1, may 1941, p. 3.

hommes politiques autrichiens après la Libération permettrait d'éclaircir cette question.

13.3. La question syndicale

13.3.1. Les syndicats autrichiens entre les deux guerres mondiales

A la fin de l'empire austro-hongrois, se sont créés, parallèlement aux trois grands camps politiques – chrétien-social, social-démocrate et national-allemand – des syndicats que l'on pourrait qualifier, pour reprendre l'expression de Viktor Adler, leader de la social-démocratie, de « frères siamois »[13] des partis correspondants. Ainsi apparaissent les « syndicats libres », frères siamois du parti social-démocrate, les « syndicats chrétiens », frères siamois du parti chrétien-social, et les « syndicats jaunes », frères siamois du parti grand-allemand qui réclame le rattachement de la partie germanophone de l'empire autrichien à l'Empire allemand. Les « syndicats libres » sont de loin les plus puissants, les autres syndicats restant minoritaires. Le monde syndical est alors largement divisé.

Cette situation syndicale survit à l'effondrement de la monarchie austro-hongroise et perdure sous la Première République autrichienne. Durant la période de l'entre-deux-guerres qui s'étend de 1918 à 1934, les syndicats libres voient augmenter le nombre de leurs adhérents et, en 1926, comptent 78,8 % des personnes syndiquées du pays ; les autres syndicats, chrétiens et jaunes, n'atteignent ensemble qu'un peu plus de 18 %[14]. L'absence d'union syndicale se poursuit et fait largement le jeu des forces patronales et surtout gouvernementales qui n'attendent qu'un prétexte pour interdire les organes de représentation ouvrière. Occasion leur en est donnée lors de la Guerre civile de février 1934 ; les syndicats, quels qu'ils soient, sont dissouts et interdits. Dès mars suivant, le gouvernement autoritaire de Dollfuss crée la « confédération syndicale autrichienne ». Cette confédération est organisée en cinq branches d'activités professionnelles ; toute tendance « politique » en est strictement exclue. Celle-ci veut être avant tout un instrument de patriotisme auprès de la classe

[13]Paul Pasteur, *Histoire de l'Autriche, De l'empire multinational à la nation autrichienne (XVIIIe-XXe siècles),* Paris, Armand Colin, p. 157.
[14]*Ibidem*, p. 195.

ouvrière[15]. En réalité, il s'agit d'un syndicat unique destiné à inféoder les salariés au régime corporatiste qui se met peu à peu en place à compter de cette date.

13.3.2. Les syndicats autrichiens sous la Seconde République

Le mouvement syndical autrichien est reconstitué dès les premières heures de la Seconde République d'Autriche, le 15 avril 1945. Les représentants des anciens syndicats libres sociaux-démocrates et ceux des anciens syndicats chrétiens étroitement liés au parti chrétien-social décident communément la fondation d'une confédération syndicale regroupant l'intégralité des tendances syndicales du pays en une seule et même organisation. Il s'agit alors, au nom de l'efficacité syndicale, de créer une puissante organisation unitaire en mesure de faire contrepoids au patronat, Dans une première phase donc, les divergences idéologiques entre tendances syndicales sont gommées pour laisser place à l'unité, Le syndicalisme autrichien s'organise ainsi selon l'axe des branches d'activités professionnelles, et non selon des clivages politiques, Cependant, les divergences réapparaissant de plus en plus clairement au fil du temps, on en vient, en 1952 et 1953, à constituer des « fractions syndicales » correspondant aux orientations des principaux partis politiques, et l'on crée ainsi la « fraction des syndicalistes socialistes », la « fraction des syndicalistes chrétiens » et la « fraction unité syndicale » proche du parti communiste autrichien, A compter de cette période, on a donc, dans la Confédération Syndicale autrichienne, à la fois une organisation par branche professionnelle et une structuration politique interne sous forme des « fractions syndicales ».

13.3.3. E. K. Winter et la « confédération syndicale »

Cette transformation de la structure syndicale entre la Première et la Seconde République d'Autriche correspond largement aux vues qu'E. K. Winter développe à l'époque du régime corporatiste. En effet, Dans *Classe ouvrière et Etat,* il défend l'idée de confédération syndicale imposée par le régime, donc celle d'une structure qui se situe au-dessus des diverses organisations syndicales autrichiennes de la Première République ; il écrit à propos de cette organisation qu'il ne nomme

[15]Paul Pasteur, *Etre syndiqué à l'ombre de la croix potencée, corporatisme, syndicalisme, résistance en Autriche, 1934-1938,* Rouen, Presses Universitaires de l'Université de Rouen n° 321, 2002, p. 90-95.

d'ailleurs pas « confédération », mais *« syndicat unitaire »*[16] : *« Personne ne sait ce que peut encore devenir ce syndicat unitaire. »,* n'excluant ainsi à aucun moment la possibilité d'une évolution interne de l'organisation. Quelques lignes plus loin, il dessine alors le visage politique que ce *« syndicat unitaire »* pourrait prendre :

> *Quiconque qui a sous les yeux l'évolution historique précisément de l'Autriche ne peut douter qu'un tel Etat va nécessairement de nouveau faire naître une nouvelle formation selon des liens politiques transversaux au travers des (diverses) organisations économiques,* [17]

préfigurant ainsi l'organisation en « fractions » telles qu'elles vont voir le jour au sein de la Confédération Syndicale Autrichienne Ö.G.B. au début des années 50, et justifie cette argumentation en ajoutant que

> *Même là où l'on exclut l'organisation spontanée de tels liens transversaux ou de communautés d'idées, l'instinct humain que l'on ne peut effacer et qui veut la constitution d'ailes politiques et qui est en soi un précieux moyen pour bâtir l'Etat se crée lui-même ses propres organes.* [18]

tout en mettant en garde contre certains dangers que pourrait présenter la constitution de fractions politiques :

> *L'Etat doit veiller à ce que ne réapparaissent pas des partis au sens d'une division du peuple, mais que ceci reste des communautés qui s'accordent entre elles et portent le concept de l'Etat en partant de points de vue différents, mais toutefois en une ligne générale unitaire.*[19]

Une seule voix syndicale pour défendre les intérêts des salariés, mais une voix qui soit l'émanation d'une volonté unitaire commune à diverses orientations syndicales, telle semble avoir été la structure dont rêvait E. K. Winter, et ce fut bien ce type de structure qui s'est peu à peu mise en place au lendemain de la guerre. Les pères fondateurs de la Confédération syndicale autrichienne Ö.G.B. avaient-ils connaissance de cette structure imaginée par E. K. Winter ? Aucun document ne le prouve, mais les convergences sont frappantes.

13.4. Rapports entre l'Eglise Catholique et les partis politiques

13.4.1. Entre les deux guerres

[16] En allemand, il utilise le terme *« Einheitsgewerkschaft »*
[17] Ernst Karl Winter, *Arbeiterschaft und Staat, op. cit.*, p. 53-54.
[18] *Ibidem,* p. 54.
[19] *Ibidem.*

L'Autriche des Habsbourg se définissait comme Etat catholique ; l'union du trône et de l'autel y était de règle. Les monarques favorisaient l'Eglise, et l'Eglise s'engageait en faveur de la monarchie. Lorsque celle-ci s'effondra, en 1918, une séparation de l'Eglise et de l'Etat eût été de mise, mais il n'en fut pas ainsi. Non seulement cette séparation, telle qu'elle s'était produite en France par la loi de 1905, ne s'est jamais faite en Autriche, mais nombreuses furent, sous la Première République, les imbrications entre l'Eglise Catholique et le parti chrétien-social conservateur, tant au niveau des responsables du parti que de son idéologie.

L'exemple le plus frappant d'union entre l'Eglise catholique et le parti chrétien-social nous est fourni par Ignaz Seipel (1876-1932), à la fois prêtre, professeur de théologie morale à l'Université de Salzbourg, puis à Vienne, mais aussi chef et idéologue du parti chrétien-social de 1921 à 1929 et chancelier fédéral à deux reprises (1922-1924 et 1926-1929). Sous son influence, le parti chrétien-social se fit l'instrument par excellence de l'Eglise Catholique. Dans son programme fondamental adopté en 1926, le parti chrétien-social soulignait en effet l'étroitesse des liens qui l'unissait à l'Eglise, mais aussi celle qu'il entendait établir entre l'Eglise et l'Etat :

> *Le parti chrétien-social reste attaché à la conviction que la coopération de l'Eglise et de l'Etat et leur encouragement mutuel sont dans leurs intérêts réciproques. Vu que l'Eglise rend des services essentiels au peuple ainsi qu'à l'Etat et à l'ordre étatique, le parti chrétien-social revendique pour cette raison la liberté de l'enseignement et de la pratique religieuse, et par conséquent la protection juridique de la confession et de la pratique religieuse ainsi que la liberté de l'organisation ecclésiale.*[20]

Dans les commentaires qu'il nous livre de ce programme, Richard Schmitz rappelle que son parti se distingue de tous les autres partis *« qui refusent fondamentalement l'égalité de traitement de l'Eglise et de l'Etat et la nécessité d'un accord contractuel sur les questions litigieuses »*[21]*.* Il souligne également l'importance du rôle de l'Eglise catholique dans la formation de la conscience morale des citoyens :

[20]Albert Kadan, Anton Pelinka, *Die Grundsatzprogramme der österreichischen Parteien, op. cit.,* p. 116.

[21]Richard Schmitz, *Das christlichsoziale Programm mit Erläuterungen von Richard Schmitz,* Volksbundverlag, Wien, 1932, p. 55-56.

> *L'Etat lui-même reçoit …. de l'Eglise le service pour lui essentiel de l'éducation à la fidélité, à la conscience, à l'obéissance et aux autres vertus citoyennes qui naissent de l'ordre moral chrétien.*[22]

Quant au camp opposé social-démocrate, il dénonce, dans son programme fondamental de 1926, *« le cléricalisme qui fait de la religion une affaire de parti … considère la religion comme une affaire personnelle de chacun »* et exige *« la séparation de l'Eglise et de l'Etat »*[23], soit une position radicalement opposée à celle des chrétiens-sociaux.

En fin de compte, le régime corporatiste proclamé le 1er mai 1934 scellera la suprématie de l'Eglise catholique dans la vie publique : la nouvelle constitution proclame en effet un *« Etat allemand … chrétien »*. Parallèlement à cette constitution, est signé un concordat avec le Saint-Siège, qui entre lui aussi en application le 1er mai 1934, concordat qui accorde à l'Eglise catholique nombres de prérogatives dans les domaines matrimoniaux et éducatifs : on assiste alors, entre 1934 et 1938, à une croissante cléricalisation de la vie publique autrichienne.

13.4.2. après la Seconde Guerre Mondiale

Survient alors l'annexion du pays au IIIe Reich, et l'Eglise catholique subit la répression nationale-socialiste, comme les partis politiques.

A la libération, en avril 1945, la situation change de manière radicale : l'Eglise catholique prend les devants …. et interdit aux membres du clergé de se mêler de politique ; le cardinal Innitzer, primat d'Autriche, déclare alors :

> *Conformément à l'article 138 du code canonique aucun prêtre ne peut assumer de fonctions dans la vie publique sans une autorisation des autorités épiscopales. Mon ordre le plus formel est que les prêtres se tiennent éloignés de la vie publique, ne s'immiscent pas dans les affaires politiques et ne donnent aucune recommandation en faveur d'institutions temporelles.*[24]

Dans de telles conditions, il ne reste plus au tout jeune parti populiste autrichien, héritier du parti chrétien-social, que de s'imposer une certaine distance à l'égard de

[22] *Ibidem*, p. 56.
[23] Albert Kadan, Anton Pelinka, *op. cit.*, p. 87.
[24] Michel Cullin, Félix Kreissler, *op. cit.*, p. 328.

l'Eglise catholique. Dans son premier programme de 1945, les *« principes directeurs »*, il réclame la

> *liberté et l'indépendance de l'Eglise (catholique) et des communautés religieuses, la signature d'un traité d'Etat qui tiennent compte de la situation actuelle avec l'Eglise catholique à laquelle appartient la majorité des citoyens autrichiens*[25]

Dans son second programme fondamental de 1952, le parti populiste autrichien se définit désormais comme *« parti qui n'est pas lié sur le plan confessionnel »*[26]. De fait, à compter de 1945, les idéologues populistes vont abandonner l'idée d'une « politique chrétienne » et la remplacer par l'idée d'une « politique d'inspiration chrétienne ».

Le parti socialiste, pour sa part, va inviter les chrétiens à s'associer à ses buts en s'appuyant sur le fait que *« le socialisme et le Christianisme en tant que religion de l'amour du prochain sont pleinement compatibles entre eux. »*[27]

Ainsi partis politiques et Eglise catholique vont-ils trouver les uns envers les autres – tout au moins sur le plan officiel, car dans la réalité, les populistes ont toujours entretenu des relations étroites avec l'Eglise catholique – une certaine équidistance.

13.4.3. Positions d'E. K. Winter

Ce changement d'attitude tant de la part de l'Eglise catholique que des partis politiques correspond très précisément aux conceptions formulées par E. K. Winter. Il évoque cette question dès l'*Action autrichienne*, soit dès 1927. Il affirme dès cette époque que *« les représentants légitimes des intérêts religieux et ecclésiaux sont les évêques, et non les hommes politiques »*[28] et revendique la séparation claire et nette entre l'Eglise et la politique. Pour ce faire, il définit d'abord ce qu'il considère comme le rôle de l'Eglise dans la société :

---

[25]*Programmatische Leitsätze der Österreichischen Volkspartei*, cité en annexe in Gérard GRELLE, *L'évolution idéologique du parti chrétien-social au parti populiste autrichien*, thèse de 3e cycle, Paris VIII – Vincennes, 1989, p. 472-474.

[26]Albert Kadan, Anton Pelinka, *op. cit.*, p. 119.

[27]*Ibidem*, p. 96.

[28]Ernst Karl Winter, *Die katholische und die österreichische Aktion,* in *Die Österreichische Aktion, op. cit.,* p. 260.

> *L'Eglise n'est pas une organisation scientifique ou culturelle, mais une organisation de salut ; sa tâche est en premier lieu le dépassement religieux du monde dans l'âme, et non le modelage du monde par l'esprit.*[29]

Sa position vis-à-vis de l'engagement des prêtres dans la vie publique est tout aussi claire : *« Le prêtre dans la politique, l'économie …. est une évolution erronée. »*[30] Quant à l'union entre Eglise et parti, en l'occurrence parti chrétien-social, il est alors d'avis *« qu'il n'y a pas actuellement tâche plus urgente que d'oeuvrer contre cette identification »*[31].

En conclusion, on ne peut, en l'état actuel de la recherche, ni nier ni affirmer qu'E. K. Winter a pu jouer un certain rôle dans le débat politique d'après-guerre. Cependant, certains éléments sont sûrs : E. K. Winter n'a occupé, à compter d'avril 45, aucune fonction officielle dans la vie politique autrichienne. Son retour au pays a été empêché de manière délibérée par certaines forces politiques, et ce notamment par les conservateurs populistes. Mais les idées qu'il a formulées et inlassablement défendues durant les heures sombres de la dictature austro-fasciste dans les différents domaines de l'activité publique étaient encore, implicitement, présentes dans de nombreux esprits. C'est probablement dans cet espace intellectuel qu'il convient de voir son rôle précurseur.

[29] *Ibidem,* p. 244.

[30] *Ibidem,* p. 255.

[31] *Ibidem,* p. 261.

Conclusion

Au terme de ce mémoire, quelles conclusions peut-on tirer de l'œuvre politique d'E.K. Winter ? Sa principale préoccupation a été, du début jusqu'à la fin de son parcours politique, la définition d'une identité nationale autrichienne, et sa réflexion à ce propos a subi une profonde évolution entre le début des années 20 et sa période d'exil durant la Seconde Guerre Mondiale. Dans un contexte politique général qui prônait, pour des raisons diverses, voire opposées selon les appartenances politiques, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, il a été, sinon le premier, du moins l'un des premiers penseurs politiques de son pays à tenter de définir une identité nationale spécifiquement autrichienne. Son point de départ, au début des années 20, est une nostalgie du vaste empire austro-hongrois, de son passé et de sa forme d'organisation politique et institutionnelle. Mais peu à peu, E.K. Winter, universitaire, construit un cadre scientifique à sa réflexion : partant du postulat que l'Autriche est différente de l'Allemagne, constante permanente du début à la fin de sa réflexion, il se forge un éventail de critères qui lui permettront de prouver ses thèses : ceux-ci sont de l'ordre géographique, historique, sociologique et s'étendent jusqu'à l'appartenance religieuse. Au début de son parcours idéologique, l'Autriche, pour ce qui est de ses limites géographiques, est assimilable au territoire de l'empire austro-hongrois désormais disparu. Mais progressivement, la réalité géopolitique s'impose à lui : l'existence des Etats successeurs, puis et surtout, à compter de l'accession des nationaux-socialistes en Allemagne en janvier 1933, le danger imminent d'une annexion pure et simple au IIIe Reich. A compter de cette date, l'Autriche est, pour E.K. Winter, sur le plan géographique, le territoire défini dans le Traité de Saint-Germain signé le 10 septembre 1919 ; jamais plus il ne reviendra sur ce point.

Sur le plan historique, il développe, face aux historiens officiels qui enseignent dans les universités autrichiennes et assimilent largement histoire allemande et autrichienne, l'idée d'une spécificité historique autrichienne et prouve qu'à différentes périodes de l'histoire, et notamment dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, l'Autriche s'est littéralement « séparée » de l'Allemagne pour suivre sa propre voie.

Dans de telles conditions, un rattachement ou une annexion à l'Allemagne représente selon lui la pire des solutions qui puissent être trouvées. Et, conséquence logique d'une telle position, les concepts «d'Etat » et de « nation » définis au départ comme fondamentalement différents, en viennent à compter de 1933/34 à se recouper pleinement pour ne faire plus qu'un.

Au-delà de ces critères géographiques et historiques, E.K. Winter s'évertue à définir une identité, voire une « essence autrichienne » qui se manifeste par les concepts *« d'idée autrichienne »* et *« d'homme autrichien »*. Très romantique au départ, s'appuyant à l'origine sur l'adéquation de l'identité autrichienne et de l'appartenance au Catholicisme, sa conception de cette *« idée autrichienne »* issue tout droit de ses convictions platoniciennes, évolue à partir de 1933 pour s'incarner alors dans la réalité du peuple autrichien contemporain composé à la fois des paysans des provinces alpines, mais aussi – et ce à l'inverse des tenants du corporatisme en place - du monde ouvrier viennois largement acquis aux idéaux de la social-démocratie. L'idée d'une Autriche « catholique » s'estompe totalement pour faire place à une véritable *« nation autrichienne »* bien distincte des nations avoisinantes, principalement allemande.

L'affirmation de l'existence effective d'une identité et d'une nation autrichienne l'entraîne tout naturellement à la situer dans son contexte de l'Europe centrale. Alors que la plupart des responsables politiques du pays tournent leurs yeux vers l'Allemagne, E.K. Winter ne cesse de voir la place de l'Autriche que dans un cadre mitteleuropéen. Pour lui, l'existence de l'Autriche et sa pérennité sont intrinsèquement liées à celle des Etats de l'Europe centrale. Pour lui, l'Autriche, face aux tendances « annexionnistes » de l'Allemagne, ne peut assurer sa survie qu'en union étroite avec les Etats qui ont constitué jusqu'en 1918 la monarchie danubienne. Apparaît donc très tôt chez lui l'idée d'une confédération danubienne, indispensable contrepoids à une Allemagne qu'il considère comme hégémonique. A l'origine très romantique, cette idée de confédération évolue de manière très concrète dès 1933, et plus encore de 1936, date des accords de rapprochement entre Vienne et Berlin, pour prendre une configuration très réaliste dans les propositions qu'il formule en 1941 dans son exil américain. L'on est alors tenté d'affirmer qu'E.K. Winter est non seulement un « Autrichien convaincu », mais également un « Mittel-européen convaincu ».

Comme il l'a été dit dans l'introduction de ce travail, les recherches effectuées sur l'œuvre politique d'E.K. Winter ont essentiellement porté sur ses théories de la nation autrichienne et, de manière secondaire, sur l'idée de confédération mittel-européenne ; elles s'arrêtent cependant là. Notre propos a donc été d'analyser sa pensée politique dans d'autres domaines.

E.K. Winter s'est préoccupé durant tout son parcours politique de la forme institutionnelle de l'Etat. Monarchiste convaincu se fondant sur des conceptions platoniciennes, il en a longtemps pourfendu la forme républicaine. La proclamation de l'Etat corporatiste le 1er mai 1934, et donc par conséquent la fin de la République n'entraînent de sa part aucune réaction de réprobation notoire quant à la disparition de cette dernière. Deux ans plus tard, en septembre 1936, il publie l'ouvrage *« Monarchie et classe ouvrière »* dans lequel il s'engage pour le retour de l'Autriche à la forme de la monarchie qu'il veut *« démocratique »* et *« sociale »*. En mars 1938, l'Autriche disparaît ; E.K. Winter part en exil et déclare, comme nous l'avons souligné au chapitre 6, que le temps de la monarchie – du moins sous la houlette des Habsbourg - est révolu. Il abjure donc cette forme institutionnelle de l'Etat, mais cette abjuration du modèle monarchique ne signifie à aucun moment qu'il se rallie réellement à un modèle républicain. En la matière, l'évolution s'arrête là, et il semble qu'il ne nous ait laissé aucun texte permettant d'affirmer qu'il s'y soit effectivement rallié.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne son rapport à la démocratie. En effet, si, dans les années 20, il vilipende à loisir cette forme de gouvernement selon lui radicalement opposée à sa conception *« dynastique »* de l'exercice du pouvoir, il change résolument et sans hésitation, par les deux lettres qu'il adresse au Président Fédéral, de cap en avril 1933 et s'engage, à un moment où la démocratie est littéralement bafouée, en faveur de son rétablissement inconditionnel. Désormais, il réclame du pouvoir la liberté politique et syndicale pour tous, le respect des règles démocratiques et effectue ainsi, tout conservateur qu'il est, un véritable revirement politique qui le fait presque atterrir aux confins de la gauche. Non seulement il plaide pour le respect de l'adversaire politique, mais il préconise en outre la recherche du consensus en politique, alors même que les tenanciers de son propre camp prennent des mesures destinées à l'élimination de toute trace de vie démocratique au profit d'un ordre corporatiste.

Cette conception corporatiste de la société est précisément l'affaire du jeune E.K. Winter. Pendant plus d'une dizaine d'années, tant dans ses écrits politiques que sociologiques, il souligne le bien-fondé d'une organisation corporatiste de la société, s'appuyant pour cela sur les théories « organicistes ». Rien d'étonnant, dans de telles conditions, que le régime corporatiste qui se met progressivement en place à partir de mars 1933 lui confie une fonction importante, celle de maire-adjoint de Vienne, et une tâche difficile, convaincre et pour ainsi dire convertir les adversaires du régime, à savoir les sociaux-démocrates et les communistes, aux nouvelles règles du jeu. Mais E.K. Winter joue, pour sa part, sur deux tableaux : à la fois veiller à l'instauration des nouvelles institutions qu'il ne désavoue pas vraiment et réintroduire progressivement les structures démocratiques d'antan, partis et syndicats, tout en les insérant légalement dans le nouveau moule politique. Dans la pratique, l'expérience est vouée dès le départ à l'échec. Pour la gauche dans sa grande majorité, toute idée de participation au régime est exclue ; pour la droite, toute idée de participation au pouvoir d'une gauche quasi légalisée l'est tout autant. Au bout de deux ans, E.K. Winter et sa théorie du *« rechts stehen, links denken »* sont pour ainsi dire mises au placard, et il convient de considérer l'échec de ses tentatives de formation de gouvernements d'exil comme la suite logique de ce processus, méfiance des uns et des autres vis-à-vis d'une hybridité portée par un individu non soutenu par un groupe.

Si E.K. Winter s'engage dans cette voie, c'est parce qu'il est très tôt, dès 1932, convaincu, à l'inverse du camp conservateur auquel il appartient cependant, que le véritable ennemi de la nation autrichienne n'est pas l'adversaire politique, en l'occurrence la gauche, mais le national-socialisme qui s'instaure aux portes du pays pour le menacer dans son existence même. Dès lors, il ne cesse de démasquer le caractère dangereux de l'idéologie nationale-socialiste et la mascarade de ses dirigeants politiques, en en démontant sans complaisance les rouages idéologiques. Pour lutter contre ce danger, il n'envisage qu'une seule solution, la création d'un vaste front d'union nationale regroupant toutes les forces démocratiques du pays. Là encore, il n'est pas suivi, ni par la droite qui ne cesse d'invectiver contre la gauche, ni par la gauche qui garde une grande méfiance vis-à-vis d'une très hypothétique alliance avec un camp conservateur qui vient tout juste de la mettre à mal. … Là encore, échec programmé !

E.K. Winter en vient à adopter de telles positions parce qu'il se situe, tout en faisant profession de foi conservatrice, en marge et en dehors des camps politiques traditionnels, et cette marginalité lui sert de base pour formuler ses vues critiques tant à l'égard des conservateurs que des sociaux-démocrates et des communistes. Aux conservateurs auxquels il se sent et se sait étroitement lié et dont il contribue pendant de longues années à conforter l'idéologie antidémocratique et autoritariste, il reproche, principalement depuis le début des années 30, de s'être trop déviés du message « social » de la doctrine sociale de l'Eglise et de trahir trop facilement l'identité nationale autrichienne, de trop confondre les tâches de l'Eglise et celles de l'Etat. Cette critique du catholicisme politique autrichien lui permet alors d'en formuler ses propres conceptions : en tout premier lieu, le catholicisme politique se doit selon lui d'être porteur de la seule identité nationale « autrichienne », et d'aucune autre. Au nom de sa mission « sociale », il se doit également de lutter contre le capitalisme sauvage et, par voie de conséquence, contre la prolétarisation des masses ouvrières. Pour être en mesure de répondre à ces objectifs, il doit contribuer à la mise en place d'une planification économique dont le but sera de réguler la production économique en veillant au bien de tous.

Son rapport à la gauche effectue le parcours inverse : farouchement opposé dans ses jeunes années, E.K. Winter, tout en conservant à son égard, un point de vue critique, s'en rapproche sensiblement au fil des années. S'il reproche à la social-démocratie son pangermanisme, il relève simultanément son engagement pro-autrichien dans le programme de Brünn de 1899 ; il souligne en particulier l'importante contribution du mouvement social-démocrate à l'édification d'une conscience nationale « autrichienne » de la classe ouvrière. S'il la condamne pour le fait d'avoir méconnu et ignoré dans sa stratégie politique le rôle de l'Etat, il fait en revanche l'éloge de son leader incontesté Otto Bauer pour avoir su mener la classe ouvrière dans le sens qu'il lui fallait aller. Quant au petit parti communiste qu'il conspue particulièrement à ses débuts, il en vient, lorsque celui-ci, après l'instauration de l'Etat corporatiste, se fait le défenseur de l'indépendance nationale, notamment à travers les écrits d'Alfred Klahr, à voir en lui un allié potentiel à la cause nationale autrichienne.

Cette distance critique vis-à-vis des deux principaux camps politiques du pays sont à mettre en corrélation avec sa devise politique précédemment évoquée, *« rechts*

stehen, links denken ». Cette devise politique reflète très clairement ses positions : E.K. Winter s'est toujours rangé dans le camp des conservateurs. Comme nous l'avons vu au chapitre 6, il n'a jamais vraiment abjuré ses opinions monarchistes et ne s'est jamais officiellement rallié à la République. Il a par contre toujours considéré, au nom de ses convictions chrétiennes, que la politique devait comporter un important volet social ; c'est ici qu'il faut situer son engagement « à gauche ». Mais cet engagement s'arrête là : il ne s'est jamais officiellement et manifestement, comme Viktor Matejka ou Josef Dobretsberger, engagé à gauche.

La réflexion sur les différents sujets qu'il a abordés durant les années de l'entre-deux-guerres a-t-elle donc, de fait, fait progresser les idées politiques dans l'Autriche d'après-guerre ? La réponse à cette question ne peut être, apparemment, que négative. En effet, après 1945, aucun homme politique autrichien, ni de droite, ni de gauche, ne se réfère aux positions d'E.K. Winter, dans aucun domaine. Pendant dix ans, de 1945 à 1955, les autorités autrichiennes ne font rien pour faciliter son retour d'exil. Il brigue la chaire de sociologie qu'avait occupée Othmar Spann ; elle le lui est refusée. Lorsque, en 1956, l'Université de Vienne l'autorise enfin à donner un certain nombre de cours, elle lui refuse simultanément le simple titre de « professeur honoraire » : son cas, et notamment au sein du parti populiste autrichien, « dérange ». Dans une lettre à Ernst Epler datée du 10 décembre 1946, E.K. Winter écrit de lui-même qu'il est *« trop 'catholique' pour les progressistes, trop 'communiste' pour les catholiques »*[1]. La formule résume bien la situation. L'Autriche va donc 'taire', voire 'faire taire' son œuvre politique, tout comme elle va le faire également avec le second théoricien de la nation autrichienne, le communiste Alfred Klahr.

Si donc la pensée d'E.K. Winter a eu une influence sur la vie politique de la Seconde République d'Autriche, ce n'est qu'indirectement. Les responsables des deux partis majoritaires, les populistes chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, connaissaient ses positions, on ne peut en douter. Mais il était un esprit trop critique pour être accepté dans un monde politique soucieux de reconstruction nationale tant politique qu'économique. Ses échanges épistolaires avec les fondateurs du parti populiste autrichien en 1945 laisseraient apparaître de profondes divergences,

[1] Lettre d'E.K. Winter du 10 décembre 1946 à Ernst Epler, citée par Robert Holzbauer, *op. cIt.,* p. 368.

notamment sur le volet « social » de l'idéologie du parti[2]. Pour le parti socialiste, il était sans doute trop catholique et trop marqué par l'idéologie conservatrice pour qu'il ait pu l'accepter sans difficulté en son sein ; à l'inverse, E.K. Winter aurait certainement pu se rallier à l'aile droite du parti, mais il était simultanément trop loin des thèses de la gauche du parti pour pouvoir franchir le pas.

Ses idées ont à coup sûr marqué, dans les années 20 et 30, et surtout après l'élimination de la démocratie en 1933/34, les esprits des idéologues des deux grands camps politiques et « fait leur chemin ». Mais il est probablement très difficile de prouver comment et jusqu'à quel degré elles ont été reçues et reconnues par ses contemporains. Pour ce faire, une analyse approfondie de la correspondance d'E.K. Winter lui-même ainsi que des archives des hommes politiques de droite comme de gauche serait nécessaire pour élucider cette question.

[2] Information fournie par Ernst Florian Winter qui se base sur différentes lettres reçues par son père en 1945. Cette information reste toutefois à vérifier dans les archives d'E.K. Winter.

Bibliographie

1. Littérature primaire

1.1. Principaux ouvrages publiés d'Ernst Karl Winter :

- *Nibelungentreue-Nibelungenehre. Ein katholisches, österreichisches, deutsches Kulturprogramm,* Wien, Vogelsang Verlag, 1921, 52 p.
- *Austria Erit in Orbe Ultima,* Wien, Vogelsang Verlag, 1921, 80 p.
- *Die Heilige Straße,* Wien, Selbstverlag, 1924, 142 p.
- *Die Österreichische Aktion (gemeinsam mit Hans Karl Zeßner-Spitzenberg, Alfred Missong, August Maria Knoll und Wilhelm Schmid),* Wien, Selbstverlag, 1927, 304 p.
- *Die Sozialmetaphysik der Scholastik,* Leipzig-Wien, Franz Deuticke Verlag, 1929, 176 p.
- *Platon. Das Soziologische in der Ideenlehre,* Wien, Gsur Verlag, 1930, 139 p.
- *Wiener Politische Blätter,* Wien, 1933-1936
- *Arbeiterschaft und Staat,* Wien, Reinhold Verlag, 1934, 254 p.
- *Monarchie und Arbeiterschaft,* Wien, Gsur Verlag, 1936, 140 p.
- *Christentum und Zivilisation,* Wien, Amandus Verlag, 1956, 531 p.
- *Ignaz Seipel als dialektisches Problem, Ein Beitrag zur Scholastikforschung,* Wien-Frankfurt-Zürich, Europa Verlag, 1966, 192 p.
- *Bahnbrecher des Dialogs. Ernst Karl Winter*. Ausgewählt und eingeleitet von Alfred Mission, Wien-Frankfurt-Zürich: Europa Verlag, 1969.

1.2. Articles d'Ernst Karl Winter publiés dans les *Feuilles Politiques Viennoises* classés par ordre chronologique :

- *Die Staatskrise in Österreich*, Jg. I/1, 16. April 1933, pp. 53-65.
- *Briefe an den Bundespräsidenten*, Jg. I/1, 16. April 1933, pp. 39-49.
- *Die Krise des Marxismus*, Jg. I/2, 18. Juni 1933, pp. 53-65.
- *Die Stunde des Konservativismus*, Jg. I/2, 18. Juni 1933, pp. 66-80.
- *Die österreichische Idee*, Jg. I/3, 20. August 1933, pp. 101-122.
- *Österreich und der Nationalismus*, Jg. I/4, 3. Dezember 1933, pp. 193-234.
- *Die Katastrophe des Austromarxismus*, Jg. II/1, 20. Mai 1934, pp. 3-19.
- *Dollfuss*, Jg. II/2, 23. Dezember 1934, pp. 113-129.
- *Ein Jahr österreichische Arbeiteraktion*, Jg. III/1, 24. März 1935, pp. 1-15.
- *Die soziale und demokratische Monarchie*, Jg. III/1, 24. März 1935, pp. 17-30.
- *Europa*, Jg. III/2, 23. Juni 1935, pp. 81-87.
- *Platonismus, Thomismus, Marxismus*, Jg. III/2, 23. Juni 1935, pp.101-106.
- *Österreichische Sozialpolitik*, Jg. III/3, 21. Juli 1935, pp. 109-145.
- *Probleme der Donaukonföderation*, Jg. IV/2, 23. Februar 1936, pp. 45-58.
- *Der österreichische Mensch*, Jg. IV/5-6, 24. Mai 1936, pp. 195-200.

2. Littérature secondaire

2.1. Ouvrages généraux sur l'Autriche de l'entre-deux-guerres :

- Jeanne BENAY, Robert JULIEN, Paul PASTEUR, Marianne WALLE (dir.), *L'Autriche 1918-1938, recueil de textes civilisationnels,* Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 1998, 397p.
- Pierre CHAILLET, *L'Autriche souffrante,* Paris, 1939, 128p.
- Michel CULLIN, Félix KREISSLER, *L'Autriche contemporaine,* Paris, Armand Colin, 1972, 342p.
- Michel CULLIN, *Les théories de la nation autrichienne entre 1934 et 1938,* thèse de 3e cycle, Paris, 1978, 308p.
- Franz GOLDNER, *Die österreichische Emigration, 1938 bis 1945,* Wien-München, Verlag Herold, 1972, 349p.
- Charles A. GULIK, Ö*sterreich von Habsburg zu Hitler,* Wien, Forum Verlag, 1976, 694p.
- Félix KREISSLER, *L'Autriche, brûlure de l'histoire, brève histoire de l'Autriche 1800-2000,* Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 2000, 149p.
- Félix KREISSLER, *De la révolution à l'annexion, l'Autriche de 1918 à 1938,* Paris, P.U.F., 1974, 459p.
- Félix KREISSLER, *La prise de conscience de la nation autrichienne 1938-1945-1978,* Paris, P.U.F., 1980, 2 vol., 985p.
- Paul PASTEUR, *Etre syndiqué(e) à l'ombre de la croix potencée. Corporatisme, syndicalisme, résistance en Autriche 1934-1938,* Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 2002, 347p.
- Paul PASTEUR, *Histoire de l'Autriche, De l'empire multinational à la nation autrichienne (XVIIIe-XXe siècles),* Paris, Armand Colin, 2011, 318p.
- Emmerich TALOS, Herbert DACHS, Ernst HANISCH, Anton STAUDINGER (Hg.), *Handbuch des politischen Systems Österreichs. Erste Republik 1918-1933,* Wien, Manz Verlag, 1995, 711p.

- Karl VOCELKA, *Geschichte Österreichs, Kultur-Gesellschaft-Politik,* München, Heyne Verlag, 2002, 408p.
- Erika WEINZIERL, Kurt SKALNIK, *Österreich 1918-1938, Geschichte der Ersten Republik,* Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 2 Bde, 1132p.

2.2. Ouvrages et articles sur l'identité et la nation autrichiennes:

- Ernst BRUCKMÜLLER, *Nation Österreich, Kulturelles Bewusstsein und gesellschaftlich-politische Prozesse,* Wien-Köln-Graz, Böhlau Verlag, 1996, 465p.
- Michel CULLIN, *République et nation en Autriche, les fondements théoriques.* In: *Austriaca,* n° 67-68, décembre 2008 – juin 2009, p. 17-27.
- Friedrich HEER, *Der Kampf um die österreichische Identität*, Wien, Köln, Graz, Böhlau, 1981, 562p.
- Hugo von HOFMANNSTHAL, *Die österreichische Idee.* In: Hugo von HOFMANNSTHAL, *Gesammelte Werke, Prosa III,* Frankfurt am Main, S. Fischer Verlag, 1964, p. 401-406.
- Hugo von HOFMANNSTHAL, *Preusse und Österreicher.* In: Hugo von HOFMANNSTHAL, *Gesammelte Werke, Prosa III,* Frankfurt am Main, S. Fischer Verlag, 1964, p. 407-409.
- Alfred KLAHR, *Zur österreichischen Nation,* Wien, Globus Verlag, 1994, 208p.
- Josef LEB, *Der österreichische Mensch,* Wien, Verlag Eckarthaus, 1933, 8p.
- Alfred MISSONG, *Der österreichische Mensch, Essay,* Vortrag in Zürich, , 1951, 12p., htttp://austria-forum.org
- Robert MUSIL, Buridans Österreicher. In: Robert MUSIL, *Gesammelte Werke 8, Essays und Reden,* Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 1978, p. 1030-1032.

- Karl RENNER, *Die Nation, Mythos und Wirklichkeit,* Wien, Europa-Verlag, 1964,144p. (traduction française: *La nation, mythe et réalité,* Nancy, 1998, 134p.)
- Anton WILDGANS, *Rede über Österreich,* Salzburg, Verlag Das Bergland Buch, 1963, 45p.
- Oskar A.H. SCHMITZ, *Der österreichische Mensch. Zum Anschauungsunterricht für Europäer, insbesondere für Reichsdeutsche,* Wien-Leipzig, Wiener Literarische Anstalt,1924, 68p.

2.3. Ouvrages sur la „Mitteleuropa“ :

- Jacques LE RIDER, *Mitteleuropa,* Paris, Presses Universitaires de France, 1996, 127p. (Que sais-je, n°2846)
- Friedrich NAUMANN, *Mitteleuropa*, Berlin, Verlag Reimer, 1915, 299p.
- Karl RENNER, *Österreichs Erneuerung, Politisch-programmatische Aufsätze,* Wien, Wiener Volksbuchhandlung, 1916, 2 Bde., 160 et 200p.

2.4. Ouvrages et articles sur le catholicisme politique en Autriche et sur le parti chrétien-social:

- Jean-Paul BLED, *Les fondements du conservatisme autrichien,* Paris, Publications de la Sorbonne, 1988, 529p.
- Michel CULLIN, *L'ambiguïté du catholicisme politique.* In: *Austriaca*, 10 (mai 1980), pp. 39-48.
- Alfred DIAMANT, *Die österreichischen Katholiken und die Erste Republik, Demokratie, Kapitalismus und soziale Ordnung 1918-1934,* Wien, Wiener Volksbuchhandlung, 1960, 280p.

- Jacques DROZ, *Le romantisme politique en Allemagne,* Paris, Armand Colin, 1963, 211p.
- Ernst HANISCH, Der politische Katholizismus als ideologischer Trâger des "Austrofaschismus". In: *"Austrofaschismus" - Beiträge über Politik, Ökonomie und Kultur 1934-1938,* hrsg.v. E. Tálos u. W. Neugebauer, Wien 1985 (3.erw.Aufl.), p. 53-74.
- *Das christlich-soziale Programm, Mit Erläuterungen von Richard Schmitz,* Wien, Volksbundverlag, 1932, 80p.
- Ludwig REICHHOLD, *Ignaz Seipel,* Wien, Karl von Vogelsang-Institut, 1988, 56p.
- Ludwig REICHHOLD, *Karl von Vogelsang,* Wien, Karl von Vogelsang-Institut, 1988, 47p.
- Anton PELINKA, *Die österreichische Volkspartei.* In: Austriaca, 10 (mai 1980), pp. 21-38.
- Anton PELINKA, *Stand oder Klasse? Die Christliche Arbeiterbewegung Österreichs 1933 bis 1938,* Wien-München-Zürich, Europa Verlag,1972, 334p.
- Anton STAUDINGER, *Christlichsoziale Partei.* In: *Österreich 1918-1938. Geschichte der Ersten Republik*, hrsg. v. Erika Weinzierl u. Kurt Skalnik, Graz, Styria, 1983, Bd.1, p. 249-276.
- Anton STAUDINGER, *Christlichsoziale Partei und Errichtung des "Autoritären Ständestaats" in Österreich.* In: L. Jedlicka/R. Neck, Hrsg., *Vom Justizpalast zum Heldenplatz. Studien und Dokumente 1927-1938*, Wien, Verlag für Geschichte und Politik,1975, p. 65-81.
- Anton STAUDINGER, *Zur "Österreich"-Ideologie des Ständestaats.* In: L. Jedlicka/R. Neck, Hrsg., *Das Juliabkommen von 1936. Vorgeschichte, Hintergründe, Folgen,* Wien, Verlag für Geschichte und Politik,1977, p. 198-240.
- Anton STAUDINGER, *Austrofaschistische "Österreich"-Ideologie.* In: *"Austrofaschismus" - Beiträge über Politik, Ökonomie und Kultur 1934-1938,* hrsg.v. E. Tálos u. W. Neugebauer, Wien 1985 (3.erw.Aufl.), p. 287-316.

- Anton STAUDINGER, *Die Christlichsoziale Partei (gem. m. W. C. Müller u. B. Steininger).* In: *Handbuch des politischen Systems Österreichs - Erste Republik 1918-1933*, Wien, Manz, 1995, p.160-176.
- Rudolf TILL, *Reden und Aufsätze des Bürgermeisters Richard Schmitz,* Wien-Leipzig, 1936, Deutscher Verlag für Jugend und Volk, 121p.

2.5. Ouvrages sur l'Etat Corporatiste autrichien en allemand :

- Irmgard BÄRNTHALER, *Die Vaterländische Front. Geschichte und Organisation*, Wien, Frankfurt, Zürich, Europa Verlag, 1971, 238p.
- Gordon BROOK-SHEPHERD, *Engelbert Dollfuß*, Graz, Styria, 1961, 350p.
- Franz GOLDNER, *Dollfuss im Spiegel der US-Akten : aus den Archiven des Secretary of State, Washington - bisher unveröffentlichte Berichte der US-Botschaften Wien-Berlin-Rom-London-Paris-Prag*, St. Pölten, Niederösterreichisches Pressehaus, 1979, 168p.
- Everhard HOLTMANN, *Zwischen Unterdrückung und Befriedung. Sozialistische Arbeiterbewegung und autoritäres Regime in Österreich 1933-1938*, München, Oldenbourg, 1978, 328p. (Studien und Quellen zur Zeitgeschichte 1)
- Gottfried Karl KINDERMA NN, *Österreich gegen Hitler. Europas erste Abwehrfront 1933-1938,* Bonn, Langen Müller, 2003, 300p..
- Ulrich KLUGE, *Der österreichische Ständestaat 1934-1938, Entstehung und Scheitern,* Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1979, 157p.
- Otto LEICHTER, *Glanz und Elend der ersten Republik. Wie es zum österreichischen Bürgerkrieg kam,* Wien, Europaverlag, 1965, 256p.
- Alfred MALETA, *Der Sozialist im Dollfuss-Österreich,* Linz, Pressverein Linz, 1936, 169p.

- Lucian O. MEYSELS, *Der Austro-Faschismus, Das Ende der ersten Republik und ihr letzter Kanzler,* Wien-München, 1992, Amalthea-Verlag, 316p.
- Walter REICH, *Die Ostmärkischen Sturmscharen : für Gott und Ständestaat,* Frankfurt/Main-Wien, Peter Lang, 2000, 497p.
- Ludwig REICHHOLD, *Kampf um Österreich : die Vaterländische Front und ihr Widerstand gegen den Anschluss 1933-1938 ; eine Dokumentation,* Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1984, 424p.
- Ludwig REICHHOLD, *Opposition gegen den autoritären Staat. Christlicher Antifaschismus 1934-1938,* Wien, Europa-Verlag, 1964, 182p.
- Manfred SCHEUCH, *Der Weg zum Heldenplatz, Eine Geschichte der österreichischen Diktatur 1933-1938,* Wien, Kremayer und Scheriau, 2005, 254p.
- Emmerich TALOS, Wolfgang NEUGEBAUER, "*Austrofaschismus". Beiträge über Politik, Ökonomie und Kultur, 1934-1938,* Wien, Verlag für Gesellschaftskritik, 1984, 372p.
- Gudula WALTERSKIRCHEN, *Engelbert Dollfuss : Arbeitermörder oder Heldenkanzler,* Wien, 2004, Verlag Molden, 320p.
- Franz WEST, *Die Linke im Ständestaat Österreich : revolutionäre Sozialisten und Kommunisten 1934-1938,* Wien, Europaverlag, 1978, 351p.

2.6. Ouvrages généraux sur le système politique autrichien:

- Heinz FISCHER (Hg.), *Das politische System Österreichs,* Wien, Europaverlag, 1974, 655p.
- Rainer NICK, Anton PELINKA, *Politische Landeskunde der Republik Österreich,* Berlin, Colloquium Verlag, 1989, 95p.

- Anton PELINKA, Sieglinde ROSENBERGER, *Österreichische Politik, Grundlagen – Strukturen – Trends,* Wien, WUV-Universitätsverlag, 2000, 266p.

- Albert KADAN, Anton PELINKA, *Die Grundsatzprogramme der österreichischen Parteien. Dokumentation und Analyse,* Sankt Pölten, Verlag Niederösterreichisches Pressehaus, 1979, 286p.

2.7. Ouvrages et articles sur Ernst Karl Winter :

- Gérard GRELLE, *Tentatives et échecs de formation d'un gouvernement d'exil autrichien.* In: J. Doll, dir., *Exil antinazi – témoignages concentrationnaires*, Paris, Indigo, 2008, pp. 25-33 (Exils, migrations, création, tome 3).

- Gérard GRELLE, *Ernst Karl Winter, précurseur de la culture politique autrichienne de la Deuxième République.* In: *Austriaca*, 67/68 (décembre 2008-juin 2009), pp. 29-40.

- Gérard GRELLE, *Entstehung und Theorie der österreichischen Nation: Ernst Karl Winter und Alfred Klahr*. In: F. Saverio Festa, E. Fröschl, T. La Rocca, L. Parente, G. Zanusi, Hrsg., *Das Österreich der dreißiger Jahre und seine Stellung in Europa*, Frankfurt/Main, Berlin, Bern et al., Peter Lang, 2012, pp.63-76.

- Karl Hans HEINZ, *Ernst Karl Winter. Ein Katholik zwischen Österreichs Fronten 1933-1938,* Wien-Köln-Graz, Böhlauverlag, 1984, 431p.

- Robert HOLZBAUER, *Ernst Karl Winter.* In: Friedrich Stadler (Hrsg.), *Vertriebene Vernunft. Emigration und Exil österreichischer Wissenschaft,* Wien-München, Jugend und Volk, 1988, pp. 458-462.

- Robert HOLZBAUER, *Ernst Karl Winter (1895-1959). Materialien zu seiner Biographie und zum konservativ-katholischen politischen Denken in Österreich 1918-1938,* DIss. Universität Wien, 1992, pp. 440.

- Reinhold KNOLL, *Die Soziologie in der Geschichte am Beispiel von Ernst Karl Winter.* In: M. Benedikt, C. Zehetner, R. Knoll, *Verdrängter Humanismus - verzögerte Aufklärung. Philosophie in Österreich 1920-1951*, Wien, WUV, 2OO2, pp. 1065-1078.

- Norbert LESER, *Ernst Karl Winter.* In: Norbert Leser, *Grenzgänger. Österreichische Geistesgeschichte in Totenbeschwörungen,* Wien-Köln-Graz, Europa Verlag, 1981, Bd. I, pp. 141-166.

- Joseph MARKO, *Die Kritik Ernst Karl Winters an Ignaz Seipel. Ein kritischer Beitrag zum Staats- und Demokratieverständnis der Ersten Republik.* In: *Geschichte und Gegenwart*, 2. Jg. (1963), pp. 128-149 et 207-225.

- Joseph MARKO, *Ernst Karl Winter. Wissenschaft und Politik als Beruf(ung) 1918-1938.* In: *Geistiges Leben im Österreich der Ersten Republik*, hrsg. von I. Ackerl, München, Oldenbourg, 1986, pp. 199-219.

- Gerd-Peter MITTERECKER, *Der Publizist Ernst Karl Winter : Möglichkeiten und Grenzen oppositioneller Medienarbeit im autoritären Staat,* Wien, 1995, Diplomarbeit, 89p.

- Hugo PEPPER, *Ernst Karl Winter und die Sozialdemokratie - im Spiegel von AZ und Kampf.* In: *DÖW Jahrbuch 1996,* Wien, Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstands, 1996, p. 150-171.

- Josef SCHOISSENGEIER, *Ernst Karl Winter im Umfeld des politischen Katholizismus zur Zeit des österreichischen „Ständestaates“,*Diplomarbeit, Univ. Wien, 1990, 95p.

2.8. Mémoires d’hommes politiques autrichiens :

- Josef BUTTINGER, *Am Beispiel Österreichs. Ein geschichtlicher Beitrag zur Krise der Sozialistischen Bewegung,* Köln, Verlag für Politik und Wirtschaft, 1953, 672p.

- Julius DEUTSCH, *Ein weiter Weg, Lebenserinnerungen,* Zürich-Leipzig-Wien, Almathea Verlag, 1960, 416p.
- Ernst FISCHER, *Erinnerungen und Reflexionen*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 1969, 477p.
- Friedrich FUNDER, *Als Österreich den Sturm bestand. Aus der Ersten in die Zweite Republik,* Wien, Verlag Herold, 1957, 349p..
- Friedrich FUNDER, *Vom Gestern ins Heute : Aus dem Kaiserreich in die Republik,* Wien-München, Verlag Herold, 1971, 558p.
- Bruno KREISKY, *Die Gezeiten meines Lebens,* Wien-München, Verlag Jugend und Volk, 1980, 551p.
- Bruno KREISKY, *Zwischen den Zeiten,* Berlin, Siedler, 1986, 494p.
- Leopold KUNSCHAK, *Österreich 1918-1934,* Wien, Typographische Anstalt, 1935, 216p.
- Alfred MALETA, *Bewältigte Vergangenheit, Österreich 1932-1945,* Graz-Wien-Köln, Verlag Styria, 1981, 250p.
- Kurt von SCHUSCHNIGG, *Autriche ma patrie,* Paris, Plon, 1938, 281p.
- Kurt von SCHUSCHNIGG, *Ein Requiem in rot-weiss-rot,* Zürich, Amstutz, Herdeg&Co., 1946, 511p.
- Kurt von SCHUSCHNIGG, *Im Kampf gegen Hitler. Die Überwindung der Anschlussidee,* Wien-München, Almathea Verlag, 1988, 472p.
- Ernst Rüdiger STARHEMBERG, *Memoiren,* Wien-München, Almathea Verlag, 1971, 344p.
- Edmund WEBER, *Dollfuss an Österreich, Eines Mannes Wort und Ziel,* , Wien, Reinhold Verlag,1935, 259p.

Annexes

Diese Zeilen werden geschrieben in einem geschichtlichen Augenblick, da in Deutschland die konservative Rechte (Papen, Schleicher, Hugenberg) ihrem Gegenspieler Hitler ein strategisch wohldurchdachtes Cannä bereitet hat, von dem er sich nicht mehr erholen wird. Eine Bestätigung der Perspektiven dieser Schrift, von der man bei ihrer Abfassung noch nichts ahnen konnte! Aber auch wenn Hitlers Freunde in der Rechten (Schacht, Thyssen, Schlenker) ihren commis voyageur später noch einmal eine ähnliche Chance zu bieten vermöchten wie diesmal — unser Horoskop bliebe dasselbe. Denn gerade diese Situation würde erst recht klar machen, daß der Nationalsozialismus als Partei durchaus am Ende ist, daß er seine Versprechungen nicht halten und die Machtergreifung nicht durchsetzen kann, daß er durch seine Parteiapparatur nicht die Staatsapparatur übernehmen und nicht Faschismus spielen kann, sondern höchstens noch als Partei unter Parteien, als Koalitionspartner, der eine direkte oder indirekte außerparlamentarische Führung toleriert, vorübergehend sich behaupten kann, solange seine revolutionäre Anhängerschaft diese Wandlung nicht durchschaut. Gerade diese Situation ließe es aber auch offen, ob nicht der Nationalsozialismus als Weltanschauung erst am Anfang steht, seine Kulturgefährlichkeit erst jetzt voll in Erscheinung tritt, die Möglichkeit seiner geistigen Einwirkung auf die verschiedensten politischen Gruppen Deutschlands in dem Maße seiner politischen Unwirksamkeit eher noch zunimmt.

Ganz anders liegen die Dinge in Österreich. Die nächsten Nationalratswahlen können den Nationalsozialismus hier auch als Partei noch im Vordringen finden. Die politische Auseinandersetzung mit ihm steht hier daher noch durchaus im Vordergrunde. Gleichwohl sind es von seiner Gesamtlage her gesehen auch in Österreich nur Nachhutsgefechte, die er liefert.

Das Problem der nächsten Entwicklung des Nationalsozialismus in Deutschland und bei dessen geistigen Anrainern wird — außer diesen Nachhutsgefechten, die gewiß auch noch lokale Siege des Nationalsozialismus ergeben werden — die Frage sein, in welcher neuen Maske der verwandlungsfähige Kult der Nation das Erbe des Nationalsozialismus weiterführen wird. Für beide Fälle, den lokalen Kleinkrieg, der in Österreich wenigstens mehr noch als bisher auch das letzte Dorf erfassen wird, und für die große staatspolitische Perspektive, in der es die Gestaltveränderungen des Nationalsozialismus gut zu beobachten gilt, will die vorliegende Schrift in handlicher Münze die wichtigsten Gedanken gegen den Nationalsozialismus als Partei und als Weltanschauung bereitstellen. Sie wird daher dem Agitator an der politischen Front — das ist in der Demokratie jeder einzelne ohne Ausnahme — ebenso wie den politischen Köpfen an den Schalthebeln der großen Organisationen bis hinauf zum Staate in vielfacher Hinsicht nützlich sein.

Wien, am 25. November 1932.

Adolf Hitler

Nach allgemeiner, auch parteioffizieller Auffassung, die Hitler bewußt fördert, ist er nicht bloß der alleinige politische Führer des Nationalsozialismus, sondern auch sein geistiger Schöpfer. Keine größere Selbsttäuschung als diese! Denn Hitler wurde emporgetragen von einer Welle, die längst vor ihm im Anrollen war und auch ohne ihn Deutschland überspült hätte. Er ist das Ich-Ideal des deutschen Durchschnittsbürgers der wilhelminischen Ära. Daß dieses Führerideal nicht auf dem Boden des wilhelminischen Deutschland selbst erwachsen ist, sondern außerhalb desselben, im Gebiet des sogenannten Grenzlanddeutschtums, ist völkerpsychologisch höchst bedeutsam. Hitlers Macht über Deutschland erklärt sich aus der Tatsache, daß er alles, was der deutsche Bürger seit einem halben Jahrhundert glaubt, hofft, liebt, aber doch gelegentlich wieder mit der Lauge der Kritik überschüttet, völlig kritiklos bewundert. Hierin offenbart sich seine Herkunft aus dem österreichischen Deutschnationalismus. Hitler ist 1889 zu Braunau am Inn (Oberösterreich) geboren. Man hat bisweilen behauptet, Hitlers Vater, ein kleiner Staatsbeamter bäuerlicher Abkunft, habe einen führungspsychologisch unmöglichen anderen Familiennamen getragen, seine Mutter sei tschechischer Nationalität gewesen, er selbst sei aus der Linzer Realschule wegen eucharistischen Sakrilegs relegiert worden und aus Österreich desertiert, um der Militärpflicht im verhaßten Habsburgerstaat zu entgehen. Alle diese Daten gehören, wie teilweise gerichtsnotorisch erwiesen, zum Gegenmythos um Hitlers Person, der ebenso wie der verklärende Mythos der Parteifanatiker sein Unwesen treibt. Wenn wir sie erwähnen, so deshalb, weil sie in einem höheren Sinne „wahr" sind, nämlich als Symbole für Hitlers geistiges Renegatentum. Wie der gesamte österreichische Deutschnationalismus seit einem halben Jahrhundert, so hat auch Hitler sein Vaterland Österreich geistig aufgegeben. Er hat es getan um eines schemenhaften Deutschland willen, an das er in religiöser Inbrunst glaubt. Es ist Hitlers Tragik, daß er sein Vaterland verloren hat, ohne ein anderes wirklich zu gewinnen. Denn er hat dadurch vor allem auch die Idee des Staates verloren; er ist ein Staatenloser im vollen Wortsinn geworden. Dies aber ist der Grund, warum er gerade an denjenigen Machtschichten Deutschlands scheitert, für die er in den Kampf gezogen ist. Gegen die Linke siegreich, von der Rechten aber geschlagen, das ist Hitlers politisches Schicksal. Gewiß ist es auch der Emporkömmling, den die herrschende Schichte von gestern wohl gut gebrauchen kann, aber keinesfalls selbst zur Herrschaft gelangen läßt. Aber erst die eigene Wurzellosigkeit und dadurch bedingte Unstaatlichkeit des Denkens, das fehlende Augenmaß für den Staat und seine unabweisbaren Notwendigkeiten, liefern Hitler der Klasse, die er selbst massenpsychologisch rehabilitiert hat, wieder aus. Nicht er hat sie in der Hand, sondern sie ihn! Das ist die Tragik seines Renegatentums!

Thomas Murner, *Der Nazispiegel*, Gsur-Verlag, Wien, 1932, pp. 4-5.

Die Wiener Schule

Entscheidend für Hitlers Entwicklung sind seine Wiener Jahre (1907—1912). Als Hilfsarbeiter, später als Bauzeichner und kleiner Maler schlug er sich durch. Politisch hielt er es mit den damals freilich längst erledigten Alldeutschen, bewunderte aber gleichzeitig die christlichsoziale Bewegung, vor allem Lueger, der am Höhepunkt seiner Macht stand. An der christlichsozialen Bewegung imponierte Hitler das soziale Reformprogramm, das er bei den Deutschnationalen vermissen mußte. Mit der Sozialdemokratie hat sich Hitler in Wien — wenigstens stellt er es selbst so dar — ausschließlich negativ auseinandergesetzt. Er wollte sich ihrem Terror im Betrieb nicht beugen. Für den historischen Beurteiler ist es jedoch offenkundig, daß Hitler nicht nur bei Schönerer und Lueger, sondern auch bei Viktor Adler oder vielleicht, wenn er das lieber hört, bei Pernerstorfer oder Schuhmeier in die politische Schule ging. Trotzdem Hitler diesen politischen Elementarunterricht in Wien genoß und in seiner ganzen geistigen Physiognomie ohne die Wiener politische Atmosphäre nicht denkbar wäre, lernte er gerade in Wien sein Vaterland Österreich hassen. Wien, die Metropole des habsburgischen Völkerreiches, erschien ihm als ein „Rassenbabylon", als die „Stadt der Blutschande". Hier zeigt sich ein Zwiespalt im Denken Hitlers. Denn gerade Wien und Lueger sind nicht zu trennen. Lueger aber ist für Hitler „der gewaltigste deutsche Bürgermeister aller Zeiten", „der letzte große Deutsche, den das Kolonistenvolk der Ostmark aus seinen Reihen gebar", „ein wahrhaft großer und genialer Reformator". Wo anders aber als auf dem Reichsboden Wiens konnte Lueger sein Kommunalisierungsprogramm verwirklichen und emporwachsen zu der ihm eigenen Größe. Es sind zwei Seelen, die ursprünglich in Hitler streiten. Als er nach Wien kam, um Baumeister zu werden, da wirkte die Monumentalität dieser Stadt auf ihn „wie ein Zauber aus Tausend und einer Nacht". Das war der naive Stolz des provinzialen Menschen auf die Hauptstadt des Reiches, gleichzeitig aber auch ein dunkles Gefühl für die Kulturbedeutung dieser Stadt. Erst die Ausreifung seiner national-politischen Konzeption gerade in Wien warf Hitler aus dieser Bahn. Franz Ferdinand war ihm nunmehr der Inbegriff des Österreichertums, das er haßte. Es mutet wie ein einbekannter Tagtraum an, wenn Hitler aus der Nachricht vom Tode dieses Mannes anfangs herauszuhören glaubte, deutsche Studenten hätten ihn erschossen. 1912 ging Hitler nach München. Bei Kriegsbeginn trat er als Freiwilliger ins bayerische Heer. Kurz vor dem Zusammenbruch kehrte er gasvergiftet nach Bayern zurück. Unter dem starken Eindruck der militärischen Niederlage, die in Hitlers Erinnerung alsbald zum „Dolchstoß von hinten" und zur „Meuterei der Novemberverbrecher" wurde, begann seine politische Laufbahn. Jetzt fügte Hitler dem Eklektizismus seiner Wiener Substanz die dem neudeutschen Menschen entsprechende Propagandamethode bei, die wir als Maskerade empfinden.

Der Trommler

Hitler fühlt sich als geistiger Schöpfer der nationalsozialistischen Bewegung, und seine Anhänger glauben, was er fühlt. In Wahrheit ist er selbst nicht mehr als ein Geschöpf dieser Bewegung. Der Name „Trommler" des Dritten Reiches, den er sich selbst ursprünglich beilegte, bringt dies treffend zum Ausdruck. Wollte man den Nationalsozialismus nur nach dem beurteilen, was Hitler von ihm sagt, ginge man sehr in die Irre. Der nationale Fanatismus, für den Hitler „trommelt", kommt aus einem geistigen Reservoir, das ungleich breiter und tiefer ist, als Hitlers Hirn. Wenn Hitler maßvoll und oft undeutlich wie eine Sybille redet, — er ist ja ein „Traumlaller" urgermanischer Visionen, wie seine Freunde feststellen —, dann darf man daraus keineswegs auf eine gemäßigte und disziplinierte Linie der Bewegung schließen. Wenn er Schriften, Aussprüche und Taten von Männern seiner Geistesrichtung als inoffiziell, als „Privatsache" abtun will, so besagt dies garnichts. Alles, was auf der Linie des hemmungslosen Nationalismus liegt, gehört sinngemäß in diese Bewegung, auch wenn Hitler es nicht ausdrücklich sanktioniert. Daraus erklärt sich auch das ungeheure Echo, das dem Nationalsozialismus in Deutschland zuteil wird, und die Hilflosigkeit der meisten anderen politischen Gruppen. Denn der Nationalsozialismus formuliert, was auch in ihrem Unterbewußtsein lebt; er spricht resolut aus, was sie im geheimen wünschen. Die nationalistische Ideologie, auch wenn erst der Nationalsozialismus ihr Guß und Form gab, war latent längst vorhanden, ehe Hitler auf den Plan trat. Darauf gründet sich seine heutige Machtstellung. Er hat geistige Gewalt auch über jene, die nicht in seinen Reihen stehen, aber innerlich ganz durchsetzt sind von seinen ungetauften Ideen und Affekten. Nur wer diese psychologischen Wurzeln des nationalsozialistischen Aufstiegs bloßlegt, wird die ganze Wucht dieser Bewegung richtig einschätzen. Darin liegt der Grund, weshalb eine oder auch mehrere Niederlagen des Nationalsozialismus als Partei keineswegs ihn auch automatisch als Weltanschauung erledigen werden, daß er vielmehr eine ganze Reihe von Möglichkeiten besitzt, in veränderter, getarnter Gestalt, für die sich dann der neue Trommler schon finden würde, weiter zu wirken. Solange Hitler nur der Trommler der nationalen Revolution war und sein wollte — „Trommler ist das Höchste, das andere ist eine Kleinigkeit" — hatte er eine unheimliche Macht auch über konservative Gruppen. „Wir sind ja alle ganz kleine Johannesnaturen. Ich warte auf den Christus"! Dieses Bekenntnis, ob echt oder maniriert, gab ihm Gewalt über die Seelen. Erst als Hitler unmittelbar für seine Person nach dem Staate griff, nicht mehr als Trommler, sondern als „deutscher Messias", schreckten die verantwortlichen Träger des Staatsgedankens, die ihn selbst so lange ermutigt hatten, zurück. Es erschien ihnen phantastisch, diesem Manne, der seiner selbst nie Herr ist, immer in Ekstase lebt, die Macht im Staate anzuvertrauen.

Thomas Murner, *Der Nazispiegel*, Gsur-Verlag, Wien, 1932, pp. 6-7.

Les 10 points de l'Action monarchique populaire

Die „zehn Punkte" der „volksmonarchischen Aktion".

Die „zehn Punkte" der „Aktion Winter" erschienen im September 1934 (Die Aktion v. 14. IX. 1934; WPBl. v. 23. XII. 1934). Im nachfolgenden Programm sind sie beibehalten, jedoch ist ihre Begründung eine andere geworden.

Die „zehn Punkte" der „volksmonarchischen Aktion" bilden das Programm des aktiven Legitimismus, den nicht Sentimentalitäten, sondern die politische Vernunft bestimmt. Die „zehn Punkte" sind das positive Programm der legitimistischen Vertrauensmännerschaft aus Arbeitern, Bauern und Bürgern, die eine einheitliche legitimistische Front- und Willensbildung durchsetzen, ja, wenn es nottut, erzwingen wollen. In den nächsten Monaten werden in den „Flugblättern der volksmonarchischen Aktion" die „zehn Punkte" einzeln behandelt und diese Flugblätter sodann in einem eigenen Heft zusammengefaßt werden (wie seinerzeit die „zehn Punkte" der „Aktion Winter", Aktion, 1934, Nr. 1—8, 10; 1935, Nr. 6; WPBl. v. 1. September 1935).

1. Für ein freies, unabhängiges Österreich.
Der österreichische Staat, das österreichische Volk, die österreichische Kultur können nur durch die legitime Monarchie in einer europäischen Rechts- und Friedensordnung gesichert bestehen, niemals aber durch den politischen oder auch nur moralischen Anschluß an Deutschland, insbesondere an die deutsche Außen- und Kulturpolitik.

2. Für den kulturellen Aufstieg, die soziale Befreiung und die politische Gleichberechtigung der Arbeiterschaft.
Das österreichische Volk, Arbeiter, Bauern und Bürger, in erster Linie aber die Arbeiterschaft, erwartet von der legitimen Monarchie die Wiederherstellung der konstitutionellen Rechte, das heißt eine politische Mitbestimmung in demokratischer Form.

3. Für eine neue Demokratie.
Nur die legitime Autorität, die nicht im Führertum, sondern in dynastischem Boden wurzelt, kann die Freiheit des Volkes gewährleisten, einerseits die Autonomie des konkreten Berufskreises, die der berufsständische Aufbau (Korporativismus, Ständeordnung, Räteverfassung) sichert, anderseits die Freiheit weltanschaulicher Überzeugung, die eine staatspolitische Forderung bleibt.

4. Für eine österreichische Arbeiterbewegung.
Die „volksmonarchische Aktion", in der Arbeiter, Bauern und Bürger zum Zweck einheitlicher politischer Willensbildung verbunden sind, bildet, indem sie von der Arbeiterschaft ihren Ausgang nimmt, den Ansatzpunkt einer neuen österreichischen Arbeiterbewegung.

5. Für den Ausbau der Gewerkschaftsorganisation zur allgemeinen Interessenvertretung aller abhängigen Lohnempfänger.
Vom legitimen Monarchen verlangt die Arbeiterschaft, die ein psychisches und institutionelles Faktum ist, durch den berufsständischen Aufbau hindurch die Anerkennung ihrer naturrechtlichen, wirtschaftlichen und politischen Körperschaftlichkeit (Korporationsqualität), die im Gewerkschaftsbund der österreichischen Verfassung grundgelegt ist.

6. Für den Aufbau einer Verbändewirtschaft.
Der berufsständische (korporative, rätemäßige) Aufbau der Gesellschaft, der grundsätzlich die Zusammenarbeit von Arbeitgebern und Arbeitnehmern auf paritätischer Grundlage verlangt, ist nur möglich, wo die traditionelle Autorität der Monarchie ihn durchführt. Der berufsständische Aufbau ohne den legitimen Monarchen als Faktor des Ausgleiches ist zum Scheitern verurteilt.

7. Für den Ausbau der genossenschaftlichen Organisation in Stadt und Land.
Die Volksmonarchie beruht in erster Linie auf Arbeiterschaft und Bauernschaft als den beiden tragenden Produzenten- und Konsumentenschichten, an deren Wohlstand die gewerblichen und intellektuellen Mittelschichten selbstverständlich partizipieren, wenn sie ihre dienende, sich eingliedernde Funktion erfüllen. Die Wirtschaftspolitik der legitimen Monarchie muß in erster Linie die Stärkung dieser beiden Urschichten des Volkes bezwecken.

8. Für ein großzügiges Siedlungswerk.
Die Volksmonarchie braucht ein zielführendes Wirtschaftsprogramm, das die wirtschaftliche Sterilität der bisherigen Systeme überwindet und den Beweis liefert, daß die Monarchie Arbeit und Brot bringt. Das Herzstück dieses Wirtschaftsprogramms ist die Siedlungsaktion, die zwischen Stadt und Land neue Verdienstmöglichkeiten schafft und Produktionslücken ausfüllt.

9. Für die planwirtschaftliche Organisation der gesamten Volkswirtschaft.
Die Konzentration der politischen Macht in der Hand des legitimen Monarchen zur Erzeugung politischer Freiheit entspricht der Konzentration der wirtschaftlichen Macht, nicht zur Beseitigung der „privaten Initiative", sondern im Gegenteil zur Erzeugung wirtschaftlicher Freiheit. Die „Entproletarisierung des Proletariats", die Verselbständigung der Unselbständigen, setzt eine zentrale Leitung der Produktion voraus, die allein eine neue Güterfülle ermöglichen kann.

10. Für die Zusammenarbeit der europäischen Völker.
Österreich ist auf Europa und nicht auf Deutschland angewiesen, Österreich muß sich zur europäischen Zusammenordnung und nicht zum nationalen Zusammenschluß bekennen. Die Restauration der Monarchie ist möglich nicht durch Deutschland, sondern nur durch Europa: auf Grund der internationalen Kooperation, durch die sich die Völker Europas gegen den Friedensbrecher zur Wehr setzen. Österreichs unmittelbare außenpolitische Aufgabe ist die Brückenbildung zwischen Budapest und Prag zum Zwecke des Aufbaues einer wirtschaftlichen und politischen Donaukonföderation ohne Großstaat. Von den europäischen Großstaaten, die dieser Vereinigung wohlwollend zur Seite stehen müssen, sind Italien, England, Frankreich und Rußland gleich wichtig, wogegen der Einfluß Deutschlands gefährlich ist.

* * *

Die „zehn Punkte" der „Aktion Winter" vom September 1934 bestehen heute noch zu Recht, wenn auch ihr politischer Sinn sich inzwischen um vieles geklärt hat und nunmehr hingewendet ist auf eine „volksmonarchische Aktion", die in der Restauration der legitimen Monarchie die einzige Rettung des österreichischen Staates, des österreichischen Volkes und der österreichischen Kultur vor der als Normalisierung getarnten Gleichschaltung erwartet.

Wien, im September 1936.

Ernst Karl Winter.

Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft*, Wien, Gsur Verlag, 1936, pp. 72-73.

Lettres au Président Fédéral

Zusammenstöße zwischen Heimwehr und Nazi in Imst.

Innsbruck, 1. April. Gestern abend fand im Gasthaus „zum grünen Baum" in Imst eine Versammlung der Heimwehr statt. Wegen des Versammlungsverbotes war die Kundgebung als „Kameradschaftsabend" angemeldet worden, doch erschienen die Hahnenschwänzler mit Gewehren, Bajonetten, Spaten und Stahlhelmen. Bei der Zusammenkunft wurde eine Resolution verfaßt, in der gegen die Ernennung Hitlers zum Ehrenbürger der Stadt heftig protestiert und beschlossen wurde, den Protest an die Tiroler Landesregierung weiterzuleiten.

Als die Nazi von Imst davon erfuhren, zogen sie zu dem Gasthaus, in dem der „Kameradschaftsabend" stattfand, und warteten vor dem Lokal, bis die Heimwehrleute den Saal verlassen wollten. Es kam dann zu einer Prügelei. Die Heimwehrleute verwendeten ihre Gewehre zwar nicht dazu, um zu schießen, doch schlugen sie mit den Kolben auf ihre Gegner ein. Diese verwendeten Gummiknüppel und Schlagringe. Auch die Spaten der Heimatschützer wurden als Waffen benützt. Die Schlägerei dauerte fast drei Viertelstunden. Insgesamt wurden sieben Nazi und drei Heimwehrleute verwundet. Zwei SA-Leute erlitten schwere Kopfverletzungen. In später Abendstunde stellte Gendarmerie die Ruhe wieder her.

Der Ueberfall von Innsbrucker Heimwehrleuten inszeniert.

An dem Zusammenstoß war auch Innsbrucker Heimwehr beteiligt, die in einem Lastauto nach Imst gekommen war. Als die Heimwehrleute in den Ort einfuhren, wurden sie von den Nazi mit Steinen und Blumentöpfen begrüßt, auch sollen Schüsse gefallen sein. Die Heimwehr verließ ihr Auto und ging mit Gewehrkolben und Feldspaten auf ihre braunen Gegner los. Die Nazi behaupten, daß die Heimwehrleute auch Frauen und Kinder nicht verschont haben. Der Stadtarzt Dr. Jenewein, ein Nationalsozialist, wurde, als er Verletzten Beistand leisten wollte, niedergeschlagen.

Die Imster Vorfälle fanden heute während des Tages in Innsbruck ihr Nachspiel. Als die Heimwehrleute in den Morgenstunden aus Imst zurückkehrten, wurden sie in Innsbruck bereits von den Nazi erwartet. Es kam zu einem schweren Zusammenstoß, bei dem es wieder Verletzte gab.

Am Nachmittag sprach eine Deputation des Imster Gemeinderates im Landhaus vor. Sie beschwerte sich, daß die Heimwehr in Imst geboxt habe wie die Soldateska in einem feindlichen Land. Die Landesregierung hat nun eine Darstellung der Vorfälle herausgegeben, in der alle Schuld den Nazi zugeschoben wird. Während des ganzen heutigen Tages ist es in Innsbruck ununterbrochen zu Plänkeleien zwischen den beiden Fascistengruppen gekommen. So haben mehrere Nazi einen schwer bewaffneten Heimwehrmann, den sie gefangen hatten, bei der Polizei abgeliefert.

Waffensuche.

Graz, 1. April. Wie die Polizeidirektion mitteilt, wurde im Zuge der Hausdurchsuchung im Heime des Republikanischen Schutzbundes in der Ungergasse heute nachmittag neben der Kellerstiege eine mit einer Holzverschalung, an der Kleiderhaken angebracht waren, verdeckte geheime Kammer gefunden, die als Waffen- und Sprengstofflager diente. In der Kammer befanden sich folgende Gegenstände: 39 frisch eingefettete Mannlichergewehre, 38 Kisten mit je 10 Stück adjustierter Röhrenhandgranaten, 2 Kisten mit scharfer Infanteriemunition, 2 Säcke Schwarzpulver, 1 Gewehrstutzen, 1 Armeepistole, 1 Leuchtpistole, 1 Paket Leuchtraketen, etliche Zündschnüre und eine große Menge Spaten, Krampen, Beilpicken und Stahlhelme. Die Gegenstände wurden beschlagnahmt. Vormittags wurde im Gebäude sehr viel wichtiges schriftliches Material sichergestellt. Die Hausdurchsuchung ist noch nicht abgeschlossen.

Hitler-Teuerung.

Berlin, 1. April. (Wolff.) Dem Reichskommissär für Preisüberwachung ist mitgeteilt worden, daß einige Fleischer die Fleischpreise mit der Begründung „Zollwesen der Regierung Hitler" erhöht haben. Der Reichskommissär hat die Landesbehörden gebeten, solchen unberechtigten Preiserhöhungen, die mit lügenhafter und volksverhetzender Begründung erfolgen, mit aller Schärfe entgegenzutreten, die schuldigen Betriebsinhaber zur Verantwortung zu ziehen und gegebenenfalls die Betriebe auf unbestimmte Zeit zu schließen.

Die Warnung eines katholischen Gelehrten

Neuerlicher Appell an den Bundespräsidenten

Der katholische Gelehrte Dr. Winter, dem wir schon einmal das Wort gegeben haben, wendet sich neuerdings in einem Offenen Brief, den er uns zur Veröffentlichung übergibt, an den Bundespräsidenten. Seine Argumente sind nicht die unseren, aber als konservative Stimme gegen den Rechtsradikalismus und seine Experimente am Staate beachtenswert.

Herr Bundespräsident!

Sie hatten die Freundlichkeit, mich durch Ihren Kabinettsdirektor wissen zu lassen, daß Sie mein Schreiben vom 10. März „mit Aufmerksamkeit einer eingehenden Durchsicht unterzogen haben". Ihre Antwort auf die Vorstellungen des Bundesrates hat mir überdies bewiesen, daß Ihr entscheidender Appell an alle Gutgesinnten mit meinem Appell an Sie, Herr Bundespräsident, das letzte Ziel durchaus gemeinsam hat. Ich nehme mir daher die Freiheit, nochmals an Sie heranzutreten, um neuerdings diese Auffassung, die das Gemeingut aller ist, die nicht aus selbstsüchtigem Parteiinteresse die Katastrophe geradezu provozieren wollen, zu unterstreichen. Wenn ich dies tue, so deshalb, weil ich es für meine Pflicht halte, an der Wiederherstellung einer wissenschaftlichen Klarheit in den Grundbegriffen mitzuarbeiten, wie sie dem öffentlichen Leben Oesterreichs in den letzten Wochen offenbar abhanden gekommen ist. Fassen Sie es, bitte, nicht als Anmaßung auf, wenn ich offen sage, daß auch aus Ihrer Argumentation hervorgeht, wie sehr in entscheidenden Fragen diese Klarheit fehlen kann.

Das erste ist, daß Sie, Herr Bundespräsident, niemand andrer, die volle und ganze historische Verantwortung tragen für das, was bisher geschehen ist und noch weiter geschehen kann, nicht die Bundesregierung, die ausschließlich in dem leeren Raume tätig ist, den Sie ihr offen lassen. Das zweite ist, daß nicht nur Sie, sondern die gesamte Bevölkerung, Mehrheit und Minderheit, sich darüber hinwegtäuschen, was am 7. März eigentlich geschehen ist, nämlich ein effektiver Staatsstreich, so echt wie nur irgendeiner, freilich auch so österreichisch wie kein andrer, vor welcher Tatsache die Frage des Verfassungsbruches im einzelnen ganz in den Hintergrund tritt, die aber dennoch vor dem Verfassungsgelöbnis, dem Sie, Herr Bundespräsident, auch noch eine religiöse Beteuerung beigefügt haben, zu verantworten ist. Die Konsequenz aber, die sich aus diesen beiden Feststellungen ergibt, ist, daß nur Sie allein, als der letzte Halt der Verfassung, in der Lage sind, diesem ganzen Spuk ein Ende zu bereiten, ungefährt freilich auch, daß die verfassungstreuen Faktoren gegen Staatsstreich und Verfassungsbruch ein legitimes Widerstandsrecht besitzen, dessen Handhabung, wie die Dinge liegen, vor allem dem Wiener Landeshauptmann und Landtag zukommt.

Diese Sachverhalte eindeutig festzustellen, ohne die leider sehr österreichische Manier des schleimigen Retuschierens der Konturen, ist der Zweck meines heutigen Schreibens. Wenn ich als bekanntermaßen konservativer Schriftsteller in dieser Frage mich auf die Seite des Sozialismus stelle, so aus einem tiefen Gerechtigkeitsgefühl, das die letzte Wurzel des konservativen Denkens ausmacht. Justitia fundamentum regnorum. (Die Gerechtigkeit ist die Grundlage der Reiche.) Dieser Gedanke reicht aus, daß sich auch ein Konservativer schützend vor die bedrohte Minderheit stellt, wäre sie selbst eine sozialistische.

Was in Oesterreich seit dem 7. März geschieht, ist in seinem historischen Ablauf die letzte Frucht der Aera Seipel. Die mehr als zehnjährige geistige Herrschaft eines überragenden, aber einseitig fixierten Kopfes, dem kein ebenbürtiger Gegenspieler im eigenen Lager Paroli bot, wirkt noch immer nach, ja hat sich über seinen Tod hinaus noch gesteigert. Dem Lebenden, dem die Zügel entglitten, konnte man widersprechen — der Tote, dessen Zepter niemand aufgreift, duldet keinen Widerspruch. Nur dieser Mythos erklärt es, daß die christlichsoziale Partei einen Weg betreten hat, der, nicht noch in letzter Stunde abgebremst, ihr eigenes Harakiri bedeutet.

Jeder Verfassung im staatsrechtlichen Sinne liegt ein ungeschriebenes Gesetz, eine Verfassung im staatssoziologischen Sinne zugrunde. Die soziologische Voraussetzung der österreichischen Bundesverfassung ist das Gleichgewicht der Gruppen, die sie geschaffen haben, genauer die Vorstand der einen Partei, die das Mehrheitsrecht sichert, aber auch die Mitbestimmung der andern Partei, die im Minderheitsrecht verankert ist. Nicht nur den positiven Wortlaut der Verfassung, auch ihre soziologischen Voraussetzungen, die ihn überhaupt erst sinnvoll machen, haben 1920 beide Parteien, die den Staat gemeinsam gegründet haben, akzeptiert.

Trotzdem stand die Politik Seipels, angefangen von der historischen Stunde, da er mit Hilfe der Genfer Protokolle die Mitbestimmung des Parlaments auszuschalten wünschte, bis hinauf zur Mobilisierung außerparlamentarischer Energien, durch die das Parlament gefügig gemacht werden sollte, durchaus in einem andern Zeichen. Nicht die verfassungsmäßige Zusammenarbeit von Mehrheit und Minderheit war Seipels Staatsideal, sondern die Herrschaft der 51 Prozent über die 49 Prozent. Die Politik Seipels bedeutete demnach den ersten entscheidenden Verfassungsbruch, wenn auch nicht in positiv-rechtlichem, sondern in einem höheren, geistigen Sinne. Seipels Abfall von der soziologischen Voraussetzung der Verfassung, durch den erst ihr Funktionieren selbst gefährdet wurde, war um so verhängnisvoller, als es wesentlich auch sein eigenes Werk war, das er hier verneinte. Es gibt nur eine Entschuldigung für diesen Widerspruch, daß nämlich Seipel sich den Geist der Verfassung, deren Buchstaben er mitbestimmt hatte, erst allmählich klargemacht hat.

Der Angelpunkt der österreichischen Bundesverfassung ist die Souveränität des Volkes, repräsentiert durch ein höchstes Staatsorgan, das Parlament. Von diesem grundlegenden Gesichtspunkt aus ist der Begriff der „Selbstausschaltung des Parlaments" ein verfassungsrechtlicher Nonsens. Wenn in einem monarchischen Staate Regierung und Volksvertretung den Monarchen ausschalten würden, weil er seine Füllfeder verlegt hat, mit der er Staatsakte zu zeichnen pflegt, so wäre dies ein Staatsstreich, wie er nur sein kann. Die Proklamation der Bundesregierung vom 7. März in Verbindung mit den nachfolgenden Akten, vor allem der versuchten Verhinderung des Parlamentszusammentrittes vom 15. März, sind demnach ein Staatsstreich, denn sie tragen die immanente Tendenz in sich, auch wenn dies nicht beabsichtigt wäre, die parlamentarische Demokratie, in der das Parlament das oberste Staatsorgan ist, in eine andre Staatsform zu verwandeln, in der es nur noch beratende Funktionen besitzen soll, wenn es nicht am Ende überhaupt überflüssig wird.

Es ist klar, daß sich die Bundesregierung, die sich hierbei als gesetzestechnischen Mittels des kriegswirtschaftlichen Ermächtigungsgesetzes bedient, ganz unabhängig von dessen verfassungsrechtlicher Tragweite, Rechte anmaßt, die nicht nur das Gesetzgebungsrecht des Parlaments, sondern auch das subsidiäre Verordnungsrecht des Bundespräsidenten faktisch aufheben. Diese Anmaßung, die heute das Parlament und den Bundespräsidenten trifft, kann morgen natürlich auch die Landtage und den Verfassungsgerichtshof treffen, denn sie vollzieht sich bereits via facti im gesetzesleeren Raume, der durch zwei Momente künstlich erzeugt wird, durch die moralische Autorität des Bundespräsidenten und durch den Einsatz der Staatsmacht, die beide den Widerstand der verfassungstreuen Elemente unmöglich machen sollen. Nur Sie, Herr Bundespräsident, können dieser Verirrung ein Ende bereiten. Solange Sie es nicht tun, billigen Sie die Arrogation (Rechtsanmaßung) der Bundesregierung, decken damit aber nicht nur die Ausschaltung des Parlaments, sondern auch Ihre eigene Abdikation.

Sie, Herr Bundespräsident, vertreten demgegenüber den Standpunkt, daß bisher kein Verfassungsbruch vorliege. Dies ist bis zum Spruch des Verfassungsgerichtshofes formal richtig, soweit die Verfassungswidrigkeit der einzelnen Regierungsverordnungen in Frage steht, keineswegs aber hinsichtlich der grundlegenden Veränderung der Staatsform, welche die Bundesregierung durch ihren Staatsstreich bereits vollzogen hat, der gegenüber es auch keinen Richter gibt, es sei denn Ihre Einsicht, und die nur deshalb noch nicht ins Bewußtsein der Allgemeinheit gedrungen ist, weil auch der Anwalt des Parlaments, die Opposition, sich der nicht ungefährlichen Hoffnung hingibt, es könne dieser entscheidende Schritt noch einmal als gar nicht geschehen betrachtet werden.

Eine Bundesregierung kann in diesem Punkte irren, es ist solange nach immer von nebensächlicher Bedeutung, solange der Bundespräsident sich den Weg, der aus dieser Verstrickung herausführt, offen läßt. Erst wenn auch er endgültig Staatsstreich und Verfassungsbruch decken würde, gäbe es keinen verfassungsmäßigen Ausweg mehr. Möge Sie, Herr Bundespräsident, bedenken, daß es gerade für die katholische Sache nicht gleichgültig sein kann, daß Verfassungsgelöbnisse im Ernstfall so wenig ernst genommen werden, wie dies in der Tat geschehen ist, und leider für den, der die beiden Revolutionen von 1918 und 1933 miterlebt hat, nicht zum erstenmal geschieht. Wer wird noch einem katholischen Mann sein Verfassungsversprechen glauben, wenn es so offenkundig sich dem parteipolitischen Interessenstandpunkt, mag er auch kurzsichtigerweise mit dem der Kirche selbst gleichgesetzt werden, anbequemt.

Die Frage, vor der alle stehen, die einen Verfassungsbruch aus welchen Motiven auch immer unbedingt verwerfen, weil sie keine Verfassung für so schlecht halten, daß sie nicht durch legale Arbeit an ihr verbessert werden könnte, ist angesichts dieses in einem Zwielicht der Erkenntnis keineswegs in schamloser Offenheit sich vollziehenden Verfassungsboykotts in dem wir uns befinden, was denn zur Abwehr geschehen kann? Die verfassungsgemäße Abwehr liegt in der Vorstellung an den Bundespräsidenten und in der Anrufung des Verfassungsgerichtshofes. Möge sie genügen! Die politische Abwehr wird deshalb nicht überflüssig. Sie darf meiner Rechtsüberzeugung nach im gegebenen Falle bis zur vollen Entfaltung des Widerstandsrechtes gehen, das ein altes deutsches Rechtsgut ist, das der moderne Staatsgedanke wohl überdeckt, nicht aber auch ausgetilgt hat.

Man hat im Lager der Opposition die Frage aufgeworfen, wo und wann diese letzte Abwehr einsetzen soll. Beim ersten Verfassungsbruch durch verfassungswidrige Regierungsverordnung? Dann hätte dies am 7. März geschehen müssen. Oder aber bei der Selbsttoffenbarung des Staatsstreiches, durch den die Staatsform selbst geändert wurde? Dann wäre der 15. März der rechte Tag gewesen. Anderseits sind die bisherigen Ereignisse von zu geringem Symbolgehalt, um einer verantwortungsbewußten Entscheidung die Grundlagen zu bieten. Ein 20. Juli ist in Oesterreich noch nicht eingetreten. Er liegt aber sozusagen in der Luft, weil, wenn auch nicht in der ursprünglichen Absicht, so dafür in der politischen Linie der Bundesregierung. Artikel 102 7 der Bundesverfassung gibt die Möglichkeit, Regierungskommissäre in Gemeinden einzusetzen, was in Waidhofen an der Ybbs zum erstenmal geschah. Nach dem Lagebericht der Heimwehren besteht in diesen Kreisen die Absicht, für Wien dasselbe zu erzwingen, wozu die Doppelstellung Wiens den Vorwand gäbe. Ein solcher Angriff auf Wiens Freiheit wäre das symbolische Signal dafür, daß die Regierung die Entscheidungen des Verfassungsgerichtshofes nicht abwarten will. Nunmehr erst stünde wirklich der Staat auf dem Spiel. Daß die Opposition, um deren nackte Existenz es geht, mit dieser Möglichkeit rechnet, kann man ihr nicht verargen. Freilich muß sich an dieser Stelle erweisen, was der Marxismus in den fünfzehn Jahren seiner Mitbestimmung am Staat und der vielfachen Alleinbestimmung in Land und Gemeinden an Staatsethos in sich aufgenommen hat. Die bloße Generalstreikparole wäre von diesem Standpunkt aus, hielte sie die Opposition wirklich in petto, zweifellos ein Rückfall in die Methoden des alten Kampfes gegen den Staat, abgesehen davon, daß die Staatsmacht ihrer wohl Herr würde. Die Stärke der Opposition liegt heute nicht mehr im Aufgebot der Straße, sondern in der verfassungsrechtlichen Position im Bundesrat, in den Landtagen, vor allem in Wien. Denn hier kann nun sie daran erinnern, daß der Bundesstaat Oesterreich durch freiwilligen Beitritt der Länder als selbständiger Rechtssubjekte entstanden ist. Auch Wien hat, als es Land wurde, diesen Gedanken, der dem Sozialismus ursprünglich fremd war, akzeptiert: es fühlt sich seither als Freistaat an der Donau, der freiwillig ein Gliedstaat des Bundesstaates ist, solange dieser nämlich seine übernommenen Verpflichtungen einhält. In der historischen Stunde, in der die österreichische Bundesregierung gegen das Land Wien eine illegale Bundesexekution durchführen würde, ergäbe sich für den Freistaat Wien die notwendige Konsequenz des Nichtgebundenseins an den Bundesstaat. Nicht das Proletariat, nicht die Sozialdemokratie, sondern das Land Wien als öffentlicher Gewaltträger wäre dann auch der Träger des Widerstandsrechtes. Daß dann nicht mehr Rebellen gegen die Staatsgewalt, streikende Aufrührer gegen die Ordnung sich erheben würden, sondern Staat gegen Staat, oder besser ein souveräner Freistaat gegen die bundesbrüchige Vollzugsgewalt stünde, würde es von selbst erweisen, daß Europa Wien als europäisches Problem begriffe.

Es ist nicht reine Phantasie, Herr Bundespräsident, diese letzten Eventualitäten an die Wand zu malen. Es geschieht, damit sie nicht eintreten. Es ist nach meiner innersten Ueberzeugung zu einem sehr großen Teil in Ihre Hand gelegt, daß die Katastrophe, auf die die einen hinsteuern, gegen die die andern aber sich wehren, vermieden werde.

Dr. Ernst Karl Winter.

Eine antifascistische Organisation in Amerika.

Neuyork, 1. April. (Reuter.) Unter dem Vorsitz des Präsidenten des amerikanischen Gewerkschaftsbundes William Green hat sich eine Vereinigung von sozialistischen und gewerkschaftlichen Organisationen gegen den Fascismus gebildet, in der 65 Verbände vertreten sind.

Zusammenstöße zwischen Heimwehr und Nazi in Imst.

Innsbruck, 1. April. Gestern abend fand im Gasthaus „zum grünen Baum" in Imst eine Versammlung der Heimwehr statt. Wegen des Versammlungsverbotes war die Kundgebung als „Kameradschaftsabend" angemeldet worden, doch erschienen die Hahnenschwänzler mit Gewehren, Bajonetten, Spaten und Stahlhelmen. Bei der Zusammenkunft wurde eine Resolution verfaßt, in der gegen die Ernennung Hitlers zum Ehrenbürger der Stadt heftig protestiert und beschlossen wurde, den Protest an die Tiroler Landesregierung weiterzuleiten.

Als die Nazi von Imst davon erfuhren, zogen sie zu dem Gasthaus, in dem der „Kameradschaftsabend" stattfand, und warteten vor dem Lokal, bis die Heimwehrleute den Saal verlassen wollten. Es kam dann zu einer Prügelei. Die Heimwehrleute verwendeten ihre Gewehre zwar nicht dazu, um zu schießen, doch schlugen sie mit den Kolben auf ihre Gegner ein. Diese verwendeten Gummiknüppel und Schlagringe. Auch die Spaten der Heimatschützer wurden als Waffen benützt. Die Schlägerei dauerte fast drei Viertelstunden. Insgesamt wurden sieben Nazi und drei Heimwehrleute verwundet. Zwei SA.-Leute erlitten schwere Kopfverletzungen. In später Abendstunde stellte Gendarmerie die Ruhe wieder her.

Der Ueberfall von Innsbrucker Heimwehrleuten inszeniert.

An dem Zusammenstoß war auch Innsbrucker Heimwehr beteiligt, die in einem Lastauto nach Imst gekommen war. Als die Heimwehrleute in den Ort einfuhren, wurden sie von den Nazi mit Steinen und Blumentöpfen begrüßt, auch sollen Schüsse gefallen sein. Die Heimwehr verließ ihr Auto und ging mit Gewehrkolben und Feldspaten auf ihre braunen Gegner los. Die Nazi behaupten, daß die Heimwehrleute auch Frauen und Kinder nicht verschont haben. Der Stadtarzt Dr. Jennewein, ein Nationalsozialist, wurde, als er Verletzten Beistand leisten wollte, niedergeschlagen.

Die Imster Vorfälle fanden heute während des Tages in Innsbruck ihr Nachspiel. Als die Heimwehrleute in den Morgenstunden aus Imst zurückkehrten, wurden sie in Innsbruck bereits von den Nazi erwartet. Es kam zu einem schweren Zusammenstoß, bei dem es wieder Verletzte gab.

Am Nachmittag sprach eine Deputation des Imster Gemeinderates im Landhaus vor. Sie beschwerte sich, daß die Heimwehr in Imst gehaust habe wie die Soldateska in einem feindlichen Land. Die Landesregierung hat nun eine Darstellung der Vorfälle herausgegeben, in der alle Schuld den Nazi zugeschoben wird. Während des ganzen heutigen Tages ist es in Innsbruck ununterbrochen zu Plänkeleien zwischen den beiden Fascistengruppen gekommen. So haben mehrere Nazi einen schwer bewaffneten Heimwehrmann, den sie gefangen hatten, bei der Polizei abgeliefert.

Waffensuche.

Graz, 1. April. Wie die Polizeidirektion mitteilt, wurde im Zuge der Hausdurchsuchung im Heime des Republikanischen Schutzbundes in der Ungergasse heute nachmittag neben der Kellerstiege eine mit einer Holzverschalung, an der Kleiderhaken angebracht waren, verdeckte geheime Kammer gefunden, die als Waffen- und Sprengstofflager diente. In der Kammer befanden sich folgende Gegenstände: 39 frisch eingefettete Mannlichergewehre, 28 Kisten mit je 10 Stück adjustierter Röhrenhandgranaten, 2 Kisten mit scharfer Infanteriemunition, 2 Säcke Schwarzpulver, 1 Gewehrstutzen, 1 Armeepistole, 1 Leuchtpistole, 1 Paket Leuchtraketen, etliche Zündschnüre und eine große Menge Spaten, Krampen, Beilpicken und Stahlhelme. Die Gegenstände wurden beschlagnahmt. Vormittags wurde im Gebäude sehr viel wichtiges schriftliches Material sichergestellt. Die Hausdurchsuchung ist noch nicht abgeschlossen.

Hitler-Teuerung.

Berlin, 1. April. (Wolff.) Dem Reichskommissär für Preisüberwachung ist mitgeteilt worden, daß einige Fleischer die Fleischpreise mit der Begründung „Hitlerwesen der Regierung Hitler" erhöht haben. Der Reichskommissär hat die Landesbehörden gebeten, solchen unberechtigten Preiserhöhungen, die mit lügenhafter und volksverhetzender Begründung erfolgen, mit aller Schärfe entgegenzutreten, die schuldigen Betriebsinhaber zur Verantwortung zu ziehen und gegebenenfalls die Betriebe auf unbestimmte Zeit zu schließen.

Die Warnung eines katholischen Gelehrten

Neuerlicher Appell an den Bundespräsidenten

Der katholische Gelehrte Dr. Winter, dem wir schon einmal das Wort gegeben haben, wendet sich neuerdings in einem Offenen Brief, den er uns zur Veröffentlichung übergibt, an den Bundespräsidenten. Seine Argumente sind nicht die unseren, aber als konservative Stimme gegen den Rechtsradikalismus und seine Experimente am Staate beachtenswert.

Herr Bundespräsident!

Sie halten die Freundlichkeit, mich durch Ihren Kabinettsdirektor wissen zu lassen, daß Sie mein Schreiben vom 10. März „mit Aufmerksamkeit einer eingehenden Durchsicht unterzogen haben". Ihre Antwort auf die Vorstellungen des Bundesrates hat mir überdies bewiesen, daß Ihr entscheidender Appell an alle Gutgesinnten mit meinem Appell an Sie, Herr Bundespräsident, das letzte Ziel durchaus gemeinsam hat. Ich nehme mir daher die Freiheit, nachmals an Sie heranzutreten, um neuerdings diese Auffassung, die das Gemeingut aller ist, die nicht aus selbstsüchtigem Parteiinteresse die Katastrophe geradezu provozieren wollen, zu unterstreichen. Wenn ich dies tue, so deshalb, weil ich es für meine Pflicht halte, an der Wiederherstellung einer wissenschaftlichen Klarheit in den Grundbegriffen mitzuarbeiten, wie sie dem öffentlichen Leben Oesterreichs in den letzten Wochen offenbar abhanden gekommen ist. Fassen Sie es, bitte, nicht als Anmaßung auf, wenn ich offen sage, daß auch aus Ihrer Argumentation hervorgeht, wie sehr in entscheidenden Fragen diese Klarheit fehlen kann.

Das erste ist, daß Sie, Herr Bundespräsident, niemand andrer, die volle und ganze historische Verantwortung tragen für das, was bisher geschehen ist und noch weiter geschehen kann, nicht die Bundesregierung, die ausschließlich in dem leeren Raume tätig ist, den Sie ihr offen lassen. Das zweite ist, daß nicht nur Sie, sondern die gesamte Bevölkerung, Mehrheit und Minderheit, sich darüber hinwegtäuschen, was am 7. März eigentlich geschehen ist, nämlich ein effektiver Staatsstreich, so echt wie nur irgendeiner, freilich auch so österreichisch wie kein andrer, vor welcher Tatsache die Frage des Verfassungsbruches im einzelnen ganz in den Hintergrund tritt, die aber dennoch vor dem Verfassungsgelöbnis, dem Sie, Herr Bundespräsident, auch noch eine religiöse Beteuerung beigefügt haben, zu verantworten ist. Die Konsequenz aber, die sich aus diesen beiden Feststellungen ergibt, ist, daß nur Sie allein, als der letzte Halt der Verfassung, in der Lage sind, diesem ganzen Spuk ein Ende zu bereiten, umgekehrt freilich auch, daß die verfassungstreuen Faktoren gegen Staatsstreich und Verfassungsbruch ein legitimes Widerstandsrecht besitzen, dessen Handhabung, wie die Dinge liegen, vor allem dem Wiener Landeshauptmann und Landtag zukommt.

Diese Sachverhalte eindeutig festzustellen, ohne die leider sehr österreichische Manier des schleunigen Retuschierens der Konturen, ist der Zweck meines heutigen Schreibens. Wenn ich als bekanntermaßen konservativer Schriftsteller in dieser Frage mich auf die Seite des Sozialismus stelle, so aus einem tiefen Gerechtigkeitsgefühl, das die letzte Wurzel des konservativen Denkens ausmacht. Justitia fundamentum regnorum. (Die Gerechtigkeit ist die Grundlage der Reiche.) Dieser Gedanke reicht aus, daß sich auch ein Konservativer schützend vor die bedrohte Minderheit stellt, wäre sie selbst eine sozialistische.

Was in Oesterreich seit dem 7. März geschieht, ist in seinem historischen Ablauf die letzte Frucht der Aera Seipel. Die mehr als zehnjährige geistige Herrschaft eines überragenden, aber einseitig fixierten Kopfes, dem kein ebenbürtiger Gegenspieler im eigenen Lager Paroli bot, wirkt noch immer nach, ja hat sich über seinen Tod hinaus noch gesteigert. Dem Lebenden, dem die Zügel entglitten, konnte man widersprechen — der Tote, dessen Zepter niemand aufgreift, duldet keinen Widerspruch. Nur dieser Mythos erklärt es, daß die christlichsoziale Partei einen Weg betreten hat, der, nicht noch in letzter Stunde abgebremst, ihr eigenes Harakiri bedeutet.

Jeder Verfassung im staatsrechtlichen Sinne liegt ein ungeschriebenes Gesetz, eine Verfassung im staatssoziologischen Sinne zugrunde. Die soziologische Voraussetzung der österreichischen Bundesverfassung ist das Gleichgewicht der Gruppen, die sie geschaffen haben, gewiß die Vorhand der einen Partei, die das Mehrheitsrecht sichert, aber auch die Mitbestimmung der andern Partei, die im Minderheitsrecht verankert ist. Nicht nur den positiven Wortlaut der Verfassung, auch ihre soziologischen Voraussetzungen, die ihn überhaupt erst sinnvoll machen, haben 1920 beide Parteien, die den Staat gemeinsam gegründet haben, akzeptiert.

Trotzdem stand die Politik Seipels, angefangen von der historischen Stunde, da er mit Hilfe der Genfer Protokolle die Mitbestimmung des Parlaments auszuschalten wünschte, bis hinauf zur Mobilisierung außerparlamentarischer Energien, durch die das Parlament gefügig gemacht werden sollte, durchaus in einem andern Zeichen. Nicht die verfassungsmäßige Zusammenarbeit von Mehrheit und Minderheit war Seipels Staatsideal, sondern die Herrschaft der 51 Prozent über die 49 Prozent. Die Politik Seipels bedeutete demnach den ersten entscheidenden Verfassungsbruch, wenn auch nicht in positiv-rechtlichem, sondern in einem höheren, geistigen Sinne. Seipels Abfall von der soziologischen Voraussetzung der Verfassung, durch den erst ihr Funktionieren selbst gefährdet wurde, war um so verhängnisvoller, als es wesentlich auch sein eigenes Werk war, das er hier verneinte. Es gibt nur eine Entschuldigung für diesen Widerspruch, daß nämlich Seipel sich den Geist der Verfassung, deren Buchstaben er mitbestimmt hatte, erst allmählich klargemacht hat.

Der Angelpunkt der österreichischen Bundesverfassung ist die Souveränität des Volkes, repräsentiert durch ein höchstes Staatsorgan, das Parlament. Von diesem grundlegenden Gesichtspunkt aus ist der Begriff der „Selbstausschaltung des Parlaments" ein verfassungsrechtlicher Nonsens. Wenn in einem monarchischen Staate Regierung und Volksvertretung den Monarchen ausschalten würden, weil er seine Füllfeder verlegt hat, mit der er Staatsakte zu zeichnen pflegt, so wäre dies ein Staatsstreich, wie er nur sein kann. Die Proklamation der Bundesregierung vom 7. März in Verbindung mit den nachfolgenden Akten, vor allem der versuchten Verhinderung des Parlamentszusammentrittes vom 15. März, sind demnach ein Staatsstreich, denn sie tragen die immanente Tendenz in sich, auch wenn dies nicht beabsichtigt wäre, die parlamentarische Demokratie, in der das Parlament das oberste Staatsorgan ist, in eine andre Staatsform zu verwandeln, in der es nur noch beratende Funktionen besitzen soll, wenn es nicht am Ende überhaupt überflüssig wird.

Es ist klar, daß sich die Bundesregierung, die sich hierbei als gesetzestechnischen Mittels des kriegswirtschaftlichen Ermächtigungsgesetzes bedient, ganz unabhängig von dessen verfassungsrechtlicher Tragweite, Rechte anmaßt, die nicht nur das Gesetzgebungsrecht des Parlaments, sondern auch das subsidiäre Verordnungsrecht des Bundespräsidenten faktisch aufheben. Diese Anmaßung, die heute das Parlament und den Bundespräsidenten trifft, kann morgen natürlich auch die Landtage und den Verfassungsgerichtshof treffen, denn sie vollzieht sich bereits via facti im gesetzesleeren Raume, der durch zwei Momente künstlich erzeugt wird, durch die moralische Autorität des Bundespräsidenten und durch den Einsatz der Staatsmacht, die beide den Widerstand der verfassungstreuen Elemente unmöglich machen sollen. Nur Sie, Herr Bundespräsident, können dieser Verirrung ein Ende bereiten. Solange Sie es nicht tun, billigen Sie die Arrogation (Rechtsanmaßung) der Bundesregierung, decken damit aber nicht nur die Ausschaltung des Parlaments, sondern auch Ihre eigene Abdikation.

Sie, Herr Bundespräsident, vertreten demgegenüber den Standpunkt, daß bisher kein Verfassungsbruch vorliege. Dies ist bis zum Spruch des Verfassungsgerichtshofes formal richtig, soweit die Verfassungswidrigkeit der einzelnen Regierungsverordnungen in Frage steht, keineswegs aber hinsichtlich der grundlegenden Veränderung der Staatsform, welche die Bundesregierung durch ihren Staatsstreich bereits vollzogen hat, der gegenüber es auch keinen Richter gibt, es sei denn Ihre Einsicht, und die nur deshalb noch nicht ins Bewußtsein der Allgemeinheit gedrungen ist, weil auch der Anmalt des Parlaments, die Opposition, sich der nicht ungefährlichen Hoffnung hingibt, es könne dieser entscheidende Schritt noch einmal als gar nicht geschehen betrachtet werden.

Eine Bundesregierung kann in diesem Punkte irren, es ist solange noch immer von nebensächlicher Bedeutung, solange der Bundespräsident sich den Weg, der aus dieser Verstrickung herausführt, offen läßt. Erst wenn auch er endgültig Staatsstreich und Verfassungsbruch decken würde, gäbe es keinen verfassungsmäßigen Ausweg mehr. Mögen Sie, Herr Bundespräsident, bedenken, daß es gerade für die katholische Sache nicht gleichgültig sein kann, daß Verfassungsgelöbnisse im Ernstfall so wenig ernst genommen werden, wie dies in der Tat geschehen ist, und leider für den, der die beiden Revolutionen von 1918 und 1933 miterlebt hat, nicht zum erstenmal geschieht. Wer wird noch einem katholischen Mann sein Verfassungsversprechen glauben, wenn es so offenkundig sich dem parteipolitischen Interessenstandpunkt, mag er auch kurzsichtigerweise mit dem der Kirche selbst gleichgesetzt werden, unbequemt.

Die Frage, vor der alle stehen, die einen Verfassungsbruch aus welchen Motiven auch immer unbedingt verwerfen, weil sie keine Verfassung für so schlecht halten, daß sie nicht durch legale Arbeit an ihr verbessert werden könnte, ist angesichts dieses in einem Zweifelfall der Erkenntnis keineswegs in schamloser Offenheit sich vollziehenden Verfassungsboykotts in dem wir uns befinden, was denn zur Abwehr geschehen kann? Die verfassungsgemäße Abwehr liegt in der Verstellung an den Bundespräsidenten und in der Anrufung des Verfassungsgerichtshofes. Möge sie genügen! Die politische Abwehr wird deshalb nicht überflüssig. Sie darf meiner Rechtsüberzeugung nach im gegebenen Falle bis zur vollen Entfaltung des Widerstandsrechtes gehen, das ein altes deutsches Rechtsgut ist, das der moderne Staatsgedanke wohl überdeckt, nicht aber auch ausgetilgt hat.

Man hat im Lager der Gegner der Opposition die Frage aufgeworfen, wo und wann diese letzte Abwehr einsetzen soll. Beim ersten Verfassungsbruch durch verfassungswidrige Regierungsverordnung? Dann hätte dies am 7. März geschehen müssen. Oder aber bei der Selbstoffenbarung des Staatsstreiches, durch den die Staatsform selbst geändert wurde? Dann wäre der 15. März der rechte Tag gewesen. Anderseits sind die bisherigen Ereignisse von zu geringem Symbolgehalt, um einer verantwortungsbewußten Entscheidung die Grundlagen zu bieten. Ein 20. Juli ist in Oesterreich noch nicht eingetreten. Er liegt aber sozusagen in der Luft, weil, wenn auch nicht in der ursprünglichen Absicht, so dafür in der politischen Linie der Bundesregierung. Artikel 102-7 der Bundesverfassung gibt die Möglichkeit, Regierungskommissäre in Gemeinden einzusetzen, was in Waidhofen an der Ybbs zum erstenmal geschah. Nach dem Lagebericht der Heimwehren besteht in diesen Kreisen die Absicht, für Wien dasselbe zu erzwingen, wozu die Doppelstellung Wiens den Vorwand gäbe. Ein solcher Angriff auf Wiens Freiheit wäre das symbolische Signal dafür, daß die Regierung die Entscheidungen des Verfassungsgerichtshofes nicht abwarten will. Nunmehr erst stünde wirklich der Staat auf dem Spiel. Daß die Opposition, um deren nackte Existenz es geht, mit dieser Möglichkeit rechnet, kann man ihr nicht verargen. Freilich muß sich an dieser Stelle erweisen, was der Marxismus in den fünfzehn Jahren seiner Mitbestimmung am Staat und der dielfachen Alleinbestimmung in Land und Gemeinden an Staatsethos in sich aufgenommen hat. Die bloße Generalstreikparole wäre von diesem Standpunkt aus, hielte sie die Opposition wirklich in petto, zweifellos ein Rückfall in die Methoden des alten Kampfes gegen den Staat, abgesehen davon, daß die Staatsmacht ihrer wohl Herr würde. Die Stärke der Opposition liegt heute nicht mehr im Aufgebot der Straße, sondern in der verfassungsrechtlichen Position im Bundesrat, in den Landtagen, vor allem in Wien. Denn hier kann nun sie daran erinnern, daß der Bundesstaat Oesterreich durch freiwilligen Beitritt der Länder als selbständiger Rechtssubjekte entstanden ist. Auch Wien hat, als es Land wurde, diesen Gedanken, der dem Sozialismus ursprünglich fremd war, akzeptiert: es fühlt sich seither als Freistaat an der Donau, der freiwillig ein Gliedstaat des Bundesstaates ist, solange dieser nämlich seine übernommenen Verpflichtungen einhält. In der bisherigen Stunde, in der die österreichische Bundesregierung gegen das Land Wien eine illegale Bundesexekution durchführen würde, ergäbe sich für den Freistaat Wien die notwendige Konsequenz des Nichtgebundenseins an den Bundesstaat. Nicht das Proletariat, nicht die Sozialdemokratie, sondern das Land Wien als öffentlicher Gewaltträger wäre dann auch der Träger des Widerstandsrechtes. Daß dann nicht mehr Rebellen gegen die Staatsgewalt, streikende Aufrührer gegen die Ordnung sich erheben würden, sondern Staat gegen Staat, oder besser ein souveräner Freistaat gegen die bundesbrüchige Bollzugsgewalt stünde, würde es von selbst bewirken, daß Europa Wien als europäisches Problem begriffe.

Es ist nicht meine Phantasie, Herr Bundespräsident, diese letzten Eventualitäten an die Wand zu malen. Es geschieht, damit sie nicht eintreten. Es ist nach meiner innersten Ueberzeugung zu einem sehr großen Teil in Ihre Hand gelegt, daß die Katastrophe, auf die die einen hinsteuern, gegen die die andern aber sich wehren, vermieden werde.

Dr. Ernst Karl Winter.

Eine antifascistische Organisation in Amerika.

Neuyork, 1. April. (Reuter.) Unter dem Vorsitz des Präsidenten des amerikanischen Gewerkschaftsbundes William Green hat sich eine Vereinigung von sozialistischen und gewerkschaftlichen Organisationen gegen den Fascismus gebildet, in der 65 Verbände vertreten sind.

Lettre de Otto de Habsbourg

UNION PANEUROPÉENNE
INTERNATIONALE
PANEUROPA-UNION

Dr. Otto v. Habsburg

Hindenburgstraße 15
D-82343 Pöcking
Tel. +49-8157-7015
Fax +49-8157-7087
E-Mail: habsburg@habsburg.de

Pöcking, le 13 juin 2005

Cher Docteur Grelle,

Merci pour votre lettre du 6 juin. Je suis très heureux d'apprendre que vous vous intéressez aux rapports franco-autrichiens et surtout aussi à une époque dont on a peu parlé.

En ce qui concerne Ernst Karl Winter, je l'ai connu depuis assez longtemps bien avant l'occupation de l'Autriche par Hitler. Il a joué un rôle très positif dans la municipalité de Vienne, notamment aussi avec une idée que je partageais d'ailleurs qu'il fallait mobiliser toutes les forces autrichiennes, notamment aussi les socialistes dans la résistance à l'hitlerisme. En ce qui concerne les contacts après l'occupation ils ont continué quoique j'ai été d'une opinion différente de celle de Winter à cette époque. J'ai été notamment opposé à des essais d'initiative pour un gouvernement en exil vu la résistance féroce de la Grande Bretagne à ce sujet. Vis-à-vis de la France la chose était différente, car la France était très amicale notamment du côté du Général de Gaulle. Les tentatives d'un gouvernement d'exil se passaient à l'époque où les Etats-Unis étaient encore pas entrés en guerre et là il y a eu plusieurs initiatives qui à mon avis était bien prématurées. Ils ont d'ailleurs fait plus de tort que de bien. Le tout était surtout rendu difficile par le fait que les socialistes autrichiens même dans l'émigration, à l'exception de quelques personnes, continuaient à soutenir l'idée de l' »Anschluss » et cela à une époque très avancée de la guerre. C'était là une idée qui avait été notamment élaborée par celui qui fut

plus tard le Président de l'Autriche, le Docteur Renner, qui non seulement avait invité à voter lors du référendum sur l'occupation allemande de l'Autriche en faveur de l'occupant, mais qui après, quand la situation changea, écrivait une lettre à Stalin en lui proposant le soutien des socialistes pour sa cause. Comme c'était déjà à l'époque où les Russes étaient dans une partie de l'Autriche, cette lettre a permis au Docteur Renner de reprendre une position politique importante.

En ce concerne Ernst Karl Winter, j'ai donc eu des rapports avec lui avant ses idées à mon avis prématurés et plus après cette période. Je n'ai donc pas de documentation épistolaire après cette période.

En ce qui concerne la correspondance avant l'occupation, elle a du être brûlée lors de l'invasion allemande en Belgique ou en France. On a détruit notamment un grand nombre de papiers à cette époque.

Je regrette donc de ne pas pouvoir vous donner ce que vous désirez, mais je vous souhaite un grand succès dans votre travail.

Je vous prie de croire, cher Docteur Grelle, à mes sentiments les meilleurs.

Habsbourg

OTTO DE HABSBOURG

Lettre de Otto von Habsbourg

Interview de M. l'Archiduc Otto von Habsburg
le 12 octobre 06 à Pöcking (Bavière)
par Gérard Grelle

G.G. : Avez-vous songé, en mars 38, après l'annexion de l'Autriche par le IIIe Reich, à appeler les Autrichiens à la résistance ?

O.v.H. : Absolument. J'ai été le premier à le faire. Le jour où s'est arrivé, je l'ai fait immédiatement. Et surtout avec le Général Zehner. qui a été assassiné par la Gestapo. Parce que, avec les difficultés dans lesquelles se trouvait le chancelier Schuschnigg, il y avait deux écoles : celle qui pensait qu'il fallait résister à tout prix, c'est-à-dire qu'il fallait se battre. On savait très bien que ce serait un suicide. Mais comme j'étais convaincu depuis longtemps que Hitler allait nous conduire à la guerre, j'avais préparé toute ma pensée politique à cette guerre. Et j'étais donc de l'avis – et où, d'ailleurs, je me suis trompé – qu'un pays qui ne se défendait pas, effectivement lors de l'occupation, ne serait plus jamais rétabli. Or, c'est exactement le contraire. Les Tchèques n'ont rien fait, ils avaient une armée très forte, ils ne se sont pas battus parce qu'ils avaient beaucoup de population qui ne voulait pas, chose compréhensible, mais toute la politique de Bénès était dans le vide. Et par conséquent, selon ma logique, cet état ne pouvait pas être rétabli. Mais effectivement, c'est lui qui a été du côté des vainqueurs sans jamais se battre. Ne connaissant pas encore, à cette époque-là, ce qui allait se passer avec les Tchèques, j'ai été à fonds pour la défense, pour le fait de se battre. Je savais très bien qu'on ne pourrait pas gagner. Mais je ne connaissais d'ailleurs pas suffisamment les détails qui sont sortis plus tard ; effectivement toute cette conspiration entre l'Angleterre et l'Allemagne au sujet de l'Autriche. Parce que l'Autriche avait été le premier pays à résister au danger (nazi). Après tout, Dollfuß avait sacrifié sa vie ; l'Autriche avait été le seul pays qui ait eu un chancelier qui se soit sacrifié pour son pays. Après cela, je ne savais pas la chose suivante, c'est que, au mois de septembre ou octobre (1937), je ne peux pas vous donner la date exacte, l'ambassadeur de la Grande Bretagne à Berlin, Henderson, avait déclaré à M. von Neurath, qui était le ministre des Affaires Etrangères de l'Allemagne, que si l'Allemagne se décidait à prendre l'Autriche de façon violente avec l 'armée, l'Angleterre allait tout faire pour empêcher qu'on aide l'Autriche et qu'on fasse quelque chose d'actif. Il y a un fait que M. von Neurath, qui était plus honorable que je ne l'avais pensé, n'a pas retransmis ce message à Hitler. Sur quoi le gouvernement britannique a envoyé, au mois de janvier1938, le Duc de Windsor, l'ex-roi, chez Göring qui était son ami, en lui demandant quand les Allemands allaient attaquer l'Autriche. A ce moment-là, (le message) a passé chez Hitler , et c'est ce qui nous a amenés à la tragédie de mars 1938. C'est là l'un des facteurs. Maintenant, il y a une chose que l'on sait maintenant aussi, c'est que, effectivement, la Grande Bretagne sous Baldwin avait complètement désarmé et lorsque, en 1935, il était devenu clair à l'état major britannique à Londres que Hitler voulait faire la guerre (cela a duré assez longtemps à réaliser cela), les Britanniques avaient donc décidé qu'il fallait s'armer ; mais ils avaient complètement désarmé, et à ce moment-là, la position militaire de la Grande-Bretagne était telle que les Anglais ne pouvaient même pas défendre leur île parce qu'ils n'avaient rien fait sous Baldwin et

Chamberlain a été plus intelligent à ce point de vue parce que c'est lui qui a décidé qu'on armerait. Et alors, effectivement, l'état-major britannique avait déclaré qu'il lui fallait au minimum deux ans pour armer et défendre suffisamment la Grande-Bretagne, et c'est donc de cette façon-là que le grand état-major a dit comment il fallait détourner Hitler de faire la guerre avant les deux ans qui étaient indispensables à la Grande-Bretagne, et ceci était effectivement la preuve – il fallait pousser Hitler vers l'Est. Vous savez que Staline – tout coquin qu'il fût – avait déclaré publiquement cette histoire : on a alors affirmé que c'était un mensonge, de la propagande, etc. On ne l'a pas écouté, et effectivement, nous avons eu cette situation en mars 38 où la Grande-Bretagne était aussi déterminée qu'au début de ne rien faire. Voilà une chose qui est essentielle ! C'est ce qui explique toutes les persécutions contre l'Autriche qui ont la plupart du temps eu leur commencement à Londres parce que les Britanniques ne voulaient pas que cela ressortent pendant la guerre ; c'eût été désagréable pour eux ! Nous avons là cette politique systématique anti-autrichienne de Londres. Il y avait un seul homme qui ait été d'une opinion différente en haute position, c'était Churchill, qui était le seul, et par conséquent ne pouvait pas s'imposer.

G.G. Existe-t-il des prises de position officielles de Churchill face à la question autrichienne ?

O.v.H. : Oui, parce que c'était lui le seul. Il voulait, mais n'avait pas la force suffisante pour s'imposer avec ce gouvernement qu'il avait, et surtout avec son mauvais esprit qu'était Eden. Voilà exactement comment cela s'est effectivement passé. Et c'est alors ….. J'avais des différences avec Schuschnigg sur un point essentiel. Personnellement, j'étais pour que l'on se batte, et lui était contre pour des raisons absolument hautement honorables. Il affirmait que les Autrichiens n'avaient rien, mais nous savions que nous n'avions rien. Nous savions très bien que, si nous nous battions, ce serait le suicide. Et nous avons cru que c'était là la condition nécessaire à la résurrection de l'Autriche, et c'est exactement cette situation-là que l'on a trop peu comprise, parce que nous avions des appuis en France. Ne l'oublions jamais ! D'abord nous avons eu l'amitié de l'Italie jusqu'au moment où Mussolini a changé de côté et avant cela, lors de l'assassinat de Dollfuß, c'était seulement l'Italie qui nous a aidés. Mais la deuxième fois, en France, il y avait une mentalité très bonne, et Daladier, avec lequel j'ai eu beaucoup à faire, moins avec Paul Reynaud. Daladier aurait bien aimé faire quelque chose pour l'Autriche, c'était en tous les cas un homme de bonne volonté et c'est toute la doctrine du gouvernement français qui était au fonds très amicale. Et au moment tragique où il y a eu l'effondrement de la France, c'est incroyable ce que nous y comptions encore d'amitiés en France. Je prends un cas spécial de quelqu'un qui a été même condamné à mort pour collaboration et que j'ai sciemment aidé parce que je savais que ce n'était pas vrai, c'était Rochat, le chef du Quai d'Orsay. Je voyais Rochat très régulièrement. Quand j'ai parlé avec Daladier au début de la guerre, pour toute sécurité, on avait préparé un ordre d'évacuation des émigrés autrichiens en France. Et on s'était mis d'accord sur trois points : il y avait un point pour les Polonais qui était Libourne, un point pour les Tchèques qui était à Agen, et pour les Autrichiens c'était Lectoure. On les connaissait ; cela avait encore été arrangé du temps de Daladier pour les Autrichiens. C'est d'ailleurs ce qui a permis de sauver beaucoup d'Autrichiens, y compris, je dois dire, j'ai beaucoup naturalisé des Israélites comme Autrichiens pour les sauver parce que sinon, les malheureux auraient péri. Nous savions ce que

c'était, mais la plupart des gens ne le savaient pas. Rochat m'a aidé jusqu'au bout. Et je dois dire, même alors qu'il y avait déjà le gouvernement du Maréchal Pétain, qui flottait au-dessus. C'était l'une de ces premières journées de gouvernement. Eh bien, et on avait des difficultés avec certaines personnes, en France aussi, que je comprends d'ailleurs en partie, parce que celles-ci croyaient pouvoir sauver leur pays ; Mais alors, je connaissais assez bien Pierre Laval, je connaissais tout le monde en France. La dernière conversation que j'ai eue avec Laval était déjà en pleine capitulation à Bordeaux. Et effectivement, j'ai été personnellement sur la liste d'extradition qui a été remise à Wiesbaden au gouvernement français. On disait qu'on me recherchait avec toutes les forces de France et de Navarre, mais j'allais à Bordeaux chez les ministres pour arranger le départ des Autrichiens, et je dois dire que Rochat m'a beaucoup aidé. C'est cela la vraie situation.

G.G. Donc, si je vous comprends bien, si je veux retrouver des traces de vos actions à Paris au Ministère, je dois aller chercher dans les papiers de Rochat. Y a-t-il d'autres personnes avec qui vous étiez alors en contact ;

O.v.H. : J'étais en contact avec beaucoup de personnes. C'est très simple ; les derniers jours où la France était déjà effondrée, par exemple, j'ai encore parlé avec Laval de nos problèmes. C'était un vieux cynique, mais c'était aussi un grand Français. Vous savez, c'est très contraire au jugement général des autres, mais j'ai eu des conversations avec Pierre Laval le dernier jour, il était déjà pour la collaboration, mais c'était par patriotisme, il ne voulait pas la victoire de l'Allemagne comme on l'a prétendu. Il a simplement dit qu'il voulait sauver la France. C'était une époque passionnante. Je dois dire que les Français se sont très bien conduits. Il y a eu des salauds, mais enfin qui est-ce qui n'a pas des salauds ? Nous en avons suffisamment en Autriche. Nos contacts français étaient excellents.

G.G. : Vous évoquez dans vos mémoires des contacts avec Edouard Daladier, notamment un mémorandum que vous lui avez remis en juillet 39. Pourriez-vous me communiquer un peu plus de la teneur de ce mémorandum ?

O.v.H.: Je ne m'en souviens pas du tout. J'ai eu beaucoup à faire avec Daladier parce qu'il était le Premier Ministre et parce qu'il était un homme bienveillant pour notre cause. Mais je ne sais plus à quel moment je lui ai remis un mémorandum. Personnellement, j'ai été un peu prudent. Quand j'avais des papiers, dès que c'était passé, le tout passait au feu. Certains papiers ont été, après, repassé par d'autres personnes, mais en principe, je n'ai plus de traces de cette période parce qu'il y avait des gens qui collectionnaient leurs papiers parce qu'ils croyaient s'ériger plus tard un monument. Moi, je voulais gagner ; par conséquent, je détruisais tout.

G.G. : Vous évoquez vos contacts avec Daladier, vous avez également cité Paul Reynaud.

O.v.H. : Oui, beaucoup moins. Daladier, c'était encore une période mi-tranquille, tandis que Reynaud était occupé à toute autre chose. A cette époque-là, je prenais plutôt l'avis du Quai d'Orsay. J'ai parlé trois ou quatre fois avec Paul Raynaud, mais ce n'était pas cette collaboration intime, parce que je me concentrais alors sur les

fonctionnaires, parce que je savais qu'il avait trop à faire. Tandis que Daladier avait un certain temps ; alors, on pouvait se parler

G.G. : Vous évoquez ces fonctionnaires du Quai d'Orsay ; avez-vous encore des noms en tête ?

O.v.H. : C'était surtout Rochat ou Chavaria. J'avais à faire avec beaucoup de fonctionnaires, et je ne puis pas vous le dire en ce moment.

G.G. : Vous avez également eu des rapports avec le Général De Gaulle ; quand et où l'avez-vous rencontré ?

O.v.H. : La première fois à Bordeaux. Peut-être l'ai-je rencontré avant. A cette époque-là, on ne savait pas quel grand homme ce serait dans l'avenir. Mais à partir de Bordeaux, j'avais des contacts avec lui, personnellement, et surtout à travers mon frère Robert qui était à Londres. C'est lui qui maintenait les contacts permanents avec le Général.

G.G. Existe-t-il une correspondance entre le Général De Gaulle et vous-même ?

O.v.H. : Il y avait plusieurs correspondances, mais je ne sais plus. Après la guerre, dans le temps où il était au pouvoir, j'ai eu une correspondance avec lui.

G.G. : Le Général De Gaulle vous a-t-il, durant la guerre, incité à organiser les Autrichiens, sur le plan politique et sur le plan militaire ?

O.v.H. : Non, parce qu'alors des Autrichiens, il y en avait relativement peu. Celui qui s'occupait d'eux, c'était mon frère Robert qui avait bien travaillé parce qu'il était resté à Londres. Moi, j'étais en Amérique.

G.G. : Y a-t-il des traces de ce travail de votre frère à Londres ?

O.v.H. : Oui, il doit y en avoir. Mais je ne pourrais pas vous dire comment les retrouver, parce que, après la guerre, il y avait tant de travail que je ne me suis pas occupé. Je n'avais alors pas le temps de regarder le passé.

G.G. : Evoquons maintenant les émigrés autrichiens qui étaient à Paris durant ces années 38-40 ; aviez-vous des contacts avec eux ?

O.v.H. : Cela dépend. Avec quelques-uns oui, avec quelques autres moins. Je m'occupais un peu de l'émigration. C'est d'ailleurs une erreur que j'ai commise. Parce que j'aurais dû couper les contacts avec l'émigration, travailler avec mes collaborateurs et ne pas m'occuper autant de leurs querelles et de toutes ces choses-là. L'émigration est une chose épouvantable. La différence – je la vois – j'ai fait mon travail avec les Hongrois pendant l'occupation russe, et c'était assez long. Je l'ai fait avec les Autrichiens pendant ce qui s'est passé avec les Allemands. J'ai beaucoup mieux réussi avec les Hongrois qu'avec les Autrichiens, parce que les Autrichiens dans l'émigration ont eu une très grande faiblesse : il y avait trop d'intellectuels qui se chamaillaient tout le temps. Si vous vous occupez de l'émigration, vous devez sans cesse arranger des conflits qui sont totalement inutiles.

Quand on est dans l'émigration, il faut s'occuper des contacts étrangers et voir ce qu'on peut en sortir.

G.G. : Vous n'avez donc pas l'impression que l'idée d'un front commun de toutes les tendances politiques eût été important ?

O.v.H. : Non. C'était une erreur que j'ai commise. Je me suis trop occupé d'eux, beaucoup trop. C'est d'ailleurs ce qui m'a permis de bien réussir avec les Hongrois parce que je ne me suis pas occupé de leurs chamailleries. Ils pouvaient se chamailler, mais il fallait garder la grande ligne.

G.G. : Quand vous parlez de « chamailleries », qu'entendez-vous par là ?

O.v.H. : Tous ces petits partis qui se dénonçaient entre eux. C'était un panier de crabes. Et je regrette, mais c'était ainsi. Il y avait quelques personnes qui étaient intéressantes.

G.G. : Qui était intéressant ?

O.v.H. : Martin Fuchs était un homme intéressant. Il y avait certainement du côté des socialistes quelques personnalités intéressantes. Parce qu'ils étaient totalement fixés sur l'Anschluss. Il ne faut pas oublier que le parti autrichien en émigration a continué à soutenir l'Anschluss jusqu'en 1943, même en Amérique.

G.G. : Lorsque vous mentionnez l'expression « quelques socialistes », à qui pensez-vous précisément ?

O.v.H. : Je ne me souviens plus des noms. Il y en avait quelques-uns qui étaient très bien, par exemple Dietrich von Hildebrandt, le philosophe. Je pourrais également citer le Dr. Félix Somary qui était en Suisse. C'était un Autrichien devenu citoyen suisse et qui a fait un travail de tout premier rang. C'était peut-être le meilleur de tous. Il a laissé un livre de mémoires. Son action était sur l'Amérique. Le plus important, c'est que c'était un homme qui a quitté l'Autriche lorsqu'elle s'est transformée en République. Son père était déjà spécialisé dans les études financières et économiques, il était l'un des grands économistes autrichiens. Lui est parti en Suisse lorsque la République a été fondée, le père d'abord, le fils a continué et il est devenu un banquier important en Suisse, mais il a toujours maintenu les contacts avec l'Autriche, et il était celui qui s'est très fortement occupé de faire voir aux Occidentaux ce qu'il fallait faire en cas d'une guerre. Résultat : il a été nommé – parce qu'il était déjà citoyen suisse – Le Dr. Somary a toujours été à l'arrière-plan, mais il était le chef de toutes les relations économiques extérieures de la Suisse, avec pour conséquence, de la guerre. Donc l'alimentation suisse, c'était sa compétence parce que c'était un homme qui était très connu dans le passé. J'ai beaucoup travaillé avec lui. Il m'a beaucoup aidé dans les opérations que nous avons faites pour empêcher les bombardements de l'Autriche pendant assez longtemps. On a pu les ajourner de un an et demi. J'avais des contacts grâce à Somary. C'était une des grandes figures, mais il ne se serait jamais occupé de toutes ces chamailleries entre socialistes, chrétiens sociaux, libéraux, etc..

G.G. Que pensez-vous des tentatives de Ernst Karl Winter de former un gouvernement d'exil autrichien ?

O.v.H. : A l'époque où il était pour, j'étais contre parce que je croyais que nous ne pourrions pas obtenir la reconnaissance aussi longtemps que l'Amérique resterait neutre. On n'aurait jamais obtenu cette reconnaissance. C'était autre chose lorsque l'Amérique est entrée en guerre, mais là, il y a eu cette chose malheureuse que l'émigration autrichienne n'a jamais pu être unifiée parce que les socialistes, jusqu'en 43, avaient dans leur programme l'acceptation de l'Anschluss

G.G. Oui, mais il y avait les chrétiens-sociaux qui étaient pour l'indépendance de l'Autriche !

O.v.H. : Et les communistes étaient aussi, jusqu'au jour du traité de Staline avec Hitler. Alors, ils sont devenus résistants, et lorsque les Allemands ont attaqué les Russes, ils ont repris la résistance.
Les socialistes ont fait l'obstruction systématique jusqu'au moment où cette possibilité a réellement disparu parce que nous avions aussi des ennemis féroces dont le plus féroce était, de loin, Bénès. Il avait dans l'émigration une position forte. Il avait beaucoup d'argent parce que, pendant la période qui a suivi Munich, et après celle-ci, quand Bénès s'est retiré en Anglererre et qu'il a été remplacé par le président Hácha. Les jours quand la guerre a éclaté et que l'occupation de toutes les régions tchèques étaient assurées, Hácha a envoyé la moitié de la fortune de la banque centrale tchèque à Londres à la disposition de Bénès. Par conséquent, Bénès était sans cesse admirablement financé, ce que les autres n'étaient pas. Et il a acheté les consciences à droite et à gauche. D'ailleurs, effectivement, les comptes financiers de Bénès se trouvent aux Etats-Unis. Dans ces comptes, on voyait qui était financé par Bénès. Il y avait par exemple trois Hongrois qui étaient largement financé par Bénès. Bénès voulait que l'Autriche disparaisse.
Chez les Autrichiens, l'émigration a été un désastre, avec le grand parti des socialistes qui était sans cesse du côté de l'ennemi, non pas qu'ils aient été hitlériens, mais ils ne voulaient pas l'indépendance de l'Autriche.

Table des matières

Remerciements …….. 1

Introduction ……..… 2

Première partie : éléments biographiques …… 8

1. Courte biographie …… 9

1.1. Jeunesse et études universitaires …… 9

1.2. L'universitaire malchanceux …… 12

1.3. L'engagement politique …… 15

1.3.1. Les deux *« lettres au Président Fédéral »* …… 15

1.3.2. Mission de réconciliation …….. 16

1.3.3. Opposition au régime …… 17

1.4. L'exil politique …… 18

1.5. L'impossible retour …….. 20

2. Essai d'auto-définition …… 22

3. Les fondements philosophico-théologiques de la pensée wintérienne …… 27

3.1. Platon et le platonisme …….....… 28

3.2. Saint-Augustin …….. 30

3.3. Aristote et Saint Thomas d'Aquin …….. 30

3.4. Le romantisme politique allemand ……... 31

3.4.1. La théorie de l'Etat du romantisme politique …… 31

3.4.2. L'économie dans la pensée du romantisme politique …… 34

3.5. La synthèse philosophique effectuée par E. K. Winter …….. 36

2ème partie : géopolitique de l'Autriche ……. 40

4. Le concept de « nation autrichienne » ……..…. 41

4.1. La nécessaire différenciation Allemagne / Autriche …… 43

4.1.1. L'antagonisme Allemagne – Autriche …… 44

4.1.2. Qu'est-ce que l'Allemagne ? ……..…. 50

4.1.3. La question du pangermanisme en Autriche …… 53

4.2. Eléments de l'identité autrichienne ……..…… 56

4.2.1. La géographie de l'Autriche ou le *« système des fleuves et des montagnes »* ……. 57

4.2.2. La « conception de l'histoire autrichienne » …… 60

4.2.3. « Etat » et « Nation » : deux concepts différents …… 63

4.2.4. Eléments du *«discours autrichien »* de l'entre-deux-guerres …… 70

4.2.5. *„L'homme autrichien"* selon E.K. Winter ……..…… 71

4.2.6. La catholicité de l'Autriche ……..…… 74

4.2.7. La « mission autrichienne » …… 76

5. L'Autriche et la Mitteleuropa …… 79

5.1. Les modèles de conception de l'Europe centrale avant 1918 ……..…… 79

5.2. L'idée d'une fédération danubienne jusqu'en 1933 …… 81

5.2.1. Prémisses géographiques : le *« système des fleuves et des montagnes »*
appliqué à l'Europe centrale ……..…. 82.

5.2.2. Prémisses historiques : la Pentarchie ……... 83

5.2.3. La mission de l'Autriche dans un contexte mitteleuropéen …….. . 85

5.2.4. Une fédération d'Etats libres et souverains …… . 85

5.3. L'idée d'une fédération danubienne de 1933 à 1938 …… 86

5.3.1. La « faute » du Traité de Versailles ……..…. 87

5.3.2. Un rempart contre le national-socialisme …… 88

5.3.3. La « Brückenlage » de l'Autriche ……..…. 89

5.3.4. Une Fédération de monarchies et de républiques ……..…. 90

5.3.5. Aspects économiques et sociaux ……..…… 91

5.4. Une Fédération danubienne pour sortir des ruines de la guerre …… 92

3ème partie : conceptions institutionnelles …… 97

6. La forme institutionnelle de l'Etat …… 98

6.1. La République …… 98

6.2. La monarchie …… 101

6.2.1. La vision de la monarchie avant 1933 : le principe *« dynastique »* …… 101

6.2.2. La vision de la monarchie entre 1933 et 1938 …… 102

6.2.3. La question monarchique après l'anschluss …… 107

7. La démocratie …… 109

7.1. Refus de la démocratie …… 110

7.2. La démocratie à partir de 1933 …… 112

7.3. La démocratie en exil …… 115

4ème partie : critique des dictatures en place …… 118

8. Critique du corporatisme …… 119

8.1. Le 4 mars 1933 : dénonciation d'un *« coup d'Etat »* …… 119

8.2. La critique de la politique du gouvernement corporatif …… 123

9. Critique du national-socialisme …… 129

9.1. La critique du national-socialisme avant 1933 …… 130

9.2. La critique du national-socialisme après l'arrivée d'Hitler au pouvoir …… 136

9.2.1. La mise en évidence du péril national-socialiste …… 136

9.2.2. La critique d'Hitler et de ses partisans …… 137

9.2.3. L'approche « scientifique » du national-socialisme …… 139

9.2.3.1. L'ascension vers le pouvoir …… 139

9.2.3.2. Critique du concept de « légalité » ……..…141

9.2.3.3. Critique de la politique étrangère ……..…… 142

5ème partie : Rapport aux partis politiques …… 144

10. Le catholicisme politique ……..…… 145

10.1. 10.1. Un catholicisme social selon le modèle de Karl von Vogelsang ……..…… 145

10.2. Eléments du catholicisme social autrichien …… 147

10.2.1. Une profession de foi « autrichienne » …… 147

10.2.2. La lutte contre le capitalisme et la prolétarisation …… 148

10.2.3. La planification économique …… 150

10.2.4. Le principe de « coopération » des acteurs sociaux, économiques …. Et aussi politiques …… 152

10.2.5 L'intégration de la classe ouvrière dans la nouvelle « confédération syndicale » 154

11. Rapport à la gauche …… 158

11.1. Rapport à la social-démocratie autrichienne …… 158

11.1.1. Rappel de la situation historique …… 159

11.1.2. Jugements sur la social-démocratie …… 160

11.1.2.1. Avant mars 1933 …… 160

11.1.2.2. Jugements sur la social-démocratie après mars 1933 …….. ... 161

11.1.2.2.1. Jugements négatifs …… .. 161

11.1.2.2.1.1. Méconnaissance et négation du rôle de l'Etat …… . 161

11.1.2.2.1.2. Idéologie pangermaniste …… 164

11.1.2.2.2. Jugements positifs …….. 165

11.1.2.2.2.1. Une personnalité essentielle : Otto Bauer …… 165

11.1.2.2.2.2. Le programme de Brünn …… 166

11.2. Rapport au parti communiste autrichien …….. . 167

11.2.1. Rappel de la situation historique …….. 167

11.2.2. Jugements sur le parti communiste autrichien …….. 168

12. Une position originale : « rechts stehen, links denken» ……..… 171

13. **Ernst Karl Winter, Précurseur de la Seconde République ……..... 176**

13.1. La « conscience nationale autrichienne » ……..…. 178

13.1.1. « L'Autriche allemande » de la Première République ……..…. 178

13.1.2. « L'Autriche autrichienne » de la Seconde République ……..…. 180

13.1.3. L'influence d'E.K. Winter ……..…. 181

13.2. Le dialogue politique droite – gauche ……..…. 182

13.2.1. Dans l'entre-deux-guerres ……..…. 182

13.2.2. Après la Seconde Guerre Mondiale ……..…. 183

13..2. 3. E.K. Winter et la « concentration nationale » ……..…184

13.3. La question syndicale ……..…. 185

13.3.1. Les syndicats autrichiens entre les deux guerres mondiales ……..…. 185

13.3.2. Les syndicats autrichiens sous la Seconde République ……..…. 186

13.3.3. E.K. Winter et la « confédération syndicale » ……..…. 186

13.4. Rapports entre l'Eglise Catholique et les partis politiques ……... 187

13.4.1. Entre les deux guerres ……..... 187

13.4.2. Après la Seconde Guerre Mondiale ……..... 189

13.4.3. Positions d'EK. Winter ……..…. 190

Conclusion ……..…. 192

Bibliographie ……..…. 199

Annexes ……..…. 210

Der Nazispiegel ……..…. 211

Les 10 points de l'Action monarchique populaire ……..…. 213

Lettres au Président Fédéral W. Miklas …… 214

Lettre d'Otto de Habsbourg relative à E. K. Winter …… 216

Interview d'Otto de Habsbourg le 12 octobre 2006 …….. 218